



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

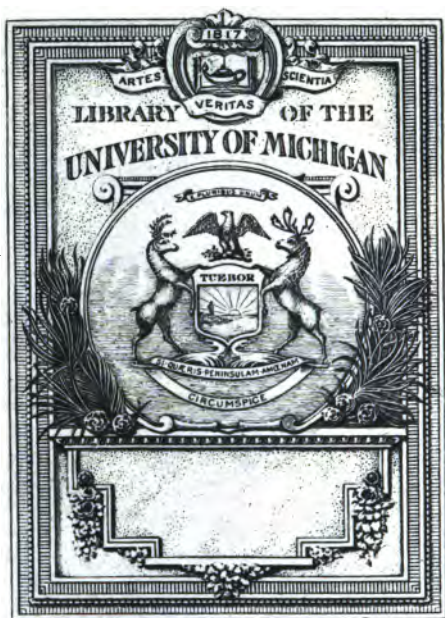
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

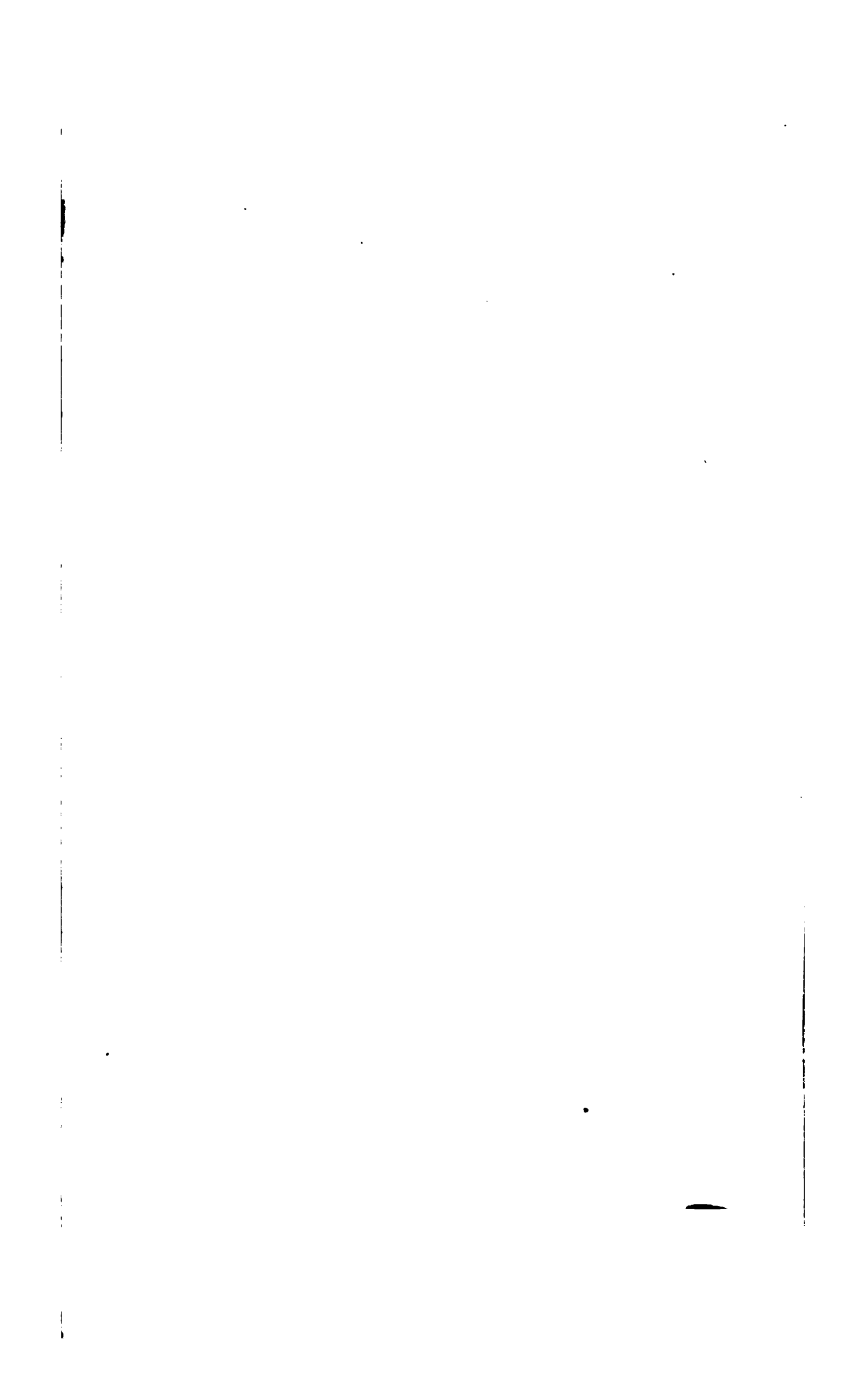
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



BX
1805
R67
1862

(3484)



L'ULTRAMONTANISME

BX
1805
R67
1862

DÉVOILÉ

ET

COMBATTU DANS SES TENDANCES

ANTICHRÉTIENNES, ANTIRATIONNELLES, ANTISOCIALES ET ANTILIBÉRALES

PAR P. ROCHELLE

Ex hoc fonte, Sancte Pater, tanquàm ex equo trojano, irrupere in Ecclesiam Dei tot abusus et gravissimi morbi. quibus conspicimus eam laborare! (*Réponse des Cardinaux et des Prélats consultés par Paul III.*)

La doctrine ultramontaine moderne, si elle venait à triompher dans le monde religieux, ferait sortir du catholicisme les peuples qui lui appartiennent, et empêcherait d'y entrer ceux qui ne lui appartiennent pas. (*Monseigneur Affre, archevêque de Paris.*)

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

EUGÈNE PICK, LIBRAIRE-ÉDITEUR

3, RUE DU PONT-DE-LODI, 5

1862

NU

RJ

L'ULTRAMONTANISME

DÉVOILÉ

PARIS

IMPRIMERIE DE L. TINTERLIN ET C^e

Rue Neuve-des-Bons-Enfants, 3.

L'ULTRAMONTANISME

DÉVOILÉ

ET

COMBATTU DANS SES TENDANCES

ANTICHRÉTIENNES, ANTIRATIONNELLES, ANTISOCIALES ET ANTILIBÉRALES

PAR P. ROCHELLE

Ex hoc fonte, Sancte Pater, tanquàm
ex equo trojano, irrupere in Ecclesiam
Dei tot abusus et gravissimi morbi, qui-
bus conspicimus eam laborare! (*Réponse
des Cardinaux et des Prélats consultés
par Paul III.*)

La doctrine ultramontaine moderne,
si elle venait à triompher dans le monde
religieux, ferait sortir du catholicisme
les peuples qui lui appartiennent, et
empêcherait d'y entrer ceux qui ne lui
appartiennent pas. (*Monseigneur Affre,
archevêque de Paris.*)



PARIS

EUGÈNE PICK, ÉDITEUR

de la Coalition ultramontaine

5, RUE DU PONT-DE-LODI, 5

1861

BX

1805

.R67

1862

Gen. Lib.
9-22-45

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
A M. Eugène Pick	VII
CHAP. I ^{er} . — De l'esprit religieux au dix-neuvième siècle. — De l'Ultramontanisme au moyen âge. — Distinction essentielle établie par les théologiens catholiques entre le <i>Saint-Siège</i> , la <i>Cour de Rome</i> et le <i>Pape</i>	3
CHAP. II. — Intervention des Jésuites dans les questions ultramontaines. — Leur Institut et leur plan de domination universelle. — Leurs doctrines.....	27
CHAP. III. — Partie destructive de la doctrine des Jésuites.....	37
CHAP. IV. — Partie informative de la doctrine des Jésuites. — Du Probabilisme et de ses conséquences.....	59
CHAP. V. — Du Probabilisme au dix-neuvième siècle. — Théorie et application. — Contradictions ultramontaines.....	97
CHAP. VI. — Aperçu général sur les nouvelles doctrines touchant l'autorité absolue et l'infaillibilité personnelle du Pape. — Vives réclamations qu'elles soulèvent en France et au Concile de Trente....	121
CHAP. VII. — Le Probabilisme appliqué par les Jésuites à la démonstration de l'infaillibilité du Pape. — Systèmes du cardinal Bellarmin, de Suarez, de Gonzalez, et des autres Ultramontains. — Doctrines contraires soutenues par plusieurs Papes, par les plus grands saints, par les Conciles et par toute l'Eglise de France.....	137

	Pages.
CHAP. VIII. — Application du Probabilisme à la démonstration de l'autorité absolue du Pape sur les rois et les empires	177
CHAP. IX. — Nouvelles applications des principes jésuitiques. — Du régicide et de ses conséquences. — Immunités des ecclésiastiques. — Les clercs ne sont soumis ni aux magistrats politiques, ni au roi, ni aux lois civiles. — Doctrines contraires des Saints Pères et des Papes. — Décret du pape Gélase sur la séparation des deux puissances. — Boniface VIII et Philippe-le-Bel.....	197
CHAP. X. — De l'Ultramontanisme et du Probabilisme au dix-neuvième siècle. — M. de Maistre et son livre <i>Du Pape</i>	233
CHAP. XI. — Conclusion.....	255
Pièces justificatives	283

A MONSIEUR EUGÈNE PICK

LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DU PONT-DE-LODI, 5, A PARIS

MONSIEUR,

Je m'empresse de répondre à la proposition que vous me faites de rééditer ma petite brochure intitulée : *Le Pape et les Ultramontains au tribunal de Fénelon*. Je dois être naturellement tout disposé à accueillir favorablement votre projet, puisque, outre les avantages personnels que vous m'offrez, je partage à peu près toutes vos idées sur cette question de l'Ultramontanisme, qui est comme le nœud gordien de la civilisation moderne. Il faut absolument le trancher pour marcher à des conquêtes ultérieures.

Oui, Monsieur, vous avez raison de le proclamer, les grands principes de 89 ont leurs racines primitives dans l'Évangile; c'est bien là leur véritable terre natale. Il est également incontestable que la politique de Napoléon III, en s'appuyant sur cette large base, continue l'application séculaire et traditionnelle des doctrines de l'Église de France sur les

rapports entre la puissance temporelle et la puissance spirituelle. Le gouvernement impérial pratique, avec autant de modération que de fermeté, les maximes professées par nos pères, qui eux-mêmes ne faisaient que suivre une tradition constante, et se conformaient, avec un religieux respect, aux décisions des saints Pères et des plus grands Papes (1). La haute raison de l'Empereur semble surtout s'inspirer de cette excellente doctrine, recommandée et professée par Fénelon : *« Défendons nos libertés, qu'il s'agisse de nouveaux décrets du concile général, tout comme s'il s'agissait des constitutions du Pontife romain... Que la puissance royale de France veille donc à elle-même, et qu'elle nie ouvertement d'être jamais soumise au concile ou au Pontife dans l'ordre du gouvernement temporel, puisque cette puissance temporelle a précédé l'Église elle-même et qu'elle a été établie par Dieu... »* (2) »

Il peut donc paraître à propos de rééditer ces maximes d'un prélat dont l'autorité est assurément d'un grand poids dans la balance où l'on jette tant d'opinions opposées : c'est cette considération qui m'avait engagé moi-même à publier ce petit opuscule. Mais, quelle que soit la valeur de ce témoignage en faveur de la bonne cause, il ne me semble pas

(1) Quoniam Rex Francorum in temporalibus superiorem minimè recognoscit (Innocent III, Decret. lib. IV. cap. *per Venerabilem.*) Voyez les ch. VIII et IX du présent ouvrage.

(2) *Le Pape et les Ultramontains au Tribunal de Fénelon*, pages 28 et 29.

suffisant pour faire pencher la balance du côté de la vérité, pour détruire tous les préjugés, toutes les erreurs, et dissiper tous les nuages répandus à dessein, depuis quelques siècles, sur des questions inconnues à la sage antiquité.

Dans cette conviction, il me paraîtrait préférable, Monsieur, d'étendre notre cadre et de traiter le sujet sur un plus vaste plan. Il faudrait prendre l'Ultramontanisme corps à corps ; exposer son origine, ses progrès, les moyens et les arguments employés pour étayer, tant bien que mal, des théories non moins nuisibles à l'Église qu'à l'État ; dévoiler les ruses et les intrigues mises en jeu par des fanatiques qui, sous prétexte de dévouement au Pape, s'attaquent avec autant d'audace que d'ignorance à tout ce qui fait la grandeur de notre époque, à la liberté, à la science, à l'art, au progrès et à la civilisation sous toutes ses formes. Il faudrait démasquer ces prétendus catholiques, qui s'appliquent à combattre et à contrecarrer les instincts les plus vivaces et les aspirations les plus légitimes de la France, qui attentent à la majesté de toutes nos gloires nationales, répudient tous les droits des peuples modernes, et évoquent sur nos têtes tous les feux du ciel, en attendant qu'ils puissent rallumer les bûchers de l'Inquisition.

Il faudrait pour cela faire connaître la politique et le système des Jésuites, qui sont, depuis trois siècles, les instigateurs et les plus ardents propagateurs de ces nouvelles doctrines, les soutiens les plus

forts et les défenseurs les plus opiniâtres de tout cet échafaudage de contrebande. En un mot, il faudrait exécuter le plan proposé autrefois par le cardinal Davia au célèbre Colbert, évêque de Montpellier, en exposant sommairement les étranges principes sur lesquels les disciples d'Escobar ont bâti de nouveaux commandements de Dieu et un nouvel Évangile. Il faudrait faire voir comment ils ont pros crit l'Écriture et les Pères, pour mettre à leur place

Ces dogmes séducteurs,
Pernicieux enfants de cent nouveaux docteurs,

et surtout le *Probabilisme*, qui est la source de toutes leurs erreurs. Il faudrait faire comparaître tour à tour ces néo-théologiens devant l'opinion publique, extraire de leurs ouvrages des textes authentiques qui révélassent le but auquel ils aspirent; il faudrait mettre à nu les sophismes à l'aide desquels ils essaient d'établir leurs prétentions, et veulent nous faire croire *que nous sommes Ultramontains avant d'être chrétiens, Romains avant d'être Français; que le Pape est notre unique et souverain maître; que tous les rois et les empereurs doivent lui être soumis comme à Dieu même.....*

Concessâ pudet ire viâ civemque videri (1)!

En regard, et à côté de ces textes révélateurs d'une doctrine antichrétienne et d'une politique machiavélique, apparaîtraient les témoignages diamétralement

(1) Lucan. lib. II.

ment opposés de la Sainte-Écriture, des Apôtres, des Saints Pères, des Conciles, des Papes, des plus grands évêques et des plus illustres docteurs de l'Église. Les nombreuses dépositions de tous ces témoins d'une autorité compétente et irréfragable, mises en parallèle avec les étranges théories des Jésuites et des Ultramontains, formeraient comme un concile universel de tous les temps et de tous les lieux, au tribunal duquel la condamnation des néo-catholiques serait aussi éclatante qu'inévitable. Elles démontreraient aux yeux les plus prévenus, que ces fanatiques sont les plus grands ennemis de la sainte cause qu'ils prétendent défendre; qu'il y a en réalité la même distance entre le vrai Catholicisme et l'Ultramontanisme moderne, qu'entre la révélation divine et les vaines imaginations des hommes; qu'entre la foi et la charité chrétiennes, et les illusions d'une secte; de sorte que l'on pourrait dire avec saint Augustin : *Sunt ista magna magnorum deliramenta doctorum, quanto melius tenemus magna magnorum sacramenta sanctorum !...*

Les doctrines ultramontaines ne sont, en réalité, qu'une parodie du Christianisme, ou si vous aimez mieux, un nouvel épanouissement du Pharisaïsme judaïque, si sévèrement condamné par le Christ. Ne croirait-on pas en effet, Monsieur, que c'est le portrait des Ultramontains de nos jours que trace l'historien Josèphe dans les lignes suivantes que j'abrège : « Il y a, dit-il, une secte de gens qui veulent qu'on les croie plus instruits que les autres des lois et des usages

de la religion, ... et qui se vantent d'en être les rigides observateurs : on les nomme Pharisiens. Ils sont artificieux, arrogants, et si entreprenants qu'ils ne craignent pas même quelquefois de s'élever contre les rois, et de les attaquer ouvertement. » (1)

Le même historien raconte plusieurs faits qui justifient pleinement cette dernière imputation, et il représente partout ces faux docteurs de la loi comme des intrigants, « pleins de préjugés, d'orgueil, d'artifice, d'esprit d'indépendance et de révolte, qui s'opposaient toujours à l'autorité civile, offensaient la Majesté souveraine, refusaient à l'Empereur le serment de fidélité, que tous les autres Juifs lui avaient prêté, et excitaient le peuple à la rébellion par toutes sortes de cabales... »

N'est-ce pas là le type et le vrai caractère de l'Ultramontanisme moderne ? N'est-ce pas dans les deux cas la même doctrine et la même conduite ? N'est-ce pas ici comme là, et là comme ici, ces hommes qui, emportés par leur propre sens, au lieu de se faire un zèle de leur religion, se font une re-

(1) Josèphe, *Histoire des Juifs*, liv. XVII, chap. III. Voyez aussi au liv. XVIII, chap. II, le récit de la révolte des Juifs sous Auguste, à l'instigation de Judas et d'un pharisien nommé Sadoc. Il nous serait facile de multiplier les analogies entre le Pharisaïsme et l'Ultramontanisme. Les Pharisiens défiguraient la loi de Moïse, à peu près comme les Ultramontains dénaturent l'Évangile, en y ajoutant un grand nombre de rites et de dogmes de leur invention. Ils y mêlaient aussi des contes ridicules, des histoires apocryphes, et plusieurs principes de philosophie, au s opposés à la Révélation que le Probabilisme des Jésuites (Voy. ⁴¹ mud, et Pluquet, dict. des Hérésies, di:c. prélim.)

ligion de leur zèle et de leurs intérêts personnels ?

L'intérêt, cette passion active, ce poison subtil, qui dénature tous les sentiments auxquels il se joint, tel est, Monsieur, l'un des grands mobiles des partisans exclusifs de l'Ultramontanisme. C'est lui qui leur a inspiré cette audace avec laquelle ils peuvent tout affirmer, mais non tout démontrer ; c'est lui qui leur fait nier que la liberté de conscience soit un droit que tous les hommes ont reçu avec la vie, et le seul fondement d'une religion divine ; c'est lui qui les a poussés à identifier le catholicisme avec les abus de la Cour de Rome, et plusieurs autres erreurs humaines qui ont pris son nom et se sont revêtues de ses livrées ; c'est lui qui les empêche de voir qu'ils rendent la religion odieuse en l'amalgamant avec leurs fausses théories ; c'est lui qui les a amenés à faire un *Dieu du Pape*, et à proclamer Rome l'*Émule de la Divinité* ; c'est lui qui a éveillé dans une grande partie du clergé cet esprit d'empire et de domination si contraire à l'Évangile ; en un mot, c'est lui qui a corrompu et corrompt encore tous les jours la beauté et la perfection de l'œuvre chrétienne.

Or, Monsieur, c'est justement le même mobile qui dirigeait toute la conduite des Pharisiens antiques ; ce sont là, presque trait pour trait, les couleurs sous lesquelles nous les peint l'Évangile, et, après lui, toute la tradition catholique. Jugez-en vous-même par la page suivante, extraite d'un des plus grands orateurs chrétiens du dix-septième siècle.

« L'intérêt, dit-il, telle fut la passion prédomi-

nante des Pharisiens ; et selon le rapport que nous en font les Évangélistes, deux fins principales étaient tout le motif de leur religion et des bonnes œuvres qu'ils pratiquaient. Ils *voulaient être honorés*, et malgré l'austérité qu'ils affectaient au dehors, ils voulaient être abondamment pourvus de tout ce qui peut contribuer aux commodités et aux douceurs de la vie. Le *spécieux et l'utile, 'un état aisé et une domination absolue sur les esprits*, voilà où ils aspiraient. Et que faisaient-ils pour cela ? *Tout ce que les saints ont coutume de faire par le principe d'une vraie piété*. Ils se tenaient dans la retraite, ils passaient les journées entières et même les nuits dans le temple ; employaient presque tout le temps, ou à chanter les louanges du Seigneur *en présence de son autel, ou à s'entretenir avec lui en de longues oraisons* ; ils ne respiraient, comme semble, que pénitence et que mortification, ils ne parlaient que d'abstinences et de jeûnes ; ils condamnaient tout ce qu'ils voyaient, et *gémissaient sans cesse sur la dépravation des mœurs et la corruption de leur siècle*. De là qu'arrivait-il ? ce qui n'est que trop de fois arrivé dans les âges suivants. Les peuples, crédules et faciles à séduire par les apparences, concevaient pour eux de la vénération. *Grand nombre de femmes, pieuses de cœur, et conduites par une bonne intention, mais du reste, selon la faiblesse ordinaire de leur sexe, jugeant de la dévotion par je ne sais quelle sévérité, et se formant là-dessus des préjugés aussi difficiles à déraciner d'une âme simple que prompts à s'y établir, se déclaraient en leur faveur, prenaient leur*

parti et se rangeaient sous leur direction, leur abandonnaient avec le soin de leur salut l'administration de leurs biens, les enrichissaient de leurs fonds, s'épuisèrent pour les entretenir, et pensaient faire un sacrifice à Dieu en lui conservant, par de larges et d'amples contributions, des hommes si élevés, si saints, si parfaits : car voilà ce qui est exprimé dans l'Évangile.

« Mais ce n'est pas tout : de cette prévention générale et si favorable suivait encore un autre effet non moins avantageux ni moins conforme aux vues ambitieuses de ces dévots remplis d'orgueil. C'est que par là ils acquéraient un crédit qui les rendait maîtres de tout; qu'ils gouvernaient les familles; qu'ils ordonnaient dans les maisons; qu'ils décidaient dans les entretiens; que dans les synagogues, dans les cérémonies, dans les places publiques, on leur rendait de profonds respects et on leur faisait toutes sortes d'honneurs. C'est ce qui les flattait, et de quoi ils étaient jaloux. Mais qui leur attirait tout cela? l'idée qu'on avait de leur piété.

« Voilà, leur disait le Fils de Dieu, le fruit de vos prières, de ces prières vénales que vous recommencez si souvent et que vous faites durer si longtemps : *orationes longas orantes*. Voilà, dit saint Marc, par où ils devenaient si puissants et si opulents : *sub obtentu proluxæ orationis*: » (1)

Tous les Saints Pères et les docteurs de l'Église

(1) Bourdaloue, sermon sur la Vraie et la Fausse Piété.

s'accordent à flétrir cette piété intéressée et mercenaire. Quelle profanation, s'écrie saint Chrysostôme, d'abuser ainsi non plus seulement des choses saintes, mais de la sainteté même ! Selon Salvien, c'est là le mépris le plus outrageant que l'on puisse avoir pour la Divinité. Servir le monde pour Dieu, dit-il, c'est une vertu ; servir le monde pour le monde est un désordre ; mais qu'est-ce que servir Dieu pour le monde, sinon le plus grand outrage qui puisse être fait au Souverain Être ?

En effet, dans cet ordre d'idées l'intérêt personnel est le but, la fin qu'on se propose ; Dieu n'est que le moyen d'y parvenir. Au lieu de *servir Dieu*, l'homme qui agit ainsi se *sert de Dieu* pour satisfaire son ambition, son orgueil et toutes ses convoitises, selon la parole d'Isaïe : *Servire me fecisti in peccatis tuis* (1).

Voilà, Monsieur, ce qui explique l'aversion que le Sauveur témoigna toujours pour la secte des anciens Pharisiens. Voilà pourquoi il marqua au front, d'une éternelle réprobation, l'hypocrisie de ces *sépulcres blanchis* ; voilà pourquoi, en ordonnant aux apôtres de prêcher la bonne nouvelle, il leur commande expressément le plus complet désintéressement ; voilà pourquoi il leur défend de rechercher les dignités, les honneurs et toutes les vaines grandeurs du monde ; voilà pourquoi il fait consister la véritable élévation de ses disciples dans un profond abaissement, et veut que le plus grand d'entre eux devienne comme le

(1) Id. *ibid.*

plus petit. *Qui major est in vobis fiat sicut minor.*

Les Apôtres et les Saints Pères ont suivi à la lettre ces divines instructions (1), et ont mis un soin tout particulier à éloigner de leurs personnes tout soupçon d'intérêt et de domination. C'est sur cet article que saint Paul appelle spécialement l'attention des Corinthiens, dans le passage où il les invite à scruter le mobile de sa conduite, et à juger par eux-mêmes qu'il ne travaille pas dans l'espoir d'obtenir des avantages temporels. « Nous vous annonçons la foi, dit-il, et, selon la foi, nous sommes vos pères en Jésus-Christ ; mais selon le monde nous sommes les derniers des hommes. Tout chrétiens que vous êtes vous ne laissez pas d'occuper des places, d'avoir des titres qui vous distinguent ; quant à nous, nous ne sommes rien. Nous sommes *faibles*, et vous êtes *puissants* ; *nos infirmi*, *vos autem fortes* ; vous êtes *nobles*, *aucun titre ne nous distingue* ; *vos nobiles*, *nos autem ignobiles...* (2) » Et après une longue énumération des misères et des souffrances attachées à l'apostolat, le grand Docteur remarque qu'il n'est pas entré dans tous ces détails pour reprocher leur conduite aux

(1) Nous nous plaçons à reconnaître qu'elles sont également suivies par une grande partie du clergé français, surtout dans les campagnes. C'est là qu'on trouve :

..... Ce pasteur respectable,
Qui depuis quarante ans sert son Dieu, fait le bien,
Reçoit peu, donne tout, et ne demande rien !...
Par ses sages conseils, sa bonté, sa prudence,
Il est pour le village une autre Providence !...

(DELILLE, *l'Imagin. VIII et l'Homme des champs I*).

(2) I. Corinth., cap. IV.

fidèles de Corinthe ; mais seulement pour leur faire comprendre qu'en travaillant à leur salut, il ne travaillait que pour eux, ne recherchait que leurs propres avantages, et non ses intérêts personnels.

Tel est, Monsieur, le véritable esprit du Christianisme, celui qui a vivifié toutes les lumières de l'Église, depuis les apôtres jusqu'à nos jours (1). Pour mettre cette vérité en évidence et démontrer que l'Ultramontanisme est l'antipode du vrai Catholicisme, il suffirait donc de mettre les deux doctrines en regard, en empruntant aux plus illustres représentants des deux écoles des textes authentiques. On verrait, par ce simple rapprochement, que partout où le Catholicisme dit oui, l'Ultramontanisme dit non, et réciproquement. Ce serait là, à mon avis, le moyen le plus court et le plus sûr de combattre un système aussi contraire à l'Évangile et à la Foi qu'à la raison et au bon sens. C'est du moins, Monsieur, le plan que je me propose d'exécuter un jour ; et c'est dans ce but que j'ai déjà rassemblé et mis en ordre de nombreux matériaux.

Ma petite brochure : *Le Pape et les Ultramontains au tribunal de Fénelon* n'est qu'un chapitre détaché de cet ouvrage. Plusieurs autres chapitres sont tout prêts et peuvent former dès aujourd'hui un volume d'environ trois cents pages, d'après le plan général que je viens d'indiquer, avec le titre suivant :

(1) Voy. ci-après ch. I, VII et XI, avec quelle force les Saints Pères et les docteurs catholiques s'élèvent contre l'ambition, l'intérêt et la domination des pasteurs de l'Église.

L'Ultramontanisme dévoilé et combattu dans ses tendances antichrétiennes, antirationnelles, antisociales et antilibérales...

Je vous adresse directement ce manuscrit, afin que vous puissiez juger de l'exécution par vous-même, et décider si ce travail ne remplirait pas mieux qu'une simple brochure les vues exprimées dans la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire.

Si vous daignez jeter les yeux sur les onze chapitres de cet ouvrage, vous reconnaîtrez que je me suis surtout appliqué à dévoiler les doctrines ultramontaines, depuis leur origine jusqu'à nos jours, et que je les ai réfutées aussi péremptoirement que possible. Quelquefois la simple énonciation de la thèse m'a paru la meilleure condamnation.

Quand l'absurde est outré, l'on lui fait trop d'honneur
De vouloir, par raison, combattre son erreur (1).

Il suffit de le dégager des faux ornements qui lui donnent une apparence de vérité, pour qu'il frappe les yeux du lecteur le moins attentif. D'ailleurs la réfutation se glisse presque toujours dans les développements mêmes d'un paradoxe, qui ne montre les objets que d'un côté; on découvre l'erreur dès que l'on tourne la médaille.

D'autres fois, je me suis contenté d'appeler les Ultramontains à leur propre tribunal, et de mettre leurs contradictions en relief par le simple rappro-

(1) La Fontaine, fables IX, I,

chement des textes. Quand la raison est contre les intérêts d'un ultramontain, celui-ci ne manque jamais d'être contre la raison. C'est ce qui explique pourquoi

..... Il va du blanc au noir,
Et condamne au matin ses sentiments du soir.

Vous trouverez, Monsieur, de curieux échantillons de cette mobilité vertigineuse aux pages 108, 109, 110, 111 et 112.

Quant à l'esprit qui a présidé à la rédaction de cet ouvrage, il vous suffira de parcourir les premières pages pour reconnaître que c'est l'esprit chrétien. Je me suis fait une loi absolue de respecter les personnes, tout en dévoilant et en condamnant les doctrines, de sorte que je pourrais prendre pour devise ce vers si connu :

Parcere personis, dicere de vitiis (1).

« Gardons-nous, dit admirablement Fénelon, gardons-nous bien de vouloir confondre les hommes qui se trompent, puisque nous sommes hommes comme eux et aussi capables de nous tromper; plaignons-les; ne songeons qu'à les éclairer avec patience, qu'à les édifier, qu'à prier pour eux, et qu'à conclure en faveur d'une vérité évidente. »

Jamais la vérité ne se fait diatribe. Cette considération m'a empêché d'utiliser, dans ma discussion, plusieurs témoignages contraires aux Jésuites, dont

(1) Martial, Epigr. 33, liv. X.

le ton m'a paru un peu virulent. Cependant je n'ai pas poussé le scrupule jusqu'à m'interdire absolument l'ironie. Qui empêche de dire la vérité en riant (1)? Il y a plusieurs maximes des Ultramontains auxquelles ce procédé est la meilleure réponse : selon la judicieuse remarque de Pascal, on leur donnerait trop de poids en les réfutant sérieusement. Il est assurément permis de tourner ces extravagances en ridicule : ce n'est pas là, dit saint Augustin, une licence criminelle, mais une louable charité : *Hætu misericorditer irride, ut eis irridenda et fugienda commendes* (2). Je n'ai point d'ailleurs abusé de ce moyen facile...

Qui ne sait que railler évite un vrai combat (3).

Si vous adoptez mon plan, et si vous acceptez mes conditions, n'hésitez pas, Monsieur, à me signaler les points sur lesquels mon exposition ou mon argumentation peuvent laisser à désirer. J'ai à ma disposition de nombreux matériaux pour fortifier et consolider tous les côtés faibles. Je n'ai pas voulu les utiliser tous, pour ne pas augmenter le volume outre mesure. On ne lit plus guère les gros livres de nos jours.

Cette considération m'a engagé à me restreindre dans des limites convenables, et à réserver plusieurs

(1) Quanquam ridentem dicere verum
Quid vetat?

(2) Innocuas censura potest permittere lusus. (Mart. Epigr. I, 5.

(3) Racine fils.

des filons de la riche mine que j'exploite pour des publications ultérieures, et que j'intitulerai : *Pascal justifié; les Victimes de l'Ultramontanisme et des Jésuites; l'Antidote de l'Ultramontanisme*, etc., etc. Mais en attendant que les circonstances me permettent de mettre la dernière main à ces travaux, je suis tout disposé à tirer immédiatement de mon portefeuille toutes les pièces qui peuvent servir à la démonstration de la thèse soutenue dans le manuscrit que je vous sou mets. Je me conformerai sur cet article aux indications que vous voudrez bien me transmettre, afin de donner à cette première *ébauche* la plus grande perfection possible... *Cras ingens iterabimus æquor*.

Agréez, etc.

P. ROCHELLE.

Vendôme, Mars 1861.

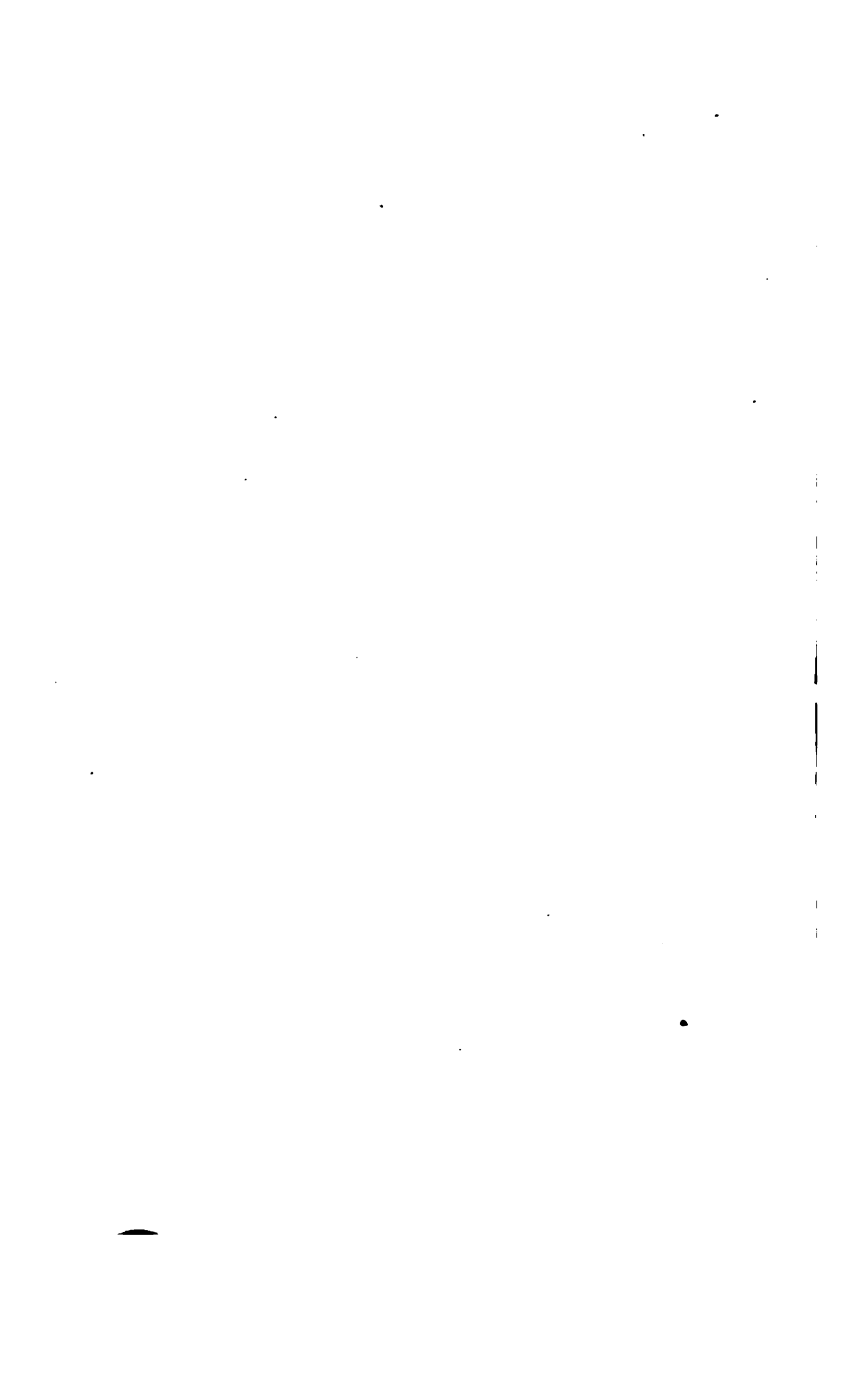
NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce que M. Rochelle appelle ici une *ébauche*, nous a paru un travail sérieux et complet sur la matière, et nous n'avons pas hésité à le publier comme une œuvre dont la place est marquée dans la bibliothèque de tous les hommes qui s'intéressent au triomphe de la vérité et au succès de la grande politique de Napoléon III. Nous sommes persuadé que le public sera de notre avis.

Nous n'avons pas même eu besoin de demander une préface ou une introduction à l'auteur. Nous avons trouvé que sa lettre remplit parfaitement ce but, et nous la publions comme telle, en tête de ce volume, avec son assentiment.

E. PICK.

Paris, Juin 1861.



Gardez-vous, dit le Christ aux siens,
Du levain des Pharisiens ;
Défiez-vous des faux prophètes
Et des séducteurs dont vous êtes
Sans cesse ici-bas entourés.
Par leurs fruits vous les connaîtrez.
De venir à vous ils s'empressent,
Et par les dehors ils paraissent
Etre des brebis comme vous ;
Mais au dedans ils sont des loups.

*III^e Remontrance des Fidèles du diocèse de Troyes
à leur Evêque.*



L'ULTRAMONTA

DÉVOILÉ.

CHAPITRE PREMIER

De l'esprit religieux au dix-neuvième siècle
nisme au moyen âge. — Distinction essentielle
théologiens catholiques entre le *Saint-Siège*
le *Pape*.

Sans avoir une foi vive, des croyances
XIX^e siècle n'est ni antireligieux ni
tout disposé à croire, mais avec discer-
naissance de cause. Comme l'a judicieuse-
ment qu'un des meilleurs apologistes du
l'époque actuelle a sur la religion de
des temps naïfs, et toute l'exigence de
phiques. Ce n'est pas précisément un
leuse et récalcitrante qui veut dominer
soumettre, mais une raison étendue et
se nourrir, connaître, juger et apprécier
son assentiment. Grâce à ces dispositions
chrétien s'infiltrer peu à peu dans nos
tutions, et tend chaque jour à imprimer
plus toutes les relations sociales et int

(1) M. Aug. Nicolas.

Mais cette aspiration des âmes vers la beauté de la morale chrétienne ne se fait pas sans lutte, sans efforts ; il y a encore bien des difficultés à surmonter, bien des obstacles à vaincre. Sans parler de l'incrédulité et de l'hérésie, le catholicisme porte dans son sein une secte de docteurs ultramontains qui sont plus à craindre pour lui que ses ennemis les plus acharnés. Exerçant impunément leurs ravages dans l'enclos même de l'Église, ils déchirent leur mère, l'enlacent de leurs doctrines tortueuses, la souillent du venin de leurs superstitions, avec une facilité que n'ont point les adversaires extérieurs du catholicisme. Dès que ceux-ci se présentent pour l'attaquer, on reconnaît des ennemis et on se prépare à les repousser. Les Ultramontains portant en apparence les mêmes livrées, s'abritant sous le même drapeau, imitent ces Troyens qui se revêtirent des armes des Grecs pour mieux les écraser.

Aussi tous les esprits sensés avouent, avec le comte de Montalembert, qu'il y a de quoi se décourager, en voyant le dépôt des vérités religieuses confié à des gardiens aussi déraisonnables que ces modernes défenseurs de la foi, qui personnifient tout le christianisme dans la Papauté et dans l'Ultramontanisme le plus outré. La renaissance catholique est aujourd'hui sérieusement compromise par cette école jésuitique, fanatique et servile, qui cherche à identifier partout la religion du Christ avec ses paradoxes, son culte superstitieux et toutes ses aberrations.

Il nous a semblé qu'un des meilleurs moyens de réfuter ces théologiens de contrebande, c'est de les faire comparaître au tribunal de ces dogmes qu'ils voudraient rendre solidaires de leurs faux système, et de montrer

qu'il y a entre eux et les véritables principes du catholicisme la même distance qu'entre le mensonge et la vérité, la superstition et la vraie religion, le fanatisme aveugle et un zèle sage et éclairé. Pour exécuter ce plan, nous allons exposer et discuter quelques-unes des nouvelles théories jésuitiques et ultramontaines, les mettre tour à tour en présence d'elles-mêmes, en présence de la révélation, de la tradition et du bon sens. Dans ce travail nous ne dirons rien de nous-même; toutes nos affirmations ou réfutations seront appuyées ou sur la parole de celui qui est toujours fidèle et vrai dans ses discours, ou sur les textes des Apôtres, des saints Pères et des docteurs de l'Église, enfin sur les témoignages mêmes des écrivains que nous combattons. Nous nous attacherons surtout dans nos conclusions à cette vive lumière du Nouveau-Testament, que saint Pierre compare à l'étoile du matin, qui dissipe toutes les ténèbres. Pour nous il n'y a pas d'autre révélation que celle qui est contenue dans les livres canoniques et la tradition universelle. Le christianisme n'est édifié, dit fort bien saint Paul, que sur les Prophètes et les Apôtres, et Jésus-Christ en est la pierre angulaire. La foi des catholiques ne doit être appuyée que sur cette révélation, et non sur celle que l'on attribue à quelques prétendus inspirés dans la suite des âges (1).

Nous n'accorderons donc aucune autorité à toutes les visions de femmes, dont on a tant abusé depuis trois siècles, et que les Jésuites et les Ultramontains substituent souvent à l'Évangile. A nos yeux, les révélations

(1) *Innititur fides nostra revelationi Apostolis et Prophetis factæ... Non autem revelationi, si qua fuit aliis doctoribus facta... (St Thom., I. Ep. q. 1, A. 8, ad. 2).*

de Marie d'Agréda, de Marie Alacocque et autres, ne sont que d'odieuses impostures, et nous leur appliquons volontiers ces paroles que Dieu met dans la bouche de Jérémie : « Je n'envoyais point ces prophètes, et ils couraient d'eux-mêmes ; je ne leur parlais point, et ils prophétisaient de leur tête. » Ou cette condamnation qu'il prononce par la voix d'Ezéchiël : « Malheur aux prophètes insensés qui suivent leur propre esprit ! ils n'ont que des visions vaines et ne prophétisent que le mensonge, en disant que c'est une révélation du ciel, quoique le Seigneur n'ait rien révélé. »

En pareille matière il faut mettre en pratique les paroles de saint Paul à Timothée, fuir les profanes nouveautés, et tout ce que peut nous objecter la doctrine ultramontaine, qui n'est qu'une fausse science. (1) Il est permis en philosophie de bâtir des systèmes, de soutenir des hypothèses : là chacun est libre d'abonder en son sens ; mais un dogme nouveau en religion porte l'anathème écrit sur son front, et il suffit de consulter les dates pour déterminer la vérité et prescrire contre l'erreur. Tout enseignement dogmatique, qui ne remonte pas jusqu'aux Apôtres et à Jésus-Christ est une nouveauté condamnable. La religion n'étant pas une production de l'esprit humain n'est point soumise aux découvertes, ni aux vicissitudes de l'humanité. *Regula fidei una omnino est, sola immobilis et irreformabilis*, dit Tertullien. C'est un devoir pour tous les enfants de l'Église catholique, selon saint Vincent de Lérins, de ne s'attacher qu'à la doctrine qui a pour

(1) O Timothee ! depositum custodi, devitans profanas vocum novitates, et oppositiones falsi nominis scientiæ. (1. *Timoth.*, 6. v. 20).

elle l'universalité des temps, des lieux et des personnes. Ce qui n'a pas été cru unanimement, partout et toujours, n'est pas de foi.

Tenons-nous donc dans la bonne voie, comme Jérémie le recommandait aux Hébreux; examinons, cherchons quels sont les anciens sentiers, et marchons-y avec résolution; c'est là que nous trouverons le rafraîchissement de nos âmes. C'est de là aussi que nous découvrirons les erreurs et les extravagances des modernes docteurs, qui rougissent de penser comme les anciens.

Malgré toutes ces précautions, nous ne prétendons pas être nous-même à l'abri de toute erreur. Il peut nous en échapper involontairement, en exposant ce que nous croyons être la vérité. Nous nous empresserons de les corriger dès qu'on nous les signalera. Au moins nous pouvons affirmer que nos paroles seront toujours empreintes d'un esprit de paix, de concorde et de charité fraternelle. Suivant les excellentes prescriptions de saint Augustin, nous travaillons à la recherche de la vérité, non par le désir de vaincre, mais par celui de la dégager des préjugés par lesquels on essaie d'obscurcir son éclat; toujours disposé à modifier nos sentiments, si on nous en montre de meilleurs. Nous ne nous regarderons pas comme vaincu, mais nous nous croirons plus instruit, quand on aura éclairé notre intelligence, quelle que soit la personne qui nous rende ce service (1).

(1) Veritatem in pace catholicâ requiramus, parati corrigi, si fraternè ac rectè reprehendimur; parati etiam, si ab inimico, vera tamen dicente, mordemur. (*Aug. de Trin.*, I. 9.) Non enim vincimur, quando offeruntur nobis meliora, sed instruimur. (*Cypr.*, Ep. 71.) Quid gloriosius quàm subjici aut vinci à veritate! (*Aug.*, in. ps. 57.)

Nous saurons aussi distinguer dans notre discussion les dogmes reconnus d'avec les sentiments des théologiens et les opinions libres. Prendre pour opinion ce qui est dogme, et pour dogme ce qui n'est qu'opinion, est également pécher contre la foi, selon la remarque de Jean Major. Dans le premier cas, c'est se jouer de la révélation, et anéantir la foi, en la soumettant aux décisions et aux caprices de la raison ; dans le second, c'est mettre la parole de l'homme de niveau avec celle de Dieu, et imposer de son autorité privée un joug injuste à ses égaux. C'est là, à notre avis, un des plus graves torts des Ultramontains. Les points de doctrine qu'ils discutent avec le plus d'opiniâtreté ne sont que des questions d'écoles, qui n'ont rien de dogmatique, puisque l'Église ne les a jamais décidées, et qu'elles ne font nullement partie du symbole catholique. La plupart ne reposent d'ailleurs que sur des abus, introduits dans la discipline ecclésiastique pendant le cours du moyen âge, et contre lesquels, comme nous le verrons plus loin, s'élevèrent avec force les plus grands saints et les hommes les plus pieux de ce temps-là.

Loin d'imiter cette sage conduite, les théologiens ultramontains ont patroné toutes ces innovations avec enthousiasme, et ont poussé le fanatisme jusqu'à les ériger en dogmes ; comme si des abus étaient saints pour être antiques ! Abandonnant l'Écriture et les saints Pères, ils puisent leurs arguments dans des opinions erronées, accréditées dans les siècles d'ignorance par les fausses Décrétales, et sur lesquelles il est nécessaire de donner ici quelques détails.

Ce mot *Décrétales* est employé pour indiquer les décrets de plusieurs papes qui ont été rédigés ordinaire-

ment sous forme de lettres, et dont l'autorité peut être invoquée dans le droit canon. On a fait différents recueils de ces lettres. Le premier est attribué à Denys-le-Petit, pieux et savant ecclésiastique qui vivait au sixième siècle. Il est assez exact, mais ceux de ses imitateurs le sont beaucoup moins. Parmi eux on cite surtout un certain Isidore Mercator ou Peccator, que tous les savants s'accordent aujourd'hui à regarder comme un faussaire. Sa compilation renferme des Décrétales apocryphes d'un grand nombre de papes, depuis Clément et Anaclet, jusqu'à saint Sylvestre. Outre les fautes d'histoire, de chronologie et de géographie qui fourmillent dans cet ouvrage d'Isidore, les Souverains Pontifes qu'il fait parler s'expriment presque tous sur le même ton et dans le style barbare du huitième ou du neuvième siècle. Cette dernière condition suffirait à elle seule pour démontrer la fausseté de ces documents, qui induisirent en erreur tous les théologiens pendant près de huit siècles, et qui sont encore aujourd'hui les arsenaux de prédilection où les Ultramontains vont puiser leurs arguments. C'est là qu'ils trouvent les fameux canons qui défendent de tenir aucun concile provincial sans la permission du Pape, ceux qui ordonnent que toutes les causes doivent ressortir à la Cour de Rome, et tant d'autres innovations imaginées par le faussaire Isidore Peccator.

Outre ce trop célèbre recueil, les Ultramontains consultent aussi avec fruit une autre compilation, faite également sans aucun discernement et sans aucune critique, vers l'an 1150, par un moine bénédictin du monastère de Saint-Félix à Bologne. Ce moine, nommé Gratien, rassembla, comme Isidore, une collection de

canons et de décrets attribués à des Papes et à des conciles, et il les publia sous ce titre : *La Concorde des canons discordants*. Il cite, en effet, plusieurs décrets opposés les uns aux autres, et il essaie de les concilier tant bien que mal. Cet ouvrage de Gratien est divisé en trois parties. La première traite du droit en général, et des différents ministres de l'Église, depuis le Pape jusqu'aux simples clercs. La seconde partie est consacrée à la solution de différents problèmes théologiques. La troisième est intitulée : *De la Consécration*. Il y est question des sacrements de baptême, de confirmation... On prétend que tout le contenu de *la Concorde* de Gratien a été approuvé et sanctionné par le Pape Eugène II; mais ce fait n'est pas bien établi.

Quoi qu'il en soit, ce livre resta l'unique code du droit canon au moyen âge, il remplaça partout l'Écriture et les Pères. On l'appelait pompeusement *le Décret* ! Toutes les pièces mensongères et apocryphes, les fausses décrétales d'Isidore Peccator, qui y furent insérées, devinrent des lois et des articles de foi pour les théologiens. Il serait long de décrire les maux nombreux que produisirent dans l'Église ces inventions : elles corrompirent la pure doctrine dans sa source et dans tous les ruisseaux qui en découlaient. Les hommes les plus éminents et les plus pieux, saint Thomas et saint Bonaventure, y furent trompés comme les autres, et ce n'est qu'à la force de leur génie et à la justesse de leur intelligence qu'ils sont redevables d'avoir évité une partie des conséquences où conduisaient naturellement de pareilles prémisses.

Quant au menu peuple des théologiens scolastiques, leur ignorance et leur amour des subtilités renchérirent

encore sur les nouveautés introduites par le moine de Bologne. Ils ne se contentèrent pas d'adopter ses faux principes, ils entreprirent de les discuter, comme toutes les autres vérités de la foi, par *les formes et les organes de la dialectique*, selon les expressions barbares dont on se servait alors. La théologie chrétienne devint bientôt une arène de discussions épineuses, un tissu d'arguments captieux, toujours exposés sous la forme syllogistique. Aristote remplaça seul toutes les autorités des Pères de l'Eglise, et sa dialectique doctrinale marcha souvent l'égale de l'Evangile.

Dans la confusion où se trouvaient alors les idées, on s'évertuait à proposer les questions les plus extravagantes sur Dieu, la nature et l'homme, au risque de ne pouvoir les résoudre. On tournait et retournait la même proposition de tant de manières qu'on finissait par ne plus pouvoir discerner s'il fallait l'approuver ou la condamner. On se jouait avec tant d'adresse du vrai et du faux, que les nuances se confondaient, et que la raison se perdait dans ce dédale inextricable.

Voici quelques-unes des questions agitées et débattues par ces théologiens scolastiques, que nos ancêtres nommèrent spirituellement : *les Labyrinthes* ! « Où était Dieu avant la Création ? Les connaissances divines sont-elles sujettes à augmenter ou à diminuer ? Comment le corps de Jésus-Christ est-il placé à la droite de son Père ? Est-il assis ou debout ? Jésus-Christ monta-t-il au ciel tout habillé ? Que sont devenus ses vêtements ? Le corps du Christ est-il nu ou habillé dans l'Eucharistie ? Quelle était la couleur des cheveux de la Sainte-Vierge ? Avait-elle les doigts longs ou courts ?..... » Sur toutes ces questions chacun pouvait

parler autant qu'il voulait, et donner la solution qui lui plaisait. On se laissa prendre à ce piège séducteur de la liberté, qui flattait l'amour-propre, et le mal empira rapidement. On ne disputa bientôt plus que sur des entités, sur des miracles et des prodiges incertains, des légendes fabuleuses. Ces alluvions d'une théologie insolite et rocailleuse, venant s'ajouter aux fausses Décrétales, obstruèrent les ruisseaux purs et limpides de l'Écriture sainte et des Pères, et les empêchèrent de couler pendant plusieurs siècles. Les décisions des nouveaux docteurs ne furent plus puisées aux sources incorruptibles de la vraie doctrine, mais formulées d'après les imaginations des dialecticiens ou les nouvelles prétentions de Grégoire VII et de Boniface VIII (1).

Ainsi des canons controuvés, et souvent contradictoires, soudés entre eux et soutenus par de frivoles arguties, voilà la base sur laquelle on tenta aux douzième et treizième siècles d'élever l'échafaudage d'un nouveau catholicisme ; voilà les principales sources d'où les Ultramontains des âges postérieurs ont tiré leurs arguments pour démontrer l'infailibilité du Pape et son autorité absolue sur les royaumes et les empires. Le moyen âge est à leurs yeux la brillante époque du christianisme. Ils ne veulent pas comprendre que se ranger sous la bannière de ces docteurs ignorants, c'est prendre pour guides des hommes qui marchent à tâtons au milieu des ténèbres les plus épaisses, et répudier ceux qui, comme les Pères de l'Eglise, jouissaient de la vive clarté de la prédication évangélique, et ré-

(1) Voyez pour les détails l'*Hist. ecclés.* et surtout les excellents discours de l'abbé Fleury sur la théologie scolastique.

pandaient eux-mêmes des flots de lumière sur les différents points des dogmes chrétiens et de la discipline ecclésiastique.

Cette étrange préférence n'est que le premier pas de l'Ultramontanisme moderne dans la voie des innovations ; et nous devons remarquer ici, pour être juste envers le moyen âge, que les scolastiques, malgré leur profonde ignorance de l'histoire ecclésiastique et des traditions primitives, sont restés bien en deçà des aberrations et des exagérations de leurs disciples. Dans aucun d'eux l'autorité du Pape n'est soutenue d'une manière absolue : Gratien lui-même y met des bornes, la restreint dans certaines limites. L'infaillibilité personnelle n'est pas même soupçonnée dans le sens où on l'entend aujourd'hui. Elle n'est formulée dans le fameux Décret du moine de Bologne qu'avec des conditions qui l'annihilent complètement. Ainsi, après avoir dit que les décisions du Siège apostolique doivent être acceptées comme si elles émanaient de la bouche de saint Pierre, ce chef des canonistes ultramontains ajoute aussitôt : « *Mais ceci doit s'entendre des lois et des décrétales qui ne contiennent rien de contraire aux décisions des anciens Pères et aux préceptes de l'Evangile.* » Cette restriction a une telle importance dans la question que Melchior Canus n'hésite pas à ranger Gratien au nombre des adversaires de l'infaillibilité papale.

Une autre différence non moins essentielle entre les anciens et les modernes Ultramontains, c'est la confusion que font ces derniers des trois expressions : le *Saint-Siège*, la *Cour de Rome*, et le *Pape*. Ces termes sont en général employés aujourd'hui indifféremment

l'un pour l'autre. C'est là une grave erreur. C'est pour avoir négligé cette distinction que tant de chrétiens se séparèrent au seizième siècle du Siège apostolique, du centre de l'unité, qu'ils confondaient avec la Cour de Rome. C'est également par la même confusion des mots et des idées que les Ultramontains ont voulu, dans les derniers siècles, et veulent encore aujourd'hui nous faire respecter comme des émanations du Saint-Siège les vices et les abus qui déshonorent la Cour de Rome. Enfin ces nouveaux docteurs attribuent à la personne même du souverain Pontife des prérogatives que les saints Pères, les plus grands Papes, et les théologiens catholiques, même ceux du moyen âge, n'ont jamais accordées qu'à la chaire du premier des apôtres, ou à l'Église Romaine en général.

Établissons ce point important de doctrine, qui nous servira à comprendre comment tant de grands hommes, tant de saints, dont nous citons les témoignages dans le cours de ce livre, ont pu s'élever avec tant d'amertume, de tristesse et de zèle contre les désordres de la Cour de Rome, tout en restant les fils soumis, obéissants et dévoués du Saint-Siège.

Le Saint-Siège, ou le siège de saint Pierre, représente seul, aux yeux des vrais théologiens, la primauté et l'autorité de la chaire apostolique. C'est lui qui a été honoré par la présence, les travaux et le sang du premier des apôtres. La Cour de Rome est un tout autre pouvoir, inconnu à la sage antiquité, et de création humaine : c'est l'ensemble des officiers du Pape, de ses courtisans, de ses flatteurs et des divers personnages qui entourent sa personne. Tout cet entourage est bien plus politique que religieux, bien plus attentif à relever

et à exagérer la puissance spirituelle ou temporelle des Pontifes romains, qu'à les éclairer sur les abus et à soutenir les vrais intérêts du christianisme. Dans le cours des siècles, l'histoire nous représente ces adulateurs mus par des ambitions personnelles, occupés à s'élever et à enrichir leurs créatures. Pour arriver à leurs fins, ils n'ont pas craint de faire du Pape une espèce d'idole, et de lui attribuer des perfections qui n'appartiennent qu'à Dieu. Sous le faux prétexte de tout rapporter à la gloire du saint Père et de la religion, qu'ils confondent dans le même culte, ils sont obstinés dans leurs résolutions et veulent qu'on leur obéisse aveuglément. La piété et le mérite des hommes sont mesurés à la soumission que l'on professe pour leurs ordres et leurs volontés souvent arbitraires.

En réalité, ces flatteurs de la Cour de Rome n'ont jamais connu la vraie grandeur du Saint-Siège, ni celle du Pape. On peut même dire que les plus grands amis de cette Cour sont les plus grands ennemis du Siège apostolique, car les intérêts de celui-ci sont diamétralement opposés à ceux de celle-là. Deux esprits contraires les animent, et font souvent contraster leurs actes, comme le bien et le mal. Selon l'esprit du Saint-Siège, le Pape est le serviteur des serviteurs de Dieu ; selon l'esprit de la Cour de Rome, il est le Roi des rois, le seigneur et le maître absolu du monde. L'autorité du Siège a été établie pour maintenir et sauvegarder la liberté et les droits des Églises particulières ; la suprématie de la Cour de Rome tend à supprimer toutes leurs prérogatives et à asservir toute la république chrétienne. Le Saint-Siège est le lien et le centre de l'unité ; la Cour de Rome a toujours été une pierre

d'achoppement, une occasion de schisme, un obstacle à l'union; en un mot, le Saint-Siège est l'institution qui a répandu le plus de vertus et d'éclat sur le catholicisme; la Cour de Rome est celle qui en a le plus terni la pureté et la gloire.

La distinction du Pape et du Siège n'est pas moins fondamentale dans les théologiens catholiques que celle du siège et de la cour. Autres sont les sièges, autres ceux qui y sont assis, s'écrie le grand pape saint Léon : *Aliud sedes, aliud præsidentes*. Le Siège est toujours saint, le Pape peut être saint ou corrompu. L'histoire le démontre surabondamment. Plusieurs Souverains-Pontifes, vraiment pieux, ont gémi sur l'aveuglement de ces idolâtres de leur puissance, qui les obsédaient de leur fade encens, et ils leur ont adressé les paroles des apôtres saint Paul et saint Barnabé : « O hommes, que faites-vous en voulant nous honorer?... Ne sommes-nous pas des hommes comme vous?... » Tel fut, entre autres, Adrien VI, qui eut le courage de mettre sérieusement la main à l'œuvre pour réformer les abus qui déshonoraient la papauté. « Avouez, disait-il aux cardinaux, que Dieu a permis le schisme de Luther, à cause des péchés des hommes, et surtout des prélats de l'Église romaine... Quant à moi, je ne veux pas orner les prêtres avec les églises; mais je veux orner les églises avec les prêtres... » Cette sainte franchise parut offensante pour la Cour de Rome, et le cardinal Pellavicini a osé écrire cette étrange naïveté dans le jugement qu'il porte sur Adrien VI : « Ce fut un excellent *ecclésiastique*, mais, au fond, un pape *très-médiocre* ! » L'appréciation des autres cardinaux est encore plus injurieuse pour la mémoire de ce vertueux Pontife. Ils la

formulèrent dans l'építaphe suivante , gravée sur le tombeau d'Adrien, qui avait été enterré entre Pie II et Pie III : « *Hic jacet impius inter pios !* » Cette conduite et ce langage en disent plus que tous les commentaires.

D'autres Papes ont accepté les hommages des courtisans et des flatteurs de la Cour de Rome avec un empressement peu digne de vrais disciples de Jésus-Christ, et ils ont travaillé avec une ardeur peu chrétienne à développer le faste et l'arrogance de leur haute position. Tel fut Paul IV, qui « voulait être traité magnifiquement et comme il convient à un prince ; » et qui, chaque année, pendant le carnaval, réunissait tout le Sacré-Collège à un splendide diner, disant que « c'était chose convenable que le *prince* se récréât quelquefois avec ses enfants ! »

Pie V avait sur les devoirs d'un pape des sentiments analogues à ceux d'Adrien VI, et il lança des bulles contre les abus et les désordres de toute nature qui souillaient l'Église de Rome. Comme on lui représenta qu'avec tant de rigueurs il amènerait la ruine de la Cour romaine , il répondit avec énergie : « Périsse cette Cour, et avec elle tous ceux qui y veulent de tels désordres et de telles corruptions. Au moins on ne verra pas pour cela périr l'Église et la religion profanées par tant d'abus énormes ! »

En s'exprimant ainsi, ce saint Pontife n'était que l'écho des grandes voix qui avaient retenti à travers tout le moyen âge, et qui avaient déploré ces abominations du sanctuaire dans le langage le plus énergique. Prenons au hasard, dans l'histoire des six derniers siècles, quelques-unes de ces vertes sorties contre la Cour de

Rome, dans lesquelles la sainteté du zèle évangélique s'allie si bien à la compassion et à la charité chrétiennes. Voici d'abord comment s'exprime saint Bernard, dans le septième chapitre du *Traité des devoirs des Évêques* : « Le génie et le caractère de la Cour de Rome consistent à s'embarrasser fort peu des suites d'une affaire ; elle n'est attentive qu'aux avantages qui lui en reviennent... J'en parle sans façon, parce que ce désordre est public. Je ne révèle point des choses honteuses, mais je reproche des choses dont on n'a pas honte, quoiqu'on dût en rougir. Plût à Dieu que ces désordres fussent moins publics !... Et si nous en parlons, plût à Dieu qu'on refusât de nous croire ! Je m'efforce inutilement de cacher une blessure mortelle et profonde ; la tête est en pièces, le sang qui rejaillit de toutes parts trahit mes précautions et souille tout ce que j'applique sur la plaie..... »

« Je ne sais, écrivait saint Thomas de Cantorbéry au cardinal Albert, je ne sais comment il arrive qu'à la Cour de Rome les amis de Dieu sont sacrifiés, de sorte que Barrabas est délivré, et Jésus-Christ mis à mort » (1).

« Parce que la Cour de Rome s'appuie sur la crainte, dit ailleurs le même saint, qu'elle envie les richesses, fait acception des personnes et ne poursuit pas de l'autorité dont elle devrait user ceux qui commettent l'iniquité, les épouvantables fléaux de Dieu fondront sur elle.... » (2).

Innocent II ayant ordonné au célèbre Robert Grosse-

(1) Epist. lib. v. 20.

(2) Lettre au sous-diacre Gratien. Voyez Baron, tom. XII^e, année 1170, n^o 28, et Fénel., de l'autorité du souverain Pontife, conclusion.

Tête, évêque de Lincoln en Angleterre, quelque chose qui parut injuste à ce prélat, les officiers de la Cour de Rome reçurent une réponse négative et fortement motivée, et furent forcés d'avouer l'injustice de leurs prétentions. Robert débute ainsi : « Salut à votre discrétion. Sachez que j'obéis avec le respect, la soumission et l'affection d'un fils aux commandements du Siège apostolique, mais *je m'oppose*, avec tout le zèle que je dois avoir pour soutenir l'honneur de mon père, à ce qui est contraire à la loi des apôtres. Car la loi de Dieu m'oblige également à remplir ces deux devoirs. Il n'y a point, il ne peut y avoir de prescriptions apostoliques que celles qui sont conformes à la doctrine de Jésus-Christ même. Or notre Seigneur a dit : *qui n'est point avec moi est contre moi*. La sainteté du Siège apostolique, qui est toute divine, n'est point et ne peut être contre Jésus-Christ. Les lettres que j'ai reçues ne peuvent donc nullement convenir à la sainteté de ce Siège, mais elles y sont tout-à-fait opposées.... » (1).

Matthieu Pâris, qui cite cette lettre et plusieurs autres témoignages analogues, ajoute que c'est avec grande raison qu'on a appliqué ces deux vers latins à la Cour de Rome :

Ejus avaritiæ totus non sufficit orbis;
Ejus luxuriæ meretrix non sufficit omnis.

Jean-Baptiste Spagnoli, général des Carmes, assez célèbre par ses poésies latines, nous a laissé une élogue intitulé : *De moribus romanæ curiæ*. On peut juger

(1) Voyez la suite de cette lettre dans Matth. Pâris, ad annum 1253, et dans Fleury, liv. 83, § 43.

par le distique suivant de la verte crudité des révélations qu'elle renferme :

Vivere qui cupitis sanctè, discedite Româ,
Omnia cum liceant, non licet esse bonum.

Jacques Paradis, célèbre chartreux du quinzième siècle, dans un livre qui a pour titre : « *De erroribus et moribus Christianorum*, fait une peinture terrible de la dépravation des prélats de cette époque. Voici quelques lignes du onzième chapitre, qui conviennent plus spécialement aux prélats de la Cour de Rome : « Il n'y a point de pompe ni de faste royal qu'ils ne s'attribuent superbement ; soit des génuflexions, soit des titres d'honneur, comme : *Dominationes magnifiques* ! Ils usurpent tout ce qui a un air de grandeur et de magnificence ; souvent même ils ne permettent pas qu'on accorde à Dieu la préférence ; car si on appelle Dieu saint, ils veulent qu'on les appelle *très-saints* ! si on donne à Dieu le titre de bon ; ils réclament celui d'*Excellence* : si on nomme Dieu vénérable ; ils s'intitulent *Révérendissimes* ; en un mot, on ne saurait trouver en Dieu aucun titre qui regarde soit sa bonté, soit sa puissance, soit sa clémence ou tout autre attribut, que ces prélats ne s'arrogent et ne s'attribuent au superlatif.... *si Deus sanctus vocatur, ipsi sanctissimi ; si bonus, ipsi optimi ; si serenus, ipsi serenissimi ; si clarus, ipsi clarissimi ; si revendus, ipsi reverendissimi*. »

Lorsque Jacques Paradis blâmait si spirituellement ces titres fastueux, ils n'étaient encore que tolérés et n'avaient rien d'officiel, même à la Cour de Rome. Ce n'est qu'en l'année 1630 que les Cardinaux obtinrent d'Urbain VIII le droit d'être honorés des qualifications

d'*Eminences* et d'*Eminentissimes*. Ce Pape leur permit même de s'égaliser aux princes et aux monarques. C'est également vers cette époque que les évêques répudièrent les titres de *Révérends Pères* et de *Votre Révérence*, pour prendre ceux de *Monseigneur* et de *Votre Grandeur*. Les formules de *Révérends Pères* et de *Révérence* passèrent alors aux prêtres des ordres religieux, qui jusque-là avaient été appelés *Frères*.

« Oui certes, s'écrie saint Laurent Justinien, c'est se moquer de la Sagesse éternelle que de s'arroger ainsi l'honneur qui lui est dû ! »

Guillaume Durand, évêque de Mende, soutint aussi hautement la nécessité « de réformer l'Église dans la tête et dans les membres ». Les Pères des conciles de Constance, de Bâle et de Pise tenaient le même langage. Barthélemy des Martyrs déclara en plein concile de Trente « *que les illustrissimes cardinaux avaient besoin d'une très-illustre réforme !* »

« Le zèle et la douleur que me causent les désordres de Rome, disait le pieux Borromée, m'ont engagé à en écrire un volume épais de trois doigts : mais, après avoir vu les portes fermées à la réforme, j'ai brûlé le livre. Ces vérités n'auraient fait que de causer du scandale, en dévoilant les excès de ceux qui ne veulent point changer de vie, et qui sont devenus *plus politiques qu'ecclésiastiques* (1). »

Saint François de Salles parlait de la même manière de « ces malades, qui aimaient leurs maux et ne voulaient point guérir ». Il s'entretenait souvent de ce triste sujet avec le savant Père de Bérulle, fondateur de

(1) Voyez *Relat.* de P. R., p. 206.

l'Oratoire, et ils se confirmaient mutuellement dans le silence que les vrais enfants de l'Église doivent garder sur les maux de leur mère. Ils aimaient à répéter ce mot de saint Grégoire de Naziance : « Nous n'avons rien à offrir à l'Église que nos larmes » !

On le voit, tout le monde est d'accord pour reconnaître et proclamer à la face du monde qu'il s'est passé des choses abominables (1) dans la Cour de Rome; tout le monde condamne et déplore ces abus, sans les attribuer au Siège de l'Apôtre, qui doit rester pur de toute souillure. Les plus grands ennemis des Papes établissaient également cette distinction. Philippe le Bel, dont les luttes furent si vives avec Boniface VIII et la Cour de Rome, respecta toujours l'autorité du Saint-Siège, auquel il en appela de la sentence du Pape. « *In iis scriptis provocho et appello ad Sedem apostolicam*, est-il écrit dans l'appel que Guillaume de Nogaret fut chargé de signifier au souverain Pontife au nom du roi. De même, deux siècles plus tard, Louis XII faisait frapper une médaille avec cette inscription, à l'adresse de la Cour de Rome : *Perdam Babylonis nomen*.» Cette bravade ne lui fit nullement encourir le reproche de vouloir attaquer ou détruire le Saint-Siège, auquel il resta toujours inviolablement attaché. On comprit qu'il se proposait seulement d'abaisser l'orgueil, de réprimer l'arrogance et le faste d'une Cour ambitieuse, aussi nuisible à l'Église qu'à la France (2).

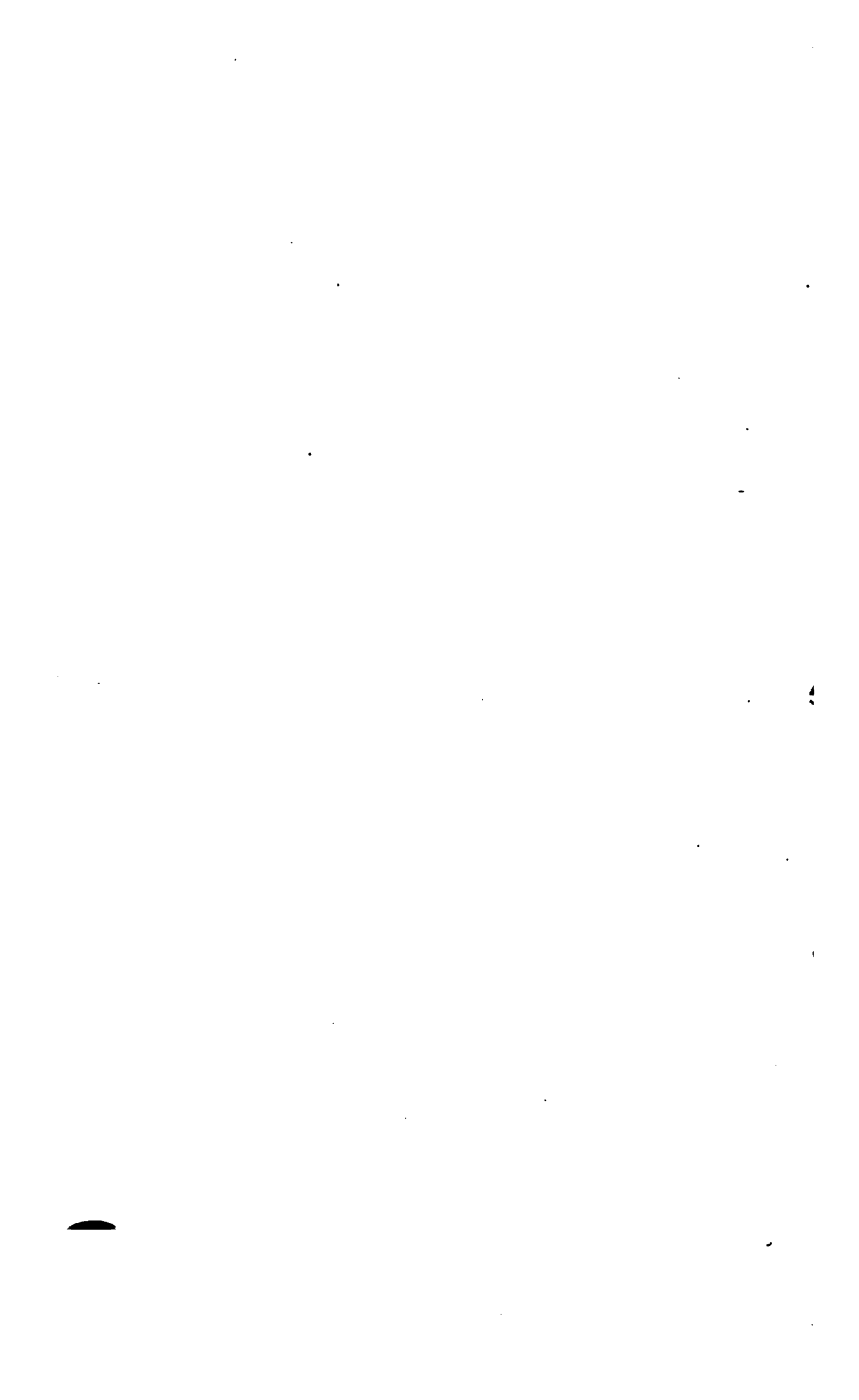
(1) Ce sont les expressions textuelles d'Adrien VI, dans sa lettre au Nonce apostolique à la diète de Nuremberg, où il promet d'employer tous ses soins à la réforme de cette Cour, d'où vient peut-être tout le mal : *Unde forte omne malum processit*. Nous avons vu plus haut comment il échoua dans cette pieuse entreprise.

(2) Le pape Jules II, qui occupait alors le Saint-Siège, détestait les

Les Parlements suivirent constamment les mêmes principes. Tout en témoignant le respect avec lequel ils honoraient le chef visible de l'Église, ils croyaient avec saint Paul que tout Pontife est homme, entouré des infirmités humaines, et rejetaient avec vigueur toutes les œuvres d'ambition et de colère, émanées de la Cour de Rome, qui ne tendaient qu'à troubler la paix du royaume.

La France, qui avait reçu ces maximes avec les vérités de la foi, les a fidèlement conservées pures pendant dix-huit siècles ; mais les conservera-t-elle encore longtemps ? nous n'oserions l'affirmer. Elles semblent abandonnées et répudiées aujourd'hui par un grand nombre de ceux qui en avaient la garde. Les doctrines que nous allons exposer ont exercé les plus affreux ravages dans l'enclos de l'Église gallicane, et nos antiques libertés sont bien malades.

Français, et les traitait de *barbares*, parce qu'ils avaient traversé son élection au pontificat. Il se ligua contre eux avec les Suisses, le roi d'Aragon et Henri III d'Angleterre. Les Anglais n'avaient aucun motif de faire la guerre à la France à cette époque. Ils y furent décidés par l'envoi que leur fit Jules II d'une galéase chargée de *vins grecs*, de *fromages*, de *jambons* et autres comestibles. Cette cargaison arriva à Londres précisément à l'ouverture du Parlement. Le roi et les membres de la Chambre des communes, à qui on distribua ces présents, furent si charmés des attentions du Pape, qu'ils se montrèrent tout disposés à servir ses ressentiments.



Mais nous touchons à l'origine
De la société divine
Qui reçut du ciel la faveur
De démêler partout l'erreur ;
Pour la doctrine et la morale
Nul en ce monde ne l'égale ;
Elle a plus de subtilités
Qu'il ne nait de difficultés.
Heureux qui s'y laisse conduire !
Elle a le pouvoir d'introduire
En Paradis, après la mort,
Tout chrétien par un passeport !

II^e Mandement de l'évêque de Bethléem.



CHAPITRE II.

Intervention des Jésuites dans les questions ultramontaines. — Leur Institut et leur plan de domination universelle. — Leurs doctrines.

Tous les efforts tentés pour corriger les abus criants de la Cour de Rome étant restés infructueux, plusieurs membres de l'Église se détachèrent de sa communion, et formèrent diverses Églises séparées, dites Protestantes. Parmi les catholiques restés fidèles au Pape et sincèrement unis au Saint-Siège, on remarque deux grands courants d'idées, qui se dessinent et s'accroissent de plus en plus fortement dans le cours des seizième et dix-septième siècles. D'un côté apparaît la queue des scolastiques ignorants, d'autant plus entêtés et plus exclusifs qu'ils ont moins d'idées et qu'ils restent étrangers à la renaissance qui s'opère de toutes parts. Ils continuent de défendre les dérèglements et les prétentions les plus abusives des Pontifes romains, avec une certaine ardeur, une certaine opiniâtreté; mais sans méthode, sans plan bien arrêté et bien défini. De

l'autre côté on voit briller la grande majorité des docteurs catholiques, les vrais enfants de l'Église, qui déplorent sans aigreur, comme saint François de Salles, les maux qui accablent leur mère et en attendent la réforme avec patience et une respectueuse humilité.

C'était là, selon l'expression de Bossuet, *les forts* du catholicisme. Nulle tentative ne put ébranler leur foi ni les arracher à l'unité du Saint-Siège. Ils se tinrent fermes dans les bornes de la sagesse, de la vérité et de la modération, et portèrent bien haut le drapeau de la saine doctrine. Ils obtinrent d'abord quelques succès sur les Ultramontains, dont la cause perdait du terrain à mesure que s'opérait la diffusion des lumières. La Papauté déclinait visiblement, et la Cour de Rome allait être forcée d'opérer enfin les réformes sollicitées depuis si longtemps, lorsqu'elle trouva un appui aussi puissant qu'inattendu dans les Pères de la Compagnie de Jésus, qui se firent gloire *de devenir la garde prétorienne des Souverains-Pontifes*, et jurèrent de défendre leur puissance et leurs prérogatives envers et contre tous. Cet appoint raviva et transforma l'Ultramontanisme. Ignace de Loyola, le fondateur de cette Société célèbre, avait été nourri dans les opinions les plus exagérées sur la puissance sans bornes des Vicaires de Jésus-Christ. Ses disciples partagèrent, et souvent même exagérèrent les opinions du maître. Ils répudièrent bientôt tous les plus saints enseignements de la primitive Église, qui n'était bonne, disaient-ils, que pour les premiers temps du Christianisme, et ils se jetèrent tête baissée dans le fanatisme du moyen âge, dont ils adoptèrent presque tous les préjugés, toutes

les superstitions, avec la fausse et subtile dialectique, qui avait servi à les enfanter et à les propager.

Assurément nous ne contestons pas la grandeur du talent déployé par plusieurs des disciples de saint Ignace, mais l'éclat de l'esprit, et même du génie, ne justifie pas l'abus qu'on en fait. L'enthousiasme qui n'est échauffé que par un zèle aveugle, et qui n'a pour mobile qu'un fanatisme superstitieux, pour but que la domination des consciences, peut entraîner aux plus grands excès. Il prend facilement les rêves d'une imagination ardente pour des inspirations divines; c'est ce qui est arrivé aux Jésuites. S'exagérant leur mérite et la prétendue mission céleste qu'ils s'attribuaient, ils regardèrent, dès le début, leur Société comme l'image de la Cité Sainte. « Selon eux, elle mérite tous les éloges que le Saint-Esprit donne à l'Église du Christ. Elle est le chariot de feu dont parle Élisée, et tout l'univers est dans la jubilation de la voir revenue du ciel. » Les membres de ce grand corps forment « une armée d'anges, qui font paraître.... tout ce que le divin chef désire dans cette milice. » Non-seulement les Jésuites se proclament anges, mais c'est l'élite, la fleur des anges de l'armée céleste, des anges semblables à saint Michel.... de nouveaux Gabriels, de nouveaux Raphaëls, qui consolent les âmes, les purifient, les convertissent par leurs sermons et leurs confessions (1).

Ces illustres Pères ont, à leurs propres yeux, toutes les perfections de l'esprit et du cœur. Leur Institut est « le *rational du jugement*, c'est-à-dire *l'oracle par excellence* ! » Les divers ouvrages qui sortent de la

(1) Voyez leur *Imago primi sæculi Societatis*, *passim*.

plume d'un Jésuite, « bien que surpassant la nature, sont néanmoins confirmés par la doctrine et la vérité. » Dans leur humilité, ils s'appliquent ces paroles du neuvième chapitre des Proverbes. « La sagesse s'est bâtie une maison ; elle a taillé sept colonnes ; elle a envoyé ses servantes pour appeler à la forteresse et aux murailles de la ville : que tous les simples viennent à moi ! » Hé quoi ! s'écrient-ils, « n'est-ce pas avec raison que nous appelons *maison de la sagesse*, celle sur le frontispice de laquelle l'éternelle sagesse de Dieu a bien voulu graver le nom qu'elle portait sur la terre (Jésus) ? » C'est également aux Jésuites, s'il faut les en croire, que le prophète Malachie fait allusion dans ce passage : « Depuis l'Orient jusqu'à l'Occident, mon nom est grand parmi les nations ; en tout lieu on offre en mon honneur des sacrifices et des oblations pures. » Enfin ils s'attribuent ce que dit David dans plusieurs psaumes, par allusion à l'Église, et entre autres dans la quatre-vingt-sixième, « on a raconté de vous des choses glorieuses, ô cité de Dieu, qui avez été fondée par le Très-Haut lui-même. »

Les Jésuites ont exprimé les mêmes idées sous forme d'emblèmes, comme on peut le voir au frontispice du livre d'où sont extraits ces éloges (1). Leur Société y est représentée sous les traits d'une jeune vierge, née de Jésus-Christ. Au-dessus de sa tête planent trois anges, qui ceignent son front de trois couronnes : 1^o couronne de la *virginité*, 2^o couronne de la *doctrine*, 3^o couronne du *martyre*. D'autres emblèmes entourent cette image. C'est d'abord le soleil, qui

(1) *Imago primi sæculi soc., etc.*

représente Jésus, et la lune, en croissant, qui indique la Société, avec cette inscription : *Societas à Jesu nata. Omnia solis habet*. Les autres symboles expriment l'universalité, la visibilité, l'apostolicité, les souffrances, les persécutions de la Société immaculée (*sine labe*), en un mot, toutes les propriétés, tous les attributs de l'Église catholique, que les Jésuites représentent, ou plutôt dont ils ont voulu prendre la place, en étendant sur tout l'univers leur ambitieuse et orgueilleuse domination.

Le Christ ayant donné à son Église une puissance spirituelle sur toutes les nations, les Jésuites se figurèrent qu'ils avaient les mêmes droits et les mêmes privilèges, et regardèrent le monde entier comme leur apanage. Tout le genre humain se trouvant englobé dans leur plan, il fallait lui préparer une forme de gouvernement, des lois, un ensemble de dogme, une morale propre à atteindre le but proposé, c'est-à-dire à courber toutes les intelligences et tous les cœurs sous ce despotisme, si opposé au véritable esprit de la religion chrétienne. Pour faire accepter ce nouvel Évangile, on en déguisa habilement la nouveauté. En conservant le nom et les formes du catholicisme, on procéda méthodiquement et avec un art qui est passé en proverbe. Saint Ignace paraît être resté étranger à cette conception monstrueuse et antichrétienne, dont le Pape devait être l'instrument involontaire. S'il faut en croire le continuateur de Fleury, ce saint avait défendu à ses disciples d'enseigner des opinions contraires aux textes de l'Écriture sainte et des Pères de l'Église. C'est seulement sous le Père Lainez, compagnon et successeur d'Ignace, qu'on ouvrit une porte à

tous les désordres, dont nous essaierons de donner une idée.

En renouvelant le règlement pour les études, dans l'assemblée de 1558, le Père Lainez y fit quelques additions; voici la plus importante. Après avoir déclaré qu'on lira l'Ancien et le Nouveau Testament, qu'on suivra la doctrine de saint Thomas et celle du maître des sentences, il ajouta : « *Mais si dans la suite quel-qu'un composait un traité de théologie mieux approprié à l'époque actuelle, his nostris temporibus accommodatio, on pourrait l'enseigner, après qu'il en aura été délibéré entre les Pères de la Société les plus compétents, et avec l'approbation du général* ». Cette addition si simple en elle-même, si inoffensive en apparence, fut le point de départ et comme le germe de toutes les erreurs que les Jésuites ont répandues à profusion dans plus de 1,800,000 volumes (1), depuis trois siècles. C'est de là que sont sortis tous ces dogmes accommodés aux inclinations et aux dérèglements des hommes, et cette morale qui semble être de connivence avec tous les vices.

Dans de semblables élucubrations la belle simplicité chrétienne est restée une inconnue. Ces dissertateurs dévoyés ne surent plus modérer leurs pensées. Dédaignant tout ce qui n'était pas extrême, il n'est rien de hardi qu'ils n'aient eu l'audace de soutenir. Leur doctrine, masquée sous le beau nom de catholicisme, exerça les plus affreux ravages dans le sein même de l'Église, malgré les nombreuses et sévères condamnations qui essayèrent de la réprimer, surtout en France.

(1) Voyez de Caradeuc de La Chalotais, *Comptes rendus*, 307.

Pour mieux apprécier les pernicioeux effets de cet enseignement des Pères de la foi, on peut distinguer deux parties dans leur méthode; 1° *partie destructive*, dans laquelle ils rejettent presque entièrement l'enseignement des Apôtres et des docteurs de la primitive Église; 2° *partie informative*, dans laquelle les innombrables théologiens de la Société ont entassé les diverses erreurs de leur système, et les ont si bien amalgamées qu'elles forment un ensemble complet. Tout se tient dans cet étrange assemblage de principes les plus erronés sur Dieu, la grâce, le libre arbitre, le probabilisme, le péché philosophique, l'attrition, le mensonge, le parjure, l'homicide, le régicide, l'idolâtrie et la puissance absolue du Pape... Jusqu'à l'avènement des Jésuites on avait pu croire que le nombre des erreurs accumulées dans un système contribuait à l'affaiblir. Deux vérités peuvent se corroborer et se soutenir mutuellement; mais le faux ne paraît avoir aucune affinité avec le faux, et quand il se montre par tant d'endroits, à la fois, il est plus facile de le distinguer. Les hommes qui ont si complètement réussi à enchaîner tant d'erreurs les unes aux autres, et à trouver entre elles des rapports intimes, une sorte de convenance relative, doivent être proclamés maîtres très-experts dans cet art diabolique.

Nous ne pouvons mieux comparer leur doctrine qu'à ce levain des pharisiens, dont Jésus-Christ recommande de se garder. (1) En effet, la nature et la vertu propre du levain est de communiquer son aigreur avec une grande facilité à la masse de la pâte, qui en est toute

(1) St Matth., VI — 6.

transformée. De même toutes les parties de la doctrine des Jésuites sont imprégnées et saturées du même esprit. Semblable à la pâte, elle peut bien conserver une couleur naturelle à l'extérieur, mais dès qu'on la sonde et qu'on pénètre à l'intérieur, elle laisse échapper des émanations d'aigreur et de corruption.

De la subtile compagnie
Le Pape aussi suit le génie,
Quoi qu'en disent tous les docteurs
De France, d'Espagne et d'ailleurs.
Le Pape par là fait connaître
Que de l'Église il est le maître,
Qu'il peut par sa décision
Changer notre Religion.

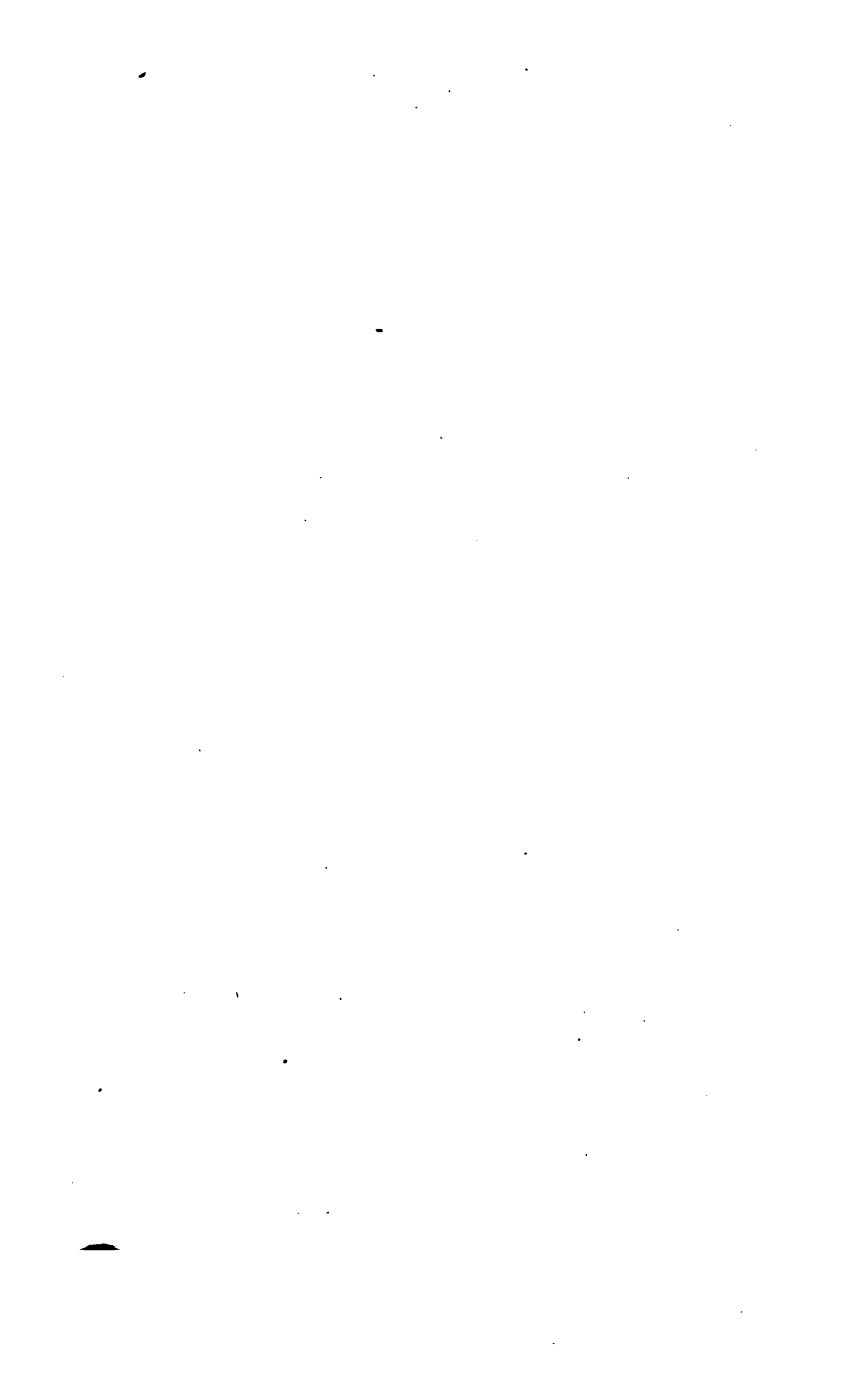
.
.

Des premiers siècles les savants
N'étaient pas assez clairvoyants ;
Leurs expressions, leurs pensées
Ne sont pas toujours bien sensées.
La Société de Jésus
Corrige aujourd'hui ces abus ;

.
.

Proscrit surtout saint Augustin ;
Soit en français, soit en latin ;
Ses écrits, pleins de jansénisme,
Ruinent l'utile molinisme,
Dont la subtile invention
Sert tant à la religion !

II^e Mandement de l'évêque de Bethlém.



CHAPITRE III.

Partie destructive de la doctrine des Jésuites.

Les Jésuites n'ont pas poussé l'impiété jusqu'à nier l'inspiration des Livres saints, mais ils ont eu l'audace de les bâillonner et de les fermer au commun des fidèles, sous prétexte qu'ils ne sont pas capables de les comprendre. C'est là un véritable crime de lèse-christianisme, qui nous paraîtrait inexplicable, si nous ne savions combien les enseignements de la Bible et surtout de l'Évangile sont contraires à la politique, aux dogmes et à la morale des Jésuites. Pour admettre leur politique, il faut être complètement ignorant des textes sacrés, où leur pharisaïsme est condamné à chaque page par la voix du Christ. La réfutation de leur casuistique se trouvant également à chaque ligne des écrits apostoliques, on conçoit l'intérêt qu'ils ont à dérober à la soif du chrétien ces sources pures. Cette défense est d'ailleurs en harmonie avec les autres points de leur doctrine, d'après laquelle on n'est obligé de

pratiquer que ce que l'on sait. Dieu, selon ces théologiens, ne doit pas punir un homme pour ne l'avoir point connu, ni pour avoir ignoré ses commandements. Quelques Jésuites ont même poussé l'absurdité jusqu'à regarder comme une faveur pour certains hommes cette étrange ignorance qu'ils appellent *invincible*, et qui est entre leurs mains un merveilleux moyen de faire accepter sans réclamation la domination et l'autorité absolue du Pape, et par suite la suprématie de leur Société.

Ces observations peuvent servir à faire comprendre le sens et la portée de quelques-unes des règles de l'*Index*, établies d'abord par Pie IV, en 1564, et augmentées ensuite par Sixte V. Pie IV avait seulement défendu, par la quatrième règle, « de lire la Bible traduite en langue vulgaire par des auteurs catholiques, sans la permission de l'Évêque ou de l'Inquisiteur. » Sixte V renchérit sur cette rigueur, qui ne satisfaisait pas les Jésuites, par de nouvelles prescriptions, publiées seulement après sa mort, sous Clément VIII (1595). L'addition faite à la quatrième règle, citée plus haut, porte que « le pouvoir d'accorder la permission de lire, d'acheter ou de retenir des Bibles traduites en langue vulgaire n'appartient ni aux évêques, ni aux inquisiteurs, ni aux supérieurs des ordres réguliers, mais que selon l'ordre et l'usage de la sainte inquisition romaine toute puissance leur est ôtée sur cette matière (1). » L'usage ! la coutume ! voilà un argument dont on a étrangement abusé. Est-ce que Jésus-Christ a dit : Je

(1) Un décret de Rome, de 1817, renouvelle les défenses de toutes les traductions de la Bible non approuvées par le Saint-Siège. Y en a-t-il en France une seule qui le soit ?

suis la coutume ? Non ; mais bien je suis la vérité. De plus l'emploi de ce mot, dans son acception rigoureuse, est ici inexact. Cet usage de la sainte Inquisition ne remontait guère au delà de trente ans. Mais passons. Ces bons inquisiteurs ne se sont pas arrêtés en si beau chemin ; ils ont poussé la condescendance pour les Jésuites jusqu'à défendre les « sommaires et les abrégés » de la sainte Écriture traduite en français. Ces étranges prescriptions violent toutes les règles et les canons de l'Église sur cette matière, et sont en contradiction formelle avec l'enseignement de tous les Pères et des docteurs catholiques. Aussi le décret de la sainte Inquisition Romaine a-t-il eu en France le sort de ces Bulles des Papes qui, selon l'expression pittoresque d'un ancien évêque de Chartres, *gelaient en passant les Alpes*. Il a toujours été regardé comme non venu et est resté une lettre morte (1).

Les seuls prétextes plausibles que les Jésuites aient pu donner à cette coupable interdiction, c'est l'abus que les fidèles peuvent faire de l'Écriture et la difficulté pour un grand nombre de personnes de comprendre certains passages obscurs. Ces objections sont ridicules ; si on les admettait l'accusation retomberait directement sur Dieu lui-même.

Est-ce que ces abus que l'on objecte ont empêché Dieu de publier la loi et les prophètes ? Est-ce qu'il ne

(1) Outre la Bible, la Congrégation de l'*Index* a prohibé un grand nombre d'autres livres, parmi lesquels se trouvent les *Lettres provinciales* de Pascal. Cette prohibition n'empêchait pas le grand Bossuet d'en recommander la lecture à son clergé, auquel il les proposait comme des modèles d'éloquence. « *Quelques-unes, dit-il, ont beaucoup de force et de véhémence, et toutes une extrême délicatesse.* »

dit pas formellement dans le Deutéronome que ces ordonnances divines doivent être lues devant *tout le peuple* assemblé, « tant les hommes que les femmes et les *petits enfants*, afin qu'ils les apprennent et les pratiquent? » Le titre même des *Livres saints* ne proclame-t-il pas que c'est là un *Testament* fait par un bon père en faveur de ses enfants? N'est-ce pas dans ce précieux testament que chaque homme trouve ses titres à l'héritage céleste? Avec quel zèle un héritier n'est-il pas disposé à lire les titres qui doivent le mettre en possession des richesses qui lui sont destinées? Peu lui importe qu'il s'y trouve quelques termes obscurs; c'est pour lui une raison de les relire plusieurs fois et avec plus d'attention. N'est-ce pas, aux yeux du monde entier, une injustice criante de frustrer les droits d'un héritier sur ce point? S'il en est ainsi pour les biens temporels, de quel blâme ne sont pas dignes ceux qui se rendent coupables du même crime dans l'ordre spirituel?

Priver le fidèle de la lecture des saintes Écritures n'est-ce pas intercepter la correspondance d'un citoyen du ciel? car, comme l'observe fort bien le grand Pape saint Grégoire, qu'est-ce que l'Écriture Sainte, sinon des lettres que le Dieu tout puissant a la bonté d'adresser à sa créature? Quel absurde prétexte que celui qui prétend que les apôtres n'ont pas eu l'intention de communiquer aux simples fidèles les vérités religieuses par la lecture de l'Évangile et des autres inspirations de l'Esprit-Saint! Est-ce que leurs actions, aussi bien que leurs paroles, ne foudroient pas une pareille invention? Est-ce qu'ils n'adressaient pas leurs Épîtres à tous les fidèles indistinctement, à

Rome, à Ephèse, à Philippes, à Corinthe et autres lieux?

Que peut-on donc penser des doctrines ultramontaines sur cette question, sinon qu'elles sont aussi anti-chrétiennes que anti-rationnelles? Que peut-on penser des docteurs jésuites qui ont fait condamner dans la Constitution *Unigenitus* (1), sous le nom du P. Quesnel, tant de vérités fondées sur les textes mêmes de l'Écriture, dont ils proscrivent la lecture, et souvent exprimées dans les propres termes des Saints-Pères? Que peut-on penser en particulier de la condamnation par la même Constitution des propositions 79, 80, 81, 82, 83, 84 et 85, qui regardent spécialement la lecture des Saint-Livres, et en montrent les avantages? Rien autre chose, sinon l'exécution du plan machiavélique conçu par les Jésuites de ruiner les bases mêmes du Christianisme, et de remplacer les dogmes chrétiens par les hallucinations d'Escobar. Voilà pourquoi ils sollicitèrent en 1713, du Pape Clément XI la condamnation de cent une propositions extraites des *Réflexions morales* du P. Quesnel, qui ne sont, pour ainsi dire, qu'une

(1) La promulgation de la *Constitution Unigenitus* est encore un mystère. Comment le Pape put-il se déterminer à condamner, sous le nom du P. Quesnel, tant de vérités enseignées par les Saints Pères? On n'en sait rien. L'abbé Renaudot étant allé un jour rendre visite à Clément XI, le trouva lisant le livre qu'il proscrivit quelques années plus tard. « Voilà, s'écria-t-il, en montrant les *Réflexions morales*, voilà un livre excellent; nous n'avons personne à Rome capable d'écrire ainsi. Je voudrais pouvoir attirer l'auteur auprès de moi. » Comment concilier une pareille contradiction dans un homme qui passe pour avoir été aussi pieux que savant? Il est vrai que n'étant encore que cardinal il avait juré d'anéantir les libertés de l'Église gallicane. Les Jésuites lui firent probablement croire que c'était le seul moyen d'y parvenir, en profitant de la bonne volonté de Louis XIV, qu'ils avaient également su gagner.

reproduction des textes mêmes des Apôtres et des plus grands docteurs de l'Église. Que le lecteur en juge par les rapprochements suivants sur les propositions qui concernent particulièrement notre sujet.

*Propositions condamnées par la
Constitution Unigenitus.*

*Propositions analogues extraites
des Saints Pères.*

PROPOSITION 79°.

Il est utile et nécessaire en tout temps, en tous lieux et à toutes sortes de personnes d'étudier et de connaître l'esprit, la piété et les mystères de l'Écriture-Sainte. (Le P. Quesnel.)

« Il est utile et nécessaire que
« chacun apprenne des Écritures
« divines ce qui est propre à son
« état, pour s'affermir davantage
« dans la piété. » (Saint Basile,
« *Rég.*, q. 95.)

PROPOSITION 80°.

La lecture de l'Écriture-Sainte est pour tout le monde. (Le P. Quesnel.)

« L'Écriture-Sainte est géné-
« ralement proposée à tout le
« monde. » (St Thomas.)

PROPOSITION 81°.

L'obscurité sainte de la parole de Dieu n'est pas aux laïques une raison pour se dispenser de la lire. (Le P. Quesnel.)

« Quoiqu'il se trouve dans les
« Livres Saints plusieurs choses
« obscures, et que vous avez de
« la peine à comprendre, ne ces-
« sez point de vous y appliquer. »
« (St Prosper, *Epigr.* 70.) »

PROPOSITION 82°.

Le dimanche doit être sanctifié par des lectures de piété, et surtout des Saintes Écritures. C'est le lait du chrétien, et que Dieu même, qui connaît son œuvre, lui a donné. Il est dangereux de l'en vouloir sévrer. (Le P. Quesnel.)

« Ce n'est pas un péché léger
« que de négliger de s'appliquer
« à de saintes lectures le jour du
« dimanche; vous pouvez lire,
« ou vous faire lire dans vos
« maisons les écrits des Prophètes
« et l'Evangile. (St Césaire,
« *Homél.* 12.) »

PROPOSITION 83°.

C'est une illusion de s'imaginer que la connaissance des

« La seule chose que je vous
« conseille et vous recommande

mystères de la religion ne doit pas être communiquée aux femmes par la lecture des Livres Saints... Ce n'est point de la simplicité des femmes, mais de la science orgueilleuse des hommes que sont nées les hérésies. (Le P. Quesnel.)

PROPOSITION 84°.

C'est fermer aux chrétiens la bouche de Jésus-Christ, que de leur arracher des mains ce livre saint (l'Evangile), ou de le leur tenir fermé, en leur ôtant le moyen de l'entendre. (Le P. Quesnel.)

PROPOSITION 85°.

Interdire la lecture de l'Ecriture-Sainte, et particulièrement de l'Evangile, aux chrétiens, c'est interdire la lumière aux enfants de la lumière, et leur faire souffrir une espèce d'excommunication. (Le P. Quesnel.)

« préférablement à toute autre,
« c'est d'aimer l'Ecriture-Sainte
« et de vous appliquer à la lire...
« Que ce soient là vos perles et
« vos diamants... (St Jérôme,
« *Lettre 27 à la Vierge Démé-*
« *triade.*) »

« L'Evangile est la bouche de
« Jésus-Christ; quoiqu'il soit
« dans le ciel, il ne laisse pas de
« parler continuellement sur la
« terre. (St August., *Serm.* 85.) »
« C'est un grand précipice et un
« profond abîme que d'ignorer
« l'Ecriture. (Saint Chrysostôme.
« *Hom.* 3 sur Lazare.) »

« La parole de Dieu dans l'E-
« vangile est une grande lumière
« pour le peuple chrétien. Ouvrez
« donc les fenêtres de votre âme
« afin que cette lumière y entre.
« (St Ambroise, *Serm.* 14 sur le
« *Ps.* 119.) »

Nous n'avons donné dans ce tableau que des textes très-courts des Saints-Pères pour conserver une sorte de parallélisme entre les lignes et les espaces. Pour satisfaire à cette exigence nous n'avons pas toujours choisi les plus forts. Nous allons compléter ce tableau en mettant sous les yeux du lecteur quelques autres passages, qui achèveront de le convaincre que la doctrine des Jésuites est diamétralement opposée à l'enseignement traditionnel de l'Eglise catholique. Voici d'abord comment saint Chrysostôme pulvérise la vaine

objection tirée de l'obscurité des Écritures et des difficultés de les comprendre.

« Quoique l'on n'entende pas le sens caché, cette lecture contribue beaucoup à la sanctification. D'ailleurs il est impossible qu'on ignore tout absolument, puisque, par une grâce spéciale, l'Esprit-Saint a fait écrire ces livres par des publicains, des pêcheurs, des bergers, des conducteurs de chèvres, tous hommes simples et sans instruction, afin que les plus ignorants ne puissent alléguer pour excuse cette prétendue difficulté. *Toutes les parties essentielles sont à la portée de tous les fidèles*, en sorte que l'ouvrier, le serviteur, la veuve, et tous les hommes dépourvus d'instruction peuvent retirer du profit et de l'utilité à les entendre lire (1). »

« Mais une imagination encore plus mauvaise, c'est de regarder l'Écriture comme superflue. *Il n'y a que le diable qui puisse inspirer de pareilles illusions* ; et c'est ce qui a tout renversé... N'entendez-vous pas saint Paul, qui vous dit que tout ce qui a été écrit l'a été pour notre instruction (2). »

Saint Basile proclame de même que les Livres-Saints ont été composés « afin que *tous les hommes* puissent y puiser, comme dans un magasin rempli de remèdes salutaires pour les âmes, ceux qui sont convenables à chacun pour la guérison de ses maladies. (3) »

Saint Ambroise appelle les Livres-Sacrés « de bons pâturages, dont la lecture nous nourrit et nous fortifie, lorsque nous avons soin de la faire *tous les jours*.....

(1) III^e disc. sur Lazare.

(2) Homél. II. sur saint Matthieu.

(3) Sur le Ps. 1.

c'est dans de tels pâturages que le troupeau du Seigneur s'engraisse et se fortifie (1). »

« Quelles sont les délices des âmes justes, s'écrie saint Augustin, pendant qu'elles sont encore sur la terre, sinon celles qu'elles goûtent dans les Saintes-Lettres ? (2) Avancez, dit-il ailleurs, faites des progrès dans la vertu, *avec le secours de l'Écriture, qui soutient toujours votre faiblesse, et qui, comme une tendre mère, règle sa marche sur la vôtre.* Elle a un langage dont la sublimité se joue des vains efforts de l'orgueil, dont la profondeur étonne et exerce les plus pénétrants. Ses vérités peuvent nourrir les hommes faits, et leur familiarité simplicité est à la portée des enfants (3).

Saint Thomas a suivi les mêmes principes : « L'Écriture-Sainte étant généralement proposée à tous les fidèles, elle a dû présenter les choses spirituelles sous l'image des choses sensibles, afin que les plus grossiers, qui sont incapables d'atteindre à la hauteur des notions purement intelligibles, puissent la comprendre par ce moyen (4). »

« L'Évangile n'est écrit *que pour qu'on le lise.* (5) »

« C'est en lisant les Saintes-Écritures qu'on devient un disciple parfait (6). »

« *Ignorer les Saintes-Lettres, c'est ignorer le Christ.* (7)

« On doit donc s'appliquer avec soin à la lecture des

(1) Sur le Ps. 118.

(2) Sur le Ps. 38.

(3) *De la Genèse selon la lettre*, v. 3.

(4) Part. I. q. I. a. 9 in. corp.

(5) Saint Bernard.

(6) Saint Irénée, IV, 26.

(7) Saint Jérôme, sur Isaïe.

Livres-Sacrés, qui sont les oracles du Saint-Esprit (1), qui renferment de mystérieuses profondeurs capables d'exercer les savants et les sages, et qui ont à leur surface de quoi récréer les plus simples intelligences. Ils ont de quoi allaiter les enfants dans ce qui est à découvert, et de quoi ravir par leur sublimité les esprits les plus vigoureux. L'Écriture est comme un vaste fleuve dont l'eau serait si basse en certains endroits qu'un agneau pourrait y passer, et si profonde en d'autres qu'un éléphant y nagerait (2). »

Nous pourrions citer une multitude d'autres docteurs qui parlent de l'Écriture sainte, et surtout de l'Évangile, dans les mêmes termes. *Tous en font ressortir la beauté, la grandeur unie à une admirable simplicité, qui la met à la portée de toutes les intelligences.* Cet accord unanime est sans doute une des principales raisons qui ont porté les Ultramontains à déprécier ces grandes lumières de l'Église, et à ne montrer pour leurs œuvres que de l'indifférence, et même souvent du mépris. Voulant laisser la sainte Écriture dans l'ombre, ils ne pouvaient admettre dans leur plan des œuvres sur lesquelles elle jette de si vives lumières; et où son excellence est si bien démontrée.

Voici un résumé rapide de la critique que les Jésuites ont faite des Saints Pères, et surtout de la doctrine de saint Augustin. Nous trouvons leurs premières tentatives sur ce sujet, dans un recueil latin, composé en 1653, par les RR. PP. Dominicains, pour être présenté au pape Innocent X. Ce livre a pour titre : *Paroles irré-*

(1) Saint Clément, pape.

(2) Saint Grégoire, pape, ad Leand. in expl. Job.

vénérables des Pères de la Société de Jésus contre saint Augustin. On y lit d'abord vingt-deux propositions extraites de leurs livres, et condamnées par l'Inquisition générale d'Espagne. Le reste de l'écrit contient un sommaire des invectives des PP. Adam, Annat, Caussin et Pallavicini contre le grand docteur de la grâce. Les lignes suivantes pourront donner au lecteur une idée de la convenance et de l'urbanité des bons Pères :

« 1° La théologie de saint Augustin, touchant la propagation du péché originel, *est bien rustique*. 2° L'Église serait bien misérable si elle était obligée de suivre les sentiments de saint Augustin. 3° Il faut délivrer l'Église de l'esclavage et de la tutelle de saint Augustin. 4° Il importe peu que saint Augustin soit d'un sentiment contraire au nôtre (1). 5° Quand on nous oppose l'autorité de saint Augustin, il faut répondre que l'Église croît encore aujourd'hui en science et en savoir (2). 6° Il ne faut point marcher sur les traces de saint Augustin, mais philosopher autrement (3). 7° Saint Augustin anéantit par ses explications l'autorité des saintes Écritures et les expose à la risée des infidèles (4). 8° Saint Augustin a excédé les bornes, de telle sorte que s'il était notre guide, nous serions assujettis à une conduite trop sévère et à une vexation injuste (5).

« Il n'y a pas sujet de s'alarmer de quelques paroles de saint Paul et de saint Augustin, qui semblent quelque-

(1) Ces quatre propositions furent soutenues par des Jésuites de Louvain et condamnées en 1589.

(2) Celle-ci est du P. Roberti, *Traité de Nathanaël*.

(3) Vasquez.

(4) Molina.

(5) Le P. Annat.

fois tout attribuer à la pure volonté de Dieu, sans faire entrer aucune considération de nos bonnes œuvres. Car il faut considérer ces deux grands hommes comme deux grandes mers, *qui s'enflent, par impétuosité d'esprit*, tellement en une rive, qu'ils semblent vouloir laisser l'autre à sec pour un temps (1). »

« Il faut convenir aussi que saint Augustin semble favoriser quelquefois la doctrine de la grâce nécessitante (c'est-à-dire la doctrine hérétique de Calvin!) et les autres dogmes qu'on en infère (2). »

« Il y a déjà quelque temps, plusieurs auteurs catholiques, et recommandables par leur doctrine et leur piété, ont avoué que saint Augustin, en haine du pélagianisme, a tellement penché vers le parti opposé qu'il semble souvent plus favorable à Calvin qu'au concile de Trente (3). »

« Les Jésuites modernes sont plus exacts dans leur doctrine que les anciens Pères, savoir : saint Augustin, saint Thomas (4).... »

Quelque étrange que puissent paraître ces expressions sous la plume d'hommes qui se disent les boulevards du catholicisme, elles ne sont pas comparables aux invectives de quelques autres membres de la Société, et, entre autres, du R. P. Francolin, dans son livre intitulé : *Clericus Romanus contra nimium rigorem munitus duplici libro*, etc., dans lequel il compare la sévérité de l'ancienne Église avec les douceurs bénignes de la nouvelle. « Nous citer sans cesse les Pères,

(1) Le P. Caussin.

(2) Le P. Lallemand.

(3) Antonii Ricardi disputatio theolog. de *Liberio arbitrio*, p. 167.

(4) Pallavicini.

dit-il, et les Pères seuls ; sans cesse se vanter de suivre les Pères, et surtout saint Augustin, comme un guide exempt de toute erreur, qui nous trace une route certaine... comme s'en vantaient les novateurs dont nous avons parlé ci-dessus ; c'est là un langage *qui ressent l'insolence hérétique*... Vous prenez au pied de la lettre tout ce qu'ont avancé les Pères, et même les auteurs canoniques, *avec quelque exagération*, ou en termes quelquefois emphatiques !... C'est précisément ce qui a jeté dans l'erreur un nombre infini d'hérétiques... Les Pères sont *remplis de propositions hasardées* dans la chaleur du zèle, mais surtout saint Augustin, génie un peu trop bouillant... De là ces propositions : *La foi peut être sans la charité ; mais, sans elle, elle ne peut servir de rien. Ne s'abstenir du péché que par crainte de la peine, c'est être ennemi de la justice* ; et autres semblables, *qui sont fausses*, à moins qu'on ne les réduise à un sens moins étendu et plus favorable que celui qu'elles présentent...

« Voyons à présent les avantages des nouveaux docteurs, *c'est-à-dire des Jésuites*, sur les anciens Pères :

« 1° De ce qu'un docteur a vécu dans ces derniers siècles, il en résulte d'abord que nous connaissons avec certitude quels sont ses ouvrages ; certitude que nous n'avons pas *assurément* par rapport aux ouvrages des anciens....

» 2° Il s'ensuit qu'on peut les lire avec *plus de sûreté*, et c'est particulièrement par cette raison qu'il faut exhorter les jeunes gens, et ceux qui n'ont pas de profondes connaissances en théologie, à choisir pour leur lecture quelque maître distingué entre les nouveaux qui jouissent depuis un siècle entier de la réputation

d'une bonne doctrine, plutôt que les anciens docteurs, dont le respect qu'on a pour eux empêche qu'on ne corrige leurs écrits, quoiqu'ils contiennent *bien des choses ambiguës, dangereuses et même fausses*, qui y ont été insérées, et qui sont étrangères à ces docteurs (1)... »

Le Père Faber avait dit en 1680, « qu'il ne fallait point avoir *égard à l'usage des temps passés*, si celui du temps présent n'y était pas conforme et ne venait pas à l'appui. »

De son côté, le Père Layman avait posé ces principes (2) : « Un docteur peut donner conseil à celui qui le consulte, non-seulement d'après son propre avis, mais également d'après l'avis opposé et probable d'autres personnes, *si ce dernier avis se trouve plus favorable et plus agréable à celui qui le consulte.... quoique le même docteur soit persuadé que certainement ce sentiment est spéculativement faux, en sorte qu'il ne pourrait pas lui-même le suivre dans la pratique.*

Ces paroles indiquent clairement le but que se proposaient les Jésuites en bannissant l'étude des Saints-Pères : c'était de pouvoir établir sans contestation leurs nouvelles opinions sur le dogme et la morale. Voilà pourquoi ils ont osé mépriser et contredire ces conseils de l'Écriture : « Ne négligez pas d'écouter les anciens, car vous apprendrez d'eux la sagesse, et à répondre dans le temps de nécessité (3). » Des hommes qui, au lieu de garder le dépôt de la foi, cherchaient les profanes nouveautés, devaient se débarrasser tout d'abord de ces redoutables adversaires.

(1) Op. cit. liv. II, p. 149, 156, 98 et 99.

(2) Théol. mor., tr. I, ch. 5, § 2, n° 4.

(3) Eccles., VIII, 2.

En vain nous objecterait-on que saint Augustin et les autres docteurs de l'Église ne sont pas absolument infailibles, qu'ils ont affirmé eux-mêmes qu'ils pouvaient se tromper; que le grand évêque d'Hippone, entre autres, répète presque à chaque page que ses écrits n'ont aucune autorité canonique, qu'il émet son sentiment sans préjudice de celui des autres évêques, et même des simples fidèles; que les écrits des évêques peuvent être critiqués et corrigés, non-seulement par l'autorité des autres prélats ou des conciles, mais par toute autre personne plus sage et plus habile (1). Cette objection n'est pas sérieuse. Nous répondrons, avec le célèbre Gennade, qu'on aurait, jusqu'à un certain point, raison de tenir ce langage, si les écrits de ces grands docteurs ne devaient être considérés que comme des œuvres personnelles. Mais on oublie ici que la doctrine des Saints-Pères est une partie intégrante de la doctrine chrétienne, depuis le jour où elle a été approuvée et sanctionnée par les conciles œcuméniques, qui ordonnent de la recevoir et de s'y conformer, sous peine d'anathème. Rejeter une telle autorité, c'est rejeter celle du septième concile général, qui anathématise quiconque n'accepte pas les écrits publiés par Athanase, Cyrille, Ambroise, Augustin et autres. C'est rejeter celle du sixième, qui proclame encore plus formellement la même croyance sur cet article. « Le concile, dit-il, *se conforme en tout* aux sentiments des Saints-Pères et docteurs de la sainte Église de Dieu, Athanase, Hilaire, Basile, Augustin, Théo-

(1) Voy. liv. II, *Du Bapt. contre les Donat.*, ch. 3. *Tratté sur saint Jean XIV*, § 3, et *passim*.

phile, Cyrille... et reçoit tous leurs écrits, qui concernent la vraie foi et la condamnation des hérésies. »

Les conciles particuliers ont constamment tenu le même langage. Souvent même leurs décisions ne sont formées que des propres expressions des Saint-Pères, comme on peut le voir dans les actes du concile d'Orange de 529, dont la doctrine a été suivie et confirmée par plusieurs conciles de France. La même unanimité se retrouve dans la haute et solennelle approbation des papes, qu'il serait trop long de citer ici.

Il est donc évident que les Jésuites, en critiquant les Pères, ont eu le même but qu'en proscrivant l'Écriture, abattre et détruire tout ce qui s'opposait à leurs desseins, et à l'établissement de leurs nouvelles doctrines. Pour arriver à cette fin, ils n'ont rien respecté ; ils ont foulé impudemment aux pieds tout ce que la religion a de plus sacré et de plus respectable. Ni les saints Canons, ni les conciles, ni l'autorité des Souverains-Pontifes, qu'ils élèvent si haut, lorsqu'elle ne leur est pas contraire, rien n'a pu les arrêter. Non-seulement ils ont répandu ces pernicieuses maximes dans leurs livres latins, mais ils ont voulu les mettre à la portée de tout le monde, en les insérant dans leur fameux Dictionnaire de Trévoux, où on les trouve sous des noms supposés, et où ils ont même eu l'audace de les attribuer à leurs adversaires, aux Jansénistes. Celle-ci, par exemple : « les Pères étaient bons pour la morale de leur temps, » est mise sous le nom de Pascal, qui, comme chacun sait, avait des sentiments diamétralement opposés.

Mais il ne suffisait pas aux Jésuites d'avoir mis l'Écriture et les Pères sous le boisseau, il fallait aussi

détruire l'autorité des écoles rivales qui étaient en possession de l'ancienne doctrine, et qui l'enseignaient avec autant d'autorité que d'éclat dans plusieurs capitales de l'Europe. Ce fut là une des parties les plus difficiles de leur tâche. En l'abordant directement et immédiatement la nouveauté de leur entreprise aurait soulevé tout le public contre eux, et les aurait fait échouer. Il fallait donc tourner cette difficulté, et trouver un moyen de se saisir des esprits par quelques-uns des appâts auxquels l'humaine nature se laisse prendre. Les Jésuites choisirent avec art l'appât de la liberté, qui n'est pas moins séduisant en religion qu'en politique. Quoique au fond ils soient les plus grands ennemis de la sage liberté chrétienne, et qu'ils l'aient étouffée partout où ils ont dominé, ils s'en servirent d'abord comme d'un instrument utile, comme d'une sorte de marchepied. Ils commencèrent par jeter quelques questions subtiles et captieuses au milieu de la controverse, et réclamèrent le droit de les soutenir, comme innocentes, à côté de l'ancienne doctrine. Mais peu à peu ils triomphèrent des principaux obstacles par leurs intrigues et par diverses influences dont ils profitèrent habilement, en sorte qu'ils finirent par rester maîtres d'une grande partie du terrain, et firent retomber sur les grands principes de la primitive Église les censures qui auraient dû anathématiser leurs coupables nouveautés. Ils en sont venus de la sorte et par des degrés insensibles, à ne regarder comme catholiques que les âmes simples qui ont la bonhomie d'admettre et de croire leurs nouveaux dogmes.

C'est là la marche suivie par leurs plus grands docteurs, Suarez, Sanchez et les autres. Ils ne présentèrent

d'abord leurs fausses théories qu'avec une certaine timidité, une feinte réserve. Il les proposaient comme des questions à examiner, qui pouvaient offrir des avantages, mieux faire ressortir tel ou tel point de doctrine. On reconnaissait d'ailleurs sans difficulté que cette opinion était nouvelle, peu suivie, et même peu sûre. On la faisait accepter avec restriction ; elle prenait insensiblement pied dans les esprits ; on se familiarisait avec elle, et, pour ainsi dire, sans qu'on s'en aperçût, de *moins probable* qu'elle était d'abord, cette proposition devenait plus probable, de plus probable que telle ou telle autre, elle passait bientôt à une certitude complète ; enfin elle était déclarée divine, révélée, et la seule qui pût être soutenue sur la matière, par exemple, sur l'attrition, l'infaillibilité du Pape, etc. Ceux qui n'étaient pas de l'avis des Jésuites sur ces nouvelles opinions, érigées en dogmes, n'étaient point catholiques. C'est ainsi qu'ils procédaient, par exemple, pour établir leur *grâce suffisante, qui ne suffit pas*. Ils affirmèrent d'abord que c'était là une chose probable, puis plus probable que la doctrine contraire, la grâce efficace ; puis que c'était une chose certaine, et enfin que c'était la croyance *de tous les catholiques* et un *article de foi*.

Mais nous touchons ici au vif, et, pour ainsi dire, à la *moelle* de la théologie jésuitique, à cette fameuse doctrine du *Probabilisme*, qui est comme le centre d'où rayonnent toutes leurs erreurs sur le dogme et sur la morale. Aussi est-ce un point qu'ils ont traité avec un soin et des développements tout particuliers. On retrouve le système du Probabilisme soutenu, développé et établi par presque tous leurs casuistes, qui ne diffèrent entre eux que du plus au moins. Il est

donc nécessaire de nous arrêter quelque temps sur une question aussi importante, dont la connaissance doit nous donner la clef des autres dogmes, en nous faisant voir comment et sur quelle base les Jésuites les ont établis.



Voici ces célèbres auteurs,
Ces casuistes, ces docteurs,
Tous ces écrivains où l'on trouve
Les dogmes qu'un Jésuite approuve,
Les probables opinions,
Les commodes restrictions,
Les équivoques favorables
Et les mensonges secourables.

1^{er} Mandement de l'évêque de Bethléem.

Ce chef-d'œuvre devait couronner leur adresse.
Pour y parvenir donc, leur active souplesse,
Dans l'école enseignant de grossiers écrivains,
Fit croire à leurs esprits, ridiculement vains,
Qu'un sentiment imple, injuste, abominable,
Par deux ou trois d'entre eux réputé soutenable,
Prenait ainsi un sceau de *probabilité*,
Qui même contre Dieu leur donnait sûreté ;
Et qu'un chrétien pouvait, rempli de confiance,
Même en le condamnant, le suivre en conscience.

BOILEAU, Sat. XII, v. 261 — 270.



CHAPITRE IV.

Partie informative de la doctrine des Jésuites. — Du Probabilisme et de ses conséquences.

La connaissance des mots, dit fort bien Platon, mène à la connaissance des choses, et s'il y a une si grande diversité d'opinions parmi les hommes, c'est que le plus souvent les mêmes termes présentent à leur esprit des idées fort différentes. Il est donc nécessaire de bien expliquer et de préciser les diverses acceptions que l'on peut donner aux mots *Probabilité* et *Probabilisme*.

La probabilité est opposée à la certitude. Ce qui l'en distingue, c'est qu'elle peut avoir une multitude de degrés, tandis que la certitude n'en a point. Une chose est certaine ou ne l'est pas ; il n'y a pas de milieu ; elle ne peut être plus ou moins certaine, dans le sens rigoureux et philosophique du mot ; et ce n'est que par un abus de langage qu'on dit quelquefois : *Je suis presque certain, je suis moralement à peu près certain*, pour exprimer qu'on a une conviction très-probable.

Les degrés de la probabilité peuvent souvent se cal-

culer mathématiquement, et on peut les voir s'élever ou s'affaiblir progressivement, approcher de la certitude ou perdre toute espèce de vraisemblance. Un exemple très-simple fera comprendre cette progression ascendante ou descendante d'une opinion probable. Supposons une loterie de deux cents billets, dont trente doivent gagner un lot. Si je prends cent de ces billets, j'aurai cent chances contre cent; si j'en prends cent trente, mes chances augmentent dans la même proportion, et ainsi de suite jusqu'à cent soixante-dix, où j'atteints la dernière limite de la probabilité; car en franchissant ce chiffre et en prenant cent soixante-onze billets, j'ai la certitude de gagner au moins un lot. En suivant la progression descendante de cent à un, j'arriverais au degré le plus faible de probabilité, et il est évident qu'il n'en existe plus la moindre trace au delà.

On voit, par cet exemple, qu'une opinion probable, même susceptible d'un calcul mathématique rigoureux, flotte dans une vague indécision, et qu'elle n'est jamais capable de donner à l'esprit une satisfaction complète. Notre intelligence, qui sent qu'elle est créée pour la vérité, ne peut se reposer dans l'incertitude. On doit donc s'étonner tout d'abord que des chrétiens, des religieux aient pu concevoir et exécuter tout un plan de doctrine qui repose sur des fondements aussi variables et aussi chimériques; qu'ils soient descendus à ce degré d'aveuglement qui, avant eux, n'avait été que le partage des sophistes du paganisme; qu'ils aient abandonné le vrai chemin de la vie morale pour suivre la voie qui conduit à la mort (1). Ces auteurs nous parais-

(1) Prov. XIV — 12.

sent d'autant plus coupables qu'ils devaient connaître les funestes effets produits par les probabilistes païens, et l'unanimité avec laquelle les sages de tous les siècles s'étaient élevés contre ces faux principes et contre la morale qui en découle. « Faire ce que vous enseignez, disait Cicéron aux casuistes anciens, n'est-ce pas ce que les Athéniens ont jugé digne des exécutions publiques ; c'est même quelque chose de plus criminel, puisque c'est précipiter dans l'abîme un homme auquel vous avez caché le précipice à dessein. Or, induire les âmes en erreur, n'est-ce pas un plus grand crime que de ne pas montrer le chemin à un homme qui s'égare? »

Aussi ce grand orateur, quoique attaché à la secte des probabilistes de la nouvelle Académie, recula-t-il devant les conséquences qui découlaient de ces principes dans l'ordre moral, et il suivit constamment les doctrines de Platon ou des Stoïciens sur la grande question des devoirs. Il avait senti que le Probabilisme, une fois admis comme base de la morale, il fallait approuver tous les crimes. C'était également la doctrine des autres sages de la Grèce et de Rome, que saint Augustin a fort bien exposée en combattant les théories des nouveaux académiciens. « Supposez, leur dit-il, un jeune homme instruit de ces fausses maximes, ne dressera-t-il pas des embûches à la femme d'autrui?... Si cela ne vous paraît pas probable, je répondrai que cela pourra bien le paraître à ce jeune homme.... Et je ne vois pas comment il pourrait se faire qu'il péchât, s'il est vrai qu'on ne pèche pas quand on fait ce que l'on croit probable.... Je ne parle point des homicides, des parricides, des sacrilèges et autres crimes semblables, qui deviennent permis par la même raison, et qui, ce qui n'est

pas moins étrange, trouvent des défenseurs, même parmi ceux qui sont regardés comme les plus sages....

« C'est donc une chose de la dernière conséquence, qui doit inspirer de la crainte à tout le monde, et de l'horreur à tous les gens de bien, que, du moment où une opinion paraît probable à quelqu'un, il n'y a point d'acte injuste qu'un homme ne puisse exécuter, sans qu'on ait le droit de l'accuser d'avoir commis un crime, ni même d'être tombé dans l'erreur. »

Ces lignes, que nous avons abrégées à regret, ne semblent-elles pas avoir été écrites par Pascal, pour flageller la subtile et pernicieuse doctrine que nous allons exposer, en empruntant les termes même dans lesquels l'ont formulées les Pères de la Compagnie de Jésus? On conçoit qu'il nous est impossible de citer ici tous les Jésuites qui ont professé le système de la Probabilité; car il sont à peu près unanimes sur ce point. En vain nous objecterait-on que la thèse contraire a été soutenue par un de leurs généraux, le Révérend Père Thyrese-Gonzalez, dans un ouvrage imprimé à Rome, en 1694. Nous savons que ce Révérend Père, dont Bossuet loua avec raison les sentiments sur cet article, a combattu le Probabilisme, *mais comme docteur particulier, et non comme général qui a le droit d'imposer son opinion*. Il le dit lui-même à la fin de sa préface, où il déclare qu'il ne veut point obliger les autres Jésuites à enseigner la même doctrine sur cette matière. Malgré ces réserves et les ménagements qu'il apporta dans la condamnation du Probabilisme, son livre souleva presque tous les Jésuites contre lui.

On peut voir dans les historiens comment le Pape et les cardinaux furent obligés de s'interposer pour rame-

ner le calme dans les esprits. La publication du livre du P. Gonzalez a donc eu par le fait même un résultat tout opposé à celui qu'il se proposait. Il voulait prouver que cette opinion n'était pas généralement reçue dans la Société ; mais la tempête que souleva son ouvrage démontre mieux que tous les arguments que les Jésuites, qu'il cite comme n'étant point partisans de la Probabilité, sont de rares exceptions, et qu'ici, comme partout, l'exception ne fait que confirmer la règle.

D'ailleurs, on le sait, un des grands moyens de domination de la Société des Jésuites, c'est d'avoir des docteurs pour tous les goûts, et en harmonie avec les opinions reçues sur le théâtre où ils les produisent. La solidarité n'en existe pas moins entre le corps entier. Comme le dit très-bien *l'Image de leur premier siècle* : « Les membres de la Société sont dispersés dans tous les coins du monde, et partagés en autant de nations et de royaumes que la terre a de limites ; division qui n'est marquée toutefois que par l'éloignement des lieux, non des sentiments ; par la différence des langues, non des affections ; par la dissemblance des visages, non des mœurs. Dans cette famille le Latin pense comme le Grec, le Portugais comme le Brésilien, l'Irlandais comme le Sarmate, l'Espagnol comme le Français, l'Anglais comme le Flamand ; et parmi tant de génies divers..... rien qui vous donne lieu de vous apercevoir qu'ils sont plus d'Un..... Le lieu de la naissance ne leur fournit aucun motif d'intérêt personnel... Même dessein, même conduite, même vœu, qui, comme un nœud conjugal, les a attachés ensemble.... Au moindre signe un seul homme tourne et retourne la Société tout entière, et détermine la révolution d'un si grand corps... »

Quelques historiens, qui ont compté le nombre des Jésuites qui enseignent le Probabilisme, portent le chiffre à cinquante-quatre. Ce nombre nous paraît au-dessous de la vérité, au moins si l'on comprend dans ce total ceux qui ont appliqué ce principe à telle ou telle matière, et non-seulement ceux qui l'ont développé *ex-professo*. Il suffit pour s'en convaincre d'ouvrir un des recueils d'Assertions extraites d'auteurs Jésuites, par ordre des anciens parlements. On y trouvera un catalogue de plus de *trois cents* ouvrages, presque tous imprimés avec une approbation du Provincial, donnée après l'examen de trois, de cinq et quelquefois de neuf théologiens de la Compagnie. Comme l'a fort bien remarqué un ancien Procureur général au parlement de Bretagne, de Caradeuc de La Chalotais, ces supérieurs et ces théologiens forment une multitude de nouveaux témoins qui déposent de la doctrine du corps. Ils établissent et fortifient une tradition suivie et non interrompue. Elle commence au généralat d'Aquaviva, qui a approuvé lui-même ou fait approuver quelques-uns de ces livres. Elle continue par les approbations des généraux Witeleschi, Caraffe, Gesuin, Nichel, Piccolomini, Oliva, et par treize autres jusqu'à Ricci, inclusivement. Cette longue chaîne de traditions identiques révèle assez les sentiments unanimes et constants du corps sur les questions traitées dans ces centaines d'ouvrages, dont quelques-uns des plus mauvais, comme Busembaüm et Lacroix, ont eu plus de cinquante éditions !

Dans de pareilles conditions il ne nous semble pas absolument nécessaire de citer tous les Jésuites qui ont enseigné la doctrine que nous allons exposer, sous

peine de nous voir adresser le banal reproche que l'on fait à Pascal « de mettre sur le compte de la Compagnie tout entière des opinions particulières à quelques-uns de ses membres. » Cette objection pouvait avoir quelque vraisemblance à l'époque où vivait Pascal ; car la doctrine des Jésuites était encore nouvelle, mal enracinée ; on pouvait compter les docteurs qui la soutenaient ; on en trouvait même plusieurs en dehors de la Société. Mais les choses ont bien changé depuis 1657. Le siècle suivant, qui nous apporte aujourd'hui son témoignage, est là pour démontrer que Pascal n'a rien exagéré, et nous pourrions dévoiler, pièces en main, des monstruosité qu'il ne connaissait pas, si notre but était le même que le sien. Nous ferions voir l'uniformité et la solidarité de l'enseignement des Jésuites par le simple rapprochement des textes de plus de cent de leurs docteurs :

1° Sur le Probabilisme, depuis Henriquez, en 1600, jusqu'à la dernière édition de Busembaüm, en 1757.

2° Sur le Péché philosophique, l'ignorance invincible, la conscience erronée, depuis Salas, en 1607, jusqu'aux Jésuites de Caen, en 1761.

3° Sur la Simonie, l'irrégion, l'impureté, depuis Emmanuel Sa, en 1590, jusqu'à Trachala, 1759.

4° Sur le parjure, le mensonge, le faux-témoignage, la compensation occulte, depuis Tolet, 1601, jusqu'à Antoine, 1760.

1° Sur l'homicide, le régicide, la prévarication des juges, le blasphème, etc., depuis Delrio et Philopator, jusqu'à Malagrida, Matas et Alexandre, en 1759.

Mais une pareille digression nous éloignerait trop du but que nous nous proposons dans cet ouvrage, où

nous ne voulons traiter que *de l'Ultramontanisme*, qui est tout imprégné de Jésuitisme dans ses tendances anti-chrétiennes, anti-rationnelles et anti-libérales, mais qui à franchement rompu avec quelques autres points de la doctrine d'Escobar. On ne trouve guère aujourd'hui parmi les Ultramontains les plus décidés de fauteurs du parricide, de l'impureté ou de l'irréligion. Les PP. Alagona, Guimen  e, Platelle, Reuter, Hurtado, Lessau, Tirin, et autres, qui ont enseigné ces impiétés, dorment dans la poudre des bibliothèques. Puisse-t-elle leur être légère ! Du moins nous ne troublerons pas leur sommeil sur ces articles. Nous allons seulement faire comparaître quelques-uns de leurs dignes émules sur cette question du Probabilisme, et nous les entendrons enseigner, à tour de rôle, presque dans les mêmes termes, *« que dans le concours de deux opinions dont l'une est plus probable et conforme    la loi de Dieu, ou à la loi morale, et l'autre moins probable, et favorable aux passions, à la concupiscence, il est permis de suivre la dernière dans la pratique. »*

Voici d'abord en quels termes cette funeste doctrine est formulée par Henriquez : *« Un homme scrupuleux est en sûreté de conscience, s'il choisit contre ses scrupules une opinion qu'il juge probable, quoi qu'il pense que l'opinion opposée est plus probable (1) »*.

Tolet marche dans la même voie d  s 1601, et il indique déjà quelques applications *« il y a, dit-il une troisième observation à faire, lorsque les avis sont partagés sur une matière. Ainsi, les uns soutiennent qu'un contrat est licite, les autres qu'il est illicite. Si*

(1) Summa theologica, t. I, p. 845.

par hasard il arrive qu'un confesseur soit de la dernière opinion et que le pénitent partage la première, alors ce pénitent peut forcer le confesseur à suivre son opinion et à l'absoudre. Le confesseur doit agir ainsi pourvu que les deux opinions soient probables ; autrement il ne le devrait pas » (1).

Jean Salas s'exprimait ainsi en 1607. « Je goûte fort le sentiment de Henriquez, Vasquez, Perez, qui enseignent qu'il suffit à l'homme ignare et illettré de suivre l'opinion qui lui semble probable, *parce qu'elle est soutenue par des mattres dans l'art, gens de probité, quoique cette opinion ne soit ni la plus sûre, ni la plus commune, ni la plus probable....* Il est vrai, comme le pense Angelus, etc... que tout confesseur.... peut, contre son propre sentiment, donner l'absolution au pénitent qu'il sait suivre une opinion probable, *quoique la moins sûre, qu'elle préjudicie ou non à autrui....* » (2).

L'année suivante le grand docteur de la Société, François Suarez, démontrait la même thèse en ces termes : « Il y a une difficulté lorsque le pénitent tient à une opinion probable et que le confesseur juge l'opinion contraire plus probable ; et il y a sur cela diversité d'opinion. La première est que le confesseur ne peut pas se conformer à l'opinion de son pénitent, parce qu'il agirait contre sa conscience ; *mais cette raison n'est d'aucune importance !....* La seconde opinion est que dans ce cas le confesseur propre doit absoudre son pénitent... mais qu'un confesseur délégué ne peut ni ne doit le faire.... Cette distinction n'a aucun fondement...

(1) *Instructio sacerdotum*, p. 519.

(2) *Disputationes*, t. I, p. 1208 — 1211.

Il n'importe non plus en rien qu'un tiers reçoive du dommage ou n'en reçoive pas, d'un côté, parce que nous supposons que, nonobstant ce dommage, l'opinion du pénitent est tellement probable qu'il peut la suivre dans sa conduite en sûreté de conscience,... de l'autre côté, parce que le pénitent peut à son tour recevoir du dommage en suivant l'opinion de son confesseur. Cela arriverait, par exemple, si le confesseur et le pénitent différaient de sentiment au sujet d'une restitution : car en ne restituant point il s'ensuit une perte temporelle pour un tiers, de même en restituant il s'ensuit un dommage temporel pour le pénitent » (1).

On voit que la doctrine s'accroît de plus en plus, et que Salas et Suarez n'hésitent pas à soutenir ici la thèse de l'intérêt personnel contre les droits de la justice sur l'article de la restitution. Tant il est vrai, comme le remarque Cicéron, que tout devient incertain, dès qu'on s'écarte des règles. Aussi suit-il une doctrine contraire dans le *Officiis*, où il proclame la supériorité du juste sur l'utile, et la nécessité de sacrifier ses intérêts personnels à la loi sacrée du devoir. Mais continuons l'énumération des casuistes. Grégoire Valentia après s'être demandé si un juge peut se déterminer suivant une opinion probable, répond ainsi : « Je dis d'abord : si le juge estime que l'une et l'autre opinion soient également probables, il *peut licitement, pour favoriser son ami*, juger suivant l'opinion qui autorise la prétention de cet ami. Bien plus, il pourrait même, dans la vue de servir cet ami, *juger tantôt conformément à une opinion, tantôt suivant l'opinion contraire*, pourvu

(1) Comment. et disput., t. IV, p. 447.

toutefois qu'il n'en résulte point de scandale (1). »

Dix ans plus tard, de Coninck soutenait la même thèse en ces termes. « Quand les sentiments des docteurs se trouvent partagés sur quelque point, nous pouvons suivre celui qui nous plaît davantage, quoique le moins sûr et le moins probable. C'est ce que Vasquez enseigne très au long.... Il fait voir même qu'un homme savant peut suivre l'opinion probable d'autrui, quoiqu'il soit lui-même persuadé que l'opinion contraire est plus vraie. Comme il y a beaucoup de choses très obscures, si nous ne pouvions pas suivre une opinion probable, et que nous fussions tenus en tout de nous attacher dans la conduite au sentiment le plus sûr et le plus certain, nous nous trouverions sans cesse embarrassés et indécis sur ce que nous avons à faire » (2).

En 1626 le P. Fagundez décidait que « ce serait un fardeau insupportable pour les consciences, et qui exposerait à beaucoup de scrupules, si nous étions obligés de rechercher et de suivre les opinions les plus probables... Cette doctrine est vraie, non-seulement devant

(1) Le Jésuite Grégoire Valentia est resté célèbre par les disputes qu'il soutint contre la grâce. Un jour qu'il discutait, en présence du Pape, l'opinion de Molina contre le savant Lemos, il prétendit appuyer sa thèse sur un passage de saint Augustin qu'il falsifia en changeant un mot. Lemos s'étant aperçu de cette infidélité, s'écria que le Jésuite avait mal lu, et supplia Sa Sainteté de forcer Valentia à lui remettre le livre. Celui-ci résista d'abord ; mais enfin il fallut s'exécuter, et la supercherie sauta à tous les yeux. Le Jésuite fut tellement frappé par ce coup inattendu, qu'il tomba évanoui et mourut quelques jours après. Ses adversaires ont dit de lui que s'il n'a pas eu d'autre grâce que celle qu'il a défendue, il n'est sûrement pas en paradis.

(2) Commentar. et disput., n° 84, disp. 34.

Dieu et dans le for intérieure de la conscience, mais encore dans le for extérieur (1); » et il répète l'exemple du juge, en s'appuyant sur les autorités de Sancius, Vasquez, Valentia, Henriquez, Azor et Lessius. Mais évidemment tous ces casuistes ne le justifient pas, et il mérite bien qu'on lui applique ces excellentes paroles du Pape Félix III ; « Que celui qui trompe les autres sache qu'il se trompe lui-même, et qu'il apprenne que notre facilité ne diminue rien des jugements de Dieu, qui ne peut rien approuver que ce qui est conforme à la piété, à la vérité et à la justice. » Ou celles-ci de saint Augustin : « Ne vous efforcez pas de plier la volonté divine pour la rendre conforme à la vôtre ; mais plutôt réformez votre volonté déréglée sur le modèle de la volonté de Dieu. Cette divine volonté est comme une règle ; supposez que vous ayez tordu la règle, quel moyen aurez-vous pour vous corriger ?

« Mais c'est en vain, ô homme corrompu et superbe, que vous vous flatteriez de courber cette règle suprême, elle demeure dans sa rectitude et résiste à tous vos efforts ; car son caractère est d'être immuable... »

Castro-Palao, qui, au dire des Jésuites, est aussi illustre par sa sainteté que par sa science, soutenait cinq ans plus tard, (1634) « que les docteurs et les professeurs qui occupent des chaires ne sont point obligés d'enseigner les sentiments qui leur paraissent les plus probables... » Il applique ensuite le même principe aux vérités religieuses, et affirme que « l'on n'est pas obligé, dans les choses nécessaires au salut, de suivre la voie la plus sûre et la

(1) Tractat. in quinque Eccles. præcepta, p. 359.

plus probable. Il suffit qu'on en suive une qui soit sûre et probable... Lorsque la probabilité de droit est fondée sur la probabilité de fait, de celle-ci on peut conclure à celle-là. J'explique la chose par un exemple : Il est probable pour moi que le manteau que je porte est à moi ; cependant je crois qu'il est plus probable qu'il est à vous ; je ne suis pas obligé de vous l'abandonner ; mais je puis le garder en sûreté de conscience. De même il est probable à un infidèle qu'il est dans la vraie religion, quoique le contraire soit plus probable ; il ne paraît pas qu'on doive l'obliger à renoncer à son erreur... (1) »

Voilà une doctrine nettement formulée, et qui ne craint pas de se moquer du sens commun, aussi bien que de la foi. Que nous sommes loin de saint Thomas, qui assure que « dans ce qui concerne la foi et la morale nul n'est excusé, s'il suit une opinion erronée de quelque docteur. Car, dit-il, dans ces choses l'ignorance n'est point une excuse (2). »

En 1637, Nicolas Baldelle précisait ainsi le nouveau dogme sur la non-restitution. « Il est permis à un confesseur de suivre l'opinion probable du pénitent et de négliger la sienne. Cela est vrai, quand même l'opinion probable que suit le pénitent tournerait au détriment d'autrui, comme par exemple, s'il s'agissait de ne pas restituer. Car, quoique Adrien soutienne que le confesseur est tenu d'avertir son pénitent de renoncer à son opinion, lorsqu'elle tourne au détriment d'autrui, cela ne paraît pas néanmoins dit avec raison, attendu

(1) De virtutibus et vitiis tract. I et IV, p. 355, etc.

(2) Quodl. 3, art. 10.

que le confesseur n'est pas tenu, dans l'acte de la confession, de pourvoir au bien d'un tiers, et que le pénitent ne pèche pas en suivant une opinion probable, même sur la restitution (1). »

On le voit, ce n'est pas sans raison que le proverbial Antoine Escobar put s'écrier quelques années plus tard : « En vérité, quand je considère tant de divers sentiments sur les matières de morale, je pense que c'est une heureuse disposition de la Providence, qui par cette grande variété d'opinions nous fait porter agréablement le joug du Seigneur (2). Donc la Providence a voulu qu'il y eût plusieurs voies à suivre dans les actions morales, et que la même action pût être trouvée bonne, soit qu'on agit suivant une opinion, soit qu'on suivit l'opinion contraire... Ainsi les sujets sont obligés et ne le sont pas de payer tribut, suivant deux probabilités opposées. Certainement ils sont excusés par la raison que, de même que le prince impose justement

(1) Disput. ex moral. theol., lib. IV, p. 412, col. I.

(2) On peut appliquer à Escobar ce qu'un spirituel curé de Paris disait du jésuite Bauni : *Ecce qui tollit peccata mundi !* Cette idée se trouve malicieusement développée dans ces vers du bon La Fontaine :

Vent-on monter sur les célestes tours ?.....
 Escobar sait un chemin de velours.
 Il ne dit pas qu'on peut tuer un homme
 Qui sans raison nous tient en altercas,
 Pour un fêtu ou bien pour une pomme ;
 Mais qu'on le peut pour quatre ou cinq ducats.
 Même il soutient qu'on peut en certains cas,
 Faire un serment plein de supercherie,
 S'abandonner aux douceurs de la vie,
 S'il est besoin, conserver ses amours.
 Ne faut-il pas après cela qu'on crie :
 Escobar sait un chemin de velours ?

le tribut, conformément à l'opinion qui assure avec probabilité que cela est juste; de même le sujet peut justement refuser le tribut, en suivant l'opinion qui affirme que probablement ce tribut est injuste (1). »

Les jésuites Moya et de Scildere appliquèrent également les principes de la Probabilité à l'obéissance des inférieurs aux supérieurs et au paiement des impôts. Voici comment ils s'expriment : « Un inférieur qui croit probablement que son supérieur manque de juridiction ne doit point lui obéir, quoique le supérieur soit en possession de son office... parce que nulle loi n'empêche, dans le for de la conscience, l'inférieur de suivre son opinion probable contre le commandement de son supérieur.

« De même un inférieur qui pense que le commandement du supérieur passe les bornes de son autorité, ne doit point obéir.

« Si donc, premièrement, l'inférieur pense, avec probabilité, qu'un impôt a été injustement établi, il n'est pas tenu de le payer (2). »

« Quoique une opinion soit fausse, chacun peut, en sûreté de conscience, la suivre dans la pratique, à cause de l'autorité de celui qui l'enseigne... Ceux que le roi consulte sur l'imposition des tributs ne sont pas obligés de suivre l'opinion la plus probable; et les sujets peuvent ne point payer les justes tributs (3). »

Le P. Faber, dans son Apologie de la doctrine morale de la Société, va plus loin encore. « Si donc, dit-

(1) Escobar, t. I, liv. II, p. 23, édit. de Lyon, 1652.

(2) De principiis conscientiae formandæ, auctore Ludovico de Scildere, p. 128 et 130.

(3) Amadæi Guimenei, id est Moya, opusculum p. 27 et 34.

il, l'on doit admettre avec raison, dans la doctrine des mœurs, une opinion probable, pourquoi n'y en admettra-t-on pas aussi une fausse, qui sera vraiment probable, et dont on ignore la fausseté (1)?... »

Georges de Rhodes, oubliant qu'un docteur, ou, comme dit le proverbe, un moine n'est pas une raison, établit que l'autorité d'un bon docteur lui suffit pour rendre une opinion probable. Il démontre également que, « à l'égard de la conscience probable, cette règle est véritable et certaine, savoir : que tout homme, dans la pratique, peut écarter sa propre opinion, quoique la plus probable et la plus sûre, pour choisir celle qui paraît moins sûre et moins probable, soit que cette opinion roule sur l'honnêteté de l'action, soit qu'elle ait pour objet sa valeur.

« J'ai déjà dit, ajoute-t-il, que le directeur des consciences répondra à ceux qui le consultent : Il est probable, pour certaines raisons, que vous êtes tenus de restituer; et, pour d'autres raisons, il est probable que vous n'y êtes pas tenus. Or, vous pouvez suivre l'une et l'autre opinion. Il dira cela à chacun de ses pénitents, et toujours : ainsi il ne se contredira point, et la doctrine de la Probabilité ne sera point exposée à l'inconstance et aux variations, car ce directeur ne dira jamais : Vous êtes tenus à restitution, lorsqu'il aura par devers lui une opinion probable qui nie l'obligation de restituer. Or, jamais il n'y aura péril de corruption (dans les mœurs) quand un homme suivra ce qui lui paraîtra le plus commode, pourvu qu'une opinion probable enseigne que cela est permis (2). »

(1) *Apologeticus doctrinæ moralis societatis*, p. 2.

(2) *Disput. theol. schol.*, p. 126, 128 et 129.

Pour varier un peu ces formes scolastiques, le P. Gobat enseigna la même doctrine en traçant le portrait suivant du père *Commode* et du père *Rigide* :

« Il se trouve assez souvent, dit-il, deux religieux, prêtres, dont l'un se peut nommer le père *Commode*, l'autre le père *Rigide* ; le premier, parce que, en examinant un pénitent, en lui imposant la nécessité de faire pénitence, de restituer, de recommencer une confession, de quitter une liaison criminelle, de jeûner, de dire la messe ou son bréviaire, d'assister à l'office, d'exécuter un vœu, ou s'il s'agit de lui défendre ou de lui permettre telle ou telle action, d'interpréter telle ou telle promesse, soit simple, soit revêtue des formes d'un contrat ou appuyée par la religion du serment, ce père, dis-je, suit le plus souvent des opinions favorables au pénitent, agréables, faciles, peut-être moins probables (mais qui sont pourtant certainement probables), moins sûres, c'est-à-dire moins éloignées du péril de tomber dans le péché matériel que les opinions opposées. Le père *Rigide*, au contraire, est tel parce qu'il tient une conduite tout opposée, qu'il a coutume de suivre une autre route. Il est question maintenant de savoir lequel des deux agit le mieux, lequel est celui que l'on doit imiter?... Pour moi, mon avis est qu'il faut absolument louer, approuver et suivre les confesseurs doux, et les juges commodes du for extérieur, plutôt que les rigides, quoique ceux-ci soient aussi, à quelque égard, dignes de préférence...

« L'expérience nous a appris que la rigueur observée dans les six ou huit premiers siècles de l'Église ne convient pas aux mœurs des siècles suivants : or il faut aller comme le temps : nouveaux maux, nouveaux

remèdes. Quant à l'exemple de saint Chrysostôme , de saint Climaque et de quelques autres saints Pères , on répond qu'il faut avouer qu'ils ont quelquefois exagéré dans la chaire, et déclamé dans leurs écrits contre tout ce qui avait l'apparence du mal, mais qu'il n'est pas certain pour cela qu'ils aient usé de la même sévérité lorsqu'ils parlaient en particulier aux pénitents: Et l'on voit encore aujourd'hui beaucoup de prédicateurs qui sont des lions dans la chaire , mais qui, au confessionnal, sont des chiens, non des chiens muets, mais caressants, qui viennent lécher les plaies, comme le dit saint Grégoire (1). »

Voyons maintenant les conseils que le P. Trachala donne aux scrupuleux , et comment il prouve que l'on ne peut jamais pécher mortellement. Il pose d'abord le principe , admis par les Jésuites, que dans les choses morales on ne doit point *chercher de certitude absolue*. Puis il ajoute : « Ainsi le scrupuleux, appuyé sur ce principe, doit tenir pour certain qu'il peut, en sûreté de conscience, agir contre ses scrupules, s'il a pour les combattre l'opinion probable des docteurs. Lorsqu'il s'agit de former le dernier jugement pratique, on peut licitement suivre le sentiment que l'autorité et la raison rendent suffisamment probable, et laisser l'opinion contraire, *également ou même plus probable*. Celui qui, sur deux motifs d'une égale probabilité, doute proprement et positivement, s'il pèche mortellement, peut *déposer ce doute* et le changer en un jugement probable au moyen duquel il juge raisonnablement qu'il ne fait

(1) Voyez *Opera moralia*, p. 3, 8 et 19.

pas un péché mortel; d'où il s'ensuit qu'il n'est pas obligé à s'en confesser (1). »

Le P. Plowden, Jésuite anglais, formule ainsi la doctrine de la Société dans les thèses qu'il fit soutenir en 1697 et 1698 par les PP. Brown et Holland : « *Il est tout à fait certain qu'il est absolument permis de suivre, en quelque matière que ce soit, toute opinion assurément probable dans la pratique, soit également plus ou moins probable que l'opinion contraire.* » *Certum planè est licitum omnino esse, in quâcumque materiâ, sequi quamcumque opinionem certo et practice probabilem; sive illa sit æqualiter, sive magis, sive minus probabilis quam opposita.* » C'est là, ajoute le bon Père, une doctrine douce et bénigne enseignée depuis le commencement du seizième siècle. Il suffirait donc, selon la remarque de Tertullien, de compter son âge pour la juger (2). Ces mots, *en quelque matière que ce soit*, ne sont pas jetés là au hasard. Nous épuiserions le vocabulaire, si nous voulions énumérer tous les sujets auxquels les Jésuites ont appliqué eux-mêmes, *ex professo*, leurs principes casuistiques. Le P. Térillus, par exemple, dans un ouvrage posthume, intitulé : *Règle des mœurs*, approuvé par quatre théologiens de la Société, affirme « *qu'en matière de foi, aussi bien qu'en morale, il est permis d'embrasser le parti le moins sûr, en laissant là le plus sûr, tutiore relictâ.* » Ce n'est pas tout; non-seulement ces bons Pères enseignent que, dans toutes ces circonstances, on ne pèche point en embrassant l'erreur; mais encore que l'on est obligé de l'embrasser, toutes

(1) *Lavacrum conscientiae*, etc., 1759, p. 285 et 300.

(2) *De ætate sola præjudicatur.* (De Prescriptione.)

les fois qu'elle est proposée avec des motifs qui portent à croire qu'elle est un dogme vrai ; de sorte que l'on pécherait en refusant d'adhérer au faux, et que l'on est bien méritant en lui donnant son assentiment. Voici un curieux exemple de cet absurde et inqualifiable paradoxe, extrait d'une thèse soutenue par le P. Wolf, le 14 juin 1677, sous la direction du P. Preston. « Un paysan, dit-il, ou un homme grossier est également obligé de croire son curé, soit qu'il lui annonce les vérités de la foi, soit qu'il lui enseigne des erreurs. Cet homme péchera même contre la foi, s'il ne croit les erreurs, autant qu'il est en lui. » Et dans une autre thèse, du 5 juin 1680, il démontre que cet homme méritera, en croyant une erreur qu'il croit être une vérité.

On le voit, les applications du principe de la Probabilité sont illimitées. Elle embrasse tout, elle s'applique à tout, aux contrats, aux dommages que l'on peut causer au prochain, aux prévarications des juges, aux enseignements des maîtres, au paiement des impôts, à l'obéissance des sujets, à la subordination des inférieurs, à la foi, à la religion en général, à toute opinion imaginable, et même à l'erreur, qui, à la faveur de cette étrange doctrine, se transforme en vérité. On a beau étendre les regards de toutes parts, on ne peut plus apercevoir aucun point fixe, aucun précepte incontestable et invulnérable dans le vaste domaine des croyances religieuses et morales (1). Mais ce n'est pas

(1) Nous ne devons pas oublier ici le système du Probabilisme appliqué à l'histoire par le P. Hardouin, de Quimper-Corentin ; c'est une des plus naïves aberrations de l'esprit humain. Selon ce bon Père, presque tous les ouvrages anciens sont supposés. *L'Enéide*, de

encore assez. Les Jésuites ont pris la certitude corps à corps, ainsi que l'évidence, et ont détruit de fond en comble cette base de tous nos jugements dans l'ordre religieux. Selon ces nouveaux docteurs, il n'est point évident qu'il y ait une vraie religion, ou que la religion chrétienne soit la vraie. C'est la thèse soutenue, à Liège, par le P. Savil, en 1682, sous la direction du P. François Sander. « Quoiqu'il y ait, dit-il, *posit.* 25, une religion plus croyable que les autres, on ne peut pas dire que cette religion soit, par cette raison, évidemment vraie, ou qu'elle soit par elle-même nécessaire, de nécessité de moyen, pour être sauvé. »

La même erreur est encore plus explicitement formulée dans les thèses des Jésuites de Lyon, du 24 août 1697, *posit.* de la foi, n° 5, où on lit : « Il n'est point évident, d'une évidence morale proprement dite, que la religion catholique soit la véritable religion. » Le P. Daniel n'eut pas honte d'entreprendre la défense de cette scandaleuse proposition dans sa septième lettre au P. Alexandre. Du reste, il ne faisait que défendre les principes de la Société, car on retrouve la même

Virgile est l'œuvre d'un Bénédictin du treizième siècle, qui a eu pour but de décrire, sous le nom d'Énée, le voyage allégorique de saint Pierre à Rome ! Les *Odes* d'Horace sont sorties de la même fabrique, et la *Lalagé* de ce poète n'est autre chose que la religion chrétienne ! Un ami du P. Hardouin lui faisait observer un jour qu'il serait bien plus sensé de marcher dans la voie du bon sens et de la vérité. — Hé ! s'écria le Jésuite, ce serait vraiment bien la peine de me lever tous les jours à quatre heures du matin pour répéter tout ce que d'autres ont dit avant moi ! Aux yeux de ce savant pyrrhonien tous les conciles tenus avant celui de Trente sont apocryphes et n'ont jamais existé ; ce qui ne l'a pas empêché d'en donner une édition. Quand on lui demandait comment il s'y était pris, il répondait : Dieu seul le sait !.....

doctrine proclamée dans une nouvelle thèse soutenue à Rome en 1700. On y affirme aussi que la religion catholique n'est pas évidemment croyable. Les Jésuites de Spolète avaient soutenu précédemment cette autre proposition, qui fut condamnée par l'Inquisiteur, sur l'ordre du Pape : « Quelque probable qu'il soit qu'il est absolument nécessaire, de nécessité de moyen pour le salut, de croire les mystères de la Trinité et de l'Incarnation... cependant il est également croyable qu'il peut arriver que quelqu'un soit sauvé en croyant seulement qu'il y a un Dieu et qu'il est rémunérateur. »

Innocent XI avait aussi condamné, le 2 mars 1679, avec plusieurs autres, la proposition suivante enseignée par les casuistes de la Société : « Une personne est capable de recevoir l'absolution, dans quelque ignorance qu'elle soit des mystères de la foi, et encore que par une coupable négligence elle ne sache rien du mystère de la sainte Trinité, ni de l'Incarnation. » Le clergé de France déclara, en 1700, cette doctrine non-seulement injurieuse à Dieu et erronée, mais hérétique. C'est, en effet, réduire le christianisme au pur déisme. Et pourtant c'est une des propositions les plus bénignes du livre de Moya, « dans lequel ce Jésuite a ramassé, dit énergiquement Bossuet, comme dans un cloaque, tout ce qu'il y a de plus sale et de plus impur dans les casuistes modernes. » Aussi, lorsque la Sorbonne censura cet ouvrage, fut-elle obligée de ne citer que les premiers mots de chacune des propositions condamnées, quoi qu'il soit écrit en latin, langue qui brave la pudeur (1).

(1) Dans la censure que fit la Faculté de théologie de Paris du livre de Moya, elle lui reproche de « s'être fait le défenseur de

Les théologiens Jésuites sont, d'ailleurs, à peu près unanimes pour affirmer qu'un adulte peut être sauvé sans avoir jamais fait un acte de foi ou sans avoir aucune foi actuelle. Suarez et de Lugo sont formels sur cet article, et leur autorité a été suivie religieusement par les PP. Mérat, Azor, Tambourin...

« L'acte de foi divine, dit le P. Mérat, n'est point nécessaire au salut, même aux adultes, qui, dès leur enfance, sont purifiés du péché par l'infusion de la grâce sanctifiante (1).

Selon Tambourin, qui cite Azor, nous ne sommes point obligés à faire des actes de foi, d'espérance et de charité, à raison du précepte divin qui concerne ces vertus. On retrouve les mêmes assertions dans les thèses soutenues à Louvain et à Liège, en 1691 et 1692, par les PP. de Bruyn et Darell. Les PP. Damnan et de Mayer avaient déjà établi, dans d'autres thèses, soutenues également à Louvain, en 1687, que « ceux qui ordonnent d'aimer Dieu continuellement, d'un amour prédominant, et qui veulent qu'on lui rapporte toutes ses actions, ont paru justement aux fidèles plus rigides que de raison, et charger les âmes d'un joug plus propre à les conduire à leur perte et à les réduire à la folie qu'à procurer leur salut; car, quoiqu'il soit louable d'aimer Dieu sans cesse, cependant si l'on embarrasse les consciences par un précepte de cette nature, aussi

tous les genres d'abominations. » Son livre est qualifié « d'*Anti-Evangile*, qui fait horreur par la curiosité et la sagacité obscènes avec lesquelles il fouille les matières les plus immondes..... *Anti-Evangelium in rebus spurcissimis obscenâ curiositate ac sagacitate indagandis horrendum* ».

(1) Disput. sur la Som. de saint Thomas, t. II, p. 340.

rigoureux et aussi difficile, il est fort aisé que les hommes tombent très souvent. » Voilà qui est clair ; et pourtant, lorsqu'on reprochait aux Jésuites de ne pas inspirer au prochain l'amour envers Dieu, ils criaient à la calomnie : « Comme si, disaient-ils, il fallait prendre des trompettes de fer et faire grand bruit pour inculquer ce précepte au peuple ! » Non-seulement ils ne cherchaient pas à l'inculquer, mais leurs trompettes les plus retentissantes et les plus accréditées faisaient entendre des airs tout opposés. Leur P. Antoine Sirmond, par exemple, dans un livre intitulé : *La Défense de la vertu*, veut bien reconnaître, à la vérité, que « le motif de la gloire de Dieu étant le plus relevé de tous, c'est toujours très-bien fait d'y porter nos cœurs... » Quant à la nécessité, il n'en voit aucune ! Suarez, le grand Suarez, répond que « nous sommes obligés d'aimer Dieu en quelque temps ; mais en quel temps ? Chacun en reste juge ; » pour lui, il n'en sait rien. Quelques autres Jésuites ont dit que c'est seulement à l'heure de la mort (4).

(4) Tout le monde connaît la XII^e Épître de Bolleau, *Sur l'Amour de Dieu*, contre la doctrine des Jésuites, qu'il trouvait « non-seulement fausse, mais abominable, et plus contraire à la vraie religion que l'hérésie de Luther et de Calvin ». C'est aux RR. PP. qu'il fait allusion dans ces vers :

Peut-on se figurer de si folles chimères ?
On voit pourtant, on voit des docteurs, même austères,
Qui, les semant partout, s'en vont pieusement
De toute piété saper le fondement ;
Qui, le cœur infecté d'erreurs si criminelles,
Se disent hautement les purs, les vrais fidèles ;
Traitant d'abord d'impie et d'hérétique affreux,
Quiconque ose pour Dieu se déclarer contre eux.

Tous les points fondamentaux du christianisme ont été ainsi sapés les uns après les autres, et on dirait que les Jésuites sont ces impies dont parle saint Grégoire, pour qui la foi doit être un opprobre et la vérité un crime : *Fides erit in opprobrium, et veritas in crimen*. Cette prédiction leur convient d'autant mieux qu'ils n'ont pas seulement essayé de fausser et d'obscurcir les rayons de la vérité et les lumières de la foi dans la conscience et dans le cœur de l'homme, ils ont eu l'audace d'attaquer le vrai dans sa source primitive, en Dieu même.

Dès 1667, le P. Harcott niait la véracité divine en ces termes : « Dieu peut répandre dans l'homme l'erreur tant actuelle qu'habituelle. *Potest infundere homini errorem tam actualem quam habitualem*. » Le P. de Reulx, dans une thèse du 19 avril 1684, explique ainsi les paroles de l'apôtre : *Dieu est véritable*; car, dit-il, Dieu ne peut mentir ni nous tromper en parlant, « quoiqu'il puisse répandre ou infuser l'erreur dans l'esprit de quelqu'un. » *Et si possit errorem alicui infundere*. Il est vrai que ce bon Père y met cette plaisante et peu intelligible restriction : « S'il n'est pas censé parler ainsi. »

Le P. de La Fontaine (thèse soutenue en 1691, *posit. 12*) se demande aussi pourquoi Dieu ne pourrait pas répandre quelque erreur, dans les circonstances où il n'est pas censé parler ou rendre un faux témoignage? Et il répond que cela ne lui paraît déroger ni à sa véracité, ni à aucun des autres attributs divins. En con-

De leur audace en vain les vrais chrétiens gémissent ;
Prêts à la repousser les plus hardis mollissent
Et voyant contre Dieu le diable accrédité,
N'osent qu'en bégayant prêcher la vérité.....

séquence, il conclut intrépidement que l'auteur de toute vérité peut user d'un langage équivoque, qui contient un sens vrai et un sens faux, *Anceps locutio, quæ sensum habeat verum atque falsum*. Dieu peut aussi se servir de la restriction réelle, et non purement mentale. Le P. Rayé a défendu les mêmes absurdités et les mêmes impiétés, à Anvers, en 1711, à peu près dans les mêmes termes : « *Deus uti potest sermone æquivoco, et restrictione reali.* »

Le P. Platelle, après avoir établi (1) que Dieu peut mettre dans l'esprit une habitude d'erreur, et que le faux peut devenir évidemment croyable, d'une évidence qu'il appelle imparfaite et respectueuse, ajoute ces horribles blasphèmes : « Il ne paraît pas qu'il y ait aucun inconvénient que quelque chose de faux soit proposé à croire d'une foi divine, avec la même évidence que le vrai; et l'on n'est nullement fondé à dire qu'il répugne à la Providence divine de permettre cela, n'étant pas possible qu'il en résulte aucun dommage notable, ni pour toute l'Église, comme cela est évident, ni pour les particuliers qui ne souffriraient aucun préjudice d'être ainsi induits en erreur, puisque, dans ce cas, le consentement donné à l'erreur est sage et méritoire, comme la volonté de mentir dans celui qui, par l'effet d'une erreur invincible, juge qu'il doit actuellement le faire pour empêcher quelqu'un de commettre un péché. »

On lit aussi, dans la théologie spéculative et morale du jésuite Jean Marin, que Dieu peut mentir ou parler d'une manière équivoque pour une juste cause, et que cette cause juste se trouve assez souvent; par exem-

(1) *Synopsis Cursus theol.*, t. III, p. 36, n° 61.

ple, « afin que la doctrine ne soit point avilie (1). » Peut-elle l'être davantage que par de pareilles aberrations ? « Tel est le malheur de ces hommes, il ne leur suffit pas que leur volonté soit dépravée, ils voudraient aussi dépraver la volonté de Dieu, et la rendre tortueuse comme leur propre cœur (2). »

Plusieurs Jésuites ont donné une théorie complète de cette faculté, qu'ils admettent pour Dieu aussi bien que pour l'homme, de pouvoir se servir d'équivoques et de restrictions. Pour que le lecteur puisse juger cette théorie, où il est démontré que le langage n'a été inventé que pour déguiser sa pensée, nous allons extraire quelques passages des ouvrages d'un théologien de la Compagnie, dont nous n'avons encore rien cité : c'est Charles-Antoine Casnedi, dont la *Crisis theologica*, publiée en 1711, est un des plus curieux répertoires de la mauvaise doctrine de la Société. En ouvrant le livre du P. Casnedi (t. V, p. 47 à 53), voici ce que nous lisons :

« Je vais maintenant examiner une autre manière de ne point mentir et cependant de cacher en même temps la vérité, et cela, non en se taisant, mais par le discours même. Cette manière consiste à ne parler que matériellement et à prononcer des paroles sans intention de leur faire signifier quelque chose, et comme si, en effet, elles ne signifiaient rien : tout comme lorsque je prononce ce mot : *Blictri*, ou comme lorsque quelqu'un prononce des paroles qu'il n'entend point ; car les mots tirant, pour ainsi dire, leur vie de l'intention

(1) Voyez t. II, p. 371.

(2) Saint Augustin.

qu'on a qu'ils signifient quelque chose, il s'ensuit que, sans cette intention, les paroles que l'on prononce sont comme des paroles mortes ou des espèces de cadavres de paroles; elles n'ont alors aucun sens formel pour signifier les choses qu'elles devraient signifier par leur institution. Elles n'ont d'autre être qu'un son matériel, sans aucune signification formelle.

« Ceux qui ont inventé ou établi les mots ont été sans doute très-sages... Ils n'ont pas pu ne pas voir que les hommes avaient une double obligation : la première de dire naïvement toute la vérité, telle qu'elle est dans l'esprit, en se servant pour cela des mots qu'il leur a plu d'établir pour découvrir toute la pensée de l'esprit. Toute la société humaine est fondée sur cette institution. La *seconde obligation* est de parler et de cacher en même temps la vérité, et cela en écartant toute apparence de mensonge contre la vérité ou la véracité, afin de mettre à l'abri de tout danger notre vie ou notre réputation, ou celle d'autrui, ou la république elle-même.

« Les instituteurs des mots ont dû également songer à la manière dont on pourrait ouvrir son cœur et exprimer sa pensée dans la vérité lorsqu'il faut la dire, et à la manière dont on pourrait cacher cette même vérité par les paroles. Donc, comme pour satisfaire à la première obligation ils ont donné une vertu aux paroles pour leur faire signifier tout ce qui est caché dans le cœur, de même pour satisfaire à l'autre obligation, lorsqu'il faut parler et cacher en même temps ce secret du cœur, ils ont dû ne donner aux mots aucune forme qui pût le faire découvrir.

« Qu'y a-t-il de plus aisé pour instruire les ignorants que de leur dire : Lorsque vous aurez un secret à ca-

cher, dites ce que vous voudrez, car les paroles ne signifient rien. Qu'y a-t-il, au contraire, de plus difficile que de leur apprendre la manière d'user d'équivoques ou de restrictions sensibles ? »

Toutefois, Casnedi ne recule point devant cette difficulté. Nous ne le suivrons pas sur ce terrain. Nous préférons résumer une autre partie de son ouvrage, où il confirme, avec une logique infernale, toutes les funestes hallucinations des autres casuistes et enseigne de nouvelles erreurs.

« Il y a réellement, dit-il, des opinions probables, *quoiqu'elles soient contraires aux divines Écritures et aux décisions infallibles de l'Église...* Ce qui arrive lorsque ces opinions sont fondées sur des autorités graves. » Appliquant le Probabilisme au dogme et à la morale, il avoue qu'il n'est point évident que la religion nécessaire au salut doive être vraie, et il se pose cette objection : « Vous direz : Il est évident que les motifs de crédibilité viennent de Dieu. Donc il est évident que notre foi vient de Dieu, et qu'elle est véritable. Je nie, répond-il, l'antécédent, si l'on y parle de tous les motifs de crédibilité. Car il n'est point évident qu'il y ait ni sainteté surnaturelle, ni miracle, ni martyre ; mais tout cela est tout au plus moralement certain. Au reste, quand j'accorderais l'antécédent, je nie la conséquence ; car il n'est pas évident que les motifs de crédibilité aient une liaison réelle avec les mystères de la foi (1) ».

Pour Casnedi, la vraie religion est la religion naturelle. Il y a peu de philosophes incrédules qui aient attaqué avec plus de force tous les motifs de crédibi-

(1) Voy. t. I, n^o 75 et 76.

lité et les vérités fondamentales du christianisme. Il n'est pas moins explicite sur les bases les plus sacrées de la morale révélée et même de la morale naturelle. Partant de ce principe que « tous les devoirs de l'homme sont réglés sur la conscience, » grâce au probabilisme et à l'ignorance invincible, Casnedi conclut qu'il n'y a point de précepte si inviolable dans le Décalogue, que l'on ne puisse faire innocemment le contraire lorsqu'on est persuadé que ce que l'on fait est permis. Il va même jusqu'à dire que l'on peut non-seulement se persuader que le contraire du précepte est licite, mais même qu'il est commandé de Dieu.

Ainsi, ce n'est plus le commandement en lui-même qui tient lieu de loi, c'est l'opinion probable que chaque homme peut s'en former à sa guise et selon ses caprices. De là une nouvelle série de commandements diamétralement opposés aux prescriptions du Décalogue. Casnedi a donné un nom à ces commandements ; il les appelle *réflexes*, par opposition à ceux que tout le monde connaît et qu'il nomme *directs*. La qualité de nos actes moraux, leur bonté ou leur malice dépendant de notre appréciation, toutes nos actions et nos pensées seront, comme nous voudrons, bonnes ou mauvaises. Qu'un homme pense, par exemple, que le mensonge est un péché mortel, au moment où il ment, il pèche mortellement ; mais si, au contraire, il se figure que ce n'est pas un péché, oh ! alors il ne pèche point du tout. Que dis-je ? Casnedi affirme qu'il fait une action honnête. « *Mendacium creditum à creaturâ ut honestum, est honestum* (1). » Quelques pages plus loin,

(1) Pag. 164, n° 14.

il démontre que non-seulement ce péché est honnête, mais qu'il est même méritoire dans les suites (1), et enfin que c'est une action commandée par Dieu. Écoutez l'argumentation, la voici dans les termes mêmes du casuiste : « *Voluntas Dei alia est de rebus cognitis, ut revera sunt* (c'est-à-dire selon le commandement *direct*); *alia per accidens, de rebus ut sunt à nobis cognitæ* (c'est le commandement *réflexe*) (2). Il y a en Dieu, comme dans l'homme, des actes *réflexes*. Ainsi, la loi *directe* de Dieu qui défend le mensonge, ne le défend point comme bon ou comme commandé; mais seulement comme mauvais. Or, continue Casnedi, dans notre cas, quand quelqu'un ment, croyant invinciblement que le mensonge est une bonne action, il ne considère point le mensonge comme mauvais. Donc, dans ce cas-là, le mensonge n'est point contraire à la loi réflexe de Dieu. *Ergo in tali casu non difformatur legi Dei* (3) ».

En suivant toujours le même principe, Casnedi enseigne expressément que Dieu défend de faire des actes de foi et de charité, toutes les fois qu'on se persuade que ces actes sont défendus. Dieu peut même défendre de l'adorer et d'aimer le prochain (4). Il peut inspirer des désirs impudiqués, lorsque, par une erreur invincible, on les croit licites et honnêtes (5). Enfin, ces sortes d'actions sont tellement bonnes, qu'on peut les rapporter à Dieu; et l'impie Casnedi pousse l'impudence jusqu'à conclure qu'au jour du jugement

(1) Pag. 167, n° 25.

(2) Page 168.

(3) Pag. 176, n° 70.

(4) Voy. pag. 55, 59, 173, 179.

(5) Pag. 179.

Jésus-Christ dira à certains élus : « Venez, les bénis de mon père, parce que vous avez menti, croyant invinciblement que, dans un tel cas, je vous ordonnais de mentir. » Cette conclusion, qui dépasse et laisse bien loin derrière elle tout ce qu'ont écrit les philosophes incrédules, ne lui paraît pas absurde. « ... *Ita quoque nullum absurdum quod Christus Dominus dicat : veni benedictæ, etc... Quia mentitus es, invincibiliter putans me in tali casu præcepisse mendacium...* »

..... Cur hæc portenta refellam ?
Exposuisse sat est.

On a pu remarquer à la vigueur de ses déductions, que Casnedi n'est pas un dialecticien vulgaire. Aussi la Société en faisait-elle le plus grand cas. Elle lui confia les emplois les plus importants; elle lui donna une juridiction pleine et entière sur toute la Péninsule hispanique, dont il fut nommé inquisiteur-qualificateur. Ce qui indique suffisamment que son enseignement dut porter des fruits. Son ouvrage fut d'ailleurs publié avec l'autorisation des supérieurs. Tous ces faits prouvent surabondamment que ces impiétés et ces scandaleuses théories ne sont point désavouées ni répudiées par la Compagnie; elle en est restée solidaire dans le passé comme dans l'avenir.

Lorsque l'on considère de si tristes résultats, ne semble-t-il pas que les Jésuites ont accompli cet oracle de l'Écriture : « Il s'élèvera des hommes qui publieront une doctrine corrompue, afin d'attirer des disciples à leur suite (1). A qui peut-on mieux appliquer ces

(1) Erit autem tempus, cum sanam doctrinam non sustinebunt, sed ad sua desideria coarceverunt sibi magistros, prurientes auri-

paroles qu'à ceux qui, abandonnant la pure doctrine du Christ, ont bâti dans leur imagination un nouveau système de religion, se sont fait des règles d'une morale facile, et ont établi des commandements contraires à ceux de l'Évangile? N'est-ce pas également de ces étranges Pères de la Foi qu'on peut dire avec un grand saint (1) : ces hommes ne parlent plus en théologiens et ne s'occupent qu'à former des discours pleins d'artifices, dans lesquels les dogmes de la piété sont renversés et les lois de l'Église outrageusement violées? Chez eux, l'exactitude des canons, la Sainte-Écriture et les croyances des saints Pères sont méprisées. Ils ne tiennent aucun compte des traditions apostoliques. Tout en affectant quelquefois un respect menteur pour le christianisme, ils ont imaginé des recettes pour excuser les crimes les plus abominables. Un seul est resté impardonnable à leurs yeux, c'est l'observation exacte et l'enseignement pur du catholicisme. C'est là pour eux un abominable forfait, dont ils ont poursuivi la vengeance, avec un acharnement inouï, sur les grands hommes du dix-septième et du dix-huitième siècle, depuis Nicole et Arnauld jusqu'à Bossuet et au cardinal de Noailles. Jésus prêchait le pardon, les Jésuites prêchent la vengeance. Établis pour éclairer le monde par le ministère de la parole, ils s'attachent

bus, et à veritate quidem auditum avertent, ad fabulas autem convertentur... Erunt homines... habentes speciem pietatis, virtutem autem ejus abnegantes, et hos devita... Insipientia illorum manifesta erit omnibus... (ad Timoth. IV, 3 et 4; III, 1, 4, 5 et 9).

(1) Cum videris multos non solum hæc facere, sed etiam defendere atque suadere, tene te ad legem Dei .. Non enim secundum illorum sensum, sed secundum illius veritatem judicaberis. (Aug. de Catechis. rud., cap. 25). Voyez aussi saint Basile, *Épît.* 55, 61, 69....

principalement à aveugler les esprits par les ténèbres de dogmes pervers, que Bossuet qualifiait du nom de « poison mortel, » et auxquels les curés de Paris ont infligé la flétrissure de « pestes des consciences ! »

Le lecteur peut voir d'autres qualifications analogues, avec preuves à l'appui, dans les plaintes formulées par plusieurs assemblées du clergé de France, en 1641, 1656, 1682 et 1700, ainsi que dans les nombreuses instructions pastorales des évêques du dix-septième et du dix-huitième siècles, et surtout des évêques d'Alais et d'Angers (1), 1762 et 1763. Ce dernier prélat, après

(1) A cette époque, la grande majorité des Evêques français était franchement opposée aux Jésuites. Cependant il y avait dans l'épiscopat quelques prélats imbus de leurs maximes, et qui les défendirent contre les arrêts des Parlements. L'évêque de Saint-Pons, par exemple, poussa le fanatisme pour la Compagnie jusqu'à comparer le langage de son collègue d'Angers à celui que Pilate tenait aux Juifs, et à assimiler la Société au Christ lui-même. « Il est bien singulier, » s'écriait-il après une précaution oratoire sous laquelle il s'efforçait de dissimuler l'odieux de cette comparaison, « il est bien singulier de le voir, dans tout le cours d'un assez long ouvrage, « tenir à nos magistrats... à peu près le même langage que Pilate « tenait aux sénateurs et aux princes de la synagogue pour arracher « Jésus-Christ à leur fureur. » Mgr de Saint-Pons, en s'exprimant ainsi, n'est que le plagiaire du R. P. Jouvençy, qui, dans l'*Histoire de la Société*, racontant le procès fait à son confrère Guignard, pendu sous Henri IV, à l'occasion de l'attentat de Jean Châtel, a l'impudence de comparer aussi le premier président de Harlay à Pilate, et tous les membres du Parlement aux Juifs. Il va sans dire que le régicide Guignard ne peut être assimilé qu'à Jésus-Christ par un tel historien. On voit, par ces deux citations, que celui de nos Evêques dont un célèbre mandement vient d'être condamné par le Conseil d'Etat pour un parallèle analogue, n'a pas précisément le mérite de l'invention. Ce n'est là qu'un lieu commun et très-familier aux docteurs de la coterie ultramontaine et jésuitique :

Qui ne peut rien trouver de bon,
S'il ne vient tout de sa façon !

avoir remarqué que de tout temps l'homme a péché par faiblesse et par passion, ajoute : « Mais la morale enseignée par les casuistes apprend à faire le mal par principe, pour s'y livrer ensuite, s'il était possible, sans remords. C'est ici le code des passions et une source féconde d'erreurs et de crimes. »

Mais, dit-on, c'est là de l'histoire ancienne. Tout cela pouvait être vrai avant l'abolition des Jésuites par Clément XIV ; mais aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Les Jésuites contemporains professent des sentiments tout différents. Ils répudient franchement tout le passé religieux et politique de la Compagnie, aussi bien que sa casuistique et sa morale relâchée. C'est là une illusion que nous ne pouvons partager. Sans doute il peut y avoir de nos jours quelques Jésuites, comme il y en avait au dix-septième siècle, qui brisent franchement avec des traditions aussi compromettantes. On dit même que la Compagnie est divisée en deux camps, celui des *Francs*, disposés à accepter le progrès et les idées modernes, et celui des *Gaulois* qui leur oppose cette vieille devise : « *Sint ut sunt, aut non sint.* » Jusqu'ici ce sont ces derniers qui paraissent devoir triompher et rester les ennemis les plus irréconciliables de la révolution de 89. Ce sont ceux-là qui déclaraient, en 1854, que la Compagnie est « *dévouée par principe et par éducation à la monarchie absolue, par laquelle seule le catholicisme peut être sûrement défendu et prospérer* (1). »

Du reste, je me plais à reconnaître que les Révé-

(1) Voy. Pétition des Jésuites au roi de Naples, du 21 novembre 1854.

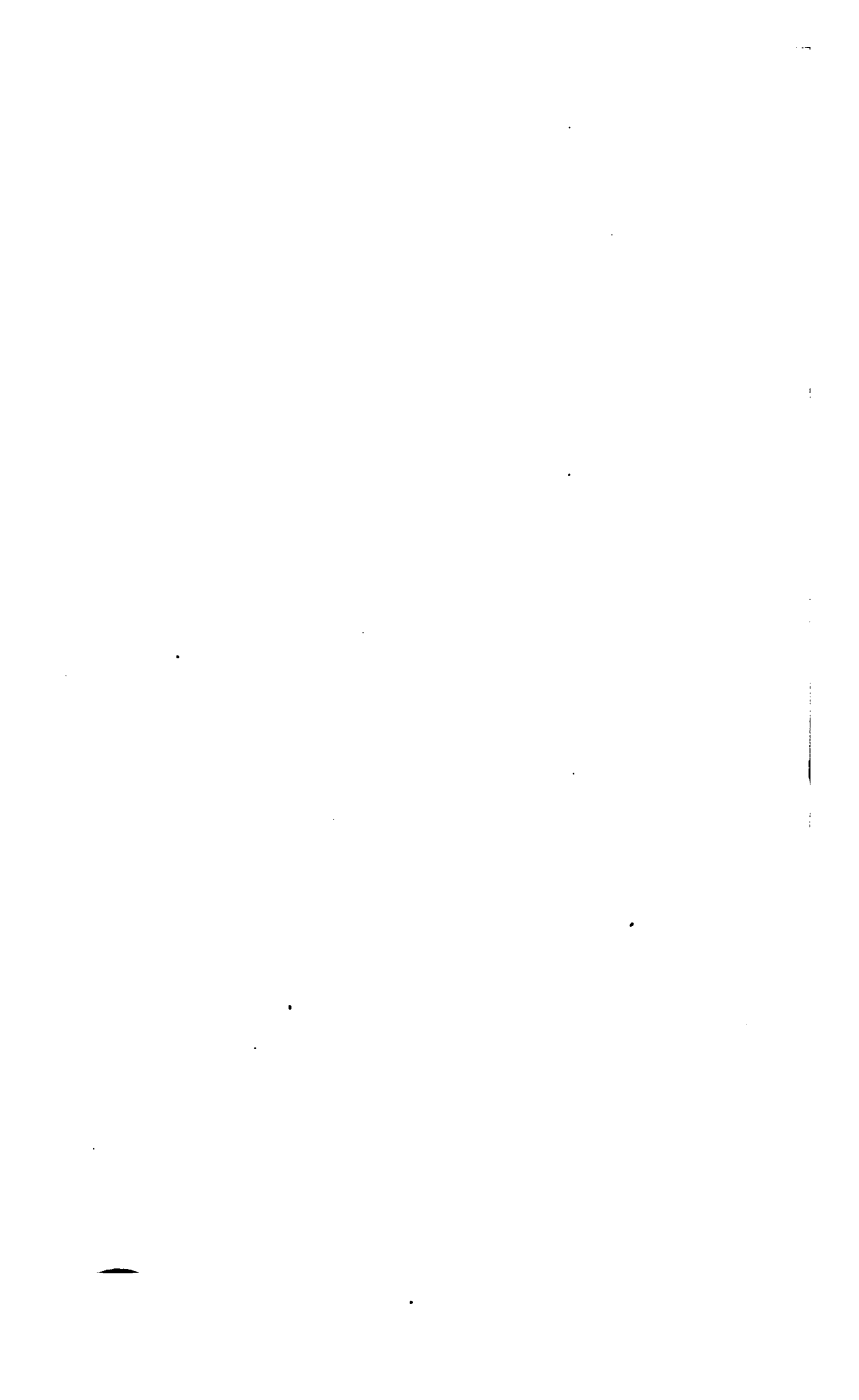
rends Pères mettent aujourd'hui plus de mesure dans la propagation de leurs maximes; ils ne les étalent pas aussi effrontément; mais, sous ces apparences modérées, ils n'abandonnent aucun point essentiel; ils persistent à défendre et à glorifier leurs théories anti-chrétiennes, et surtout le Probabilisme, leur grand levier, qu'ils ont eu l'art de faire canoniser dans la personne de saint Liguori, comme on va le voir dans le chapitre suivant.

Loin que la raison les éclaire
Et conduise leurs actions,
Ils ont su trouver l'art d'en faire
L'orateur de leurs passions.

(Imit. de J.-B. ROUSSEAU.)

Cette audace d'ailleurs, cette présomption,
Qui prétend tout ranger à sa décision,
Est d'un fat ignorant la marque la plus sûre ;
L'homme éclairé suspend l'éloge et la censure.

(Gresset, *le Méchant.*)



CHAPITRE V.

Du Probabilisme au dix-neuvième siècle. — Théorie et application.
— Contradictions ultramontaines.

Après leur abolition par le Pape Clément XIV, en 1773, les Jésuites paraissaient devoir être à jamais effacés du livre de vie en ce monde. On pouvait croire que des hommes qui élevaient si haut la suprême autorité des Souverains-Pontifes, et qui exigeaient même des rois une soumission servile à la parole du vicaire de Jésus-Christ, courberaient religieusement la tête devant la trop juste sentence qui les frappait en *les abolissant à perpétuité*. Il n'en fut rien. Ils se maintinrent avec persévérance pendant toute la fin du dix-huitième siècle et le commencement du dix-neuvième en Silésie et en Russie, prétextant que *« les ordonnances des Papes ne sont valides que lorsqu'elles sont utiles à l'Église, et que, dans le cas contraire, il n'y a pas lieu d'en tenir compte. »* Et mettant leur conduite en harmonie avec cette doctrine, ils résistèrent ouvertement aux ordres du Nonce apostolique, et opposèrent aux injonctions du chef de l'Église catholique la volonté d'une reine

schismatique, Catherine II. C'est là un étrange contraste avec l'attitude qu'ils avaient tenue pour faire accepter la Constitution *Unigenitus*, mais qui s'explique parfaitement dans le système des Jésuites. Ayant dans leur répertoire des maximes pour justifier tous les crimes, ils ne peuvent être embarrassés pour excuser une désobéissance.

Outre le faux-fuyant allégué plus haut, ils ont essayé de justifier leur conduite en mettant en avant d'autres Brefs des Papes ; mais il paraît bien démontré aujourd'hui que c'est un pur mensonge. Le P. Theiner n'a retrouvé aucune trace de ces prétendus Brèfs dans la chancellerie romaine, et il en a découvert plusieurs de Pie VI, où ce Pape réitère les ordres de Clément XIV, sans pouvoir se faire obéir.

Quoi qu'il en soit, tout le monde sait que les R. P. de la Compagnie de Jésus ont été rétablis par une Bulle de Pie VII, en 1814 ; qu'ils reparurent, timidement d'abord, au commencement de la Restauration, sous les noms de *Pacanaristes*, *Lazaristes*, et surtout de *Pères de la Foi*. Leurs progrès furent rapides, et aujourd'hui ils ont regagné tout le terrain perdu. Le Probabilisme règne de nouveau dans leurs écoles, et ils ont eu l'art de l'inoculer à une partie du clergé français, dont la théologie devient de plus en plus facile sur cet article. Ce succès a été obtenu insensiblement dans l'espace de quarante ans.

Les Jésuites ne jetèrent pas le masque tout à coup. Pour réhabiliter leur pernicieuse doctrine, ils s'autorisèrent d'abord de la canonisation de saint Liguori, théologien éclectique, fort connu par ses ouvrages de piété, et auteur d'un petit traité intitulé : *Disser-*

tation sur l'usage modéré de l'opinion probable. Saint Liguori y soutient que l'on peut suivre une opinion probable qui est favorable à la liberté, quand elle est aussi, ou *presque* aussi *probable* que celle qui milite en faveur du précepte. Cet écrit n'ayant point été un obstacle à la béatification du saint, les Jésuites en ont conclu que leur cause est gagnée, puisque le Probabilisme se trouve ainsi implicitement approuvé à Rome.

Nous ne saurions nier la légitimité de cette conclusion, si le Pape est infaillible. Dans le cas contraire, nous avouons humblement qu'à nos yeux cette canonisation ne change nullement l'état de la question. Pour nous la règle en cette matière est le bon sens, dont l'assemblée du clergé de France, en 1700, a formulé ainsi les décisions : « Dans les doutes, et lorsqu'il se présente à l'esprit des raisons *également* fortes de part et d'autres, il faut suivre l'opinion la plus sûre ; ce qui est dans ce cas-là uniquement sûr..... soutenir qu'il nous soit permis, dans la pratique, de suivre un sentiment que nous ne jugeons pas devoir être suivi comme le plus probable, c'est une proposition nouvelle, inouïe, pernicieuse et fausse. »

Ces conséquences sont trop sensibles et trop dangereuses pour qu'elles ne frappent pas immédiatement un esprit français. Aussi les Jésuites ont-ils éprouvé de sérieuses difficultés à faire admettre leur doctrine dans nos écoles, même sous le patronage d'un saint.

S'il faut en croire l'abbé Dantier, qui a secondé les Pères de la Foi dans cette laborieuse entreprise, en 1830, le *probabiliorisme* et le *tutorisme* régnaient encore en maîtres dans nos séminaires ; le Probabilisme n'y était même pas toléré. Environ dix ans plus tard,

le système de saint Liguori commença à réclamer humblement une petite place au soleil de la discussion. On ne l'admit qu'avec l'intention bien arrêtée de le terrasser. Mais il a si bien su s'insinuer, que peu à peu il a fini par être toléré, nous dit toujours M. Dantier, qui voyait avec amertume, en 1848, que le probabiliorisme restait encore la doctrine de la majorité des théologiens français.

A cette époque, on exposait bien, à la vérité, les deux systèmes, mais on appuyait « avec complaisance sur les objections qui paraissent infirmer la doctrine de saint Liguori ; et, sans égard pour le Saint-Siège, qui déclare ce sentiment sûr dans la pratique, » on proclamait hautement qu'il fallait s'en défier ; on insinuait même qu'il était dangereux. Cette attitude du clergé français n'étant pas du goût de M. Dantier, il composa lui-même, à cette époque, un écrit qu'il intitula : *Démonstration de la vérité du Probabilisme* (1) ! Ce travail va servir de base à notre examen de cette doctrine au dix-neuvième siècle.

Nous ne nous arrêterons pas à relever la contradiction logique qui se trouve dans ce titre étrange, entre ces deux termes *Démonstration et probabilisme*. Qui ne voit pas qu'ils s'excluent réciproquement ? La démonstration, selon la définition de tous les logiciens, est un *argument en matières certaines, nécessaires et indubitables*. Les arguments sont certains et démonstratifs, dit Bossuet, quand les causes ou les effets sont connus et nécessaires ; quand ils ne le sont pas, l'argument n'est que *probable*. Dans ces matières, il ne peut être ques-

(1) Paris, Léautey, rue Saint-Guillaume.

tion de prouver que telle ou telle chose est certaine; une pareille preuve répugne à la nature même de la probabilité. Tout ce que l'on peut dire c'est qu'il y a plus de degrés pour une opinion que pour une autre, et que tous les hommes sont naturellement portés à pencher pour le parti qui présente le plus de chances. M. Dantier veut, au contraire, comme les Jésuites, qu'on préfère le moins au plus. C'est là ce qu'il entreprend de démontrer. C'est un tour de force évidemment au-dessus de toute argumentation. Mais notre intention n'est pas d'entrer en discussion sur les conclusions de la thèse. Ce serait trop nous écarter de notre sujet. Nous ne voulons étudier le Probabilisme que dans ses applications aux dogmes et à la morale, après avoir prouvé qu'il est aujourd'hui, comme au temps d'Escobar, la doctrine de prédilection des Jésuites et des Ultramontains. Le petit ouvrage de l'abbé Dantier contient là-dessus plus d'une révélation bonne à recueillir.

D'abord il établit l'importance de cette question. Selon lui, le Probabilisme c'est *l'enfer ouvert ou fermé!* Ouvert, d'accord; fermé, j'en doute. Vient ensuite la définition du *probabilisme*, du *probabiliorisme* et du *tutiorisme*, mots qui, selon nous, expriment des nuances assez distinctes pour que l'on n'ait pas besoin de les expliquer. Nous passons sur quelques distinctions un peu subtiles du doute, qui est distingué en *doute de fait* et *doute de droit*.

Après avoir posé comme des axiomes les formules suivantes : *qui probabiliter agit, prudenter agit; lex dubia non obligat; in dubiis melior est conditio possidentis*; M. Dantier reconnaît que, « à parler exactement, ces propositions sont des conséquences pratiques » de

principes supérieurs, plutôt que de véritables axiomes, et il a raison. Mais il nous semble qu'il a tort de soutenir que le système du Probabilisme « n'est point nouveau dans l'Église... qu'il ne mène nullement au relâchement. » La preuve palpable, selon lui, qu'il n'a pas ces caractères, c'est que *l'Église* l'a approuvé « lorsqu'elle a dit que les ouvrages de saint Liguori ne méritaient aucune note de censure. » Il s'appuie ensuite sur les décisions de la Pénitencerie romaine, « organe du Saint-Siège dans les questions de morale, qui a *formellement* décidé qu'on pouvait suivre, *en toute sûreté de conscience*, toutes et chacune des opinions du saint docteur, et, par conséquent, son *système moral*, sans examiner les raisons intrinsèques de ses décisions. »

C'est en vérité une étrange théologie que celle des Ultramontains ! Ainsi voilà le Probabilisme démontré, parce que le Pape l'approuve, ou plutôt le tolère, et que la sacrée Pénitencerie affirme qu'on peut le suivre en sûreté de conscience ! Mais d'où tire-t-on la preuve que le Pape et les docteurs de la Pénitencerie romaine sont infallibles ? Des principes du Probabilisme lui-même. C'est donc un véritable cercle vicieux. De plus, l'abbé Dantier met sciemment le Saint-Siège en contradiction avec lui-même, puisqu'il sait parfaitement que les Papes Alexandre VII et Innocent XI, ont condamné formellement la doctrine des opinions probables, et que c'est sur les censures romaines que l'assemblée du clergé de 1700 a calqué les siennes. Y aurait-il donc deux poids et deux mesures à Rome ?

M. Dantier observe ensuite que « ce serait le lieu de prouver directement et de démontrer invinciblement

la vérité d'une doctrine, qui, mieux comprise et mieux appréciée, aurait évité, *en France surtout*, bien des malheurs, et même la perte de la foi dans un grand nombre d'âmes. » Il faudrait renverser cette dernière partie de la phrase pour être dans le vrai, et attribuer au Probabilisme les malheurs que notre auteur prête gratuitement à la saine morale de tous les docteurs de l'Église, et aux décisions formelles du droit canon. Les Français sont restés dans les voies du bon sens et de l'orthodoxie. Qui peut les en blâmer ! Qu'on en juge par quelques extraits des règles que l'Église a établie pour diriger la conscience dans les matières probables. On lit au chap. *Veniens*. (Lib. III *Decretal*. Tit. XLIII cap. 3) « et dans les cas douteux nous suivons ce qui est plus sûr. »

Au chap. *Juvenis* (Lib. I, *Decret*. Tit. I, cap. 3.) « Donc dans ces choses qui sont douteuses nous devons tenir l'opinion que nous regardons comme plus certaine. »

Et au chap. *Ad audientiam* : « Nous répondons que dans le doute nous devons choisir la voie la plus sûre. »

On peut lire une foule d'autres textes semblables dans Bossuet (1). Tous prouvent que les maximes de l'Église n'ont point varié sur cette matière jusqu'à la fin du dix-septième siècle, et que la foi était parfaitement d'accord avec la raison. Que peut donc apporter aujourd'hui M. Dantier pour rompre cette harmonieuse unité, et ce faisceau de témoignages émanés pour la plupart du Saint-Siège, dont il invoque l'autorité ? Où sont ces démonstrations invincibles qu'il semble nous promettre ? Hélas ! Elles sont restées à l'état la-

(1) Dissert. sur le probabilisme.

tept dans son cerveau ! Il nous déclare lui-même que « c'est à dessein qu'il ne veut pas transcrire quelques *preuves directes et purement logiques* sur cette question. Cela pourrait ressembler trop à une discussion qui n'aurait d'autre but que la discussion elle-même. » C'est vraiment s'en tirer avec habileté. Cette échappatoire met l'auteur fort à l'aise pour dauber les probabilioristes et les tutoristes anciens et modernes, qui n'ont pas voulu subir l'influence des Jésuites et de saint Liguori. D'après M. Dantier le probabiliorisme « *n'ayant point de raison d'existence*, puisqu'il n'a point de principe radical, » ne peut être admis comme théorie spéculative, ni comme application pratique. Soit. Mais alors comment pouvez-vous soutenir logiquement que le simple probabilisme, dont les degrés de vraisemblance sont infiniment moindres, « est acceptable, et qu'il est licite en pratique » : Comment osez-vous fulminer vos foudres au nom d'une doctrine moins certaine contre une doctrine plus sûre ? Comment n'avez vous pas reculé devant cette conclusion, qui est à la fois une menace et un aveu ?

« Si le probabiliorisme, sorti de ces nuages, descendait dans la pratique et voulait s'imposer à la conscience et transformer l'opinion en loi, et oser inquiéter lorsque l'Église défend d'inquiéter, c'est avec justice qu'il serait réprouvé *et condamné impitoyablement par tous les hommes logiques*, qui connaissent les décisions de l'Église au sujet des doctrines de saint Liguori. Enfin, nous dirons au probabilioriste moderne : L'Église en vous *tolérant*, ou même en paraissant vous approuver, ne vous regarde pas comme étant dans *le vrai* et nous dans *le faux* ; *ce serait trop fort* : elle approuve

formellement la doctrine de saint Liguori..... Si elle paraît vous approuver, c'est comme doctrine controversée, douteuse, et par conséquent libre ; or cela même prouve que l'Église regarde *comme absolument vraie la base du Probabilisme*... Donc votre existence, même comme sentiment, repose sur la nôtre, et notre doctrine est la base et la raison de votre existence ; cependant vous attaquez cette base ; vous vous tuez donc de vos propres mains. Si vous voulez vivre, rendez hommage à la vérité du Probabilisme ; mais alors vous n'êtes plus praticable. Donc, *sous tous les rapports*, et aux yeux mêmes des probabilioristes, la doctrine du Probabilisme *est vraie, sûre et certaine*, et rien ne peut ébranler sa base et l'ensemble *de ce système* moral formulé par un saint. »

Les termes de cette conclusion laissent sans doute beaucoup à désirer pour le style, et si nous voulions les serrer de près, nous demanderions à l'auteur ce que c'est qu'une *existence comme sentiment* ? Ce que signifie « rendre hommage à la *vérité* du Probabilisme ? » Il faudrait dire à la *probabilité*, à la *vraisemblance*, à l'*incertitude* du Probabilisme. Comment une intelligence droite pourrait-elle jamais se persuader que le Probabilisme est certain ? N'y a-t-il pas contradiction dans les termes, puisque la certitude n'a et ne peut avoir aucun degré, et que la probabilité en a une série indéfinie ? Comment donc M. Dantier va-t-il jusqu'à mettre son lecteur au défi d'ébranler la base de ce système, *prétendu* moral ? Est-ce que cette *prétendue* base n'est pas celle qui avait été posée par les académiciens, réfutés cent fois ?

Qu'est-ce donc, en définitive, qu'un système où les mots jurent avec les choses et hurlent de se voir ac-

couplés ensemble? Un système? Mais y en a-t-il, en théologie, dans le sens étymologique du mot? Est-ce que, dans cet ordre d'idées, il peut y avoir autre chose que des dogmes, des principes, des doctrines positives? Est-ce qu'il ne suffit pas d'un rayon de lumière pour faire pâlir toutes les fausses lueurs d'un système? quand on bâtit sur des fondements aussi mobiles et aussi flottants, ne doit-on pas toujours être prêt à défaire, au risque de se contredire, tout cet échafaudage d'une dialectique subtile et sans consistance?

C'est, du reste, ce que pratiquent fort bien les Ultramontains, et en cela, du moins, ils sont conséquents avec leurs principes. Véritables caméléons, n'ayant pour mobiles que l'intérêt et la passion du moment, ils transforment le blanc en noir, la vérité en erreur du jour au lendemain, et ils poussent l'audace jusqu'à associer la sainte religion du Christ à leurs espérances et à des combinaisons purement humaines.

Ne les voyons-nous pas depuis plus de vingt ans, par l'organe de l'*Univers* ou du *Monde*, à temps et à contre-temps, soutenir les opinions les plus paradoxales, les thèses les plus opposées, compromettre les vérités les plus évidentes et aliéner les âmes à l'Évangile? Jugant de tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes avec une aveugle partialité, ils méconnaissent à la fois la nature humaine et l'essence du christianisme, et les poussent violemment hors de leurs voies naturelles et divines. Pour eux, un journal est une machine de guerre qui a pour mission de défendre et de faire triompher les intérêts et les passions de l'Ultramontanisme. Ils l'avouaient eux-mêmes en ces termes, le 30 juin 1852 : « Les doctrines ultramontaines, disaient-

ils, sont en effet les nôtres ; *l'Univers les a toujours soutenues* ; il les soutiendra toujours, et il aimerait mieux succomber que de renoncer seulement à les soutenir. » Nous le reconnaissons volontiers, ils ont été fidèles à leur serment, *l'Univers* a succombé dans la lutte. Mais c'est peut-être la seule assertion qu'ils n'aient pas démentie. Sur tout le reste, on ne trouve guère ces disciples fervents du Probabilisme et des Jésuites d'accord avec eux-mêmes. De 1845 à 1855, dans une simple période de dix ans, ils ont plusieurs fois brûlé ce qu'ils avaient adoré, et adoré ce qu'ils avaient brûlé. Sur les questions les plus graves comme sur les plus futiles, ils ont tour à tour enseigné le pour et le contre.

La feuille ultramontaine est, sous tous ces rapports, une parfaite image de la Compagnie de Jésus, dont elle est, du reste, l'organe le plus retentissant. Même accord, même unanimité dans les principes et les doctrines. Tous les esprits et tous les cœurs battent à l'unisson ; tous sont solidaires les uns des autres. Ici, comme là, plusieurs ne font qu'un. « Ce que l'un écrit, tous le pensent ; ce que l'un pense, tous le signeraient. » C'est leur profession de foi du 19 février 1852.

Il nous a semblé curieux d'étudier rapidement les effets produits par le Probabilisme dans des intelligences aussi unies, chez des écrivains qui s'offrent à nous, formant un faisceau de convictions identiques. Pour mieux faire ressortir leurs contradictions et leurs variations doctrinales sur les sujets les plus importants, nous allons mettre en regard, sur deux colonnes, avec les dates, les opinions opposées, professées comme vraies par les rédacteurs de *l'Univers* pendant une dizaine d'années. Ce simple rapprochement démontrera que,

grâce au Probabilisme, ils ont pu, sans scrupule, admettre et répudier tour à tour, selon l'intérêt du moment, la liberté de conscience, la liberté politique, la liberté de la presse..... la démocratie, la révolution, l'union ou la séparation de l'Église et de l'État, l'autorité de Rome, etc., etc. Donnons d'abord quelques citations contradictoires sur la liberté des cultes :

ÉLOGE

DE LA LIBERTÉ DES CULTES.

La liberté religieuse est, de tous les droits que nous garantit la constitution actuelle de la France, celui qui est pour nous le plus cher et le plus sacré. Aussi croirions-nous manquer à tous nos devoirs de chrétiens, comme de citoyens, si nous ne défendions pas cette liberté auguste contre toutes les atteintes qu'elle peut subir, de quelque côté qu'elles viennent et quelles qu'en soient les victimes. (4 avril 1847.)

Que faut-il à l'Église pour ramener à une foi commune, lentement peut-être, mais sûrement, les peuples qui sont divisés à l'infini par la diversité de leurs croyances ou de leurs négations? *La Liberté*, seul bien que les hommes puissent lui mesurer, *seul trésor qui lui soit cher, seule richesse à laquelle jamais elle ne renoncera.* (19 juin 1846.)

Puisque la *Démocratie pacifique* le désire, nous répéterons encore une fois *que nous voulons la liberté pour tout le monde*, et que

CONDAMNATION

DE LA LIBERTÉ DES CULTES,

Le crime de ce qu'on appelle la liberté de conscience est de confondre la vérité, qui est divine, avec l'erreur, qui est diabolique; de les mettre l'une et l'autre sur le même rang et de reconnaître ainsi les mêmes droits à Dieu et à Satan. (28 octobre 1853.)

Voilà où conduisent ces doctrines et cette pratique de la libre discussion, que des catholiques... ne craignent pas de protéger chez nous. (9 janvier 1855.)

Le principe de la liberté de conscience, cent fois anathématisé par l'Église catholique, est incompatible avec *l'existence même du christianisme*... Logiquement, adopter le principe de la liberté de conscience, c'est renier le christianisme. (5 nov. 1852.)

Où sont *les titres de la liberté*, si ce n'est dans les chartes et les déclarations révolutionnaires? Nous n'avons pas à peser et à discuter ses droits; *nous les nions tous.* (29 janvier 1853.)

En résumé, l'*Univers* distingue:

nous la voulons entière. (14 janvier 1846.)

Nous acceptons, pour notre part, le programme de la *Presse* sur la liberté des cultes, la liberté de la presse, la liberté d'enseignement, la liberté de la tribune... (14 janvier 1850.)

Ce que nous voulons, c'est la liberté égale pour tous, inviolable pour tous. (14 sept. 1845.)

Les catholiques veulent et demandent la liberté *pour tout le monde*; qu'on nous laisse nos ordres religieux, et que les fouriéristes fassent des phalanstères autant qu'ils pourront. (9 juillet 1845.)

Nous supplions la République... de donner à tous, aux phalanstériens comme aux catholiques, mais aux catholiques aussi comme aux phalanstériens, la liberté d'enseigner à qui, par qui et comme ils voudront, leur religion et leur théologie. (19 août 1848.) (Voyez *l'Univers en présence de lui-même*, par M. Gaultier de Claubry.)

il a horreur de la tribune des *libres penseurs*, de la chaire de pestilence; il estime heureuses les nations qui ont résisté au vertige de s'y asseoir, et il croit que cette aversion avait été signalée par les prophètes et les apôtres avant d'être définie par Grégoire XVI. (31 décembre 1851.)

L'Église regarde la liberté politique avec défiance; l'Église repousse, combat, condamne souvent les thèses que la liberté politique soutient avec le plus d'ardeur. (18 janvier 1853.)

La liberté *de tous* et en tout est la liberté du phalanstère; et quand un chrétien trouve *une idole dans son cœur*, *il la brise*. (3 avril 1855.)

Liberté de conscience! libre examen! souveraineté de la raison! conquêtes de l'hérésie et de la révolution! (14 juin 1851.)

Notre doctrine sur la liberté de discussion, sur la liberté de la presse, sur la liberté de conscience est celle de l'Église. (16 janvier 1855.)

Si cette dernière assertion était exacte, il faudrait en conclure que l'Église a une double doctrine sur tous ces points. Peut-on porter un plus grave préjudice à son autorité morale et au respect dû à ses décisions? Les hérétiques auraient assurément beau jeu, s'ils pouvaient mettre ainsi les décrets de l'Église catholique en regard les uns des autres, et faire voir qu'ils ne sont qu'un tissu de contradictions se détruisant réciproque-

ment. Mais continuons des rapprochements, dont le Probabilisme est seul responsable. Voici les deux thèses qu'il a inspirées aux rédacteurs de l'*Univers*, sur la démocratie et la révolution.

ÉLOGE

DE LA RÉVOLUTION ET DES
CONSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES.

Nous l'avons dit, et nous le répétons : Une ère nouvelle commence, fruit des longues révolutions qui nous ont agités. *La démocratie s'élève, et l'Église est là comme la mère auprès du berceau.* (7 décembre 1845.)

Au fond, la Charte *ne s'éloigne en rien des larges règles que la religion catholique assigne aux constitutions humaines.* Les docteurs catholiques, Fénelon entre autres, n'avaient pas cessé de proclamer les principes qu'elle admet, et l'abbé Sieyès a eu plus de mémoire que d'invention, lorsqu'il a tracé, *au flambeau des études sacerdotales*, cette déclaration des droits de l'homme. (16 septembre 1846.)

Le grand mouvement démocratique qui vient... *de s'épanouir si glorieusement en France, a eu son berceau dans Rome, où la démocratie... a reçu le baptême des mains de Pie IX.* (19 mars 1848.)

Nos voisins (les Anglais) n'hésitent pas à classer *Pie IX parmi les souverains les plus sincère-*

CONDAMNATION

DE LA RÉVOLUTION ET DES
CONSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES.

L'Église n'a point fait les lois, les institutions, les mœurs et les coutumes des sociétés contemporaines. *Tout cela s'est fait malgré elle et contre elle.* (5 janvier 1849.)

Les Chartes constitutionnelles sont la profession pratique du mensonge. (1^{re} décembre 1854.)

Que sont les constitutions modernes que les peuples se sont données ou qu'ils ont acceptées? *Œuvres rationalistes desquelles Dieu est absent...* Il n'y a qu'un moyen de guérison, c'est l'action de l'Église, l'action complètement libre, c'est-à-dire émanant du Pape et des Évêques. (6 janvier 1853.)

On veut, à toute force, faire Rome libérale, elle qui a dit si nettement, le jour de l'Assomption (1832), qu'elle ne l'avait jamais été, qu'elle ne le sera jamais. (22 décembre 1855.)

Plus on y songe, moins on devine comment il *serait possible à un roi constitutionnel de devenir un saint.* (23 décembre 1852.)

La Constitution belge est la

ment constitutionnels de notre époque. (11 septembre 1847.)

Elle (l'Eglise) n'est tout à fait libre que dans la grande et glorieuse république des États-Unis. (27 février 1848.)

Mais comment ? Le jésuitisme, n'est-ce pas l'absolutisme ? le despotisme, le droit divin ? — Non, il place l'origine immédiate du pouvoir dans le peuple ; il sympathise avec les institutions américaines. (3 septembre 1848.)

République américaine avec un président qui s'appelle roi... Son essence a été foudroyée dans son berceau, au moins pour les enfants de l'Eglise, en 1832, par l'encyclique trop peu étudiée et trop peu renommée de Grégoire XVI. (18 avril 1832. Voyez l'Univers en présence de lui-même, par H. Gaultier de Claubry. Paris, 1856.)

Passons aux contradictions sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat, d'où dépendent l'union et l'harmonie entre les puissances spirituelles et temporelles. Voici quelques-unes des conclusions où l'Univers plaide le pour et le contre avec un talent et une habileté dont Escobar pourrait être jaloux :

UNION

DES DEUX PUISSANCES.

L'Eglise et l'Etat sont naturellement unis comme l'âme et le corps, c'est la doctrine même des pères de l'Eglise et de ses docteurs ; on la retrouve formulée en termes formels dans tous les monuments de la tradition. (19 décembre 1850.)

C'est de la funeste doctrine de la séparation de l'Eglise et de l'Etat que viennent les succès inouïs de la révolution parmi nous. (13 septembre 1851.)

Ce que nous disons, c'est que la monarchie française est née

SÉPARATION

DES DEUX PUISSANCES.

Que veut-il ? (l'Ami de la Religion) Rétablir l'antique alliance entre l'Eglise et l'Etat ? Mais aujourd'hui une telle union serait contre nature. (23 juillet 1849.)

Les souvenirs de la Restauration nous persuadent que l'ordre et la religion ainsi enchaînés l'un à l'autre pourraient avoir quelque jour le même sort qu'autrefois le trône et l'autel. Pourquoi recommencer une alliance funeste ? (5 août 1849.)

Voilà bien des années que nous ne cessons de veiller sur le rem-

de l'Église et par l'Église; que l'union avec l'Église est pour elle une condition de vie ou de mort. (15 mars 1851.)

L'Église doit être libre; *mais elle n'est complètement libre que si le pouvoir la protège* contre les passions qui sans cesse entreprennent d'abattre ses lois, de ruiner ses dogmes... (18 janvier 1853.)

Contre ce droit (de protéger l'Église), *le plus auguste et le plus nécessaire de tous les droits* de la couronne, tous les ennemis du pouvoir et tous les ennemis de l'Église *se sont rûs toujours avec une égale fureur*. Les uns et les autres n'ont jamais cessé de demander *la séparation de l'Église et de l'Etat*... Nous n'avons pas besoin de remonter bien haut dans nos souvenirs pour nous trouver au milieu d'événements dont on parut un moment comprendre, dont on semble aujourd'hui méconnaître la signification. On oublie que l'Église *n'a jamais cessé de rappeler aux obligations que lui impose ce droit*, que des catholiques, égarés par des influences demi-protestantes.... voudraient maintenant lui arracher. (4 février 1855.)

part frappés par nos amis et nos ennemis... Nous avons combattu *pour la séparation, non pour l'alliance*. (28 octobre 1849.)

On nous crie que la religion a besoin de protection, et que la liberté nous tuerait. Nous n'avons qu'à *montrer la jeune et vigoureuse Église américaine pour répondre à nos faux amis*, comme Socrate marchait pour prouver le mouvement. (19 juin 1846.)

Pour que l'Église soit libre, il faut que personne ne se mêle de ses affaires, *même pour la protéger*; il ne lui convient pas de prendre le rôle de protégée, à elle qui protège tout. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le monde pour chercher où elle règne avec le plus de gloire. Comparez les Etats-Unis et l'Autriche.

Dans la république qui ne la protège pas, elle est libre, elle est florissante, elle étend ses conquêtes; *dans l'empire qui la protège*, elle est sans force, sans influence...

L'Empire et la Restauration ont montré *que protéger l'Église* c'est la comprimer sous une forme brutale ou sous des apparences bienveillantes. (26 août 1847. C. f. id. Ibid)

Le lecteur a pu remarquer dans les citations précédentes, que l'*Univers* fait souvent intervenir l'autorité de Rome; qu'il s'appuie, selon les besoins et les exigences du moment, tantôt sur les paroles de Gré-

goire XVI, tantôt sur les actes ou les allocutions de Pie IX. Ces deux Pontifes se trouvent souvent mis en opposition dans la feuille ultramontaine : cela suffirait pour conclure que l'*Univers* ne fait pas un grand cas des décisions du Pape quand elles ne lui sont pas favorables, et que, sur cet article comme sur tous les autres, il suit à la lettre la doctrine des Jésuites. Mais nous pouvons corroborer cette conséquence par des déclarations nettes et catégoriques. Il nous suffira de citer et de rapprocher quelques nouveaux extraits du journal jésuitique, pour mettre dans toute son évidence l'audace avec laquelle il se joue à la fois de l'autorité la plus respectable et de la crédulité de ses lecteurs.

Voici comment s'exprimait l'*Univers*, le 22 juin 1848, à l'occasion des louanges et de l'approbation données à Rome aux écrits du célèbre Gioberti. « Tant
« que les écrits de M. Gioberti n'aaront pas été soumis
« à un examen sérieux et réfléchi, et, après examen, au-
« thentiquement approuvés par l'autorité suprême, cha-
« cun est libre d'en penser et d'en écrire ce qu'il lui plaît.
« Des cardinaux, des capucins, le P. Ventura, l'Univer-
« sité de Rome, le clergé italien en masse, le Pape en
« personne, comme docteur particulier, trouveraient
« bons les écrits du philosophe piémontais, que nous
« serions encore parfaitement libres de les trouver mau-
« vais et d'appeler de ce jugement à première vue,
« irréfléchi, obscur, non motivé, vague et sans force, à
« un jugement réel et authentique, clairement et net-
« tement formulé. » Ne croirait-on pas entendre dans
cet acte d'appel, si vigoureusement motivé, la voix d'un
des plus fougueux gallicans appelant au futur concile ?

Ce sont à peu près les mêmes raisons et les mêmes formules. L'autorité suprême, en dehors du Pape, ne peut être évidemment que celle du conseil général. Cette induction paraît du moins vraisemblable ; mais comme la conséquence est trop opposée aux intérêts jésuitiques, nous croyons qu'on approchera davantage de la vérité et de la pensée du pieux journal, en le regardant lui-même comme cette autorité infaillible qui *juge de tout, et ne doit être jugée par personne*. Ce qui nous fait incliner vers ce sentiment, c'est que quelques mois auparavant (7 décembre 1847), l'*Univers* déclarait que « les foudres pontificales ne sont qu'un jugement de l'esprit, dont la presse et l'opinion sont ici « bas les seuls exécuteurs ! » La presse et l'opinion, voilà donc les juges suprêmes des sentences de Rome ? Les hérétiques tiennent-ils un autre langage ? et n'est-ce pas une nouvelle preuve que les extrêmes se touchent ?

Quelle confiance un lecteur attentif et sérieux pourrait-il accorder, après de semblables déclarations, à la profession de foi suivante, éditée par l'*Univers* le 24 mars 1851 : « Je ne crois pas seulement à la subordination du pouvoir temporel au pouvoir spirituel et à l'infaillibilité du Pape, je crois également à la Liturgie romaine, aux immunités du clergé, à la dîme, aux ménétries, à la bulle *In eandem Domini*, aux ordres mendiants, au pouvoir temporel des Papes, et aux pieux mouvements des yeux des madones dont l'Église fait la fête. En un mot, j'accepte et j'admire tout ce que la Papauté a fait, comme chose vraie, sainte et utile... »

Voilà un étrange symbole, qui allonge un peu celui des apôtres, mais qui ne lui ressemble guère. Cepen-

dant ce n'est qu'une partie des nouveautés que les probabilistes ultramontains se proposent d'inculquer dans l'esprit des masses crédules. L'*Univers* n'a pas pu résumer dans un article toutes les folies qu'il a imprimées dans ces derniers temps sur les révélations de Marie d'Agréda, les miracles de saint Cupertin, de la mère Agnès de Jésus, et tant d'autres aberrations qui font aussi une partie intégrante de son *Credo*. Une de ses maximes favorites, c'est qu'il « faut soutenir les articles de foi les plus absurdes, les plus impopulaires et les plus révoltants, » et « faire avaler » tout cela à l'orgueilleuse « imbécillité » des libres penseurs (1).

Ici la raison ne conduit plus l'homme à la foi ; mais l'intolérance le mène à l'absurde. C'est en vérité avoir une étrange idée de la religion que de vouloir l'identifier avec ces turlupinades qui révoltent et soulèvent la conscience dans ses convictions les plus intimes. On sent sous ces expressions brutales fermenter un levain aigre et corrompu qui n'a aucune affinité avec la pâte évangélique ; un manque d'égards pour les plus simples convenances ; un aplomb imperturbable, qui se dresse devant la vérité comme devant une ennemie.

Ces mêmes hommes qui, pendant dix ans, ont édité et réédité des volumes de contradictions analogues à celles qu'on vient de lire, loin de songer à s'excuser de leur passé, s'en glorifient comme de l'œuvre la meilleure et la plus utile à l'Église. Ils n'abjurent rien, n'abandonnent, disent-ils, aucune de leurs convictions, et jettent hardiment cette apostrophe à la

(1) Voy. le n° du 3 juillet 1850.

face de leurs contradicteurs : « Nous voudrions bien savoir en quoi l'*Univers* a modifié sa politique ? Quel est le principe que nous avons renié après l'avoir servi ?... Nous errons, nous errons ! Les évêques ne le disent pas, le Pape ne le dit pas... (1). Avec un peu de franchise, tout se réduirait à un seul mot : Nous errons, *parce que nous sommes Ultramontains.* »

Cette conséquence ironique tirée par l'*Univers* est peut-être plus vraie qu'il ne pense, non pas comme objection d'esprit de parti, mais comme principe fondamental. C'est bien, en effet, à l'Ultramontanisme, ou, si l'on veut, au Jésuitisme et au Probabilisme, sur lesquels repose toute la doctrine ultramontaine, qu'il faut attribuer tous les paradoxes et toutes les superstitions dont il s'est fait de nos jours le champion et le défenseur.

Pour mettre cette vérité en lumière, nous allons étudier quelques-unes des applications de la doctrine des Jésuites, et montrer comment le Probabilisme a été merveilleusement utilisé pour créer de nouveaux dogmes. Cette ingénieuse dialectique a une double vertu. D'un côté, *elle peut abréger le Décalogue*, et, de l'autre, *allonger le Symbole* ! Nous avons vu ce que devenaient les commandements de Dieu les plus formels avec les arguments de Casnedi et d'Escobar ; voyons maintenant comment, avec un pareil système habile-

(1) En parlant ainsi, l'*Univers* oubliait les nombreuses lettres pastorales qui lui avaient infligé un blâme sévère. Quant au Pape, Pie IX fit connaître, quelque temps après, son opinion par une lettre de son secrétaire, Mgr Fioramonti, qui, tout en louant le zèle que cette feuille déployait pour la défense du Saint-Siège, lui faisait sentir ce qu'il y avait de peu chrétien dans sa polémique.

ment manié, on peut établir l'infailibilité du Pape et son autorité absolue et sans contrôle sur les rois, les empereurs, les évêques, et *à fortiori*, sur tous les autres membres de la république chrétienne.



Quoiqu'autrefois il se pût faire,
Dans ces siècles qu'on révere,
Qu'on corrigeât bien et dûment
Des Pontifes le jugement ;
Dans ces temps, rien de difficile
N'était décidé sans concile :
On appelait de tous États
Plusieurs saints et savants Prélats,
Et l'on jugeait sur leurs suffrages ;
Mais comme de si longs voyages
Les fatiguaient extrêmement,
On agit bien plus sagement
Dans le subtil siècle où nous sommes ;
Sans consulter, lasser tant d'hommes,
Un décret, fait secrètement,
Décide tout brièvement.

(1^{er} Mandement de l'évêque de Bethléem.)



CHAPITRE VI.

perçu général sur les nouvelles doctrines touchant l'autorité absolue et l'infaillibilité personnelle du Pape.—Vives réclamations qu'elles soulèvent en France et au Concile de Trente.

Selon la doctrine catholique, telle qu'elle a été enseignée à peu près unanimement pendant les douze premiers siècles du christianisme, le Pape ne possède point la souveraine autorité dans l'Eglise. Il n'est point non plus infaillible ni impeccable. Soumis, comme les autres évêques, aux canons et aux décisions des conciles généraux, il n'a sur eux qu'un droit de primauté et une juridiction hiérarchique réglée par les lois ecclésiastiques. C'est l'évêque du premier siège ; mais ce n'est pas l'évêque des évêques, encore moins l'évêque universel. Les fastueux que lui donnent les flatteurs de la Rome, quoique le grand Pape saint Grégoire sé et condamné comme contraire à l'humaine et même comme hérétique !

Cette notion de la Papauté, qui est celle de toute la primitive Église et de plusieurs des siècles suivants, se présente naturellement à l'esprit de quiconque lit l'Évangile et les écrits des apôtres avec des yeux non prévenus par les discussions des théologiens. En effet, que nous offrent les textes sacrés dans les passages qui ont rapport à cette question ? L'autorité de saint Pierre sur les autres apôtres ? Nullement. Sa primauté même reste, pour ainsi dire, voilée dans tous les actes, dans toutes les paroles qui ont trait à son administration. Voyez, par exemple, le passage où Jésus-Christ prescrit à ses disciples les règles de la correction fraternelle. Les renvoie-t-il à Pierre, comme au dernier tribunal ? Non ; mais à l'Église, c'est-à-dire à l'*assemblée*. « Si votre frère, dit-il, ne vous écoute pas, non plus que ceux que vous aurez pris avec vous, dites-le à l'Église. » Jésus-Christ prévoit alors le cas où ce frère n'écouterait point l'Église, et il n'ajoute pas : *Dites-le à Pierre* ; mais il conclut, sans parler d'aucun autre tribunal supérieur : « Qu'il soit à votre égard comme un païen et un publicain. »

Ces paroles s'adressent évidemment à saint Pierre comme à tous les autres apôtres. Jésus-Christ ; prévoyant les contestations qui devaient s'élever dans la suite, indique ici le tribunal suprême auquel saint Pierre, comme chacun des disciples, devra porter ses griefs, et auquel aussi chacun pourra se plaindre, même de Pierre ; car Jésus-Christ ne l'excepte point du nombre de ceux contre qui des plaintes peuvent être formulées au tribunal de l'Église. A plus forte raison, le Sauveur n'a-t-il pas pu avoir l'intention d'en excepter ses successeurs.

Saint Pierre pensa d'ailleurs montré, par son exemple, que le premier des pasteurs doit être aussi soumis que la dernière des brebis, et lorsqu'il fut repris par saint Paul, il ne fit point valoir une infailibilité à laquelle il ne croyait pas. Enfin, lorsque nous récitons le Symbole et que nous faisons notre profession de foi, ou, si l'on veut, notre serment de fidélité, c'est toujours à l'Église que nous nous adressons, comme à l'autorité qui a reçu les clefs, jamais au Pape. Je doute même qu'il se rencontre un seul théologien parmi les plus intrépides Ultramontains, qui ose prétendre qu'il est nécessaire à tous les fidèles sans exception, de nécessité de salut, de savoir qu'il y a un Pape, comme il est nécessaire de connaître l'Église.

Voilà, en résumé, ce qu'ont admis tous les esprits judicieux sur cette question, tous ceux que Bossuet appelle les rois du Christianisme. Ils établissent leur doctrine sur quatre espèces de preuves principales : 1^{re} preuves tirées des textes de l'Écriture ; 2^{re} des traditions de l'Église ; 3^{re} de plusieurs décrets formels et des faits historiques ; 4^e des autorités théologiques, des assertions de plusieurs Papes, etc. Cette multitude de preuves forme un faisceau qu'il serait trop long de dérouler ici. C'est sous le drapeau de cette doctrine que se sont rangés les plus grands penseurs et les plus grands théologiens catholiques, depuis saint Basile et saint Augustin jusqu'à saint Bernard et Gerson, Bossuet et Fénelon.

Aux deux extrémités se placent deux autres opinions exclusives et tout à fait radicales. C'est, d'un côté celle des Protestants, qui refusent toute espèce d'autorité au Pape ; de l'autre, celle des Ultramontains

et des Jésuites, qui absorbent toute la puissance ecclésiastique et civile, presque toute la religion dans le Pontife de Rome. Nous ne voulons exposer ici que cette dernière doctrine, en indiquant sommairement les raisons par lesquelles on prétend l'établir, et surtout la méthode suivie par les Pères de la Compagnie de Jésus, qui ont fait de cette cause une question personnelle.

Les Jésuites, comme nous l'avons vu au commencement de cet ouvrage, n'ont pas inventé les doctrines ultramontaines ; ils les trouvèrent établies déjà en partie par les fausses Décrétales, qui avaient induit en erreur plusieurs scolastiques, et aussi par les prétentions de Grégoire VII, et de quelques-uns de ses successeurs. Mais jusqu'à l'apparition des disciples de saint Ignace de Loyola, il n'y a point eu de doctrine suivie sur cette question ; on la discutait à peine dans les écoles de France, où l'affirmative ne fut jamais tolérée. La Faculté de théologie de Paris censurait énergiquement toutes les thèses qui soutenaient même indirectement les prétentions de la Cour de Rome. Le seul livre sérieux qui ait paru vers la fin du moyen âge sur ces discussions est le fameux *Songe du Vergier*, qui fut publié sous le règne de Charles V. Cet ouvrage anonyme expose fort bien les arguments des écoles pour et contre l'autorité absolue du Pape, tout en inclinant pour la négative.

Si cette doctrine était énergiquement repoussée en France, il n'en était pas de même en Italie. Là les Papes la voyaient naturellement d'un œil favorable, et il fallut à Adrien VI une grandeur d'âme peu commune pour déclarer au commencement du seizième siècle, que le Pontife romain n'est pas plus infailible que tout

autre évêque. Presque tous ses successeurs trouvèrent que les discussions théologiques servaient trop bien leur ambition et leurs prétentions, pour qu'ils dussent songer à les interdire. Ils étaient personnellement flattés de voir qu'on les regardât comme les arbitres souverains de la vérité et de la justice, qu'on élevât leur autorité au-dessus de celle de tous les potentats, et qu'on résumât en eux l'infaillibilité de toute l'Église. Les projets de Grégoire VII ayant échoué dans la pratique, ces Papes encouragèrent souvent ceux qui essayaient de réduire en théorie, ces vaines imaginations, afin de les faire ensuite plus facilement accepter comme des articles de foi divine.

Les Jésuites, de leur côté, trouvaient parfaitement leur compte à propager ces doctrines de contrebande sur la hiérarchie ecclésiastique et sur le pouvoir temporel des Papes. Avec l'ordre hiérarchique, la discipline ecclésiastique et les lois canoniques de l'Église, ils auraient rencontré de grandes difficultés pour établir leurs nouvelles opinions, leur morale relâchée et toute leur casuistique. Ils n'osaient se flatter de mettre dans leurs intérêts tous les évêques et toutes les Universités. Encore moins pouvaient-ils espérer d'être tolérés par les conciles particuliers, et surtout par les synodes généraux.

La réprobation universelle que s'attirèrent leurs théologiens au concile de Trente était pour eux une leçon. Ils sentaient que leur doctrine ne pouvait supporter le grand jour d'une discussion publique, au milieu d'une assemblée intelligente et éclairée. Un seul homme, tel que le Pontife romain, est bien plus facile à circonvenir, surtout par des esprits aussi politiques, et

qui savent, comme Mathan (1), approcher par degrés de l'oreille et du cœur des souverains, dont ils veulent se servir, et auprès desquels ils ne tardent pas à ériger leurs décisions en oracles.

Pour gagner les bonnes grâces du Pape, ils ne pouvaient évidemment rien imaginer de mieux qu'un zèle sans bornes pour soutenir ces chimériques prérogatives, que les Souverains-Pontifes poursuivaient alors avec d'autant plus d'ardeur qu'ils s'apercevaient que leur prestige leur échappait avec le moyen âge qui l'avait produit. Ils se livrèrent donc avec une activité prodigieuse à la propagation des maximes ultramontaines, qui ne sont, du reste, comme l'ont fort bien remarqué plusieurs évêques de France (2), qu'une conséquence naturelle de la doctrine des Jésuites sur l'assistance divine et le libre-arbitre.

« Après avoir déprimé la puissance de la grâce et élevé sans mesure les forces de l'homme, n'était-il pas naturel, en effet, de chercher des appuis tout humains pour sou-

(1) N'est-ce pas un jésuite que peint Racine dans ces vers qu'il met dans la bouche de Mathan :

J'approchai par degrés de l'oreille des rois,
Et bientôt en oracle on érigea ma voix.
J'étudiai leur cœur, je flattai leurs caprices,
Je leur semai de fleurs les bords des précipices ;
Près de leurs passions rien ne me fut sacré ;
De mesure et de poids je changeais à leur gré...
..... Je les charmais par ma dextérité.
Déroband à leurs yeux la triste vérité ;
Prêtant à leur fureur des couleurs favorables,
Et prodigue surtout du sang des misérables...

(2) Entre autres, ceux de Mirepoix, de Boulogne, de Senes et de Montpelliér.

tenir la religion, des moyens tout humains pour l'étendre, des ressources humaines, ou plutôt des inventions diaboliques, pour perdre les Souverains qui pourraient s'opposer à ses intérêts..... Dans le temps qu'on a commencé à attaquer le plus fortement le Souverain pouvoir de Dieu par de fausses opinions sur la grâce, et à rompre les liens sacrés de son amour par de pernicieuses maximes sur la morale, c'est dans ce temps-là même que l'on s'est élevé avec tant de fureur contre l'autorité souveraine des rois et qu'on a foulé aux pieds tous les devoirs de respect, de fidélité et d'attachement qui sont dus à leurs personnes sacrées.

« Tout cela se faisait *sous prétexte* d'honorer la religion et d'étendre les prérogatives de l'Église; mais qui n'a senti l'illusion de ce prétexte dans certains flatteurs de la Cour de Rome? Tandis que, d'une part, on semblait exalter les droits de l'Église en lui attribuant l'autorité sur le temporel des rois, on cherchait à lui enlever de l'autre toute son autorité pour la placer dans le Pape seul, comme dans la source primitive.....

« Les anciens défenseurs des opinions ultramontaines voulaient au moins qu'afin qu'un décret fût sensé être du Saint-Siège apostolique et dût passer pour infaillible, il *eût été mûrement pesé et discuté par une assemblée respectable de personnes sages et éclairées...* Ces auteurs ne mettaient point au nombre des décrets apostoliques ceux qui *auraient été prononcés par le Pontife romain d'une manière cachée, malicieuse et inconsiderée, ou tout seul, ou avec un petit nombre de personnes dévouées...*

« Les Jésuites ont débarrassé le Pape de l'appareil d'un tel examen; « on l'a dispensé de toutes les lois;

on a concentré en lui seul toute l'infailibilité ; on a diminué peu à peu le nombre des cardinaux et des théologiens qui devaient avoir part à la discussion des matières controversées ; on s'est réduit à trois ou quatre cardinaux, à huit ou neuf théologiens, que le Pape choisirait comme il voudrait et du nombre desquels il éloignerait qui il voudrait ; et on l'a rendu si pleinement maître de cet examen, qu'on n'en demande point d'autre que celui dont il veut bien se contenter. De plus on lui donne le droit de prononcer contre l'avis de tous les consultants, contre l'avis même de tous les évêques d'un concile général, et l'on prétend qu'il n'est pas plus permis d'appeler de ses jugements que du jugement de Dieu même ? » (1)

Les prélats dont nous transcrivons ici les paroles ne s'élèvent pas avec moins de force contre les autres innovations des Jésuites, « ces indignes adulateurs de la Cour de Rome, qui ont voulu établir le Pape roi des rois, le seigneur des seigneurs, lui donner le pouvoir de changer les empires, de transférer les couronnes, d'absoudre les sujets du serment de fidélité, de punir les princes par des peines temporelles. » en un mot, lui mettre en main les deux glaives, *afin d'assujettir par la crainte d'une telle puissance ceux qu'ils dispensaient de s'attacher à la religion par les liens sacrés de l'amour de Dieu.* Ces savants évêques n'hésitent pas à

(1) *A Deo ad concilium provocatio non est ; cur ergo à Papâ ad concilium ? ... Una est sententia, et una curia Dei et Papæ ... Tanta est Papæ auctoritas, quanta Christi ; excellit, ut Christus, in toto orbe, in totâ Ecclesia, et in universali concilio. (Vaira, De Prærogat., etc., p. 590 et 634.)*

rendre les Jésuites responsables de tout ce mal et de ce changement radical des lois et de la discipline de l'Église. « On avait vu paraître, il est vrai, *quelques étincelles* de ces séditeuses maximes » avant la naissance de la Société; « mais s'étaient-elles répandues avec ce débordement et cette licence capables de mettre le feu dans tous les empires? Avait-on vu les Mariana, les Bécán, les Sanctarelle, les Airault, et, pour ne point parler des autres écrivains de la même compagnie, avait-on vu Suarez, le plus fameux disciple de Molina, le chef des congruistes, l'auteur favori des Jésuites... enseigner tant de propositions impies et exécrables sur la déposition des rois et le régicide? Avait-on vu ces funestes entreprises, dont on ne peut rappeler le souvenir sans horreur; ces alarmes de toute la France, ces plaintes des Universités, (1) ces censures réitérées des facultés de théologie, cette multitude d'arrêts des cours souveraines pour réprimer tant d'audace (2)? »

Ce *tolle* général et cette levée de boucliers de tous les forts du catholicisme auraient intimidé des hommes moins ardents et moins décidés que les Jésuites et leurs adhérents. Mais pour ces esprits souples et rusés, la résistance et les obstacles étaient de nouveaux aiguillons qui les poussaient à de nouvelles tentatives et à de nouvelles exagérations. Leur doctrine prit ainsi progres-

(1) Les vers suivants expriment cette intervention de l'Université de Paris et les bons effets qu'elle produisit :

Si n'était la bonne garde
De l'Université, qui garde
La clef de la chrétienté,
Tout eût été bien tourmenté.

(2) Voyez le Mémoire rédigé par les quatre évêques cités plus haut.

sivement des allures de plus en plus décidées, comme on va le voir dans le court historique qui va suivre.

Le premier Jésuite qui ait soutenu la thèse de l'infailibilité du Pape avec un certain éclat, c'est le fameux P. Lainez, successeur immédiat de saint Ince. Il professa cette nouvelle doctrine en plein concile de Trente, dans l'assemblée du 20 octobre 1562. Il parla pendant plus de deux heures sur ce sujet. Son discours, composé avec art et habileté, était divisé en deux parties. Dans la première, il voulait prouver que la puissance des clefs et l'autorité infailible n'ont pas été données par Jésus-Christ à toute l'Eglise, *mais à la seule personne du Pape*; de sorte qu'il n'y a que la Papauté qui soit de droit divin; les évêques ne sont que de droit humain ou canonique. « Tant que Jésus-Christ fut sur la terre, dit-il, il gouverna l'Eglise avec une autorité absolue et monarchique. Quand il fut prêt à quitter le monde, il établit saint Pierre son vicaire pour gouverner l'Eglise, comme il l'avait fait lui-même, en lui donnant, à lui et à ses successeurs, *un pouvoir absolu* sur cette Eglise, qui doit être aussi soumise et assujettie au Pape qu'à la majesté divine. Le Souverain-Pontife est un vrai monarque, dont l'autorité est sans bornes et sans limites. »

La seconde partie du discours de Lainez est consacrée à réfuter ceux qui soutenaient que l'institution des évêques est de droit divin. Il affirme d'abord, sans aucune preuve, que les apôtres avaient été ordonnés évêques par saint Pierre, et qu'ils tenaient leur juridiction de lui seul. Cette affirmation paraissant trop contraire à la vérité et au témoignage du texte sacré, Lainez sembla reconnaître indirectement que tous les

apôtres avaient été ordonnés par Jésus-Christ ; mais il prétendit qu'en soutenant cette opinion il était *probable* que le Sauveur avait rempli, pour cette fois, l'office de saint Pierre, en donnant lui-même aux Apôtres ce qu'ils devaient recevoir de leur collègue.

Il n'est pas difficile de s'imaginer combien un pareil discours dut déplaire aux prélats les plus instruits et les plus sensés du concile. Aussi plusieurs s'élevèrent-ils avec force et éloquence contre les assertions du Jésuite (1). Eustache du Bellay, entre autres, évêque de Paris, qu'une indisposition avait empêché d'assister à cette séance, déclara qu'il fallait repousser énergiquement cette doctrine nouvelle. « Car, disait-il, s'il n'y a qu'un seul évêque de droit divin et distributeur de toute la puissance des autres, il s'ensuit qu'il n'y a qu'un seul évêque et que tous les autres sont ses vicaires... » Ces conséquences étaient rigoureuses, et les Jésuites, loin de les répudier, les ont tirées eux-mêmes dans la suite.

Pendant que Lainez exposait ces nouvelles doctrines au sein du concile de Trente, les Jésuites les faisaient soutenir à Rome, dans leur collège. On lit, en effet, dans une de leurs thèses soutenue en 1562, « que les prêtres, qui sont les successeurs des disciples, et les évêques qui ont succédé aux apôtres, *n'ont aucune juri-*

(1) Parmi les diverses réfutations qui furent faites, à cette époque, de la thèse absolutiste du P. Lainez, une des plus vives et des plus caustiques est celle de ce théologien qui, remplaçant le mot *potestas* par *tempestas*, s'exprimait ainsi : *Hanc ego plenam potestatem, plenam TEMPESTATEM appello, et verbum a diabolo.* Pour justifier ces dernières paroles, il s'appuya de l'autorité du grand pape saint Grégoire qui qualifie de précurseur de l'Antechrist tout Evêque, y compris celui de Rome, qui prendrait le titre d'Evêque universel.

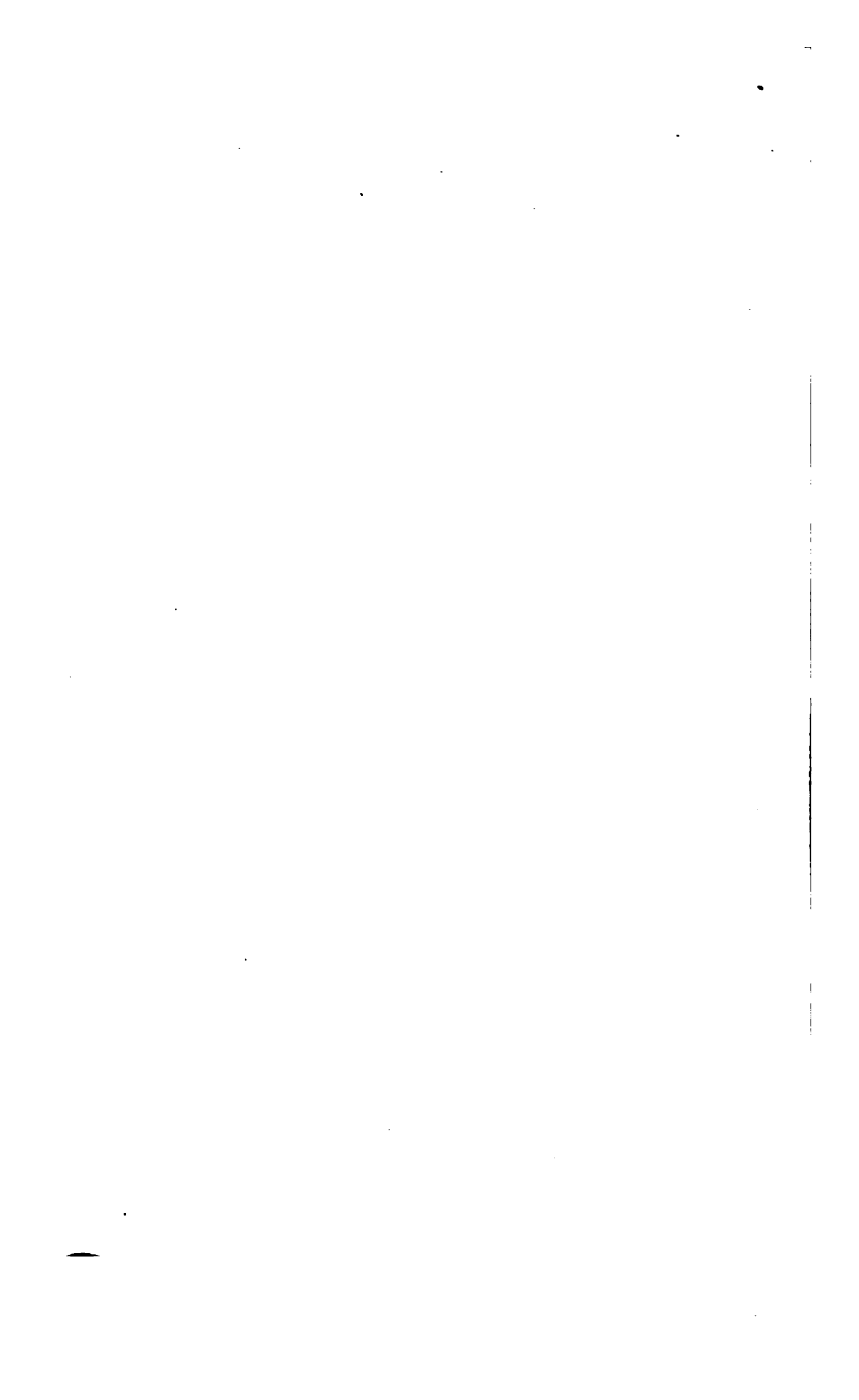
diction de droit divin, mais seulement de droit positif, puisqu'ils ne la tiennent que du Pape, qui est au-dessus de l'Église et du concile. »

Cette coïncidence entre le discours du Général des Jésuites et les thèses qu'ils faisaient soutenir sur le même sujet, prouve un plan arrêté et la résolution ferme de faire triompher leurs nouvelles maximes. Aussi, à partir de ce moment, tous leurs casuistes se mettent-ils à l'œuvre pour porter un coup décisif à l'antique doctrine. Ils se relaient, pour ainsi dire, pendant deux siècles, dans cette voie où entrent successivement Valentia, Pererius, Vasquez, Azor, Layman, Baldelle, de Rhodes. Moya, Casnedi, Bellarmin, Suarez, Salmeron, Sanctarelle, Bécán, Airault, le P. de La Fontaine et plusieurs autres. Ce dernier, dans une thèse soutenue à Louvain, en 1691, *posit. 23*, après avoir établi que le Pape est infaillible et au-dessus de l'Église universelle, pousse la bassesse jusqu'à comparer la condition des *évêques* à l'égard du Pape, à celle des *valets* à l'égard de leurs maîtres. De son côté, le Jésuite Azor affirme que le Pape peut dispenser des canons des saints Pères et des conciles.

Le 24 mai 1716, au moment où les esprits étaient divisés sur la Constitution *Unigenitus*, on proposa cette thèse chez les Jésuites de Coïmbre : « Doit-on croire de foi divine que Clément XI est la *règle vivante de la foi et le docteur œcuménique de l'Église* ? — Oui. » Voilà la question résolue nettement et sans détour. D'autres pourront exagérer quelques expressions, ajouter quelques comparaisons, et dire, par exemple, que « comme cent mains ne peuvent faire une tête, ni cent laïques un prêtre ou un évêque, ainsi l'autorité de cent mille

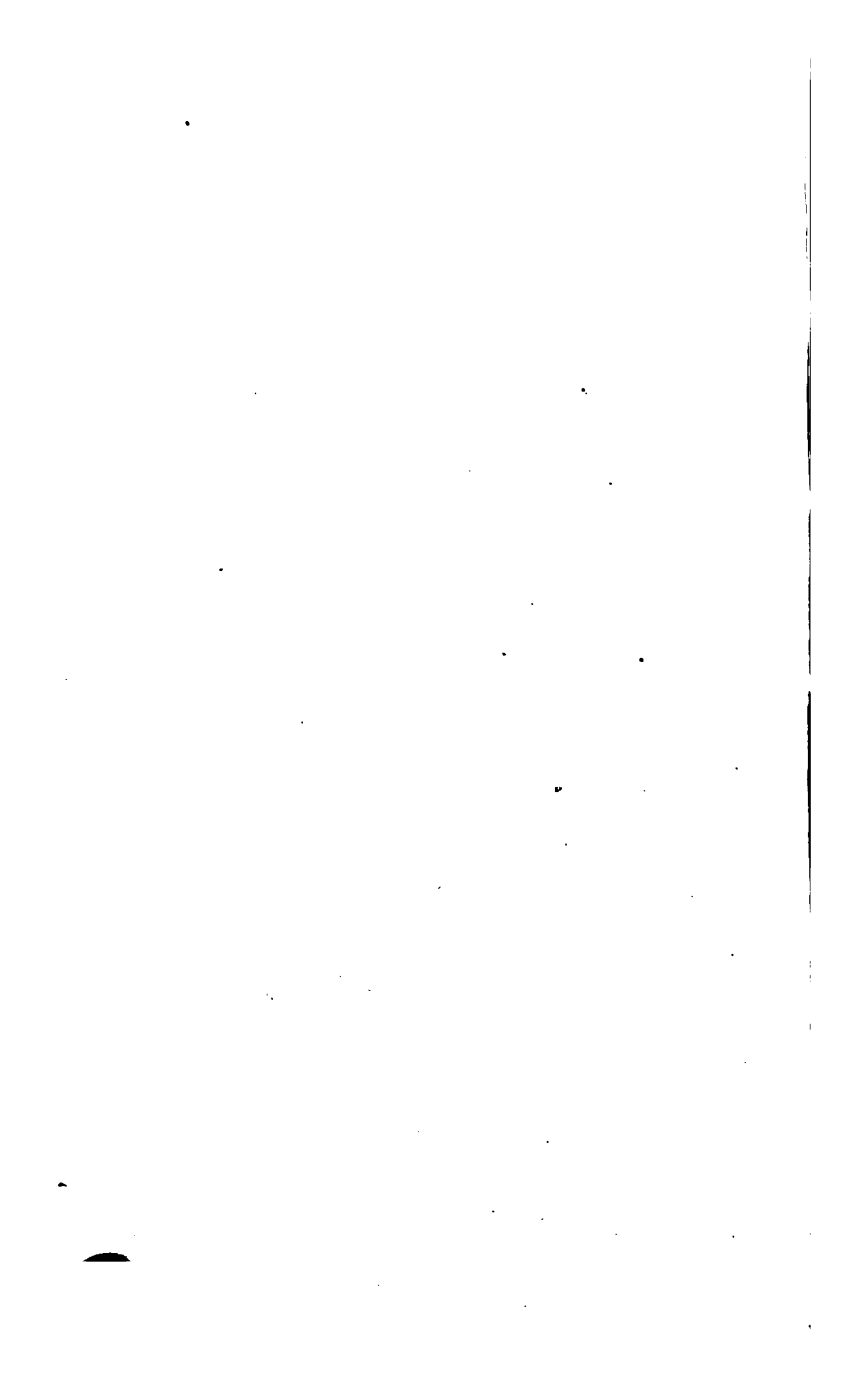
évêques assemblés n'égale pas celle du Pontife de Rome. » D'autres, plus enthousiastes encore, iront jusqu'à proclamer le Pape « LE DIEU DU MONDE POUR LES CHOSES SPIRITUELLES ET TEMPORELLES. »

Mais ces pompeuses qualifications ne sont pas des preuves sur lesquelles on puisse étayer un système. Cherchons dans quelques-uns de ces nouveaux théologiens les raisons au moins vraisemblables sur lesquelles repose leur Ultramontanisme. En d'autres termes, examinons comment le Probabilisme a procédé pour établir ce nouveau dogme. Comme il serait trop long d'analyser tous les écrits où l'on soutient l'infaillibilité et l'autorité absolue du Pape, nous nous bornerons aux principaux Jésuites, aux chefs de l'école, en commençant par Bellarmin et Suarez.



Soyez persuadés que tout homme
Doit en tout obéir à Rome,
Et que tout ce qu'on y proscriit,
Proposition, livre, écrit,
Mérite justement de l'être,
Parce que le Pape est le maître,
Nous l'avons cent fois éprouvé,
Et Bellarmin l'a bien prouvé !

(II^e Mandement de l'évêque de Bethléem.)



CHAPITRE VII.

Le Probabilisme appliqué par les Jésuites à la démonstration de l'infailibilité du Pape. — Systèmes du cardinal Bellarmin, de Suarez, de Gonzalez, et des autres Ultramontains. — Doctrines contraires soutenues par plusieurs Papes, par les plus grands saints, par les conciles et par toute l'Église de France,

Voici d'abord comment Bellarmin s'exprime sur la supériorité du Pape : « Le Souverain-Pontife est *simplement et absolument supérieur* à l'Église universelle et au concile général, de sorte qu'il ne reconnaît sur la terre aucun juge au-dessus de lui. Cette proposition *est presque de foi, fere de fide.* » (1) Quelle monstruosité de doctrine ! s'écrie Bossuet en commentant ce passage. Qu'est-ce qu'une proposition qui *est presque* de foi, mais qui ne l'est pas tout à fait ? Qui ne voit qu'une chose que Dieu n'a pas entièrement révélée et que l'Église n'a point décidée, n'appartient nullement à la

(1) Lib. II, de Conc. auct., c. 17.

foi? La croyance chrétienne ne peut être fondée sur un ou deux tiers de révélation, sur trois quarts de décision, mais sur une affirmation pleine et positive. Il n'y a évidemment que le Probabilisme qui ait pu inventer cette expression étrange : *presque de foi*. On chercherait en vain, je ne dis pas dans les Saints Pères, qui n'ont jamais songé à ces puérités, mais dans un théologien moderne qui ne soit pas de l'école des Jésuites, cette bizarre alliance de mots, on ne l'y trouvera pas.

Mais quelle preuve Bellarmin nous donne-t-il même de ce *presque*? C'est un décret du Concile de Latran, sous Léon X, qui déclare « que le Pape possède une autorité supérieure à tous les conciles. » Et il pense qu'on ne peut rien opposer à ce texte, « à moins, dit-il, qu'on ne prétende que le Concile n'était pas général, ou qu'il n'a pas été reçu par l'Église, ou qu'il n'a pas défini cette question comme de foi. » Bellarmin examine successivement ces trois objections. Le Probabilisme lui fournit cette réponse à la première : « On ne peut dire *qu'à peine* que le Concile n'était pas général, *vix dici potest*. » N'admirez-vous pas la clarté de cette décision, la force invincible de cette argumentation? Quelle logique! quelle profonde théologie! *A peine, presque de foi!*...

Bellarmin doute même, dans sa réponse à la troisième objection, si le Concile a défini ce point comme un dogme précis de la foi catholique : « c'est pourquoi ceux qui pensent autrement ne sont pas hérétiques *à proprement parler*; mais on ne peut les excuser d'une grande témérité. » Voilà bien toujours le même système. Le Jésuite dit : ne sont pas *proprement* héréd-

tiques, quand il devrait conclure : ne le sont pas du tout ; puisque lui-même n'ose affirmer que la question ait été décidée comme de foi.

De plus nous devons faire observer qu'ici Bellarmin n'est pas sincère. En parlant de ce concile, où il se trouva à peine cent évêques, il voudrait faire ressortir son œcuménicité de ce qu'il « était ouvert à tous et que tous y avaient été convoqués. » Mais il ne dit point que les Français s'y opposèrent ouvertement ; qu'ils avaient été convoqués par Jules II, qui nous faisait alors une guerre acharnée, et que sous son successeur les esprits ne paraissaient pas assez calmes pour discuter sur des matières aussi graves. Bossuet loue hautement les évêques français de s'être abstenus dans de telles circonstances.

Le Probabilisme de Bellarmin est encore plus déraisonnable quand il entreprend de prouver que le Concile de Constance n'a point positivement déclaré que « tout Concile général est au-dessus du Pape. » Comme ici les termes sont formels, et que le Concile a été confirmé et approuvé par Martin V, on ne voit aucune porte ouverte aux échappatoires de la plus subtile dialectique. Mais un Jésuite n'est pas embarrassé pour en trouver, et Bellarmin suppose que « le Concile, en formulant les décrets de la IV^e et V^e session, « n'a prétendu s'assujettir que *des Papes douteux*, et qui, par conséquent, ne sont pas Papes. » Ces paroles peuvent s'interpréter ainsi : ce Concile, en décidant que lui et tout autre Concile ont reçu immédiatement leur autorité de Jésus-Christ sur le Pape même, n'a prononcé que de grands mots, des phrases absolument vides de sens, puisqu'elles signifient que le

Concile a autorité sur ceux qui ne sont pas Papes, qui ne sont rien ? C'est une amère dérision.

Voici d'autres échappatoires bellarministes. « Il n'y avait point de Pape dans le concile de Constance ; car Jean XXIII, qui avait assisté à son ouverture, s'était déjà retiré lorsque l'on tint la IV^e session ». En s'exprimant ainsi, Bellarmin ne s'inquiète pas des motifs honnêtes qui poussèrent le Pape à agir de la sorte. Il est *probable* pour lui que son absence annule l'autorité du concile, et cela lui suffit. Mais, avec un peu de bonne foi, il aurait reconnu que le Pape lui-même n'était pas de cet avis, puisque, dès le lendemain de son départ, il envoya ses députés au concile, avec une *lettre de créance* par laquelle il alléguait des motifs de santé pour excuser sa fuite précipitée. C'est le prétexte, pour ne pas dire le mensonge, dont il couvrait l'ignominie de sa conduite (1). Il promettait d'ailleurs d'exécuter tout ce qu'il avait promis.

(1) Jean XXIII avait commencé sa vie par le métier de corsaire. Nommé légat à Bologne, il s'y était conduit à peu près comme sur mer. L'argent qui fut répandu à profusion en sa faveur lui procura la tiare en 1450. Il n'était venu à Constance qu'à regret. Regardant cette ville d'un oeil triste, à son arrivée, il disait aux personnes de sa suite : « Voilà la fosse où l'on attrape les renards ». Ayant résolu de s'évader, il mit le duc d'Autriche dans sa confiance ; celui-ci donna un tournoi, à la faveur duquel le pape s'échappa dans la foule, déguisé en palfrenier. Le concile instruisit son procès, et les historiens les plus modérés, le P. Berthier et Artaud de Montor, rapportent des détails effrayants sur cette procédure. Jean eut à répondre à cinquante-cinq chefs d'accusation sur l'adultère, l'impicité, l'hérésie, la simonie..... On le qualifia de « marchand public de prébendes, de bénéfices, de reliques et de sacrements ; de sentine de tous les vices et de scandale de l'Eglise..... » Ce sont les termes de la procédure. Et voilà le pape dont Bellarmin préfère l'autorité à celle des mille Pères de Constance !.....

Mais Bellarmin ne s'en tient pas là, il pousse la témérité jusqu'à décider, en vertu du Probabilisme, que la IV^e et V^e session de Constance « *sont presque hérétiques ! ou au moins schismatiques* ». Il s'ensuit que tous les Pères de Constance sont des fauteurs de l'hérésie et du schisme ; que toute l'Église qui a accepté ces décrets est souillée par cet accord sacrilège. Et ce qui est plus fort et va droit contre les conclusions du Jésuite, il s'ensuit que le Pape Martin V, malgré son infailibilité, est aussi un approbateur de fausses doctrines, puisqu'il a approuvé tous les décrets qui les contiennent, a donné de grands éloges aux savants hommes qui les avaient formulés, et qu'il est constamment resté uni avec eux.

Il est vrai que Bellarmin trouve moyen de placer son fameux *distinguo* dans cette approbation. « Martin V, dit-il, déclara expressément qu'entre les décrets concernant la foi, il ne confirmait que ceux qui avaient été faits *synodalement*, c'est-à-dire après un mûr examen. Or, ajoute-t-il, *il est certain, constat autem*, que le concile de Constance *publia sans examen* les décrets de la IV^e et de la V^e session ». Ici la probabilité devient certitude pour le besoin de la cause. C'est vraiment dommage que cette belle assertion du paradoxal cardinal ne soit qu'une calomnie.

Avec de pareils arguments il n'y a pas un décret de concile qui dût être accepté. Quoi ! des décrets discutés, non dans une, mais dans deux sessions consécutives, basés sur des principes fondamentaux, approuvés à l'unanimité des suffrages, peuvent et doivent être rejetés comme des décisions nulles et sans valeur ! N'est-ce pas là, comme le remarque Bossuet, frayer le

chemin au pyrrhonisme pour attaquer et renverser tous les canons et toutes les règles de la foi? Et que peut penser un homme sensé de l'audace présomptueuse de ces nouveaux théologiens qui préfèrent leurs imaginations, aussi vaines que déréglées, aux ordonnances de tous les Pères d'un concile ou de plusieurs conciles; car, comme nous le verrons tout à l'heure, Bellarmin n'accepte pas davantage les décrets des autres synodes les plus œcuméniques, toutes les fois qu'il ne peut pas les faire courber sous l'arbitraire de son probabilisme.

Pour établir son système de l'autorité du Pape au-dessus du concile, Bellarmin n'a pas honte d'employer la méthode sophistique des plus grands adversaires du Christianisme, qui consiste à mettre les décisions des synodes en contradiction les unes avec les autres. C'est ainsi que nous le voyons au chapitre VII de l'ouvrage précité, soutenir que « le concile de Florence et le dernier de Latran ont *réprouvé* le concile de Constance, en ce qui concerne les sessions où il décide la supériorité des conciles œcuméniques sur le Pape ». On comprend combien de pareils principes durent soulever de réprobation de la part des vrais catholiques. Quoi! cria-t-on de toutes parts, les conciles de Latran et de Florence ont censuré quelques parties de celui de Constance? Alors, où est la vérité? Pour les Probabilistes elle est du côté de ceux qui favorisent leur système, dont ils nous fournissent ici une curieuse application.

En effet, de l'aveu de Bellarmin lui-même, le concile de Constance était composé de près de mille Pères; celui de Latran, au contraire, était si peu nom-

heux, qu'au moment même de la célébration il était à peine connu hors des murs de Rome. Les évaluations les plus élevées ne portent pas à plus de cent les évêques réunis à Latran, en 1512, dans les conditions que nous avons rapportées plus haut. C'est donc une proportion d'une chance contre dix, ou de dix contre cent, ou de cent contre mille. Quel est l'homme censé lui, dans le commerce de la vie, pourra jamais songer à suivre de pareilles maximes ? Et les Ultramontains oseraient nous les donner comme règles de notre foi ?

Mais nous n'avons pas épuisé toute la subtilité et la sophistique de leur dialectique sur cette question. Plusieurs ont senti toute la force de l'objection que nous venons de présenter, et pour sauver la contradiction, ils ont dit qu'ils n'entendaient pas parler des décrets de la foi. De quoi parlent-ils donc ? et à quoi bon entasser volumes sur volumes et ébranler toutes les bases de la certitude et des croyances humaines ? C'est au moins une présomption téméraire et condamnable.

Si de telles entreprises sont permises, je ne vois pas ce qui peut être défendu. Il n'y a rien, absolument rien. Bellarmin va nous le prouver par les fables qu'il a inventées et soutenues, de concert avec quelques autres Ultramontains, pour démontrer que le Pape Honorius, *mathématisé et condamné comme hérétique* par le sixième concile général, en 680, n'a point erré dans la foi.

Exposons d'abord l'erreur d'Honorius et les preuves de son hérésie. Ce Pape avait approuvé la fausse doctrine enseignée par Sergius, patriarche de Constantinople, et Cyrus, patriarche d'Alexandrie, qui prétendaient qu'il n'y a qu'une seule volonté en Jésus-Christ.

Cette approbation résulte des lettres mêmes du Pape, de la déclaration d'un concile œcuménique, tenu à Constantinople, qui prononça *anathème* contre Honorius nominalemeut, quarante ans après sa mort, sans que les légats du pape Agathon, qui se trouvaient à ce concile, élevassent aucune objection. Cette condamnation fut acceptée et approuvée par le pape Léon II, successeur d'Agathon, qui *anathématisa* également son prédécesseur sur la chaire de saint Pierre. Dans une lettre à l'empereur, ce Pape déclara formellement ses sentiments à cet égard.

A ces témoignages on joint celui de l'empereur Constantin Pogonat, celui des Pères du huitième synode général, et plusieurs autres, en sorte que, s'il y a un fait historique incontestable, c'est celui-là. Le cas était donc fort embarrassant, même pour des Probabilistes; car on a beau chercher on ne voit ici aucune échappatoire possible. Le fait étant indubitable, il en résulte qu'un Pape s'est trompé, qu'il a erré dans la foi; donc il n'est pas infallible.

Bellarmin ne pouvant éviter cette conséquence, voici la fable qu'il a imaginée pour accorder sa thèse de l'infaillibité papale avec la condamnation d'un Pape, déclaré et proclamé hérétique à la face du monde chrétien. Selon lui, les actes du sixième concile ont été falsifiés par les Grecs, qui, pour se consoler de la condamnation de plusieurs de leurs évêques, formèrent le dessein monstrueux de leur associer un Pape; une fois cette résolution prise, ils se mirent à l'œuvre avec ardeur, et, chose que les *probabilistes* seuls peuvent admettre comme *probable*, ils falsifièrent tous les livres qui existaient non-seulement en Orient, mais dans

tout l'univers, et y insérèrent le nom d'Honorius, qui ne se trouvait pas primitivement dans les actes du concile ! Voilà l'admirable découverte que Bellarmin a faite, à peu près mille ans après l'événement, et presque tous les Ultramontains l'ont suivi en ce point.

En vain objecte-t-on aux probabilistes que le bibliothécaire Anastase, qui a composé une histoire des Papes sur des mémoires authentiques, trouvés dans la bibliothèque de l'Église romaine, dit formellement que le *Pape Léon II approuva le sixième concile général, dans lequel sont condamnés Cyrus, Sergius, Honorius...* En vain leur fait-on remarquer que si ces mémoires des archives romaines ont été corrompus, falsifiés, il n'y a plus aucun monument de l'antiquité qui puisse être considéré comme authentique et véridique. Ils défendent leur fable, comme un article de foi probabiliste, en s'appuyant sur des raisons étrangères au fait en question, sur quelques paroles d'une lettre du pape Agathon, écrite avant la tenue du Concile où Honorius fut condamné.

On reste vraiment confondu devant une pareille obstination à défendre une opinion que tout contredit. Pour mieux en faire sentir l'absurdité, Bossuet veut bien l'admettre hypothétiquement. Soit, dit-il, aux probabilistes, les actes du sixième synode ont été falsifiés : je veux bien vous l'accorder ; mais alors, dites-moi quel est le *Grec* qui a fabriqué les deux lettres *latines* de Léon II, publiées en Occident par ordre du Pape, et comment s'y est-il pris pour y insérer le nom d'Honorius ? Quel est l'homme venu du fond de la Grèce pour ourdir une telle fourberie, et l'exécuter en Italie et en Espagne, où furent envoyées les lettres du Pape, sans

que personne s'en soit aperçu, sans que Léon II ait élevé aucune réclamation ? Est-ce que les Latins, les Papes en tête, étaient entrés dans le complot ? Les légats du siège apostolique n'avaient-ils donc apporté à Rome que des actes falsifiés du sixième synode ?... En vérité, ajoute l'Aigle de Meaux, c'est se moquer que de soutenir de pareilles invraisemblances, et il faut qu'une cause soit bien désespérée pour que des théologiens intelligents soient réduits à l'étayer sur de telles suppositions.

Mais les probabilistes ont plus d'une corde à leur arc.

Voici une autre manière, selon Bellarmin, de résoudre cette objection que l'on tire de l'hérésie d'Honorius. C'est d'admettre la condamnation de ce Pape, prononcée par le sixième concile et les suivants, et de répondre « que les Pères de ces conciles ont cru *seulement* que le pontife romain pouvait errer *comme homme privé*, ce qui est une opinion *probable*, bien que l'opinion contraire soit plus probable encore. (1) »

Cette phrase renferme une des recettes les plus infaillibles du Probabilisme pour résoudre toutes les questions, disculper le Pape de toutes les erreurs, de toutes les hérésies imaginables. Se trompe-t-il trop visiblement ? C'est un docteur privé, et comme tel, on veut bien avouer qu'il peut errer ; mais les Jésuites prétendent que ces erreurs de l'homme ne peuvent ni ne doivent être attribuées au Pape, ou au docteur universel, qui est orthodoxe.

Quelques Ultramontains pensent même que le Sou-

(1) De sum. Pont., lib. IV, cap. XI, n° 38.

verain-Pontife peut être hérétique au fond du cœur, mais qu'il n'enseignera jamais cette hérésie dans un décret destiné à toute l'Église, ou, comme ils s'expriment, promulgué *ex cathedrâ*. Cette belle invention du *cathédarchisme* sauve tout à leurs yeux. Pourtant il y a des cas embarrassants, et les sentiments sont fort partagés parmi les probabilistes ultramontains pour savoir quand une décision est *ex cathedra* ou non. Ils scindent et divisent le Pape en tant de parties qu'ils est souvent fort difficile de déterminer celle qui est infail-
lible et celle qui ne l'est pas.

Selon les uns, le Souverain-Pontife est docteur public et par suite infailible, toutes les fois qu'il exerce *cathédarchiquement* sa charge apostolique de confirmer ses frères. Mais quand l'exerce-t-il ainsi ? Faut-il pour cela qu'on le consulte ou qu'on l'interroge ? ou peut-il le faire *proprio motu* ? Honorius n'exerçait-il pas sa charge *cathédarchiquement*, quand il fit des réponses erronées et hérétiques aux évêques et aux archevêques des plus importantes Églises du monde ? Plusieurs Ultramontains répondent ici négativement, et, le considérant comme docteur privé, ils l'excusent.

D'autres Ultramontains mettent cette clause à l'infailibilité du Pape : les Souverains-Pontifes ne sont infailibles que dans les décisions où ils disent formellement qu'ils instruisent toute l'Église. S'ils oublient de faire cette déclaration, il n'y a point d'obligation pour les fidèles de se soumettre à leurs décrets. Or, il ne faut pas être très-versé dans la connaissance des décrets de la Cour de Rome, pour savoir que cette formule fait défaut dans les constitutions qui ont été les plus avantageuses à l'Église.

Quoi ! dit encore Bossuet en réfutant ces subtilités, si peu dignes de la majesté catholique, quoi ! il ne suffit pas qu'un Pape instruisse toute l'Église ? Vous voulez l'obliger à dire encore qu'il instruit, et, faute de ce mot, tous ses décrets sont nuls ? Qui pourrait de sang-froid entendre dire tant d'inepties à des hommes qui se mêlent de parler d'une dignité aussi sublime et aussi respectable que la Papauté ? Peut-on la dégrader et l'avilir davantage ?

Ces incroyables inventions de la sophistique ultramontaine sont comme une épée à deux tranchants que l'on met tour à tour au service du Pape ou que l'on tourne contre lui, selon que les Jésuites approuvent ou désapprouvent les décrets pontificaux. C'est aussi avec ces distinctions qu'ils se débarrassent de tous les passages des Souverains-Pontifes ou des Pères qui contredisent trop ouvertement leur système.

C'est ainsi qu'ils procèdent, par exemple, à l'égard du témoignage accablant et irréfutable du Pape Adrien VI. Cet illustre Pontife a déclaré que le Pape est *faillible*, dans un livre d'abord publié à Louvain, où il était professeur de théologie, puis réimprimé, sous ses yeux, à Rome même, lorsqu'il occupait la chaire de saint Pierre. Cette démarche et cette nouvelle consécration donnée à ses convictions personnelles devraient être une preuve sans réplique pour les Ultramontains les plus décidés et les plus opiniâtres.

Rien, en effet, de plus clair et de plus explicite que la déclaration d'Adrien, qui s'exprime ainsi : « Si par l'Église romaine on entend son chef, c'est-à-dire le Pape, *il est certain qu'il peut errer, même dans les choses de la foi, et enseigner une hérésie dans un décret*

authentique ; car plusieurs Papes ont été hérétiques ; et sans remonter bien haut, on rapporte que Jean XXII (1) enseigna publiquement, déclara et ordonna à tout le monde de croire que les âmes des justes, quoique exemptes de toutes souillures, ne jouiront qu'après le jugement dernier de la vision béatifique de Dieu (3). La même chose se prouve encore par les erreurs de quelques autres Papes sur la matière du mariage... »

Cette argumentation peut se formuler dans le dilemme suivant : de deux choses l'une, Adrien se trompe, ou son opinion est indubitable ; dans le premier cas son erreur est une preuve que le Pape n'est point infallible ; dans le second, on est également forcé de reconnaître qu'il peut errer. Il semble qu'il soit impossible d'éviter l'une ou l'autre de ces alternatives ; mais ce serait compter sans les Probabilistes, qui, à force de se mettre l'esprit à la torture, ont trouvé plusieurs faux-fuyants pour éluder une autorité si préjudiciable à leur thèse. D'abord, ils disent qu'il ne s'agit point, dans le langage d'Adrien, des décisions qu'ils nomment *cathédarchistes* ; mais de jugements rendus provisionnellement par les

(1) Jean XXII, qui s'appelait Jacques d'Eus, fut élevé sur la chaire de saint Pierre le 7 août 1316. S'il faut en croire Villani, les cardinaux ne pouvant s'entendre sur le choix du successeur de Clément V s'en rapportèrent à Jacques, qui se nomma lui-même en s'écriant : *Ego sum Papa* ! Il était du reste temps d'en finir. Les parents de Clément V, ennuyés d'attendre, avaient mis le feu au palais où se tenait le conclave ; les cardinaux en sortirent en toute hâte par une ouverture faite dans l'un des murs. C'est Jean XXII qui a établi l'*Angelus* du soir, parce qu'il était persuadé que c'est à cette heure-là que l'ange apparut à Marie.

(2) Voy. d'autres détails sur cette hérésie du pape Jean XXII ci-après pages 166 et 167.

Souverains-Pontifes sur des difficultés de fait, où il n'est question ni de la foi ni des mœurs.

On croirait que ces gens-là n'ont pas même lu les expressions dont se sert Adrien. Est-ce là répondre? Pourquoi toutes ces circonlocutions, puisque ce Pape parle d'un décret *authentique qui concerne la foi*, qu'il cite des exemples, qu'il déclare son but, son intention; qu'il veut détruire l'opinion erronée des Ultramontains sur ce point. Tout cela est plus clair que le soleil en plein midi.

Mais voici une autre distinction encore plus merveilleuse du docteur Dubois, qui, après avoir rapporté les paroles d'Adrien VI, répond : « Je distingue, si Adrien parle d'un *pouvoir métaphysique, transeat.* » N'admirez-vous pas le bel effet de ces termes scolastiques? Comme si Adrien eût songé à détruire l'opinion d'une *infaillibilité métaphysique*, c'est-à-dire sans fondement réel, purement nominale?

Écoutez encore un troisième défenseur de l'infaillibilité papale essayant de réfuter la doctrine d'un pape. « Si, dit-il, ces paroles doivent s'entendre du Souverain-Pontife, définissant et proposant un article de foi à toute l'Église, cela n'est point du tout certain, *neutiquam certum*; bien loin de là, cette assertion est *manifestement fausse*, et la proposition contradictoire est tellement vraie, qu'elle est regardée comme de foi par *quelques-uns, ab aliquibus.* »

Quelques-uns ! nous voilà revenu dans le vrai Probabilisme. C'est là du bon et du pur Escobar. Mais nous devons déclarer, pour être justes, que cette escobarderie est d'un docteur de Louvain, auteur anonyme, et non de Bellarmin, qui a eu ici le bon esprit de reconnaître

franchement le vrai sens de la doctrine d'Adrien VI, qu'il qualifie même des titres d'*homme très-savant et de grand homme de bien*. Que n'a-t-il toujours aussi bien pensé ?

Mais si Bellarmin a le bon goût de ne pas attaquer la thèse de la faillibilité du Pape, lorsqu'elle est placée sous le patronage d'Adrien VI, il se dédommage en la daubant sur le dos des docteurs de Paris, qui la soutenaient à peu près dans les mêmes termes. « Cette opinion, dit-il, n'est pas absolument hérétique puisque l'*Église tolère encore* ceux qui la suivent ; elle *paraît* néanmoins *tout à fait erronée et approchant de l'hérésie*. »

Il y a bien des inexactitudes théologiques dans ces trois lignes. Comment, par exemple, Bellarmin osa-t-il écrire que ce sentiment n'est que toléré dans l'Église, quand il savait qu'il y était et y avait toujours été défendu hautement, et qu'il n'avait jamais reçu la plus petite flétrissure, la plus légère condamnation. Comment peut-il appeler erronée et presque hérétique une doctrine qui est celle même d'un Pape, dont il vient de faire l'éloge ?

Du reste, cette censure n'a aucune portée, si l'on veut bien faire attention aux expressions probabilistes qui lui servent de formules. Ce verbe *il paraît*, *videtur*, ne dit-il pas assez qu'il n'est question que de l'opinion personnelle de Bellarmin ? De ce que la chose lui paraît ainsi, s'ensuit-il qu'elle soit réellement telle ? Évidemment non. Comme l'observe fort bien Melchior Canus, dès qu'un théologien se sert du verbe *il paraît*, *videtur*, c'est une preuve que la question qu'il traite n'est pas évidemment certaine.

Mais puisque le Probabilisme de Bellarmin, malgré

toutes ses belles et subtiles distinctions, ne saurait nous convaincre, laissons-le de côté un moment, et voyons si les démonstrations de Suarez sont plus satisfaisantes.

Cet illustre Jésuite est un peu moins tranchant que son confrère sur la question de la supériorité du Pape ou du concile. Il pense bien, il est vrai, autrement que les docteurs de Paris ; mais il ne les censure pas du tout. Écoutons ses paroles : « Les docteurs de Paris et d'autres, qui croient que le concile est au-dessus du Pape, assurent en conséquence que sa décision est infaillible, comme étant émanée d'une autorité souveraine et d'un concile qui représente l'Église universelle. Cajétan et d'autres, soutiennent au contraire que le Pape est au-dessus du concile. Quant à moi, je décide en deux mots que le concile ne peut être la règle de notre foi, du moment que son autorité n'est pas certaine. »

Nous n'aurions aucune objection à faire au docteur théologien s'il était aussi logique sur le point de l'infailibilité papale ; mais c'est évidemment une inconséquence de soutenir celle-ci, tout en avouant que les deux opinions sont libres et controversées. Or Suarez enseigne positivement qu'il regarde l'infailibilité du Souverain-Pontife comme indubitable. « C'est, dit-il, *une vérité* catholique, que le Pape est infaillible quand il prononce *ex cathedra*... Telle est aujourd'hui la doctrine de tous les docteurs catholiques, et je pense que cela est de foi. » Il y a encore ici plus d'une remarque à faire.

Telle est aujourd'hui, nous dit le grand docteur. Elle n'existait donc pas hier cette doctrine ? Les siècles précédents en enseignaient donc une différente ? Elle est donc nouvelle, et partant elle n'est pas catholique,

puisque le catholicisme ne reconnaît comme dogme, comme vérité, que ce qui a été enseigné par *tous* en *tous lieux* et *toujours*, *quod semper, ubique et ab omnibus* ? Depuis quand pense-t-on comme les docteurs d'*aujourd'hui* ? Était-ce cent ans avant Suarez ? Mais tous les grands docteurs des conciles de Constance et de Bâle avaient une croyance toute contraire. Gerson, Pierre d'Ailly, Tostat, Almain, Jean Major, et au moment même où Suarez écrivait ces lignes, les plus célèbres Facultés de théologie professaient des principes diamétralement opposés. Enfin nous venons de voir que le pape Adrien VI lui-même ne saurait être englobé dans cette universalité : *tous les docteurs*. Ces mots : *aujourd'hui* et *tous*, doivent donc être singulièrement restreints et limités. *Aujourd'hui* dit assez haut que la doctrine de l'infailibilité ne date que du seizième siècle, et ce n'est guère qu'aux Jésuites qu'on peut rapporter ces mots : *tous les docteurs*.

Mais poursuivons, et voyons les efforts inutiles que fait Suarez pour démontrer qu'un Pape certain et indubitable n'a de supérieur dans aucun cas, et qu'un Pape hérétique peut être déposé *ipso facto* par l'Église.

« En déposant un Pape hérétique, dit-il, l'Église n'agirait pas comme étant au-dessus de lui ; mais elle *déclarerait juridiquement*, du consentement de Jésus-Christ, qu'un tel est hérétique et tout à fait indigne d'être Pape, et alors ce Pape serait immédiatement déposé *ipso facto* par Jésus-Christ ». Le grand théologien des Jésuites s'est sans doute fait illusion en écrivant cette phrase ; il a cru formuler un raisonnement où il n'y en a que l'ombre. Ce sont là des mots, rien que des mots, et pas du tout une conclusion logique.

L'ULTRAMONTANISME

Nous doutons même que l'auteur se soit compris. Que peuvent signifier, par exemple, ces expressions « du consentement de Jésus-Christ » ? Quelle est la nature de ce consentement ? Quel indice peut le révéler ? A quel signe le reconnaît-on ? Est-il particulier à tel ou tels cas, ou faut-il l'étendre à tous ? Jusqu'à Suarez les catholiques avaient cru que rien de bon ne se fait dans l'Eglise que par la divine assistance du Sauveur. A quoi le Jésuite veut-il réduire cette céleste intervention : à un culte de nous le dire.

Mais Suarez a en réserve une belle distinction : il a oublié de nous le dire.

« Comparaison que voici : « De... électeurs ne... »

Il est vrai que Suarez a en réserve une belle distinction. Il finit une belle comparaison que voici : « De même que dans l'élection d'un Pape les électeurs ne désignent la personne à qui Jésus-Christ confère la puissance papale ; ainsi ceux qui déposent un Pape ne désignent celui à qui Jésus-Christ ôte la puissance. »

... à l'Église, qui d'ailleurs
... est de tout point
... exerce les
... Souverain-Pontife ne
... l'élu n'est réel-
... puisque l'Église le soumet à son jugement,
... comme Pape, d'où il
... même en cette
... Élection. Ensuite
... les électeurs d'un
... ? N'exer-
... ? N'exer-
... ? N'exer-

Donc, que Suarez s'y prenne comme il voudra, il n'évitera pas la conséquence logique du demi-aveu que lui a arraché la vérité. *Puisqu'un Pape hérétique peut-être déposé par l'Église*, il aura beau dire qu'en le déposant elle n'est pas au-dessus de lui, il faudra bon gré malgré arriver à cette conclusion : « le Pape peut être cité au tribunal de l'Église, accusé, jugé ». Est-ce qu'en faisant tout cela l'Église n'exerce pas un pouvoir supérieur, un pouvoir de juridiction même avant la déposition pour laquelle seule Suarez fait intervenir le consentement de Jésus-Christ ?

Voilà donc où en est réduit un si grand théologien ; il n'allègue que des mots quand il faut aller au fond du sujet. On peut bien lui appliquer ce qu'il dit de Cajétan, qu'il se torture étrangement l'esprit pour ne pas être forcé d'admettre la supériorité du concile sur le Pape, même en cas d'hérésie. « *Mirè se vexat, ne cogatur admittere in casu etiam hæresis concilium stare super pontificem.* » N'est-ce pas ce qui arrive à Suarez ? Son argumentation est peut-être même plus pénible que la subtile scolastique de Cajétan.

Qu'on en juge par cet extrait, où celui-ci veut prouver que la puissance de l'Église n'est que ministérielle. Il y a dit-il, trois choses dans le Pape ; 1^o la Papauté ; 2^o la personne du Pape, que nous nommons Pierre ; 3^o l'union de la Papauté avec Pierre, de laquelle il résulte que Pierre est Pape. En destituant un Pape.... on ne détruit ni la Papauté, ni Pierre, mais seulement l'union qui était entre Pierre et la Papauté. Lors donc qu'on agit de destituer un Pape, on doit toujours avoir usement devant les yeux cette règle générale, l'est pas nécessaire d'avoir une puissance supé-

rieure à celle du Pape, mais seulement à l'union de Pierre avec la Papauté. » Ce n'est pas plus concluant que Suarez; mais au moins c'est presque intelligible et plus amusant.

Mais voyons si quelques autres théologiens de la Société ont été plus heureux. Peut-être que le P. Gonzalez, qui a franchement répudié le Probabilisme, nous fournira des arguments plus sérieux, quelques raisons au moins plausibles. J'ouvre son livre de *l'Infaillibilité du Pontife romain*, page 671, où je vois qu'après avoir restreint les décrets de Constance aux temps de schisme et d'un Pape douteux, ce Jésuite ajoute : « *Peut-être* les Pères de Constance ont-ils laissé échapper, *par inattention*, dans leurs décrets, quelques paroles qui semblent avoir un sens plus étendu. »

Voilà un *peut-être* qui me surprend dans le P. Gonzalez. Est-ce que, par hasard, il n'aurait combattu le Probabilisme qu'en théorie? Pourquoi ce doute ici sur une question aussi grave et aussi claire? De plus, cette accusation d'*inattention* portée contre un si grand nombre de prélats circonspects, de sages théologiens, comment la trouvez-vous, sous la plume d'un défenseur de la foi? Ne serait-ce pas lui, par hasard, qui serait ici inattentif, ou même quelque chose de plus.

Mais poursuivons. A la page 682, le P. Gonzalez nie hardiment que « le concile général reçoive son pouvoir immédiatement de Jésus-Christ, dans le même sens qu'un Pape certain a immédiatement sur toute l'Église une juridiction qu'il tient du Christ, ou qu'un prêtre a celle de consacrer, ou un évêque de confirmer et d'ordonner. »

Si le concile n'a pas de pouvoir dans ce sens, dans

quel cas l'a-t-il donc? De quel droit en use-t-il? Quoi! les membres de l'Église séparés ont tous des droits, et lorsqu'ils sont réunis en concile pour extirper le schisme ou l'hérésie, ils n'en ont plus? Il faut, dit le P. Gonzalez, que le concile reçoive ce pouvoir « par l'entremise de l'Église, *Ecclesia mediante*. » Que veut-il dire par cette subtilité qui distingue l'Église du concile, et le concile de l'Église? Qu'est-ce donc qu'un concile, sinon l'Église elle-même représentée, réunie, assemblée, et jouissant de toute la plénitude de son autorité?

« Lorsque l'Église est assemblée, dit plus loin le R. Père, pour extirper le schisme, elle ne peut rien régler ni ordonner que ce qui est nécessaire pour cette fin. » A ce compte, l'Église n'a pas le droit, dans ces cas, de faire une loi, quelque utile, quelque nécessaire qu'elle puisse être. Et, selon la remarque de Bossuet, le concile de Constance n'a pas eu le pouvoir de condamner Wicléf et Jean Huss, si la théorie de Gonzalez est admise. Cependant ce concile a fait des lois et décidé plusieurs questions de foi. Voilà ce que ne peuvent tolérer les Jésuites, et voilà jusqu'à quel point les plus sages et les plus modérés d'entre eux ont méprisé, avili et déconsidéré l'autorité des conciles, et par conséquent du catholicisme.

Dans ce même ouvrage, où il se montre si irrévérencieux pour les décrets des saints conciles, le P. Gonzalez condamne aussi la doctrine soutenue par les Français. Il la qualifie d'*erronée, téméraire, voisine de l'hérésie et pernicieuse à l'Église*. Il voulait sans doute dire à la Société des Jésuites. S'il y a une doctrine pernicieuse à l'Église, ce n'est pas celle qui est aussi

conforme à la raison qu'à la foi ; mais bien celle qui n'est étayée que sur d'absurdes hypothèses ou d'outrageantes subtilités, ou même de purs sophismes, comme le suivant, débité par le même Père Gonzalez : « L'obéissance, même intérieure, dit ce général des Jésuites, est due au Pontife romain sur les questions de foi ; car *autrement la foi serait chancelante*. Or l'obéissance n'est pas due à la fausseté ; donc les décisions du Pape sur les questions de foi ne peuvent être susceptibles d'erreur, puisque, si cela était, nous serions tenus d'obéir à la fausseté. »

C'est là un Achille invincible et triomphant aux yeux du bon Père, et de presque tous les Ultramontains, qui ont répété et fait valoir de leur mieux ce pompeux galimathias, qui viole les principes les plus élémentaires de la logique. Affirmer que la foi serait chancelante, sans l'obéissance, même intérieure, aux décisions du Pape, c'est donner comme preuve ce qui est en question, et il m'est parfaitement permis de nier une pareille assertion. Combien de grands saints, tels que saint Cyprien et saint Basile, n'ont point pratiqué cette obéissance, ni intérieurement, ni extérieurement, et n'ont pas hésité à s'élever hautement et publiquement contre les décisions de quelques Papes ? Est-ce que les conciles qui ont condamné des Papes, et qui les ont déposés, ont eu cette obéissance intérieure que l'on réclame ici pour leurs décisions ?

De ce que l'obéissance n'est pas due à la fausseté, comment le P. Gonzalez peut-il tirer cette conclusion : donc, les décisions du Pape ne peuvent être susceptibles d'erreur ? Quel rapport y a-t-il entre le principe et la conséquence ? Je ne le vois pas. Et quand il ajoute : Si

cela était, nous serions tenus d'obéir à la fausseté, il suppose toujours comme démontré ce qui est en question, c'est-à-dire que nous sommes tenus d'obéir au Pape et à ses décrets. Or nous y sommes si peu tenus, qu'Innocent IV et quelques autres Souverains-Pontifes déclarent formellement que cette obéissance ne leur est nullement due d'une manière absolue. Avant que la Cour de Rome ait été livrée à la corruption des flatteurs et des Jésuites, on y était si bien persuadé de cette maxime que les Bulles pontificales renfermaient ordinairement une clause analogue à celles-ci : « *Si ita est ; si preces veritate nitantur.* » De sorte que c'était la vérité qui donnait de la force aux Bulles, et non les Bulles qui constituaient la vérité.

Outre ces formules les Papes avaient souvent soin de prévenir qu'on ne devait pas exécuter leurs décrets, si l'on y trouvait quelques points contraires à la saine doctrine. On a même fait une loi ecclésiastique, insérée dans le droit canon, d'une de ces lettres d'Alexandre III, qui permet de suspendre l'exécution des Bulles et Décrets des Papes, quand il y a lieu de croire qu'ils ont été trompés. « Si quelquefois, écrit-il à l'archevêque de Ravenne, nous envoyons à votre Fraternité des décrets qui choquent vos sentiments, ne vous en inquiétez pas... Vous nous manderez la raison que vous croyez avoir de ne pas les exécuter ; car nous trouverons bon que vous n'exécutiez pas un décret que l'on nous aurait arraché par ruse et par surprise. »

Voilà le langage du bon sens et de la raison. C'est ainsi qu'ont pensé les plus illustres et les plus saints pontifes, entre autres saint Grégoire. « Pourquoi, s'é-

crie-t-il, vous étonnez-vous que nous soyons trompés, nous qui sommes des hommes? N'avez-vous pas vu que David, ce roi qui avait l'esprit de prophétie, ayant ajouté foi aux impostures de Siba, rendit un jugement injuste contre le fils de Jonathas? La foule des *affaires nous accable*, et notre esprit étant partagé en tant de soins, s'applique nécessairement moins à chaque affaire en particulier, et, par suite, est plus facilement induit en erreur (1). »

Le pape Jean VIII écrivait également aux évêques en ces termes : « Si quelqu'un d'entre vous a pensé autrement qu'il n'est porté dans ces décisions, qu'il demande sans contestation et sans dispute, mais dans un esprit d'union avec *nous tous*, que l'on confère de nouveau sur les points qu'il révoque en doute, afin que, par le secours de Dieu, il puisse *ou être instruit ou instruire ; aut doceri possit, aut doceat* (2). »

Silvestre II est peut-être encore plus formel dans une lettre à Seguin, archevêque de Sens : « Je le dis hardiment, s'écrie-t-il, si l'évêque, *même de Rome*, pèche contre vous, et qu'ayant été souvent averti il *n'obéit pas à l'Église*, il doit être, d'après le commandement de Dieu, considéré comme un païen et un publicain. »

Selon saint Bernard, le Siège apostolique a cela de recommandable qu'il ne se pique pas d'honneur et révoque volontiers ce qu'on lui a extorqué par surprise.

Ce n'est pas une chose étonnante, écrivait ce grand saint à Innocent II, ce n'est pas une chose nouvelle que

(1) Lib. I, sur Daniel.

(2) Epist. 180.

l'esprit de l'homme puisse tromper et être trompé. Des religieux sont venus vous trouver dans un esprit de mensonge et d'illusion; ils vous ont parlé contre un évêque *qu'ils haïssent et dont la vie a été exemplaire*. Ces personnes mordent comme des chiens et veulent faire passer le bien pour le mal. Cependant, très-Saint-Père, vous vous mettez en colère contre votre fils. Pourquoi avez-vous donné un sujet de joie à ses adversaires?... J'espère que quand vous aurez connu la vérité, tout ce qui a été *fondé sur un faux rapport sera détruit.* »

Dans son livre de la *Considération*, le même saint se fait adresser cette objection par le Pape.

« *Mais, me direz-vous : vous convenez que je suis au-dessus des autres, et vous me défendez toute domination ?*

— Oui, sans doute, répond saint Bernard, une ferme ne dépend-elle pas du fermier, et un jeune enfant n'est-il pas soumis à son précepteur ? Cependant ni le fermier n'est seigneur de la ferme, ni le précepteur de l'enfant qu'il conduit. Servez-vous de votre autorité pour pourvoir à tout, pour procurer le bien, pour le conserver; commandez comme un serviteur fidèle et prudent que son maître a établi sur tous ses serviteurs, pour leur distribuer, dans le temps, la nourriture, pour avoir soin d'eux et non pour les dominer avec hauteur. N'affectez donc point de dominer sur les hommes, vous qui n'êtes qu'un homme... »

C'est ainsi que parlent et ont toujours parlé les hommes vraiment apostoliques. Les écrits des plus savants théologiens du moyen âge sont pleins de ces énergiques protestations contre les actes de la Cour de Rome, qui révélaient déjà une tendance manifeste à

imposer à tous cette obéissance passive si hautement préconisée par les Jésuites, et si contraire à l'esprit du christianisme. Voici comment s'exprimait sur ce sujet le cardinal saint Pierre Damiens écrivant à Alexandre II :

« Il y a deux choses, dit-il, dont l'usage est devenu fréquent et qu'il faut *absolument réformer* ; 1° C'est qu'il n'y a presque point de pages dans les décrets de Rome qui ne finissent par un anathème; 2° qu'on ne permet pas aux fidèles de chaque Église, clercs ou laïques, de faire connaître les excès de leur prélat. Votre Sainteté, étant pleine de clémence et de charité, comme elle l'est, n'ignore pas combien le premier de ces usages est dangereux pour les fidèles, et qu'on creuse par là sous leurs pieds un gouffre infini où les âmes se précipitent en foule. Quiconque, dit-on, ne fera point ceci ou cela, quiconque méprisera ou violera en quelque point notre présente ordonnance, qu'il soit anathème !

« Qu'on fasse attention quelle occasion de chute on présente aux chrétiens, combien il leur est difficile de ne pas tomber dans la profondeur de l'abîme, avec quelle vitesse ils y descendent, et comment ils y sont déjà, et où ils ne peuvent trouver qu'une mort éternelle, avant même qu'ils s'aperçoivent qu'ils ont fait un faux pas. On leur tend un piège et ils s'y trouvent pris, tandis qu'ils croient encore marcher dans un chemin libre et aplani. Infidèle, fidèle, quel qu'il soit, transgresse un commandement porté par un décret de Rome, et sa faute est quelquefois petite et très-légère; aussitôt, comme s'il était devenu hérétique, comme s'il était coupable de tous les crimes, on le charge d'anathèmes !

« Ainsi, au lieu que la justice veut que celui qui pèche

plus grièvement soit puni plus rigoureusement; ici, au contraire, ceux qui ne commettent que des péchés légers et ceux qui en font d'énormes sont punis également et sans aucune différence; la peine de l'excommunication étant toujours celle qu'on leur fait subir.

« Dans les tribunaux les plus sévères, on prive le coupable, tantôt de sa liberté, tantôt de ses biens; souvent on ne le condamne qu'à une amende. Ici on le prive de Dieu même, qui est l'auteur, la source de tous les biens ! L'homme punit un autre homme qui transgresse son ordonnance d'une peine que le Dieu tout-puissant n'a pas imposée à ceux qui transgressent ses commandements. Quand Jésus-Christ dit : que celui qui aime son père et sa mère plus que moi, il n'ajoute pas aussitôt : qu'il soit maudit, qu'il soit anathème, mais il n'est pas digne de moi.

« Dans la loi même, quelque rigoureuse qu'elle fût, il était dit : Œil pour œil, dent pour dent, brûlure pour brûlure; mais on ne chassait pas de la synagogue, on ne soumettait pas à l'anathème pour chaque transgression. En effet, tous les péchés ne sont pas égaux, comme le prétendaient les Stoïciens, pour qu'on les doive punir d'une peine égale; mais il faut proportionner le châtiment à la faute. Aussi ne voit-on pas que saint Grégoire, ni les autres saints Papes qui ont occupé le saint Siège en aient usé ainsi dans leurs lettres apostoliques, et le mot anathème se trouve à peine dans leurs décrets, si ce n'est à la fin de quelques définitions de foi (1). »

Ce langage respire à la fois un profond sentiment de

(1) Epist. 152.

la dignité humaine, et une connaissance éclairée du véritable esprit du christianisme. Il fait sentir que le caractère essentiel de l'Église réside dans la persuasion, et non dans la contrainte ; que l'exécution des jugements du Pape dépend de leur équité, et la force de ses commandements de leur avantage pour les fidèles.

Geoffroi, abbé de Vendôme, qui était aussi cardinal de la sainte Église romaine, repoussait avec la même énergie cette domination des Papes et toutes les autres prétentions ultramontaines. « Quelques-uns, dit-il, soutiennent que tout est permis au Souverain-Pontife. *Penser ainsi, c'est être en délire ! (Quicumque sic sapit desipit !)* (1) Car ce qui n'a jamais été permis à Pierre ne peut jamais l'être à l'Église romaine après Pierre. Jésus-Christ a donné à Pierre le pouvoir de lier ce qui doit être lié ou de délier ce qui doit être délié, mais non celui de lier ce qu'il faut délier, ou de délier ce qu'il faut lier. Aussi, lorsque Pierre agit contre la règle à Antioche, Paul, qui était plus jeune dans l'apostolat, ne craignit pas de lui résister en face, et Pierre se corrigea aussitôt. Il sentit qu'il devait user du pouvoir qui lui avait été confié, non pas suivant sa volonté, mais conformément à la tradition du Christ. »

C'est cette sainte liberté qui fait, selon le cardinal Geoffroi, la vie et la force de l'Église ; si elle en est privée, elle reste languissante et sans vie. C'est à un Pape, à Pascal II, qu'il s'adresse ainsi : « On peut tolérer le Pontife s'il est de mauvaises mœurs ; mais s'il s'écarte de la Foi, il n'est plus pontife, c'est un ennemi ;

(1) Goff. Opusc. II.

et dans ce cas le moindre des fidèles est en droit de s'élever contre lui et de lui dire anathème, fût-ce un pécheur public, fût-ce une personne infâme. »

« Si le Pape est averti par quelques-uns de ses inférieurs de corriger ce qu'il a fait excédant les bornes de la Justice, il doit recevoir cet avis comme saint Pierre reçut celui de saint Paul. » Ces dernières paroles de Geoffroi sont adressées au cardinal de Léon (1).

« Il n'y a personne, répète-t-il ailleurs, qui ne doive et ne puisse s'opposer ouvertement à cet abus (il s'agit des investitures) ; car, s'il n'a point l'autorité d'un prélat, il a du moins la voix d'un chrétien, *nam si Prælati non habet auctoritatem, habet tamen christiani vocem*. Et l'Écriture dit, sans excepter personne : maudit celui qui retient son épée... c'est-à-dire sa langue, et l'empêche de reprendre l'erreur. Qu'on se souvienne encore de ce qui est rapporté dans les Saints Livres, qu'une ânesse a autrefois adressé des réprimandes à un prophète insensé ! »

Dans un autre écrit adressé au Pape Calixte, le cardinal Geoffroi donne à ce pontife d'excellentes règles sur les dispenses, et il termine par cette réflexion : « Celui qui dispense autrement n'est pas un vicaire de Jésus-Christ ; mais un aveugle qui conduit d'autres aveugles. *Dux est cæcorum, ipse cæcus !* »

Tous les ouvrages des écrivains ecclésiastiques de cette époque et des siècles précédents, comme des suivants, sont remplis de textes semblables. Il n'y a qu'à ouvrir Ives de Chartres, Pierre de Blois, saint Thomas de Cantorbéry, Robert de Lincoln, Guillaume de Pa-

(1) Voyez Opusc. II, p. 60.

ris, Guillaume Durand, et une foule d'autres, dont on peut voir des extraits dans Fleury, dans les Hexaples et ailleurs (1).

La même doctrine se retrouve à presque toutes les pages de l'histoire de l'Église gallicane, où l'on voit aux diverses époques, les rois et les parlements, le clergé et les théologiens, résister en face à la Cour de Rome. Un des plus beaux exemples de cette noble et calme résistance, c'est incontestablement celui de saint Louis. Il est trop connu pour que nous le rapportions ici. Nous préférons rappeler celui de Philippe de Valois, dans la fameuse querelle soulevée par l'hérésie du Pape Jean XXII, sur la *Vision béatifique*, et à laquelle Adrien VI fait allusion dans le texte cité plus haut.

Voici un court résumé des différentes phases de ce débat, où le Pape finit par avouer son erreur.

Vers l'année 1331, Jean XXII soutint publiquement que les âmes des saints ne jouiront de la vue de Dieu qu'après le jugement dernier. Cette hérésie alarma vivement le clergé de France, lorsqu'il l'entendit débiter pour la première fois dans un discours public, prononcé par Gérard Eude, homme de confiance et Internonce du Pape à Paris. On crut que le saint Père avait donné mission à Eude de répandre cette nouvelle doctrine dans le royaume. Cette supposition devint bientôt une certitude. Philippe VI ayant menacé des peines les plus sévères ceux qui propageraient cette erreur, le pape Jean lui écrivit pour exhorter sa Majesté à laisser à chacun la liberté de discuter cette opinion. Le roi ne tint aucun compte de cette lettre du Pape, assembla les

(1) Voyez aussi notre chap. I^{er} et notre conclusion.

docteurs de l'école de Paris et leur soumit la question. Tous condamnèrent la nouvelle doctrine comme hérétique, et un exemplaire de la censure fut adressé au Pape lui-même, avec une lettre de Philippe, dans laquelle il « ordonne au Saint-Père d'approuver et de faire approuver par les juristes romains, *qui ne savent que peu ou point de théologie*, la décision des théologiens français, qui savent mieux que ceux de Rome ce qui doit être tenu et cru dans la foi, et de corriger ceux qui enseigneraient le contraire. *Mandans... quatenus sententiam magistrorum de Parisiis, qui melius sciunt quid debet teneri et credi in fide, quam juristæ clerici (Romani) qui parùm aut nihil sciunt de theologiâ, approbaret, et quòd sustinentes in contrarium corrigeret* (1). »

En parlant ainsi des théologiens de Rome le roi censurait indirectement l'arrogante présomption du Pape Jean, qui lui avait écrit peu de temps auparavant : « Comme on vous a peut-être rapporté, mon très-cher fils, que nous ne sommes pas maître en théologie,

(1) Contin. Nang. ap. Duch. t. V. — Raynald, ann. 1333, n° 44, 45 et 46. Le roi ajoutait, selon le témoignage du cardinal Pierre d'Ailly, « qu'il ferait *ardre* (brûler) le Pape s'il ne se rétractait. » C'est un peu violent.

Jean XXII eut à décider une autre question, qui fit beaucoup de bruit à cette époque et qui ressemblait à la dispute des Lilliputiens sur la manière d'ouvrir un œuf. Il s'agissait de savoir si les cordeliers devaient porter un habit *blanc, noir ou gris, court ou long, de drap ou de serge* ; si le *capuchon* devait être *pointu ou rond, large ou étroit* ; et enfin, s'ils *pouvaient posséder quelque chose*. On alla même jusqu'à demander si *leur potage leur appartenait, lorsqu'ils le mangeaient*. Les uns soutenaient l'affirmative, les autres la négative. Jean XXII s'occupa sérieusement de la solution de ces graves impertinences, et se brouilla par suite avec les Cordeliers qui, voyant qu'il n'était pas de leur avis, le traitèrent d'hérétique.

écoutez ce que dit un sage : il ne faut pas tenir compte de celui qui parle, mais de ce qu'il dit. » Peu après, le même Pontife ajoute qu'il n'a pas dit un mot de lui-même, de sa tête, *de capite nostro* ; mais que c'est le Christ, les Apôtres, les saints Pères et les docteurs de l'Église qui ont parlé par sa bouche.

Ce qui donne un nouveau poids à ce fait, c'est que le pape Benoît XII reconnut et proclama plus tard l'orthodoxie de l'opinion soutenue par les docteurs de Paris, et donna ainsi raison au roi de France contre le Souverain-Pontife (1).

Jean XXII lui-même avait reconnu son erreur avant de mourir. A ce moment terrible, il n'osait plus se proclamer le *seul sage*. Voici quelques passages de cette curieuse rétractation : « Si dans nos entretiens, décrets, instructions, et dans toute autre rencontre, nous avons prêché, dit ou écrit quelque chose touchant cette matière (la vision béatifique) ou d'autres qui concernent la foi catholique, la sainte Écriture ou les bonnes mœurs, nous approuvons, ce qui sera conforme à la foi catholique, aux *décisions de l'Église*... et nous tenons et voulons qu'on tienne tout ce qui y sera contraire pour non dit, prêché et écrit. Nous le révoquons expressément, soumettant à la décision de l'Église et de nos successeurs tout ce que nous avons dit, prêché ou écrit, tant sur la Vision béatifique que sur toute autre matière... »

Un Pape, dit Bossuet, qui fait une pareille déclaration à l'article de la mort, croit-il en vérité avoir été infaillible ? N'est-il pas de l'évidence la plus palpable qu'en soumettant ainsi au jugement de l'Église tout ce

(1) Voyez la Constitution *Benedictus Deus* (1336).

qu'il a dit, prêché ou écrit, dans les matières de foi comme dans toutes les autres, il reconnaît le pouvoir qu'a l'Église de revoir, d'examiner et de juger en dernier ressort tous ses actes et toutes ses paroles, si elle le juge nécessaire ?

Le Pape Grégoire XI a fait aussi à l'article de la mort une déclaration semblable et presque identique. Il serait trop long de transcrire ici tous les témoignages des autres Pontifes romains qui ont semblé protester à l'envi, même au milieu des siècles de barbarie et d'ignorance, contre les vaines prétentions des flatteurs de la Cour romaine. Le célèbre Launoy en compte *jusqu'à soixante* qui peuvent être rangés parmi les adversaires de l'infailibilité. Les autres sont restés neutres ou ne se sont pas occupés de cette question, aussi inconnue dans les premiers siècles de l'Église que le mot lui-même.

Évidemment, les textes cités par les Ultramontains, et empruntés surtout aux Papes saint Léon, Gélase, Pélage II, Adrien I^{er}, Agathon, Pascal II, Innocent III et quelques autres, ne détruisent nullement l'autorité des Pontifes qui ont soutenu la thèse opposée. Cette seule divergence d'opinion entre des docteurs, qui doivent tous être infailibles, pourrait logiquement être un argument irréfutable contre l'infailibilité. De plus les passages allégués par les Jésuites sont également revendiqués par les Gallicans, qui les expliquent fort bien en leur faveur.

Il en est de même de presque tous les autres textes de l'Écriture et des Pères, d'où l'on ne peut faire sortir l'infailibilité qu'en les prenant dans un sens différent de celui qu'ils ont réellement dans le livre, d'après ce qui précède ou ce qui suit. Le plus fameux

et le plus rabattu des passages extraits des saints Pères est assurément celui qu'on emprunte à saint Augustin, et que les Ultramontains formulent ordinairement ainsi : *Rome a parlé, la cause est finie*. D'où ils concluent que selon le grand évêque d'Hippone, le jugement du Pape suffit pour terminer tous les débats sur une question de foi et décider un point dogmatique. D'abord ce ne sont pas là les expressions textuelles de saint Augustin, qui n'a dit nulle part, à notre connaissance, *Rome a parlé, Roma locuta est*. Nous ne trouvons pas non plus ces mots dans les citations de Bossuet, qui rapporte le véritable texte ainsi : *Jam enim de hac causâ duo concilia missa sunt ad sedem apostolicam : inde etiam rescripta venerunt ; causa finita est*. (1) C'est-à-dire « déjà touchant cette cause (2) deux conciles (3) ont été envoyés au Siège apostolique, et les rescrits en sont revenus, la cause est finie. »

Rien, dit Bossuet, de plus conforme à la discipline ecclésiastique; ce qu'il prouve par de nombreuses citations, qui ne nous paraissent pas nécessaires pour élucider le vrai sens du texte, dans lequel saint Augustin ne fait pas la plus petite allusion à l'infailibilité personnelle du Pape, ni même à celle de l'Église romaine. Il suffit pour s'en convaincre de réfléchir aux circonstances qu'il relate dans ce passage. Pélage et Céleste ayant été condamnés par les deux conciles de Carthage et de Milève, ne se soumirent pas, sous prétexte que le clergé de Rome était de leur avis ; et pour le prouver, ils invoquèrent son assentiment par écrit en leur faveur. Pen-

(1) Serm. 131 prêché en 417.

(2) Le Pélagianisme.

(3) Conciles de Carthage et de Milève.

dant ce temps la condamnation du pélagianisme resta à peu près lettre morte en Afrique. Les Pères des deux conciles qui l'avaient anathématisé, n'avaient pas besoin sans doute du jugement du Pape, puisque dans d'autres circonstances ils ne l'ont pas accepté et ont condamné les appels à Rome. Mais, dans cette affaire, ils voulurent bien attendre la décision pontificale pour enlever toute échappatoire à Pelage et à Céleste, et aussi pour pouvoir appuyer leur condamnation sur le *consentement universel de l'Eglise*, qui est aux yeux de saint Augustin l'unique boulevard contre l'erreur. (1)

Qu'y a-t-il, dans de telles conditions, de plus naturel que le cri spontané arraché au triomphe de la vérité : *la cause est finie !* Ses adversaires sont condamnés par le tribunal auquel ils en ont appelé, par ceux-là mêmes qu'ils ont pris pour arbitres, et, pour ainsi dire, par leurs propres armes.

Le grand docteur se sert encore une autre fois de ces mots : *causa finita est*. C'est dans son III^e livre contre Julien, à l'époque où dix-huit évêques pélagiens demandaient un concile général, quatre ans après leur condamnation, c'est-à-dire en 421. Saint Augustin, qui savait qu'à ce moment les condamnations précédentes avaient été souscrites, non seulement à Rome, mais dans le reste du monde catholique, en prend occasion pour presser ces hérétiques plus vivement qu'il ne l'avait fait en 417. Il ne parle plus ici du Pape, ni de conciles particuliers, mais de *l'universalité et l'unanimité des évêques*. « En quelque lieu, dit-il aux Péla-

(1) *Universæ Ecclesiæ concordissima auctoritas*. (Aug.^{II}, de Bapt., c. 4, n^o 5.) *Ugiversum partibus semper jure optimo preponitur*. (Id. *ibid.*, c. 9, n^o 14.)

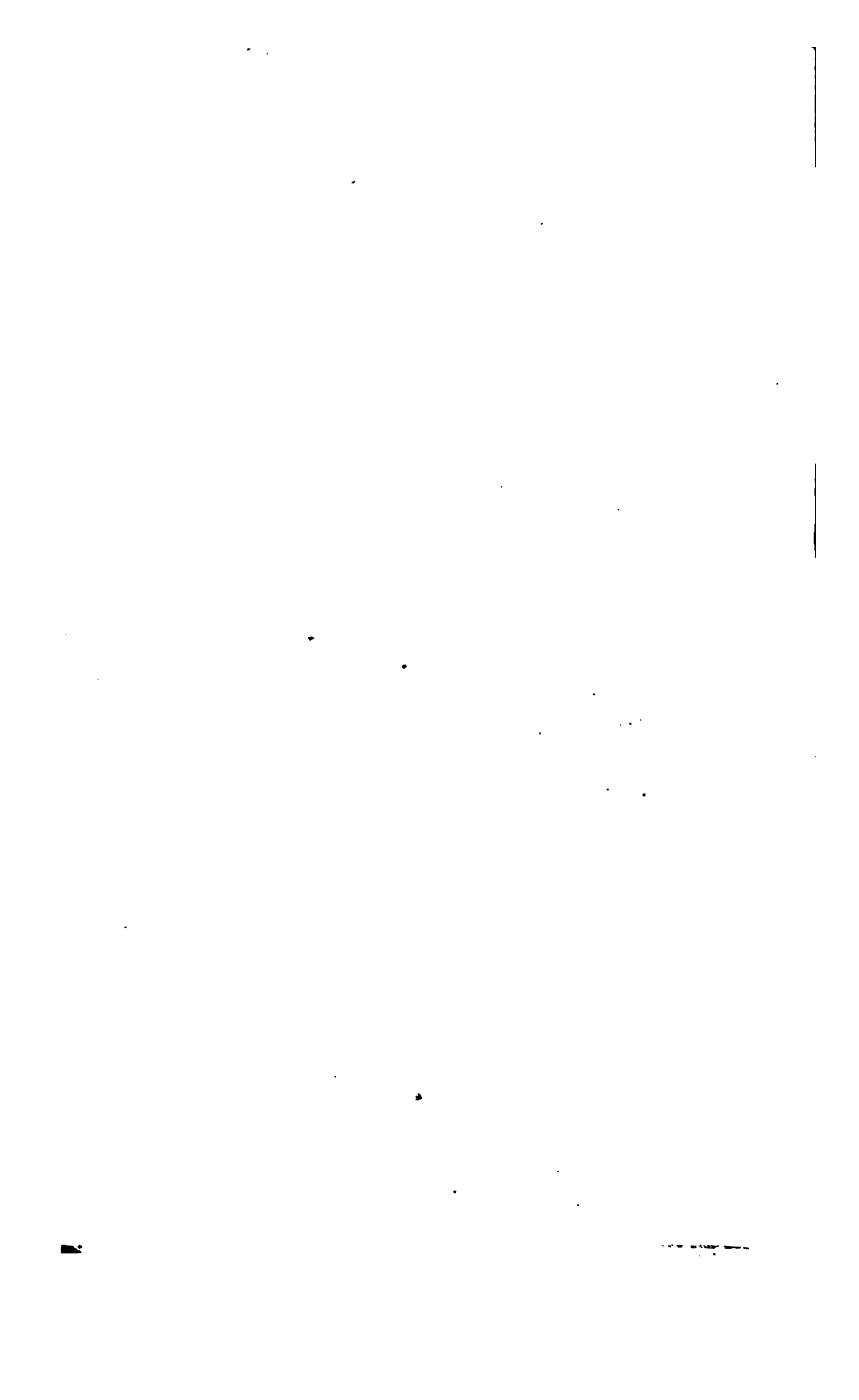
giens, que vous ayez apparu, la milice du Christ partout répandue, combat contre vous... Votre *cause est maintenant finie* par la décision *compétente de l'universalité des évêques*, et nous n'avons autre chose à faire qu'à exécuter en paix leur sentence sur cette question. »

Nous ne devinons pas, en vérité, comment les Ultramontains peuvent interpréter de pareilles paroles en leur faveur. Pour arriver à cette interprétation, il faut faire abstraction, non-seulement des circonstances au milieu desquelles le grand docteur les prononça ; mais encore de toute l'histoire de l'hérésie pélagienne, des opinions de plusieurs Papes sur ses tendances, ses conséquences et sa proscription. Sans parler des hésitations, des tergiversations de Zosime, est-ce que Célestin I^{er}, dans sa lettre aux évêques des Gaules, sur les erreurs des semi-Pélagiens, a recours aux décisions de ses prédécesseurs, à leur infaillibilité, ou à la sienne propre, pour extirper cette nouvelle forme de l'hérésie ? Pas le moins du monde. Ce modeste et pieux Pontife se plaint de ce que ces hérétiques ne cèdent pas devant l'argumentation des docteurs catholiques qu'il appelle *ses mattres*, il les blâme de réclamer les décisions du Saint-Siège, et ce n'est, pour ainsi dire, qu'à regret qu'il se résigne à se placer sur leur terrain, comme l'avait fait saint Augustin, et à rechercher, pour les convaincre, les décisions des Pontifes romains contre eux.

Il place ensuite sur la même ligne les décrets des conciles d'Afrique, et conclut ainsi : « Afin donc d'instruire plus complètement ceux qui demeurent dans l'incertitude, nous exposons *les Constitutions des saints Pères* (et non des Papes) dans un tableau synoptique, où quiconque ne sera pas trop opiniâtre reconnaîtra

que la conclusion de toutes ces discussions, se déduit naturellement de ce court exposé *des autorités indiquées*, et qu'il ne lui reste plus aucun motif de contradiction.» Est-ce clair? N'est-ce pas exactement le même procédé que celui de saint Augustin ?

Pour suivre les Ultramontains sur tous les points qu'ils invoquent en faveur de leur thèse, il nous reste à examiner les textes de la Sainte-Écriture, qu'ils interprètent comme ceux des conciles et des Pères, en les défigurant, en les expliquant d'une manière probabiliste, et même quelquefois en les tronquant. C'est ce que nous allons prouver en exposant la doctrine des Jésuites sur le pouvoir absolu du Pape, qu'ils rattachent indirectement au dogme de l'infaillibilité.



Si saint Pierre a paru faillible,
Et par saint Paul répréhensible,
C'est qu'il n'était pas souverain
Et prince de l'État romain ;
Mais depuis que les rois de France
Au Pape ont donné la puissance
Et la royale autorité,
Ils ont l'infailibilité.

(II^e Mandement de l'évêque de Bethléem.)



CHAPITRE VIII.

Application du Probabilisme à la démonstration de l'autorité absolue du Pape sur les rois et les empires.

Il s'est rencontré, dit Bossuet, des hommes assez déraisonnables pour soutenir que le Pape, en qualité de vicaire de Jésus-Christ, est de droit divin Roi des Rois et maître souverain de toute la terre. Dès que la dignité papale a été établie, tous les royaumes et toutes les monarchies se sont trouvés assujettis à ce nouveau pouvoir. D'après ces utopistes, les rois tiennent du Pape ce qu'ils possèdent d'autorité. Ces nouveaux docteurs remettent le glaive temporel, aussi bien que le glaive spirituel, entre les mains du Souverain-Pontife, qui peut se servir également de l'un ou de l'autre pour détrôner les princes infidèles ou hérétiques, et même les rois catholiques, dont l'administration ne serait pas en harmonie avec les desseins des Ultramontains.

Il est vrai que les plus intelligents, ou si on aime mieux

les moins déraisonnables des Probabilistes, n'ont pu s'empêcher de reconnaître l'absurdité d'une telle prétention, et ils se sont appliqués à réfuter ce qu'ils nomment *puissance directe*. Mais, qu'ils le sachent ou non, c'est là une véritable escobarderie de leur part, puisque en définitive ils attribuent au Souverain-Pontife une puissance égale, sous le nom de *pouvoir indirect*. Que peuvent faire les mots dans une pareille discussion? Eblouir les esprits superficiels; mais pour ceux qui veulent aller au fond des choses, les conséquences sont les mêmes.

En effet, voyez où tendent ces partisans de la *puissance indirecte*. Ils établissent d'abord comme principe fondamental, base de tout leur système, que les choses temporelles doivent être subordonnées aux spirituelles, et qu'elles doivent y être rapportées comme à leur fin. De plus ils supposent, toujours comme un axiome indubitable, que les deux puissances étant subordonnées entre elles, comme le corps à l'esprit, la fin temporelle doit l'être à la spirituelle, de manière que le Pape ait toute l'autorité nécessaire pour se procurer les moyens d'arriver à la fin spirituelle et écarter tout ce qui pourrait y mettre obstacle.

Qui ne comprend qu'ici il n'y a que les mots de changés, et que les Probabilistes font un circuit, un détour, en partant de ce qu'ils appellent pouvoir *oblique* ou *indirect*; mais en définitive, c'est pour arriver au même but que ceux qui proclament immédiatement le pouvoir direct et absolu du Pape. Du moment qu'on donne au Souverain-Pontife la puissance nécessaire pour se procurer les moyens de parvenir à la fin spirituelle, et de lever tous les obstacles qui

pourraient l'en empêcher, on lui soumet *ipso facto* toutes les puissances séculières au temporel, comme au spirituel.

Car, quel est le prince qui oserait se flatter de ne jamais mettre obstacle à la fin spirituelle vers laquelle le Pape doit diriger toute la république chrétienne ? Dans l'hypothèse d'une complète harmonie entre les vues et les intentions du prince temporel et celles du Pape, il est évident que c'est le Pape qui dirige en maître absolu. Dans le cas contraire, la négligence ou les fautes des rois lui donnant le droit de les punir, de les réprimer et même de les déposer, cette intervention lui rend tous les avantages du pouvoir direct.

D'après cela il nous paraît assez difficile d'expliquer pourquoi Bellarmin, dans son traité contre Barclay, au lieu d'aborder franchement la question, louvoie et fait plusieurs circuits, par lesquels il arrive à des résultats analogues à ceux qui proclament directement l'autorité absolue du Pape. Après avoir observé qu'il n'est pas permis à des ecclésiastiques d'attenter à la vie des rois, il ajouta : « Et ce n'est pas de cette façon que les Souverains-Pontifes ont coutume de s'y prendre, pour réprimer les attentats des princes. Leur usage est d'employer d'abord à leur égard la correction paternelle, ensuite de les priver de la participation aux sacrements, puis de délier leurs sujets du serment de fidélité, et enfin de les dépouiller eux-mêmes de toute dignité, de toute autorité royale, si le cas l'exige ». Voilà une belle condition, si le cas l'exige ! Au moins si en ces matières, le Pape était infaillible, on pourrait se rassurer un peu sur le sort des princes : ils ne seraient déposés que justement. Mais quelle garantie avons-nous

ici ? aucune. L'histoire n'est-elle pas remplie de dépositions arbitraires et injustes ?

En vain, dans un autre traité (1), Bellarmin nous dit-il « que la puissance spirituelle ne se mêle pas des choses temporelles, mais qu'elle les laisse aller tout comme elles allaient avant qu'elles fussent unies, c'est-à-dire avant le christianisme, » puisqu'il ajoute aussitôt : « *Pourvu qu'elles ne soient pas un obstacle à la fin spirituelle.* Car, s'il arrivait quelque chose de semblable, la puissance spirituelle *peut et doit* réprimer la temporelle par tous les moyens et les expédients qu'elle jugera nécessaire... Elle peut changer les royaumes, les ôter à l'un pour les donner à l'autre, comme souverain spirituel, si cela est nécessaire pour le salut des âmes. » Voilà encore une fois le pouvoir *oblique* qui se redresse avec une énergie qui le rend tout à fait analogue à la puissance directe. Mais ce n'est pas tout. « Il n'est pas permis à des chrétiens de tolérer un roi hérétique ou infidèle, si ce roi tâche d'entraîner ses sujets dans l'hérésie ou l'infidélité ; mais c'est au Souverain-Pontife, qui est chargé du soin de la religion, de juger si le roi entraîne ou non dans l'hérésie. C'est donc au Souverain-Pontife à juger si le roi doit être déposé ou non. Si les chrétiens n'ont pas autrefois déposé Néron, Dioclétien, Julien l'Apostat, Valens, protecteur des Ariens, c'est qu'ils n'étaient pas assez puissants. »

Qui croira une pareille assertion, sur la parole d'un probabiliste ? Quoi donc, les premiers chrétiens agissaient d'une manière et pensaient de l'autre ? Leur fidélité à toute épreuve, leur patience, leur constance

(1) Disputationes de controvers., etc., p. 1090 et suiv.

DÉVOILÉ.

tant vantées et si justement célèbres, n'étaient que des vertus de parade, une vaine ostentation, l'effet de l'impuissance, et non d'une sainte et chrétienne soumission? C'est là rabaisser singulièrement le mérite des premiers disciples du Christ.

Bellarmin dit encore que « si le prince refuse d'établir une loi *purement civile*, mais nécessaire au salut des âmes, le Pape peut l'établir de sa propre autorité, et de même abroger, *malgré le prince*, une loi nuisible au salut. » D'autres Ultramontains prétendent aussi que la *puissance indirecte* du Pape s'étend à connaître juridiquement de tout crime public, de quelque nature qu'il soit, et que s'il arrive qu'un prince refuse d'obéir au Pape, il sera déposé sur-le-champ pour crime de désobéissance, qui est l'équivalent de l'idolâtrie.

Grégoire de Valentia soutient même que le Pape peut priver les particuliers des biens qu'ils possèdent ; d'autres ajoutent qu'il peut imposer des impôts, des décimes, toujours indirectement et pour la fin spirituelle ou l'utilité de l'Église. Encore une fois, pourquoi ne pas lui donner toute cette autorité directement? Ceux qui agissent ainsi nous paraissent mille fois plus logiques, plus sincères et plus francs.

Antoine Santarel est du nombre de ces derniers dans son *Traité de l'hérésie, du schisme et de l'apostasie* (1). Il s'appuie sur ces paroles de l'Évangile, adressées à saint Pierre : *Paissez mes brebis* (2). « Or, dit-il, le pasteur a

(1) Voyez édit. de Rome, 1625, p. 296 et suiv.

(2) Voici un autre commentaire de ce texte par Alph. Salmeron, un des premiers compagnons de saint Ignace. « En ordonnant au Pape de *pâître ses brebis*, Jésus-Christ lui a donné le pouvoir d'écarter les loups et de les tuer, s'ils attaquent les brebis. Bien plus,

droit d'imposer à ses ouailles la peine dont la droite raison lui dit qu'elles doivent être punies. Si donc la prudence et la droite raison demandent que les princes désobéissants et incorrigibles soient punis de peines temporelles et privés de leurs royaumes, le Souverain Pasteur de l'Église peut leur imposer ces peines... Telle a toujours été la coutume de l'Église, non-seulement pour crime d'hérésie, mais pour toute autre cause, par exemple, pour leurs péchés, leur négligence, leur incapacité. »

Comme il n'y a point de princes impeccables, on ne devine guère de moyen d'échapper à une déposition avec de pareils principes. Certes, Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, avait bien raison d'accuser les Jésuites d'avoir donné un sens tout à fait nouveau à ces paroles sur lesquelles s'appuient Santarel, Bellarmin et quelques autres casuistes : *Paissez mes brebis*, qui, dans l'interprétation des Probabilistes, signifient : *Détruisez, proscrivez et dépouillez les rois chrétiens*.

Les Jésuites furent piqués de cette sanglante ironie du roi Jacques, et ils chargèrent Suarez de le réfuter. Voici un passage de cette réfutation, bien plus digne d'Escobar que de Suarez : « Nous n'alléguons point ces passages, dit-il, pour prouver *immédiatement et directement* la primauté du Pape dans l'ordre civil et temporel. Que le roi d'Angleterre ne prétende donc pas que nous expliquons ces paroles : *Paissez mes brebis*, comme signifiant : *Détruisez, proscrivez,*

« le bélier, chef du troupeau, se trouvant infecté, gâte par la contagion les autres brebis, et les frappe de ses cornes, il est permis au Pasteur de le déposer de la principauté qu'il a sur le troupeau. » (Sur les Épîtres de saint Paul, disput. 12, page 253.)

déposséder les princes chrétiens, ce qu'aucun catholique n'a dit; mais s'il veut écouter le témoignage sincère que nous avons à rendre de ce qu'il y a de vrai dans nos sentiments, nous disons qu'entre beaucoup d'autres choses qui se trouvent dans ces mots et dans l'étendue du pouvoir qu'ils attribuent, est aussi compris ceci : Détruisez, proscrivez, dépossédez les rois hérétiques qui ne veulent pas se corriger et qui sont dangereux pour leurs sujets en matières relatives à la foi (1). »

Évidemment ce n'est pas là une réfutation, mais un avou, puisque le grand Suarez, tout en reconnaissant que ce texte a beaucoup d'autres sens, maintient l'étrange et absurde interprétation de Bellarmin, Santarel et de tous les Jésuites, comme il le dit formellement : « Bellarmin et nous tous qui, dans cette cause, ne sommes tous qu'un. »

Du reste les Probabilistes ont une méthode courte et facile pour se débarrasser de tous les textes les plus formels de l'Écriture. C'est la belle distinction que voici : les préceptes du Christ et des apôtres sur cette matière ne regardaient, selon eux, que les premiers chrétiens; ils ne peuvent plus convenir à l'Église, aujourd'hui qu'elle est dans toute la force et toute la vigueur de l'âge. Dans cette hypothèse, on travestit ainsi la parole du Sauveur : *Je vous envoie comme des brebis au milieu des loups*. Cela signifie : Fuyez les persécutions des princes temporels, jusqu'à ce que l'Église soit assez vigoureuse pour leur résister. En attendant, n'opposez à leurs ordres que la patience et l'abnégation. Mais quand

(1) *Defensio fidei*, etc., p. 311. Ce livre fut condamné à être brûlé, à Paris, par la main du bourreau. (Arrêt du 26 juin 1614.)

vous serez plus puissants qu'eux, vous secouerez ce joug odieux et tyrannique. De tendres agneaux et de douces colombes vous vous métamorphoserez *en lions rugissants*, et vous vous élèverez avec intrépidité contre tous les Souverains de la terre, sur laquelle *toute puissance m'a été donnée, aussi bien qu'au ciel* (1).

Voilà comment, en faussant le vrai sens des divines paroles et en cousant ensemble plusieurs textes détachés on prétend établir une utopie anti-chrétienne. On distingue le fait et le droit, dans la soumission et l'obéissance des apôtres et des premiers chrétiens aux empereurs païens. Ne pouvant nier les témoignages les plus authentiques de l'histoire, Santarel veut bien reconnaître que saint Pierre, saint Paul et tous les martyrs se sont soumis de fait aux princes séculiers, mais ils soutient qu'ils avaient le droit de ne pas se conduire ainsi, puisque « aussitôt que la dignité Pontificale a été établie, tous les Souverains du monde sont devenus sujets de cette suprême puissance ».

Ces subtiles docteurs ne s'aperçoivent pas sans doute qu'en dogmatisant ainsi, ils détruisent la vertu par la base. Puisque c'est l'intention qui fait le mérite ou

(1) « Ce serait là, dit un ancien auteur, dans son style gaulois et expressif, ce serait là faire de notre religion chrestienne une religion de *pipeurs*, une religion de *renards*, qui au commencement vinassent dire : *Notre règne n'est pas de ce monde, nous obéissons tous aux rois et aux gouverneurs*. Et puis quand ils seraient au-dessus du vent, et qu'ils auraient *enjambé* l'autorité, ils tiendraient un langage tout contraire... Voilà, à la vérité, la vraie doctrine Jésuite ; voilà leurs ruses... mais c'est toute autre chose de la Religion chrestienne, laquelle parle toujours franchement, véritablement, sans déguisement, sans fard ni feintise... » (*Voyez le franc et véritable discours au roi Henri IV sur le rétablissement des Jésuites.*)

le démerite de nos actions, il est évident que l'obéissance aux puissances supérieures n'est plus méritoire du moment qu'on ne s'y soumet que parce qu'on ne peut faire autrement. Ce n'est point obéir par un devoir de conscience et en vue de plaire à Dieu, que de se courber momentanément sous la verge, en attendant qu'on ait assez de force pour se relever, et prendre l'offensive contre ceux qui nous commandent.

Les paroles les plus claires et les plus catégoriques de l'Évangile n'échappent pas à ces fausses interprétations des Probabilistes. Ils ont même plus d'une recette pour éluder la phrase si connue : *mon royaume n'est pas de ce monde; mon royaume n'est pas maintenant d'ici*. On avait cru, jusqu'à l'apparition des nouveaux interprètes, que Jésus-Christ n'avait d'autre but, en parlant ainsi, que de rassurer Pilate et de lui faire comprendre que César et tous les princes terrestres n'avaient rien à craindre des dogmes qu'il venait proclamer pour fonder le royaume céleste (1). Les Jésuites et les Ultramontains contestent cette interprétation de plusieurs manières.

D'abord, pour faire cadrer ces termes avec leur doctrine sur l'obéissance momentanée et provisoire des premiers chrétiens aux empereurs païens, quelques-uns chicanent sur un mot du texte de l'Évangile, l'adverbe *nunc*, *maintenant*, et affirment que Jésus-Christ en disant : *mon royaume n'est pas maintenant de ce monde*, entendait et voulait qu'on entendît qu'il

(1) C'est l'interprétation de tous les Pères, et, entre autres, de saint Augustin. « Écoutez, dit-il, écoutez, juifs et gentils, écoutez, « rois de la terre : je n'empêche point votre domination en ce « monde..... » (Tract., 115.)

en serait plus tard. Ils distinguent ensuite deux sens dans ces mots de *ce monde et d'ici*. Le Christ, disent-ils, parlait du monde d'iniquité qui l'environnait, du monde païen, mais non du monde nouveau, du monde chrétien qu'il venait créer par sa doctrine et son divin exemple. Or, en ce dernier sens, il est rigoureusement vrai de dire que le royaume de Jésus-Christ est actuellement de ce monde, quoiqu'il n'en fût pas encore au moment où le Sauveur prononçait ces paroles.

Cette interprétation n'est plausible et vraie que dans le sens du royaume spirituel ; elle est forcée et radicalement fausse, si on veut l'appliquer à l'ordre temporel, et par une suite de déductions plus ou moins logiques, arriver à dire que le Pape est le monarque absolu dans le Christianisme. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter les yeux sur la suite du texte sacré : « Pilate dit à Jésus : Vous êtes donc roi ? — Jésus lui répondit : Vous le dites ; je suis roi. C'est pour cela que je suis né et que je suis venu dans le monde, afin de rendre témoignage à la vérité ! Qui-conque suit la vérité écoute ma voix ». Que signifie cette royauté, sinon une royauté intellectuelle et toute spirituelle ? Jésus-Christ est le roi spirituel des âmes par la vérité qu'il a infusée en nous, comme s'exprime l'apôtre.

C'est bien ainsi que Pilate comprit, car il répond aux princes des prêtres et à la foule *qu'il ne trouve rien de criminel en cet homme*. Or, les Juifs l'accusaient de se proclamer roi temporel ; c'était là son crime à leurs yeux et à ceux du préfet romain ; et Pilate n'aurait pas hésité dans ce cas à condamner le Sauveur. Puisqu'il ne le condamna pas, qu'il ne lui adressa

aucune observation à ce sujet, qu'il se contenta de lui demander *ce que c'était que la vérité*, il est évident qu'il n'interpréta point les réponses du Christ comme les Ultramontains; mais qu'il resta au contraire convaincu que César et les autres rois temporels n'avaient rien à craindre des maximes sur lesquelles il devait fonder son empire. C'est ainsi que saint Augustin comprend cette question. « Jésus-Christ, dit-il, est roi, parce qu'il gouverne les âmes, qu'il leur procure les biens éternels, et qu'il conduit au royaume des cieux ceux qui ont la foi, l'espérance et la charité ! »

Cette doctrine est incontestable pour quiconque veut se donner la peine de rapprocher ce texte des autres passages de l'Évangile. Voyez, par exemple, le récit que nous a laissé saint Jean, au chapitre VI, d'une tentative du peuple qui veut déclarer Jésus roi temporel. Que fait le Seigneur? il s'enfuit. Une autre fois, un homme s'avance vers lui et s'écrie : « *Mattre, dites à mon frère qu'il partage avec moi la succession qui nous est échue.* — *O homme, répond Jésus, qui donc m'a établi pour vous juger et pour faire vos partages ?* »

Un refus si formel, dans ces circonstances, ne crie-t-il pas que les choses temporelles ne sont point du ressort de cette royauté qu'il s'attribue? N'est-ce pas là affirmer de la manière la plus énergique, que le pouvoir religieux, dont le Christ était la représentation naturelle et surnaturelle, n'a aucune puissance sur les choses terrestres?

De même, dans la réponse si souvent citée où Jésus ordonne à un insidieux Pharisien de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, n'établit-il pas, par cette maxime générale, les limites

des deux puissances ? N'est-ce pas comme s'il disait : Rendez à la matière ce qui est à la matière et à l'esprit ce qui est à l'esprit ? N'est-ce pas ainsi que l'ont entendu tous les apôtres ? Les armes de la milice chrétienne, dit saint Paul, ne sont point charnelles, mais convaincantes pour soumettre les intelligences à l'obéissance du Christ. Est-il nécessaire de rappeler ici le célèbre passage de l'épître aux Romains : « Que toute âme soit soumise aux puissances supérieures ; car toute puissance vient de Dieu... »

Les Jésuites opposent en vain à ces textes et à tant d'autres la puissance universelle que Jésus-Christ s'attribue après sa résurrection, lorsqu'il reconnaît que toute puissance lui a été donnée au ciel et sur la terre. Qui en doute ? Dieu est évidemment tout-puissant, rien ne peut lui résister ; mais de cette toute-puissance divine du Christ à la conclusion de la toute-puissance humaine du Pape il y a un abîme infranchissable. C'est confondre le nécessaire avec le contingent, l'infini avec le fini, l'absolu avec le relatif, la perfection avec l'imperfection.

C'est, en vérité, une étrange illusion d'attribuer au Pontife romain ce qui ne peut convenir qu'au Maître de l'univers ! Qu'on ajoute donc aussi que le Pape peut briser les nations et les empires, comme des vases d'argile, et toutes les autres formules que les saintes Écritures n'appliquent qu'à Dieu, dont les voies restent inconnues à l'esprit humain.

Bellarmin et plusieurs autres probabilistes, voyant que l'Évangile ne leur fournissait aucune doctrine satisfaisante et favorable à leur opinion, ont essayé de l'établir sur les conseils que saint Paul adresse aux

Corinthiens lorsqu'il leur dit : « Quelqu'un de vous ayant un différend avec son frère, osera-t-il l'appeler en jugement devant les iniques et non devant les saints ? Ne savez-vous pas que les saints jugeront de ce monde ? Si vous devez juger le monde, êtes-vous indignes de juger les moindres choses ?... Si donc vous avez à juger les choses du siècle, établissez pour les juger les moindres de ceux qui sont dans l'Église. Je le dis à votre honte, n'y a-t-il donc pas parmi vous quelque sage qui puisse être juge entre ses frères ? Quoi ! un frère plaide contre son frère, et cela devant les infidèles (1) ? »

Sur quoi Bellarmin fait cette observation : « L'Église, qui pouvait alors établir de nouveaux juges, aurait pu aussi mettre sur le trône de nouveaux rois, si elle avait eu assez de force pour soutenir une pareille entreprise. » C'est là une fausse déduction ; c'est conclure du petit au grand, d'un fait à un autre fait, qui n'a aucun rapport au premier.

De quoi s'agit-il dans ces avis de saint Paul ? D'un pur arbitrage. Il ne va pas, comme le prétend Bellarmin, jusqu'à enseigner aux chrétiens qu'ils peuvent établir de nouveaux magistrats et leur donner une puissance de juridiction. Il les engage simplement à soumettre leurs différends particuliers, leurs contestations, à la décision d'arbitres choisis à l'amiable, à des espèces de prud'hommes, qui étaient autorisés par les lois de l'empire romain. Ce conseil était très-sage, puisqu'il ne contrevenait point aux lois existantes, et qu'en le suivant les chrétiens pouvaient se délivrer de certaines

(1) I. Cor. VI et suiv.

formalités blessantes pour leur conscience. On sait, par exemple, que les magistrats romains exigeaient souvent le serment au nom des fausses divinités. N'était-il pas prudent de soustraire les fidèles à ces exigences ?

L'apôtre ne fonde donc point un État dans l'État, comme le prétendent les Jésuites. Il recommande aux chrétiens de profiter des latitudes que leur laissent les lois établies ; voilà tout. L'expliquer autrement, c'est le mettre en contradiction avec lui-même, en oubliant que dans son épître aux Romains il fait de la soumission aux puissances constituées une loi rigoureuse et formellement obligatoire pour la conscience. Écoutez-le : « Ceux qui résistent aux puissances résistent à l'ordre de Dieu et se rendent dignes de la condamnation... Craignez les puissances ; elles sont les ministres de Dieu, vengeresses en colère contre ceux qui font mal. C'est pourquoi soyez soumis, non-seulement en vue de la colère, *mais en vue de la conscience*. Pour cela donc payez le tribut... Rendez à tous ce qui leur est dû. A qui le tribut, le tribut ; à qui le subsidé, le subsidé ; à qui la crainte, la crainte ; à qui l'honneur, l'honneur (1). »

Le grand apôtre pouvait-il être plus explicite ? Est-ce donc de bonne foi qu'on vient invoquer son autorité pour établir la dépendance du pouvoir civil à l'égard du pouvoir ecclésiastique ?

Mais ce n'est pas tout ; quand même le passage de saint Paul abolirait toute juridiction païenne et autoriserait les chrétiens à se choisir des chefs de leur

(1) Rom., XIII, 1 — 7.

croissance, Bellarmin n'aurait pas encore le droit de conclure que c'est l'Eglise ou le Pape qui doivent établir ce pouvoir. Car l'apôtre ne fait nullement intervenir ici l'autorité ecclésiastique (1). Il ne dit pas, *j'établis*, mais *établissez*, ce qui est bien différent. Il ne recommande pas même de prendre pour arbitres les évêques ou quelque autre ecclésiastique ; il veut, au contraire, qu'on remette cette fonction à ceux qui sont les moins dans l'Eglise, à des laïques. Il y a loin de là aux décisions du Pape.

Enfin, ce qui démontre encore l'aveuglement des Ultramontains en s'appuyant sur ces paroles, c'est qu'elles forment le plus frappant contraste, la plus entière opposition avec leur théorie. Ils proclament le pouvoir absolu, concentré dans le Pape, comme l'idéal du gouvernement chrétien. Ils veulent fonder une théocratie pure et sans contrôle. Comment osent-ils donc invoquer la doctrine de saint Paul, qui professe dans ces lignes un républicanisme radical et des plus avancés. N'est-ce pas ici le peuple qui est lui-même chargé de constituer et d'établir le nouveau pouvoir ? Or, c'est évidemment celui qui fonde qui est le souverain. L'apôtre ne s'arroge aucune espèce de puissance pour lui, ni pour aucun des membres de la hiérarchie ecclésiastique ; il ne se réserve d'autre autorité sur les juges qui seront choisis par les laïques, que la royauté spirituelle ou la prédication de la vérité.

(1) « On ne saurait montrer que jamais aucun des apôtres se soit assis comme juge des hommes ou *partageux* (*divisor terminorum*) ou distributeur des terres. Bref, je lis bien que les apôtres ont été jugés par d'autres ; mais qu'ils se soient assis pour juger les autres, je ne le lis nulle part. » (St Bernard, *De Consider.*, lib. I.)

Les Ultramontains ayant perdu leur temps et leur peine à interpréter l'Écriture sur cette question, et n'ayant pu rendre leur opinion croyable, ont appuyé leur Probabilisme sur des métaphores, des comparaisons, ils se sont jetés dans les allégories. Suivons-les un instant dans cette évolution qu'ils accomplissent dans le pays des chimères; nous verrons ensuite l'usage pernicieux qu'ils ont fait de leurs belles inventions. Pour eux, ces imaginations sont devenues des axiomes, des principes, dont ils tirent des conséquences contraires au vrai sens de l'Écriture, et sur lesquels ils fondent leurs nouveaux dogmes.

Parmi les allégories qui ont rapport à la question qui nous occupe, la plus fameuse est celle des deux glaives. On sait qu'au moment où il allait être livré entre les mains de ses bourreaux Jésus-Christ dit à ses disciples qu'il fallait prendre des épées, pour accomplir la prophétie qui annonçait qu'il serait mis au nombre des méchants. Les apôtres lui montrent deux épées, et il répond : *c'est assez*. Selon les Ultramontains, ces deux épées signifient les deux puissances par lesquelles le monde est gouverné, la spirituelle et la temporelle. Jésus-Christ dit : *c'est assez*, et *non pas c'est trop* ; pour indiquer qu'elles sont suffisantes. Ils concluent que ces deux puissances appartiennent à l'Église; parce que les deux glaives se trouvent entre les mains des apôtres. Je laisse au lecteur à juger si une telle explication est sérieuse, si c'est autre chose qu'un jeu d'imagination.

Une autre allégorie est celle des deux luminaires, le soleil et la lune, que l'on assimile aussi aux deux puissances, la sacerdotale et la civile. Le grand luminaire

représente le sacerdoce qui, comme le soleil, inonde tout l'univers de l'éclat de ses rayons ; le petit indique l'Empire qui, comme la lune, n'a que des lumières et des vertus empruntées. Donc les rois doivent être soumis au Pape !

Il n'y a point d'aberrations où ne puisse entraîner une pareille doctrine, une fois qu'elle s'est écartée de la Révélation (1), et qu'elle n'est plus éclairée au flambeau du bon sens, première pierre de touche du vrai. Privés de ce lest des intelligences, et sortis de la voie droite, les hommes prennent pour la vérité ce qui n'en est pas même l'ombre. Ils bâtissent des utopies *à priori*, toujours infiniment dangereuses, parce qu'elles ne reposent que sur de vains et fantastiques rapports qui n'ont jamais cessé de tromper l'humanité.

En suivant une pareille méthode, on interprète l'Écriture et la tradition avec des données et des perspectives que les saints Pères ne soupçonnèrent jamais. Le prisme des Ultramontains change et dénature toutes les couleurs. Ils prétent une âme, un corps, un visage, aux moindres détails saisis dans le vaste ensemble des événements. De plus, ils négligent souvent tout à fait l'Écriture et la tradition, pour fonder leurs théories sur les vaines subtilités d'une dialectique capricieuse ou sur des hypothèses entièrement séparées des faits, et qui ne peuvent être ni vérifiées ni appliquées. Voilà pourquoi ils font briller et miroiter à nos yeux tant de reflets faux et trompeurs.

Mais ce n'est point assez de prouver que la doctrine des Jésuites est insoutenable en théorie, il est

(1) Ubi semel à jure discesseris omnia fiunt incerta.

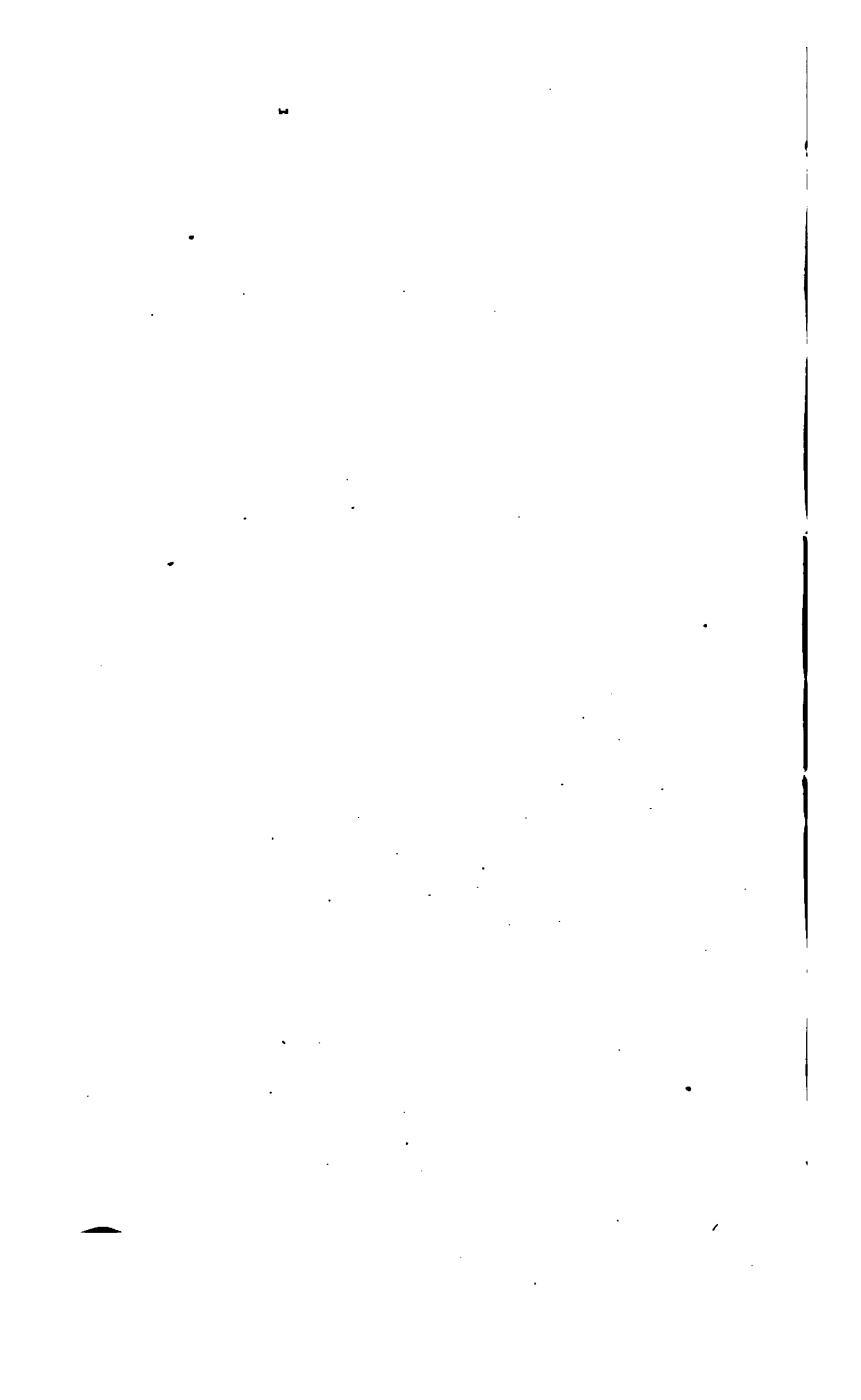
nécessaire de suivre les Révérends Pères dans quelques-unes des applications qu'ils en ont faites, et de montrer au lecteur les funestes conséquences qui en découlent.

Qui détrône les rois bientôt les assassine.
Périsset pour toujours l'exécrable doctrine
Qui de l'oïnt du Seigneur méconnaît le pouvoir,
Et d'un crime d'État nous fait un saint devoir.

LE FRANC DE POMPIGNAN.

L'intérêt personnel, sous des noms spécieux,
Conduit secrètement leurs coups ambitieux.
Le peuple n'a jamais profité de leur crime;
Il en fut le prétexte, il en est la victime.

LE MÊME.



CHAPITRE IX.

Application des principes jésuitiques. — Du régicide et de ses conséquences. — Immunités des ecclésiastiques. — Les clercs ne sont soumis ni aux magistrats politiques, ni au roi, ni aux lois civiles. — Doctrines contraires des Saints Pères et des Papes. — Décret du pape Gélase sur la séparation des deux puissances. — Boniface VIII et Philippe-le-Bel.

Non seulement les Jésuites ont enseigné avec persévérance leurs fausses maximes, mais ils ont essayé de les mettre en pratique sur la personne sacrée des rois de France, d'Angleterre, d'Espagne, de Portugal et de plusieurs autres pays, comme le prouvent les nombreux jugements authentiques rendus contre plusieurs membres de la Société (1). Pour ne pas trop nous étendre,

(1) Les principes professés par les Jésuites ont attiré contre eux des malédictions universelles, et avant d'être supprimés par Clément XIV, ils avaient été successivement bannis de tous les pays, qui avaient à cœur de maintenir les droits des princes et des laïques. Voici un aperçu sommaire des proscriptions dont ils ont été l'objet. Ils furent chassés de Saragosse en 1555 ; de la Valteline, en 1566 ;

nous n'entrerons point dans le détail des faits historiques qui concernent les Jésuites Garnet, Guignard, Malagrida et leurs confrères en régicide; nous prendrons seulement, dans la longue chaîne traditionnelle que nous offrent les théologiens jésuites, les plus illustres disciples d'Escobar. Ils apprendront au lecteur comment ils enseignent méthodiquement à se défaire d'un roi, lorsqu'ils veulent descendre à la mise en œuvre de leurs principes généraux.

Nous avons sous les yeux une liste et des extraits de près de cent de ces casuistes, qui prêchent directement ou indirectement qu'il est permis non seulement de déposer et de chasser les rois, mais même de les tuer. Ces nombreux docteurs forment comme un tribunal terrible, une sorte de *Convention régicide*, sur qui retombe le sang de Henri III et de Henri IV.

Nous n'ignorons pas que les Jésuites, pour se disculper, se retranchent derrière le fameux décret de leur général Aquaviva, où on lit : « Que personne de notre Société ne s'avise d'affirmer, soit en public, soit en particulier, soit par lecture ou consultation, et encore moins par écrit, qu'il est permis à *chaque individu, cuique per-*

de Vienne, en 1568; d'Avignon, en 1570; d'Anvers et de Ségovie, en 1578; d'Angleterre, en 1579, 1581 et 1598, 1601 et 1604; du Japon, en 1587; de la Hongrie et de la Transylvanie, en 1588; de Bordeaux, en 1589; de toute la France, en 1594 et 1704; de Hollande, en 1596; ... de Dantzic et Thorn, en 1606; de Venise, en 1606 et 1612; d'Amura, au Japon, en 1613; de Bohême, en 1618; de Moravie, en 1619; de Naples et des Pays-Bas, en 1622; de la Chine et de l'Inde, en 1622; de Malte, en 1634 et 1768; de Russie, en 1676 et 1723; de Savoie, en 1729; de Portugal, en 1570 et 1759; d'Espagne, en 1767, etc., etc., etc..... (Voy. *Résumé de l'Hist. des Jésuites*, par Charles Liskeune, pag. 242, 3.)

sona, sous aucun prétexte de tyrannie, de tuer les rois ou les princes, ou de conspirer pour les faire mourir. » Sans nous arrêter à l'explication du mot *cuique*, qui présente ici, à dessein, une équivoque, et que Ripert de Monclar interprète dans un sens fatal à la vie des rois, nous trouvons dans les écrits des Jésuites et dans la conduite même du général Aquaviva, des preuves incontestables que ce décret n'est qu'un insolent artifice inventé par la Société pour donner le change et une apparente satisfaction aux Parlements.

Aquaviva gouverna la compagnie des Jésuites de 1581 à 1615. N'est-ce pas dans cet intervalle que l'on voit une foule de Jésuites impliqués dans des procès de régicide, en Hollande, à Venise, en Angleterre, comme en France? N'est-ce pas également dans ces funestes années qu'apparaît cet essaim de docteurs de la Société qui enseignent ces pernicieuses maximes? Leurs ouvrages sont revêtus de l'approbation des supérieurs, et souvent du général Aquaviva lui-même.

Dé bonne foi, dit de Monclar, qui pourrait se persuader qu'Aquaviva, *le cruel Aquaviva*, ait défendu de soutenir une doctrine que les membres de sa compagnie ont enseignée constamment, avant et après son décret, dans plusieurs livres approuvés par lui-même, écrits sous ses yeux? Suarez, entre autres, ne proclamait-il pas que c'était l'opinion commune de la Société, *sententiam communem*? Enfin les nombreux Jésuites, qui l'ont enseignée *ex-professo*, ne sont-ils pas autant de témoignages accablants?

A quoi sert d'exhiber un décret de circonstance, quand, pour prouver que les doctrines des Jésuites sont en contradiction formelle avec lui, il suffit d'ouvrir

les volumineux ouvrages d'Emmanuel Sa, de Delrio, de Philopater, de Brigdwater, de Salmeron, de Valentia, de Tolet, de Mariana, de Scribanus, d'Azor, de Heisius, d'Eudæmon, de Keller, d'Ozor, de Vasquez, de Suarez, de Lessius, de Lorin, de Santarel, de Tanner, de Bécan, de Discastille, de Platelle, de Jean de Lugo, de Molina, de Taberna; de Gretzer, de Layman, de Busembaum et de plusieurs autres? Tous sont unanimes pour déclarer qu'un roi déposé par le Pape devient un tyran, s'il ne se soumet pas à la décision du Souverain-Pontife, et qu'en conséquence on peut le mettre à mort. Il est vrai que les sentiments sont partagés sur les moyens d'exécution. Quelques-uns veulent que cette exécution n'ait lieu qu'en vertu d'une sentence portée contre lui par une assemblée générale, ou d'après le droit. *Donec... generalis hæc commissio in ipsâ sententiâ vel jure declararetur.*

Selon un autre sentiment, le prince déposé par le Pape ne peut être mis à mort que par ceux que le Souverain-Pontife charge directement de cette commission. *Si Papa regem deponat ab iis tantum poterit expelli vel interfici, quibus id ipse commiserit.* Mais Busembaum affirme qu'un prince pros crit par le Pape peut être tué partout, et il appuie son opinion sur les témoignages d'Escobar et de Filliucius. (1) La question de fait, qui consiste à savoir quel est le prince qu'on doit regarder comme un tyran, est aussi controversée par les docteurs de la Société.

Quant à la question de droit, elle ne souffre aucune difficulté; les Jésuites professent qu'il est permis de

(1) Busembaum, tom. I, p. 394.

tuer le prince qui leur *semble être un tyran*. Voici comment s'exprime sur ce sujet Emmanuel Sa dans ses *Aphorismes des Confesseurs* (1) « Quant à celui qui envahit tyranniquement la puissance souveraine, *tout homme d'entre le peuple peut le tuer*, s'il n'y a point d'autre remède; car c'est un ennemi public. »

« Certainement, dit Delrio (2), certainement il est permis à *tout le monde de tuer un tyran* qui s'est emparé du souverain pouvoir, si l'on ne peut autrement faire cesser la tyrannie... »

« Si les circonstances le permettent et que la république ne puisse pourvoir autrement à son salut, le droit de défense, que dis-je ! une autorité bien supérieure, et qui lui appartient en propre, lui donne le droit de porter le fer dans le sein du prince déclaré ennemi public. Le même pouvoir est dévolu à tout particulier qui, renonçant à l'espoir de l'impunité, voudra faire effort pour secourir la république au péril de ses jours. »

C'est ainsi que s'exprime Mariana dans son *Institution du Roi* (liv. I, chap. VI). Quelques lignes plus bas, il déclare qu'il ne peut regarder comme coupable d'une action injuste celui qui entreprend sur la vie d'un prince dont les crimes sont manifestes et intolérables.

« Apprenez ce que pensent les Jésuites, dit Martin Bécán. Il peut arriver que quelqu'un soit tyran en deux manières. D'abord, à raison du *titre*, comme est celui qui, sans aucun droit, envahit l'État et s'en rend maître (3)... On a souvent un double droit de tuer un

(1) Au mot *Tyrannus*, p. 363. (Colonias, 1590.)

(2) In notis ad tragœd. Senecæ, cujus titulus Hercules Furens. (1593.)

(3) Voy. Opuscul. Theol. Rép. aux *Aphor.*, p. 130.

tyran de cette sorte, savoir : 1° par le droit de la défense des innocents ; 2° par le droit de la vengeance. En vertu du premier droit, *tout particulier peut le tuer*, comme il est dit dans la conclusion. La raison en est que tout homme peut tuer un ennemi qui l'attaque, s'il n'a pas d'autre moyen de se délivrer. Or, un tel tyran est un ennemi qui opprime la république et les particuliers ; il est donc permis à tout particulier de le tuer (1) ... »

« Les théologiens (Jésuites) distinguent, selon Suarez, deux espèces de tyrans : les uns qui, sans aucun titre légitime, se sont emparés du royaume par violence et contre les règles de la justice. Un tyran de cette espèce n'est ni roi ni seigneur ; mais il en occupe la place et n'en présente que les apparences. L'autre espèce de tyran, bien que véritable seigneur et possédant son royaume à juste titre, règne toutefois tyranniquement, quant à l'usage et au gouvernement... Nous traitons ici la question de savoir s'il est permis à un particulier de mettre à mort un roi *seulement à cause de son gouvernement tyrannique*.

« *Il faut distinguer* : ou ce particulier se défend lui-même ou il défend la république. Dans le premier cas, l'objet de sa défense est ou sa vie... ou seulement ses biens extérieurs et ce qu'on nomme sa fortune. Or il n'est point permis de tuer un roi pour défendre nos biens extérieurs contre ses usurpations... Mais s'il s'agit seulement de la défense de sa propre vie à laquelle le roi veut attenter par violence, alors un sujet est en

(1) Summa theol. scol., II^e partie, p. 435, 744, 745, etc. (Paris, 1633-4.)

droit de se défendre, quand même la mort du prince devrait s'ensuivre. ¶

« Dans le second cas, où il est question de défendre la république, je dis que cette défense n'a lieu que dans la supposition où le prince attaquerait actuellement l'État pour le détruire, pour massacrer les citoyens ou pour commettre quelques forfaits du même genre, et alors certainement il sera permis de résister au prince, même jusqu'à le mettre à mort, si l'on ne peut se défendre autrement ; car si cela est permis pour sa propre vie, à plus forte raison pour l'intérêt commun. De plus, le pays ou la république est alors dans un état de guerre défensive et légitime contre celui qui envahit injustement, quand même il serait son propre roi. Donc tout citoyen, comme membre de la république et comme excité par elle, soit expressément, soit *tacitement*, est autorisé à la défendre, dans ce conflit, de la manière qu'il pourra.

« Mais pour donner plus de jour à cette doctrine, il faut se rappeler ce qui a été dit dans l'autre partie de notre thèse du tyran qui en porte le titre, et voir si les principes que nous avons établis dans ce membre peuvent avoir lieu ou non dans celui-ci ; car on met communément une différence entre ces deux espèces de tyrans. En effet, *on ne doute point* qu'un tyran qui en porte le nom ne puisse être massacré par *toute personne privée*, membre de la république, qui gémit sous le poids de la tyrannie, lorsqu'il est impossible de la délivrer autrement de cet état d'oppression. Le tyran proprement dit, tant qu'il retient injustement le royaume et qu'il domine par la force, fait toujours actuellement violence à la république, et, par conséquent, celle-ci est

toujours en état de guerre actuelle avec lui, non pas de guerre vindicative, si j'ose ainsi parler, mais de guerre défensive, et jusqu'à ce qu'elle ne déclare le contraire, elle est censée vouloir être défendue par chacun des citoyens qui la composent et même par tout étranger. C'est pourquoi, si la défense dépend absolument de la mort du tyran, tout particulier a droit de le tuer.

« Ainsi, dans la rigueur même, il est vrai que ce massacre ne se commet point par une autorité privée, mais plutôt par l'autorité publique, qui veut que tout citoyen, comme son membre et son instrument, la défende, ou enfin par l'autorité de Dieu, père de la nature, qui donne à tout homme le pouvoir de défendre l'innocent opprimé.

« Un roi légitimement déposé n'est plus roi désormais, ni prince légitime ; bien plus, si, après une déposition légitime, il persévère dans son obstination, et retient le royaume par violence, il commence dès lors à porter le titre de tyran. Après la sentence prononcée, il est entièrement dépouillé de son royaume, en sorte qu'il ne peut plus le posséder à juste titre. Donc, il pourra désormais être traité *en toutes manières, comme un tyran, et par conséquent il sera permis à tout particulier de le tuer* (1). »

Il nous semble difficile de mieux justifier ceux qui ont condamné l'infortuné Louis XVI. Avec de pareils principes il est évident que ce prince était digne de tous maux, et que ses bourreaux méritent les plus

(1) Suarez, *Defensio fidei cathol. et apostol.*, lib. VI, *De la forme du serment de fidélité*, p. 813 et suiv., édit. de 1614.

grands éloges, puisqu'ils ont rempli presque toutes les conditions prescrites par le grand Apôtre du régicide. Jacques Keller, dont l'ouvrage intitulé : *Tyrannicidium*, a été approuvé par le général Aquaviva, professe absolument les mêmes doctrines et y ajoute de nouvelles exagérations : « Vous demanderez, dit-il, si un tyran, ainsi dépouillé de sa dignité, peut être tué par le premier venu ? Sachez que, suivant le sentiment d'auteurs approuvés, sa position est précisément celle des autres criminels ; il faut observer à son égard l'ordre de la procédure. Il faut donc l'entendre par sa bouche, à moins que l'atrocité de ses actions n'ait parlé d'avance à un tel point que tout le monde soit convaincu qu'il a comblé la mesure de ses crimes, et qu'il ne lui reste plus qu'à en subir la peine. »

Pour comprendre la portée de cette restriction, il suffit de se rappeler que notre bon Henri IV est un de ces princes qui, aux yeux des Jésuites, avait comblé la mesure de tous les crimes. Ouvrez pour vous en convaincre l'*Amphitheatrum honoris* de *Clarus Bonarscius* (1), lib. I, cap. XII, et vous y lirez : « Instruisez-vous, ô Rome, prenez des leçons de ce charretier, conducteur de la France, de cet anthropophage, de cet estomac qui regorge des entrailles des Espagnols, de ce monstre qui se plaît à nager dans un océan de sang. *Disce, Roma, ab hoc galliæ quadrigario, ab hac hominum ructatoria carne, ab hoc Stomacho cruditante de visceribus Iberorum, ab hoc oceani sanguinum natatore.....* Tu n'aurais pas un juste sujet de détrôner le roi de France ?

(1) Ce nom est l'anagramme de Carolus Scribanus, jésuite, auteur de ce livre, qui fut publié en 1606.

un roi tyran, oppresseur de la liberté, des vierges, des femmes et des enfants ; un roi qui, comme un torrent, renverse tout, qui fait périr par le feu et par toutes sortes de supplices, des innocents, des princes, des nobles, et non-seulement ceux dont il n'aurait rien à espérer que les dépouilles, mais généralement tous les Français, comme pour avoir la barbare satisfaction de voir la France gémir de la privation de ses citoyens ? Et il ne se trouvera cependant aucun soldat pour prendre les armes contre cette bête féroce ? Ne se trouvera-t-il aucun Pape qui emploie la hache pour sauver un royaume si florissant ? »

Les Jésuites trouvèrent Ravallac ! Mais revenons à Jacques Keller qui, ne pouvant se dissimuler que sa théorie est contraire à la loi de Dieu et à la doctrine apostolique, se fait cette objection : « *Mais, direz-vous, les Jésuites auraient dû se souvenir de la règle que l'Apôtre enseigne aux chrétiens, que l'on ne doit point faire un mal pour procurer un bien.* » Et il répond tout indigné : « Qu'entends-je encore m'objecter la parole de Dieu ? En quel endroit défend-elle absolument tout massacre ? — Dans le cinquième commandement, direz-vous. — Fort bien ; mais moi si je vous disais, au contraire, que ce cinquième commandement est environné de difficultés si épineuses, que *personne ne peut l'observer*. Que feriez-vous à celui qui le violerait ? Lui infligeriez-vous quelques peines ? Si vous le faisiez, vous deviendriez tyran vous-même, en punissant un malheureux d'une faute qu'il n'aurait pu éviter... »

« Mais avant le commandement de Dieu, on pouvait, sans préjudice de la loi de nature, sous laquelle on vivait, tuer un homme pernicieux à la républi-

qué ; on pouvait aussi, par droit de propre défense, ôter la vie à celui qui nous aurait tué, si on ne l'avait pas prévenu. On peut donc encore aujourd'hui faire l'un et l'autre, sans préjudice du commandement de Dieu.

« Pensez-vous que les catholiques regardent comme un mal de tuer un étranger, un païen destructeur de la chrétienté ? Ils regardent, au contraire, cette œuvre comme bonne et louable (1) ... »

On voit par ces dernières lignes que les Jésuites divisent les hommes en deux catégories au point de vue des droits : d'un côté, les catholiques, qui les possèdent tous ; de l'autre, les païens et les hérétiques, qui n'en possèdent aucun.

Les catholiques eux-mêmes sont divisés en deux classes : la première comprend les clercs ou ecclésiastiques ; la seconde, les laïques. Dans ce partage, les Jésuites, le clergé, les évêques et le Pape sont tout ; les simples fidèles, les séculiers, les magistrats civils et les rois ne sont rien, sinon les humbles subordonnés de la hiérarchie cléricale. Les lois politiques et civiles ne sont point faites pour les clercs, qui relèvent uniquement de la juridiction ecclésiastique. C'est ce qu'enseignent communément les Jésuites, et la raison qu'ils donnent de ces immunités et de ces privilèges imaginaires, c'est que l'Église a toujours réprouvé la domination temporelle et les ordonnances par lesquelles les princes s'arrogent des droits sur les personnes et les biens des ecclésiastiques. Cette prétention est, selon eux, une usurpation de pouvoir, qui répugne au droit

(1) Quest. 2, pag. 21 à 35 *passim*.

du clergé et qui cause à l'Église plus de préjudice qu'elle ne peut lui procurer d'avantages.

C'est là une nouvelle conséquence des théories ultramontaines sur laquelle nous allons donner quelques éclaircissements qui feront voir, sous un jour nouveau, comment les Jésuites sapent par la base tous les principes sociaux, aussi bien que tous les vrais fondements du Christianisme.

Ils font encore ici une double distinction. Ils avouent que le clergé peut être obligé selon *la force directive* ; mais ils nient qu'il le soit selon *la force coactive*. Ainsi les clercs n'encourent point la peine prononcée par les lois civiles et ils ne peuvent être punis par un juge séculier. La plainte doit être portée devant le juge ecclésiastique, qui condamne à la même peine que la loi civile établie contre les laïques, ou à une autre plus douce, selon l'opinion de Vasquez, Suarez et autres.

« Il n'y a pas lieu, dit Tolet, d'opposer à cette doctrine le passage de saint Paul, qui veut que tout homme soit soumis aux puissances supérieures, mais *non aux puissances séculières* ; l'apôtre ne niant pas que les ministres spirituels aient le droit, quand ils le jugent à propos, d'exempter tels et autant d'hommes qu'ils le trouvent convenable de la puissance séculière..... Lors donc que la puissance spirituelle a besoin nécessairement de quelque chose temporelle, ou qu'elle le juge très-utile pour l'accomplissement de son objet spirituel, elle a le droit de le demander aux fidèles et de *l'exiger*... Ainsi, lorsqu'elle juge à propos de soustraire quelques

(1) Toleti comment. in Epist. Beat. Pauli ad Rom. Lugduni, 1603.

classes de personnes à la puissance des princes, *assurément elle le peut justement... »*

« Les clercs, dit Busembaum, qui cite Bellarmin, étant exempts par droit divin de la puissance laïque, les lois civiles ne les obligent point directement ni *quant à la force coactive* ; d'où il suit que le prince séculier ne peut les punir. Cependant, en leur qualité de membres de la république... les clercs sont liés indirectement et *quant à la force directive*, par les lois de la société qui ont pour objet le bien commun et dont les dispositions ne sont point contraires à leur état ecclésiastique... pourvu toutefois que ces lois ne prononcent point quelques peines ; car alors, dès qu'elles emploient *la force coactive*, elles cessent de lier les clercs... Traire un clerc devant un tribunal séculier, c'est un sacrilège personnel (1).. Mais un homme proscrit par le Pape peut être tué partout. »

Cette doctrine n'est pas formulée dans un livre inconnu, mais dans un traité de théologie *prétendue* morale, qui a été réimprimé plus de *cinquante* fois et dont les Jésuites de Trévoux faisaient le plus grand éloge (2). Le P. Platelle n'est pas moins explicite ; il étend même l'immunité à tous les religieux. Voici comment il s'exprime :

« Les clercs sont tenus, au moins indirectement... d'obéir aux lois de la république dans laquelle ils vivent, lorsque ces lois les regardent eux-mêmes et qu'elles ne renferment rien de contraire à leur état... Mais la force coactive que le prince donne à ses lois

(1) Busembaum, Théol. moralis..... Edit. noviss. (1757).

(2) Voy. les nouv. litt. de 1729, p. 1481.

ne regarde pas les clercs, parce que les princeps séculiers, à moins de privilèges particuliers, ou *du consentement du Pape*, n'ayant aucun pouvoir sur les personnes des clercs... ne peuvent les punir.

« J'ai dit que les clercs ne sont astreints qu'indirectement aux lois civiles, parce que, *ne dépendant point des magistrats séculiers, ils ne sont pas tenus directement ou immédiatement d'obéir à leurs lois*, mais seulement en conséquence de la loi de nature et du consentement présumé du Pape... »

« Ce qui a été dit des clercs doit aussi s'entendre des religieux (1)... »

Jean de Discastille, dans son *Traité de la justice et du droit*, formule ainsi la même thèse : « Que les clercs soient exempts de l'autorité laïque, même dans les choses temporelles, cela se prouve d'abord, parce que personne n'est directement soumis à celui qui n'a pas juridiction sur lui... Or, le prince laïque n'a aucune juridiction sur les ecclésiastiques... On le prouve, en second lieu, par la raison que celui à qui un autre est soumis a le droit de le punir, attendu que la juridiction sans force coactive paraît inutile... Or le prince séculier ne peut infliger de punition à l'ecclésiastique, suivant le chapitre cité ci-dessus. Donc les ecclésiastiques ne sont point soumis aux princes laïques... »

« Je soutiens, en second lieu, que les clercs sont exempts de la puissance laïque, non-seulement par le droit humain, civil et canonique, mais encore par le droit divin (2)... »

(1) Jacobus Platellius synopsis cursûs theol., p. 237 et 238. — N^{os} 466 et 467.

(2) Joannes de Discatillo, de Jure et Justitia cæterisque virtutibus cardinalibus, lib. II, p. 191. — N^{os} 126 et 128.

« La révolte d'un clerc contre le roi n'est pas un crime de lèse-majesté, dit Emmanuel Sa, parce que le clerc n'est pas sujet du roi (1). »

« Il faut dire, en second lieu, que les clercs n'encourent point la peine portée par la loi civile ou ne sont point tenus d'obéir à ces lois par la voie coactive. C'est le sentiment commun des docteurs (Jésuites!), et un clerc n'est point en conscience soumis à cette peine... La raison en est que cela est prouvé par l'immunité des clercs, établie tant par les lois des Souverains-Pontifes que par celles des empereurs, par lesquelles ils ont été mis sous la juridiction ecclésiastique, non sous la juridiction séculière. Ils ne doivent donc pas être soumis au prince séculier comme à leur supérieur; de telle manière qu'ils soient soumis à une peine par la loi civile, quoique par cette loi ils soient tenus à la force directive.

« La raison de cette différence est qu'il n'y a point d'*indécence* à ce qu'un clerc soit soumis au prince, quant à la force directive; mais il y aurait une grande *indécence* à ce que les clercs fussent soumis aux peines prononcées par les lois civiles. Cela serait contraire à l'immunité qui leur a été accordée et aux privilèges du for ecclésiastique (2)... »

Il nous paraît superflu de multiplier les citations. En

(1) Emmanuel Sa, *Aphorismes des confesseurs*, p. 41. Ce Jésuite prêcha avec un certain éclat dans plusieurs villes de l'Italie, et fut employé par Pie V à une nouvelle édition de la *Bible*. Le maître du Sacré Palais fit retrancher des *Aphorismes* d'Emmanuel Sa plus de quatre-vingts passages contraires à l'Écriture, aux Saints Pères et aux Conciles; et le livre est loin d'être expurgé!

(2) Jacobus Gordonus, *Theolog. moralis universa* (1634), p. 379 et 380.

voilà bien suffisamment pour démontrer combien les Jésuites et les Ultramontains font bon marché des principes les plus essentiels à la constitution des sociétés, toutes les fois qu'ils ne les trouvent pas conformes à leurs intérêts (1). Ici ils sacrifient le principe de la justice distributive, qui est le fondement le plus solide de la tranquillité d'un État et du bonheur des citoyens. Dans cette nouvelle politique, l'État n'a plus de droits sur tous ses membres ; les devoirs de chacun envers la patrie varient selon la robe qu'il porte.

Les docteurs ultramontains, qui veulent se soustraire à toutes les obligations du citoyen, prétendent en même temps en usurper tous les droits. Il nous serait facile de démontrer que ces nouvelles prétentions sont aussi contraires au droit naturel qu'au droit divin ; mais, pour abrégé, et continuer de mettre l'enseignement catholique en regard des nouvelles théories, nous nous contenterons de résumer la doctrine des Saints Pères sur l'autorité absolue des gouvernements temporels, et la soumission qui leur est due par tous les chrétiens indistinctement, ecclésiastiques et laïques. On verra par ces courtes citations que ces saints docteurs ne se sont pas contentés de reconnaître telle ou telle obligation en par-

(1) Louis XV, dans l'édit de proscription de la Société de Jésus, du mois de novembre 1764, fait surtout valoir ces considérations dans le passage où il déclare l'Institut des Jésuites « inadmissible par sa nature, dans tout état policé, comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité temporelle et spirituelle, et tendant à établir dans l'Église et dans les États, sous le voile spécieux d'un Institut religieux..... *Un corps politique* dont l'essence consiste dans une activité continuelle, pour parvenir, par toutes sortes de voies, directes ou indirectes, sourdes ou politiques, d'abord à une indépendance absolue, et successivement à l'usurpation de toute autorité..... »

ticulier ; c'est le droit positif, formel et absolu de l'État qu'ils affirment et soutiennent contre les Pharisiens de leur temps, en termes tellement péremptaires que la casuistique la plus déliée ne saurait trouver aucun faux-fuyant pour échapper à l'accomplissement des devoirs imposés par les puissances séculières.

Toutefois, ils ne vont pas jusqu'à rendre au despotisme un hommage vénal ; ils n'accordent jamais aux rois ce que Dieu leur refuse, et s'élèvent même souvent, à l'exemple de saint Basile et de saint Ambroise, contre leurs attentats. Ils savent également accomplir ces devoirs différents. Mais s'ils abhorrent la cruauté et la tyrannie, ils se contentent de plaindre, d'instruire et d'avertir les tyrans ; ils ne conseillent pas le régicide et n'enseignent nulle part à se soustraire aux lois civiles ; ils respectent le pouvoir des maîtres que le ciel a établis sur nos têtes.

La sûreté publique à leur sort les unit.

Dieu seul, quand il le veut, les juge et les punit.

Mais ceux que la pitié, ni la gloire ne touche,

Les tyrans, en un mot, apprennent par leur bouche

Qu'ils n'ont, après leur mort, ni sujets ni flatteurs,

Que leurs propres enfants leur refusent des pleurs ;

Que la postérité, que le temps et l'histoire

A l'opprobre, à l'horreur consacrent leur mémoire ;

Que tel est leur destin dans ce séjour mortel ;

Mais qu'il est d'autres maux dans l'abîme éternel ;

Qu'ils y trouvent un Dieu terrible, inexorable,

Vengeur de l'opprimé, des pleurs du misérable.....

LE FRANC DE POMPIGNAN.

C'est en s'appuyant sur ces principes, que les Saints Pères ont traité et résolu cette grande question du Sacerdoce et de l'Empire. Aussi sont-ils tous arrivés à des

conclusions diamétralement opposées à celle des ecclésiastes modernes. Ils n'ont jamais hésité à reconnaître et à déclarer que ces deux puissances sont également établies par Dieu lui-même, directement, et qu'elles jouissent, chacune dans son ressort, de la plénitude de l'autorité et de l'indépendance. Dans les passages où ils les ont comparées l'une à l'autre, ils les mettent à peu près toujours sur la même ligne. Quelques-uns élèvent souvent un peu la puissance temporelle, d'autres la puissance spirituelle ; mais ils ne vont jamais jusqu'à les subordonner l'une à l'autre, et à mettre l'autel sur le trône ou le trône sur l'autel. L'origine divine du pouvoir temporel n'est nullement contestée ; ils proclament, sans détour, que les rois et les princes ne relèvent que du Tout-Puissant ; qu'on en juge par les extraits suivants :

« Les empereurs, dit Tertullien, savent qu'ils dépendent *uniquement* de Dieu, qui est *seul au-dessus d'eux*, et qu'ils sont *immédiatement* placés au-dessous de lui... Nous honorons l'empereur, comme un homme qui tient la première place après Dieu, et qui n'est inférieur qu'à lui seul (1). » Ce n'est pas des Pontifes ou de la puissance ecclésiastique que le prince tient son autorité, mais « de celui-là même qui l'a fait homme ; *indè est imperator, unde et homo, antequam imperator*. Son pouvoir et sa vie viennent du même principe, *indè potestas illi, unde et spiritus* (2). » A Dieu seul appartient le pouvoir d'établir les rois, aussi bien que de

(1) *Colimus imperatorem, ut hominem à Deo secundum..... et solo Deo minorem.* (Tertul. ad Scap.)

(2) Tertull. apolog., ed. Rig., p. 36.

créer les hommes, disait saint Irénée (1). Ce n'est qu'au vrai Dieu, selon saint Augustin, qu'il faut attribuer le droit de donner les royaumes et les empires (2). Le même Dieu qui a donné l'empire à Auguste, à Vespasien, à Titus, princes très-doux, l'a également donné à Néron et à Domitien, qui étaient des monstres de cruauté (3). Le roi ne connaît point de supérieur sur la terre, dit saint Optat ; Dieu seul est au-dessus de lui ; *super imperatorem non est, nisi solus Deus, qui fecit imperatorem* (4). Le même saint remarque aussi avec beaucoup de justesse que l'État n'est pas dans l'Église, mais l'Église dans l'État ; *non enim Respublica est in ecclesia, sed ecclesia in Republica, id est, in imperio Romano.*

Saint Justin reconnaît de son côté les empereurs comme maîtres absolus des chrétiens, et se contente de prier le Seigneur qu'avec la puissance souveraine, il leur accorde « la droite raison. » Puis il ajoute que si les empereurs méprisent les fidèles qui prient ainsi pour eux, les chrétiens n'y perdront rien, et il les ajourne au tribunal de celui qui doit juger les puissants et les faibles (5). Il fait ensuite observer que les chrétiens sont plus exacts que qui que ce soit à payer le tribut, en conséquence de l'ordre formel de Jésus-Christ.

Saint Jean Chrysostôme, commentant les paroles de l'épître aux Romains, fait cette judicieuse observation :

(1) Cujus jussu nascuntur, hujus jussu et reges constituuntur, (Iren., lib. V, cap. 24.)

(2) Non tribuamus dandi regni et imperii potestatem, nisi Deo vero. (Aug., civit. Dei, V., 21.)

(3) *Id. ibid.*

(4) Lib. III, contr. Parmen.

(5) Apol., n° 17.

« C'est à tous les hommes, et non-seulement aux séculiers, mais aux moines et aux prêtres, que l'apôtre commande d'être soumis aux puissances supérieures : fussiez-vous *apôtre, évangéliste ou prophète*, vous n'en êtes pas moins obligé à cette soumission, qui n'est nullement contraire à la piété chrétienne (1). » Ce même saint prouve d'une manière bien éclatante jusqu'où il portait le respect pour les têtes couronnées, dans le passage où, parlant de l'injure faite à Théodose par le renversement de ses statues, il s'écrie : « On a offensé celui qui n'a point d'égal sur la terre, un empereur, le chef et le souverain de tous les hommes (2)..... »

Dans son livre contre Pétilien (3), saint Augustin, parlant de Saül, reconnaît qu'il y a une sorte de sainteté attachée au caractère royal et qui ne peut être effacée par aucun crime.

Voici comment le même Père établit la nécessité de la soumission absolue *de tous les fidèles aux puissances séculières* pour tout ce qui est de l'ordre temporel : « Comme nous sommes composés d'un corps et d'une âme, tant que nous vivons sur cette terre et que nous usons des choses temporelles pour le soutien de notre vie, il faut que nous soyons *soumis aux puissances en ce point* ; mais en ce qui regarde l'autre partie de nous-mêmes, par laquelle nous croyons en Dieu et sommes destinés à jouir de son royaume, nous ne devons être *assujettis à qui que ce soit*, au préjudice de ce que Dieu nous a donné pour la vie éternelle. Celui-là *se trompe donc lourdement, qui, parce qu'il est devenu chrétien, s'i-*

(1) Tom. IX. p. 686.

(2) Tom. II, p. 23.

(3) Lib. cont. Petel., c. 48, n° 112.

imagine qu'il n'est point soumis aux puissances, qu'il ne doit ni leur payer le tribut ni leur rendre l'honneur qui leur est dû ; mais ce serait une autre erreur non moins considérable de croire que les puissances préposées au gouvernement des choses temporelles aient aucun droit sur notre foi. Il faut garder ici le juste tempérament que Jésus-Christ nous a prescrit, en nous ordonnant de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu (1).

« Otez, dit-il ailleurs, le droit des princes temporels, qui osera dire : Cette maison, cette terre est à moi ? Prenez donc garde de vous récrier : Qu'ai-je de commun avec les rois ; car c'est par l'empire des rois que vous jouissez de toutes vos possessions (2). »

La même doctrine est professée par Osius de Cordoue dans ces paroles adressées à l'empereur Constance, qui voulait le forcer de souscrire à la condamnation de saint Athanase.

« Cessez, lui dit-il, cessez de me presser de faire une chose contraire à ma conscience... Apprenez de nous que Dieu vous a donné l'empire, et qu'il nous a confié le soin de gouverner l'Eglise... Il est écrit : Rendez à César ce qui est à César... Par conséquent, comme il ne nous est pas permis d'entreprendre sur l'empire que vous avez, de même il vous est défendu de toucher aux choses sacrées (3).

« Soumettons-nous, s'écrie saint Grégoire de Naziance, soumettons-nous à Dieu, à nos égaux et à ceux qui exercent l'autorité sur la terre ; à Dieu, par toutes

(1) In expos. proposit. ex Epist. ad Rom., tom. III, c. 72.

(2) Tract. VI, ad cap. I, Joannis.

(3) Apud Athan., Epist. ad solit.

sortes de motifs, à nos égaux, par amour fraternel; à ceux qui ont l'autorité, pour le bon ordre (1). Empereurs, respectes la pourpre dont vous êtes revêtus; connaissez l'étendue de votre devoir et la charge qui vous est imposée... Les choses célestes sont du domaine de Dieu seul; mais vous partagez avec lui l'empire de l'univers... (2) » C'est la pensée et presque la formule du poëte latin :

Divisum imperium cum Jove Cæsar habet.

« Soyez évêques, soyez prêtres, soyez moines, vous n'en êtes pas moins obligés d'obéir aux magistrats et de leur rendre l'honneur qui leur est dû, dit Théodoret, qui ne dispense de cette loi, comme les autres Pères, que dans le cas où ils commanderaient le mal (3).

Saint Jean Damascène, après avoir distingué aussi le gouvernement politique, qui appartient aux rois, du gouvernement ecclésiastique, qui ne relève que des pasteurs, s'adresse ainsi à l'empereur de Constantinople : « Nous vous obéirons, Seigneur, dans les choses qui regardent les affaires de la vie civile; nous paierons les impôts, nous vous donnerons nos biens et nous nous acquitterons des autres charges que vous avez droit de nous imposer; mais pour ce qui concerne les affaires ecclésiastiques, nous suivrons ce que nos pasteurs nous ont enseigné, suivant la parole de Dieu et les constitutions de l'Église (4). » Le même saint commande de respecter les gouverneurs, quelque méchants qu'ils

(1) Orat. 17, p. 269.

(2) Orat. 27, p. 471.

(3) In epist. ad Rom., p. 99.

(4) Orat. II de imag., page 336, et in sacris parallel. 358.

soient, à cause de Dieu qui leur a fait part de son autorité.

« Si vous ne voulez pas être sujets de César, disait aussi saint Ambroise aux Pharisiens de son temps, renoncez donc à la possession des biens du monde ; mais si vous en possédez et en jouissez vous êtes par là sujets de César (1).

« L'exemple de Jésus-Christ qui se soumet aux impôts publics, dit-il ailleurs, nous apprend à les payer nous-mêmes et à être soumis aux puissances séculières ; mais les souverains ne sont soumis qu'à Dieu en ce qui regarde le temporel de leurs États. Les lois humaines n'ont point d'action sur eux, fussent-ils coupables de grands crimes. Leur autorité les met à couvert de la sévérité des lois (2).

« Si l'Empereur demande le tribut, dit-il encore dans son discours contre Auxence, nous ne le lui refusons pas. Les terres de l'Église paient tribut. » C'est là sans doute une preuve de la soumission la plus absolue du spirituel au temporel. Est-ce que saint Ambroise ignorait les droits de l'Église, ou manquait-il de fermeté pour les soutenir, lui qui força Théodose à sortir honteusement du sanctuaire ?

« Les princes, dit Origène, exigent les tributs de nos terres et de notre commerce. Jésus-Christ n'en a-t-il pas payé lui-même ? Combien n'est-il pas plus juste et plus raisonnable que nous y soyons assujettis ? (3) »

Telles sont les doctrines des anciens Pères. Une piété aussi vive qu'éclairée leur faisait respecter l'image de

(1) Ambros., lib. IV, in Luc, c. V.

(2) *Id. ibid.*

(3) Origène, lib. IX, in Epist. ad Rom.

Dieu et ses ordonnances dans les princes même qui en étaient les plus indignes, dans les plus furieux ennemis du Christianisme. « L'empereur Julien, dit saint Augustin, était un apostat, un infidèle, un idolâtre ; cependant les soldats chrétiens le servirent avec dévouement. Lorsqu'il s'agissait de la cause de Jésus-Christ, ils ne reconnaissaient pour maître que Celui qui est au ciel... mais quand l'empereur leur disait : Marchez au combat contre cette nation, ils obéissaient aussitôt. Ils savaient distinguer le Seigneur éternel du maître temporel ; et cependant ils étaient soumis au Seigneur temporel, à cause du Seigneur spirituel (1). »

Ce qui n'est pas moins digne de remarque, c'est que tous ces illustres docteurs, tous ces grands saints qui reconnaissaient si formellement les droits et les prérogatives des empereurs, n'ont jamais songé à attribuer aux Pontifes de l'Église la plus petite part dans cette autorité temporelle. Les Papes eux-mêmes professaient et pratiquaient ces maximes. Saint Grégoire nous offre un exemple bien remarquable de cette juste mesure dans laquelle ils savaient unir la soumission due aux princes avec l'obéissance à la parole et aux commandements de Dieu. L'empereur Maurice lui ayant adressé, avec ordre de la publier, une loi que le saint Pontife n'approuvait point, il ne laissa pas d'obtempérer aux ordres du prince, à qui il écrivit ensuite en ces termes :

« Pour moi, *qui suis obligé d'obéir aux ordres de l'empereur* ; j'ai fait publier la loi en plusieurs lieux de l'empire ; mais parce qu'elle ne s'accorde pas avec celles de Dieu, je prends la liberté d'en dire mon sentiment à

(1) Aug., in ps. 124.

mes Sérénissimes Seigneurs. Ainsi je m'acquitte de ce que je dois à l'Empereur en lui obéissant, et de ce que je dois à Dieu en déclarant mon sentiment. »

Léon IV ne se regardait pas non plus comme indépendant, quand il écrivait à Louis-le-Débonnaire, en ces termes :

« Si j'ai passé en quelque chose les bornes de mon pouvoir et fait injustice à quelqu'un, je suis prêt à réformer ce qui a été mal fait, selon que vous ou ceux que vous enverrez sur les lieux, le jugerez à propos.... C'est pourquoi je conjure Votre Majesté Impériale d'envoyer, pour faire les informations nécessaires, des gens qui craignent Dieu et qui examinent tout ce qui s'est passé, comme vous pourriez le faire vous-même. »

Des papes, qui s'expriment de la sorte, sont bien loin de s'attribuer l'autorité que leur donnent les Ultramontains. Ils reconnaissent évidemment le principe de la séparation des deux puissances, principe sur lequel toutes les croyances étaient unanimes dans ces beaux siècles du Christianisme. Nous en trouvons une nouvelle preuve dans une lettre de Synésius, un des plus savants évêques du cinquième siècle, et qui s'exprime ainsi :

« J'ai voulu vous faire voir, par expérience, que joindre la puissance politique au sacerdoce, c'est allier en semble deux matières incompatibles. L'antiquité a eu des prêtres qui étaient juges. Les Égyptiens et les Hébreux ont été longtemps gouvernés par les prêtres. Mais, depuis que cette œuvre divine a été traitée humainement, Dieu a séparé ces genres de vie. Il a déclaré l'un sacré, l'autre politique. Il a attaché les uns à la matière, les autres à lui-même. Les premiers doivent s'appliquer aux affaires, et

« nous à la prière. Pourquoi voulez-vous joindre ce que
 « Dieu a séparé, et nous imposer une charge qui ne
 « nous convient pas ? Avez-vous besoin de protection,
 « adressez-vous à celui qui est chargé des lois ? Avez-
 « vous besoin de Dieu, allez à l'Évêque : le vrai sacer-
 « doce a pour but la contemplation, qui ne s'accorde
 « point avec l'action et le mouvement des affaires. »

Ces lignes démontrent clairement que chaque puissance a son but propre auquel elle tend ; la puissance séculière se propose pour fin le bonheur des hommes dans le siècle présent ; la puissance ecclésiastique les prépare pour la vie future. C'est la doctrine professée par le célèbre Gerson, qui l'avait puisée dans les Pères et dans les sources les plus pures de la tradition, et surtout dans le célèbre décret du pape Gélase, confirmé par un concile de Rome, en 496, qui contient la même doctrine sur la séparation des deux puissances. En voici la traduction littérale :

« Avant l'avénement du Christ, quelques-uns, sous forme figurative, mais cependant encore constitués dans les actes charnels, furent en même temps rois et prêtres ; c'est ce que l'histoire sacrée nous raconte du saint Melchisédech. C'est aussi ce que *le diable a imité dans la pratique*, lui qui a toujours prétendu revendiquer, *par esprit tyrannique*, ce qui appartenait au divin culte, en sorte que les empereurs païens étaient qualifiés à la fois d'*Empereurs et de Souverains-Pontifes*. Mais quand on en fut arrivé à celui qui est le vrai Roi et le vrai Pontife, l'empereur ne se donna plus le nom de pontife, ni le pontife ne s'attribua point la charge de régir (ou royale).

Car bien que ses membres, à savoir ceux du vrai roi

et pontife, par suite de la participation à sa nature, soient dits avoir acquis l'un et l'autre de sa sainte générosité, de manière à devenir en même temps une race royale et sacerdotale (1 Peter. II, 9), le Christ, se souvenant de la fragilité humaine, a tempéré par une dispensation magnifique ce qui convenait au salut des siens, il a séparé, par des fonctions propres et par des dignités distinctes, les offices de l'une et de l'autre puissance (voulant que les siens fussent sauvés par une humilité médicinale et ne fussent plus paralysés par l'orgueil humain), en sorte que les chefs chrétiens eussent besoin des Pontifes pour la vie éternelle, et que les Pontifes profitassent des réglemens des rois pour le cours des choses temporelles; et qu'autant que l'action *spirituelle diffère des voies charnelles*, celui qui milite pour Dieu ne s'impliquât en aucune sorte (minime implicaret), dans les affaires séculières, et qu'en retour celui-là ne songeât nullement à présider aux choses divines, qui était impliqué dans ces choses séculières; et cela afin que « chaque ordre restât modestement dans sa fonction, que ni l'un ni l'autre ne s'élevât et n'empiétât sur l'autre, et que chaque profession restât dans sa spécialité en rapport avec la nature de ses attributions. »

Ces maximes si sages se conservèrent et furent pratiquées longtemps sur la chaire de saint Pierre. Nicolas I^{er}, qui ouvrit la voie à l'ambition des Papes, n'hésitait pas à les répéter à l'empereur de Constantinople au milieu du neuvième siècle. Cependant tout en regardant cette doctrine comme celle de l'Eglise, il eut la faiblesse de ne pas toujours y conformer sa conduite. Plusieurs de ses successeurs l'imitèrent

dans cette voie ; mais ce ne fut réellement que sous le pontificat de Grégoire VII, que les vrais principes du Christianisme furent répudiés. La conduite de ce Pape à l'égard de Henri IV, empereur d'Allemagne, est le premier croc-en-jambe qui leur ait été donné solennellement. Toutefois ce n'était qu'un fait, un acte isolé, qui ne constituait pas le droit. Boniface VIII fit un pas de plus ; il publia plusieurs Bulles où ce prétendu droit était hautement formulé, entre autres celles qui commencent par ces mots : *Unam sanctam* et *Clericis laicos*. Cette dernière a surtout pour objet les immunités ecclésiastiques. En voici les passages les plus importants :

« L'antiquité nous apprend l'inimitié des *laïques contre les clercs*, et l'expérience du temps présent nous la déclare manifestement, puisque sans considérer qu'ils n'ont aucune puissance sur les personnes ni sur les biens ecclésiastiques, ils chargent d'impositions le clergé tant séculier que régulier ; et ce que nous rapportons avec douleur, quelques prélats et autres ecclésiastiques, craignant plus d'offenser la majesté temporelle que l'éternelle, acquiescent à ces abus. Voulant donc y obvier, nous ordonnons que tous prélats, ou ecclésiastiques réguliers ou séculiers, qui paieront aux laïques le décime, ou telle autre partie que ce soit de leurs revenus, à titre d'aide, de subvention ou autre secours, sans l'autorité du Saint-Siège ; et les rois et princes, les magistrats et tous autres, qui les imposeront ou exigeront, ou qui donneront aide ou conseil à ce sujet, encourront dès lors l'*excommunication*, dont l'absolution sera réservée au Saint-Siège, et ce nonobstant tout privilège. »

Dans une autre bulle, Boniface explique ces paroles en disant « qu'il n'a pas eu l'intention de défendre absolument au clergé de donner *quelque* secours d'argent pour les nécessités de l'État; mais seulement de le faire sans l'autorisation du Saint-Siège. Ces explications ne satisfirent nullement Philippe-le-Bel, qui adressa une longue lettre au Pape, dans laquelle les nouvelles prétentions de la cour de Rome sont réfutées avec une logique et un bon sens dont le lecteur pourra juger par les extraits suivants :

« Avant qu'il y eût des ecclésiastiques, les rois de
« France avaient l'administration absolue du royaume
« et pouvaient y faire des règlements pour ôter aux
« ennemis de l'État les moyens de nuire, et les em-
« ployer à son avantage et à sa défense. *L'Église,*
« *épouse de Jésus-Christ, n'est pas seulement composée*
« *du clergé, mais des laïques. Jésus-Christ l'a délivrée de*
« *la servitude du péché et du joug de l'ancienne loi ; c'est*
« *en cela que consiste la liberté qui lui est acquise et dont*
« *il a voulu que tous les fidèles qui la composent jouissent*
« *également. Ce n'est pas pour les seuls ecclésiastiques*
« *que Jésus-Christ est mort ni à eux seuls qu'il a promis*
« *la grâce en cette vie et la gloire en l'autre. Le clergé*
« *ne peut donc que par abus s'approprier exclusivement la*
« *liberté que Jésus-Christ, par sa rédemption, a acquise*
« *à tous les fidèles.*

« Sans doute il y a plusieurs franchises singulières,
« spécialement affectées aux ministres des autels
« qu'une vocation spirituelle consacre au culte divin
« pour l'édification des peuples. Néanmoins ces fran-
« chises et ces *libertés* accordées par les statuts des
« Souverains-Pontifes, à la prière et sous le bon plaisir

« *des princes temporels*, ne peuvent ôter à ces mêmes
 « *princes* le droit et le pouvoir de gouverner et de
 « *fendre leurs États*. Elles ne sauraient non plus leur
 « *enlever les moyens* que la prudence et le conseil
 « *des gens de bien* leur suggèrent, et qu'ils jugent né-
 « *cessaires et utiles* à l'administration et à la défense
 « *de leurs royaumes*.

« *C'est aux Pontifes du temple que Jésus-Christ a*
 « *dit : Rendez à César ce qui appartient à César et à*
 « *Dieu ce qui appartient à Dieu*. Comme une partie
 « *qui n'appartient pas à son tout* est réputée vicieuse,
 « *comme un membre qui refuse à son corps les se-*
 « *cours qu'il lui doit* ne peut passer que pour un mem-
 « *bre paralytique et inutile*, ainsi, par la même raison,
 « *quiconque, soit ecclésiastique, soit laïque, soit noble,*
 « *soit roturier, refuse d'aider son chef et son corps, c'est-*
 « *à-dire le Roi et l'État, se constitue par ce refus partie*
 « *vicieuse, membre paralytique et inutile*.

« *Doit-on dire par conséquent que les subventions*
 « *proportionnelles* qui sont demandées aux ecclésiasti-
 « *ques* sont un fardeau dont on les accable, des exac-
 « *tions et des extorsions* dont on les vexe ? Il s'ensuit
 « *qu'elles ne sont au contraire que les secours naturels*
 « *et légitimes dus par tous les membres à leur chef et*
 « *à leur corps, et dont l'emploi est la solde des braves*
 « *défenseurs de ceux qui n'ont ni la permission ni le*
 « *pouvoir de se défendre eux-mêmes*.

« *Personne n'est obligé, en effet, de faire la guerre*
 « *pour les autres à ses dépens*. Si, faute d'armée qu'il
 « *faut soudoyer, les ennemis venaient à pénétrer dans*
 « *le royaume, les biens d'Église ne deviendraient-ils*
 « *pas leurs premières conquêtes ? La défense est de*

« *droit naturel*. C'est donc enfreindre et détruire ce
« droit que d'interdire à qui que ce soit, laïque ou ec-
« clésiastique, noble ou roturier, celui de se défendre
« soi-même ou de soudoyer ses défenseurs.

« N'est-ce donc pas avec justice que Dieu a livré à
« leur sens réprouvé ceux qui essaient ainsi, au gré de
« leur caprice, de renverser le *droit naturel*? Quel homme
« sensé ne sera pas confondu d'entendre le Vicaire de
« Jésus-Christ défendre de payer le tribut à César et
« fulminer l'anathème contre les ecclésiastiques, si, à
« proportion de leurs facultés, ils prêtent au roi, au
« royaume et à eux-mêmes une main secourable pour
« repousser l'incursion la plus violente et la plus in-
« juste? On tolère néanmoins en même temps et on
« permet même aux ecclésiastiques la dissipation aussi
« énorme que scandaleuse de leurs revenus, que le
« faste et le luxe, et toutes sortes de débauches épui-
« sent incessamment, sans qu'ils songent à en soulager
« les pauvres. *La nature, la raison, le droit divin et hu-*
« *main* détestent et proscrivent également ce double
« abus, de souffrir la licence des dépenses les plus
« criminelles et de ne défendre que celles qui sont
« justes et nécessaires.

« Peut-on penser, en effet, qu'il soit licite et hon-
« nête de défendre, sous peine d'excommunication, aux
« ecclésiastiques, enrichis et engraisés par la dévotion des
« Princes, de les aider, à proportion des grands biens
« qu'ils tiennent d'eux, à repousser les incursions de
« leurs ennemis, en fournissant à la solde de ceux qui
« combattent pour le roi, pour l'État et pour les ecclé-
« siastiques eux-mêmes? Ceux qui refusent ces contribu-
« tions, ou qui les défendent, ne sentent pas, sans doute,

*« que ce n'est rien moins qu'aider les ennemis de l'État,
 « et se rendre coupable du crime de lèse-Majesté, en tra-
 « hissant et abandonnant le défenseur de la République ;
 « attentat sur la punition duquel nous avons résolu de
 « veiller plus que jamais avec autant d'attention que de
 « sévérité.....*

*« N'avons-nous donc pas de temps immémorial,
 « nous et nos prédécesseurs, rendu à l'Église notre
 « mère plusieurs services aussi importants qu'agréa-
 « bles ? Ne tient-elle pas de notre piété et de notre
 « libéralité ces biens immenses, par où les ministres de
 « nos autels sont dans notre royaume plus riches, plus
 « puissants et plus honorés que partout ailleurs ? Fasse le
 « ciel que tant de bienfaits ne soient pas payés de la
 « plus monstrueuse ingratitude ! Bien loin donc que les
 « ecclésiastiques aient en aucune façon le droit de nous
 « refuser les subsides qu'ils nous doivent, leur devoir,
 « au contraire, dans le cas d'une défense aussi néces-
 « saire que légitime, est de nous offrir volontairement leurs
 « biens »*

Telle est la réponse de Philippe-le-Bel à la bulle *Clericis Laicos* et aux explications que le Pape en avait données. Nous laissons au lecteur lui-même à juger de ces deux pièces pour le mérite, la force et la solidité des raisons, et à en tirer les conséquences par rapport à la question de droit. Nous ne saurions cependant nous empêcher de faire observer que la réponse du roi est bien plus conforme à la doctrine catholique et à la droite raison que la théorie préconisée par Boniface VIII. Philippe-le-Bel établit clairement dans cette lettre :

1° Le droit qu'ont eu *de tout temps* les rois de France

d'imposer des tributs sur les ecclésiastiques, comme sur les autres sujets.

2° L'obligation des ecclésiastiques de contribuer aux charges de l'État.

3° Les principes et les raisons de ce droit et de cette obligation.

On y trouve enfin la distinction réelle, solide et juste entre la *liberté spirituelle* acquise à l'Église composée de laïques, comme d'ecclésiastiques, par la rédemption et les mérites de Jésus-Christ, et la *liberté temporelle* que le clergé voulait déjà confondre avec celle-là, et s'attribuer privativement pour servir de prétexte aux franchises, *exemptions, immunités et libertés*, auxquelles il n'osait pas prétendre ouvertement; mais qu'il méditait dès-lors d'usurper insensiblement, à la faveur des circonstances, comme les événements l'ont prouvé depuis. Toutefois, ce n'est qu'au siècle dernier que ces prétentions s'affichèrent ouvertement, appuyées sur la doctrine des Jésuites, et il fallut la Révolution de 89 pour trancher cette question, comme tant d'autres.

On pourrait du moins la croire jugée à tout jamais, grâce aux heureux changements que cette transformation a apportés dans l'état des institutions aussi bien que dans celui des personnes. Mais ce serait compter sans les Jésuites. Ces révérends Pères n'ont pas renoncé à leurs vastes projets. Rome leur ayant rendu toute leur influence, il est tout naturel qu'ils travaillent dans l'intérêt de cette Cour, et quoiqu'ils le fassent avec moins d'éclat que dans les siècles passés, ils ne le font pas avec moins de succès. Ils ne s'affichent plus guères eux-mêmes. Ils se servent en général de prénoms qui deviennent leurs porte-voix.

« que ce n'est rien moins qu'aider
 « et se rendre coupable du crime,
 « hissant et abandonnant le d
 « attentat sur la punition d
 « veiller plus que jamais
 « sévérité.....

« N'avons-nous d
 « nous et nos pr
 « mère plusieurs
 « bles? Ne tie
 « libéralité

« nos autel
 « puissant

« ciel

« plu

« f...isme que dans ses rapports avec l'Ultramontanisme. Ces
 « auteurs n'allèguent d'ailleurs aucun argument nouveau en faveur de
 la Société. Crétineau-Joly, par exemple, a beau affirmer qu'il a les
 mains pleines de documents inédits et dérangeants, avec lesquels il doit
 frapper sans pitié sur Clément XIV, sur des Rois, sur des ministres
 d'État, des cardinaux, des évêques, etc., etc Il nous semble qu'il
 n'a assommé personne, et que tous ces gens-là se portent aussi bien
 aujourd'hui qu'avant l'exhibition de ces prétendus documents inédits;
 Parturiunt montes, et il en sort toujours du vent. C'est ce qu'il
 nous sera facile de prouver dans un travail ultérieur, qui nous per-
 mettra une discussion historique, qui serait déplacée ici.

apostés sous leur
 sous leur dictée,
 . est sans doute
 neilleurs r/
 Probabi
 s roir
 3 (

comme sur

sur la cote

229
es, comme sur
sux

Non, .
Elle a pour .
Avec les sentiments .
Des saints Pères de tous les
Telle est la notion précise son
Que nous a donné de l'Eglise
Le grand martyr saint Cyprien.
Sans doute il la connaissait bien ;
Mais il ignorait la doctrine,
Qui dans de Maistre a pris racine,
Et qui veut nous faire approuver
Tout ce qu'un Pape peut rêver,
Comme la divine parole
De l'apostolique symbole.

*Imit. de la III^e Remontrance des Fidèles du diocèse
de Troyes à leur Evêque.*



CHAPITRE X.

Du Probabilisme au dix-neuvième siècle. — M. de Maistre et son livre *Du Pape*.

Dès le début de ce livre, M. de Maistre se paie de mots, ou il essaie d'en payer son lecteur. Malheureusement pour sa théorie, c'est une monnaie qui n'a pas un cours légal, et que chacun reste libre de refuser ou d'accepter, après en avoir vérifié la valeur. Vérifions-la. D'après l'opinion de ce nouveau docteur on n'avait eu jusqu'à lui que des idées vagues et flottantes au sujet de l'infailibilité et de l'autorité absolue du Pape.

On n'avait pas assez remarqué sur cette grande question « que les vérités théologiques ne sont que des vérités générales, *manifestées et divisées* dans le cercle religieux, de manière qu'on ne saurait en attaquer une sans attaquer une loi du monde. L'infailibilité dans l'ordre spirituel, et la souveraineté dans l'ordre temporel, sont deux mots parfaitement synonymes. L'un et l'autre expriment cette haute puissance qui les domine

toutes, dont toutes les autres dérivent, qui gouverne et n'est pas gouvernée, qui juge et n'est pas jugée (1). »

Voilà en quels termes M. de Maistre pose la question. C'est donc lui qui remarque pour la première fois cette merveilleuse propriété des vérités théologiques, *d'être manifestées et divinisées dans le cercle religieux*, dix-huit siècles après l'établissement du christianisme ? Une pareille date suffirait à un catholique pour condamner ce système, *de ætate solâ præjudicatur* (2). Mais que veut dire l'auteur par *ces vérités manifestées et divinisées dans un cercle* ? Est-ce qu'il y a une autre source de révélation que celle qui découle de Jésus-Christ, et dont ils nous a laissé tant de ruisseaux inépuisables dans l'Évangile ? De quel droit enfin, et en vertu de quelle loi logique M. de Maistre range-t-il l'infailibilité du Pape et son autorité absolue au nombre de ces principes qui constituent une loi du monde ? Nous ne le devinons pas. S'il y a un argument sous tout ce cliquetis de mots, ce n'est qu'une fausse induction, un raisonnement qui tend à ériger quelques faits en loi.

Quant à la parfaite synonymie des mots infailibilité et souveraineté, nous avouons humblement que nous ne soupçonnions guère cette affinité, que nous révèle le nouveau défenseur du Probabilisme. Mais enfin nous voulons bien l'admettre, si elle est réelle. Au fond, le sens des mots est arbitraire. Ils ont un peu celui que chacun veut bien leur donner, et il suffit presque toujours de s'entendre là-dessus pour se comprendre. Le mauvais emploi des mots cause presque autant

(1) *Du Pape*, liv. I, ch. I.

(2) *Tertul. de Prescript.*

d'erreurs que l'ignorance. Voyons les rapports et les analogies que M. de Maistre découvre entre ces deux termes.

L'un et l'autre, dit-il, expriment cette haute puissance qui les domine toutes. Qui domine quoi ? Probablement toutes les autres puissances ? Quelles puissances ? Probablement toutes les puissances différentes du pouvoir du Pape, puisque c'est, aux yeux des Probabilistes ultramontains, la seule qui gouverne et n'est pas gouvernée, la seule qui juge et n'est pas jugée. C'est le sens le plus naturel qui me semble ressortir de la logomachie de cette phrase prétentieuse et peu correcte.

Mais la confusion des idées me paraît encore plus grande que celle des mots. La véritable notion de l'infailibilité se perd dans ce mélange et cette association hétérogène d'autorités qui lui sont étrangères. Dégageons-la pour mieux la distinguer. Que représente ce mot à l'esprit ? En quoi fait-on consister l'infailibilité ? Tout le monde entend par ce terme l'impossibilité absolue de se tromper soi-même, et de pouvoir ou de vouloir tromper les autres. Voilà en quel sens on dit que Dieu est un être infailible, parce qu'il ne peut se tromper ni nous tromper.

Il ne saurait venir à l'esprit d'aucun homme sensé de regarder cette suprême puissance comme synonyme de cette vaine et puérile infailibilité que s'attribuent toutes les souverainetés terrestres, y compris celle du Pape. Les pouvoirs constitués ne permettant pas qu'on les contredise, qu'on les discute, se regardent jusqu'à un certain point comme infailibles ; mais dans cet ordre d'idées le mot n'est plus employé dans toute sa rigueur, et même, à vrai dire, il est pris dans une fausse acception ;

car l'infailibilité ne peut être scindée ; elle est ou elle n'est pas, il n'y a pas de milieu.

C'est pourtant dans ce dernier sens que M. de Maistre prend le mot *infaillible*, et c'est à ce point de vue qu'il le trouve synonyme de *souverain*. C'est ce qui ressort de toute la suite de son argumentation, où il explique sa pensée par des comparaisons et des exemples tirés des gouvernements de Londres, de Constantinople et même de l'ordre judiciaire. Dans toutes ces analogies, il nous montre des pouvoirs qui jugent et prononcent en souverains infailibles, dit-il, parce qu'il faut, bon gré mal gré, se soumettre à leurs décisions !

En vérité, tout le monde savait, avant que M. de Maistre nous l'eût appris, que le *bill* du Parlement anglais et les arrêts de la Cour de cassation étaient sans appel, aussi bien que le *fetfa* du Grand Turc ; mais personne, que je sache, ne s'était avisé de les déclarer infailibles. Il faut être Probabiliste à la troisième ou quatrième puissance pour se contenter de cette infailibilité-là, et oser la mettre sur la même ligne que les décisions certaines de l'Église catholique. Elle en diffère comme la raison humaine diffère de la raison divine, non-seulement en degrés, mais en nature.

Je ne suis donc nullement surpris, comme l'est M. de Maistre, de ce que des théologiens de premier ordre, tels que Bossuet et Fleury, n'aient pas reconnu comme des principes évidents tous les non-sens étalés en si peu de lignes, et qu'ils aient par suite manqué l'idée de l'infailibilité, sur laquelle l'auteur du *Pape* est tout étonné d'avoir mis le premier la main. Je comprends, au contraire, parfaitement comment il était absolument impossible à des intelligences aussi droites d'amalgamer

ensemble des notions aussi disparates que celles-là.

Au chapitre II, pour démontrer que l'infaillibilité (qu'il confond toujours avec la souveraineté) ne peut pas appartenir au concile, M. de Maistre commence par une observation qui, dit-il, ne souffre pas le moindre doute. « C'est qu'une souveraineté périodique ou intermittente est une contradiction dans les termes. »

Soit; supposons vraie pour un moment cette formule radicalement fausse. Qu'en résulterait-il? C'est que l'infaillibilité ou la souveraineté du Pape est aussi une contradiction dans les termes, puisque les Pontifes meurent, qu'il y a eu des vacances du Saint-Siège qui ont duré plusieurs mois, plusieurs années. Et que serait-ce, si l'on devait, comme le veut ailleurs le spirituel auteur, retrancher d'un trait de plume tous les papes *intrus et vicieux*, qui déshonorèrent la chaire de saint Pierre pendant tout le dixième siècle? Où s'était réfugiée l'infaillibilité pendant cette intermittence, si elle ne réside que dans la personne d'un homme, qui est assis là et s'en va mourir; et si, selon l'affirmation du docteur ultramontain, aucune promesse n'a été faite à l'Église isolée du Pape? Si l'unité du corps ecclésiastique disparaît inévitablement avec le Souverain-Pontife, il faut bien reconnaître que l'Église n'est plus *une* toutes les fois qu'un Pape meurt.

Dans les développements de sa thèse, M. de Maistre a de nouveau recours aux analogies tirées de l'ordre politique. Il prétend nous démontrer que les conciles œcuméniques n'étant que des états-généraux ecclésiastiques, et les états-généraux, de leur côté, n'étant que des conciles œcuméniques civils, il y a une parfaite parité entre eux. D'où il conclut que les états-généraux

ne pouvant exister sans le souverain, il doit en être de même des conciles qui ne peuvent avoir d'autorité sans le Pape. « Cette notion, si simple, si incontestable, et qu'on n'ébranlera jamais (1), met, dit-il, dans tout son jour, l'immense ridicule de la question tant débattue : si le Pape est au-dessus du concile, ou le concile au-dessus du Pape. »

M. de Maistre croit l'avoir résolue à tout jamais en faveur de la Papauté, par la raison que le roi était au-dessus des états-généraux, qui n'avaient vis-à-vis de la couronne que le simple droit de représentation. N'allez pas objecter au docteur que cette comparaison et cette conclusion clochent ; que l'histoire des conciles est là pour démontrer qu'ils n'avaient pas seulement ce droit subalterne, mais qu'ils jouissaient d'une autorité sans limites, que plusieurs Papes ont mis les décisions des conciles œcuméniques sur la même ligne que les Évangiles. M. de Maistre vous répondra d'abord qu'il suppose les conciles et les états-généraux « tels qu'il en a besoin pour son raisonnement. » Il ne veut pas qu'on dérange son plan. Son siège est fait. Il prétend démontrer par des arguments scientifiques une question

(1) Hélas ! il y a longtemps qu'elle est ébranlée. M. de Maistre ne fait que répéter ici le pitoyable argument que les légats du Pape Eugène essayèrent de faire valoir en présence de Charles VII et des seigneurs de son royaume, assemblés à Bourges. Le célèbre Thomas Corcellis en entendant faire cette comparaison, s'écria : « Que ceux qui parlaient ainsi ne méritaient pas qu'on les écoutât, » tant l'argument lui parut puéril. Cependant il le réfuta, et il n'eut pas de peine à démontrer que « cette doctrine s'écartait prodigieusement de la vérité. » (Voy. son discours dans Bossuet. *Défense*. Déclar. lib. vi, cap. 28.)

qui doit être résolue par le témoignage irrécusable de l'histoire.

L'histoire ! n'en parlez pas au champion de l'Ultramontanisme ; elle détruirait toutes ses comparaisons, gâterait, ferait crouler toute son argumentation. Un fait est brutal, et quand il vient se jeter à la traverse d'un système, il en renverse tout le pompeux échafaudage. N'objectez donc pas à M. de Maistre que des Papes ont été hérétiques, qu'il y en a eu de schismatiques, et que, par conséquent, il pourrait bien y en avoir encore dans l'avenir. Il a une réponse toute prête pour foudroyer cette petite difficulté ; c'est que « les hommes qui s'amuse à faire, de nos jours, ces sortes de suppositions, quoique pendant dix-huit cent trente-six ans elles *ne se soient jamais réalisées*, sont bien ridicules ou bien coupables. »

On voit qu'il n'en coûte guère à la conscience des Ultramontains pour nier les faits les plus authentiques et les mieux constatés. Comment concilier cette superbe dénégation avec l'opinion de M. de Maistre lui-même sur un certain nombre de Papes dont il voudrait, s'il était possible, abolir la mémoire ? Comment la concilier avec la chute d'Honorius, de Libère, de Jean XXII et de plusieurs autres Souverains-Pontifes, qui ont erré et ont eux-mêmes reconnu leur erreur ?

Mais à quoi bon discuter ? Les meilleures objections opposées à un Probabiliste ultramontain sont pour lui comme des pierres sur sa route ; il les écarte d'un pied dédaigneux ou passe par dessus. Ce dédain indique toujours une faiblesse de l'esprit et un peu de défiance dans la bonté de sa cause.

Après cette foudroyante apostrophe et ce brevet

d'imbécillité octroyé à tous les grands théologiens du catholicisme, M. de Maistre en revient à sa marotte, à la comparaison de l'infailibilité du Pape et de l'autorité des conciles avec la royauté et le Parlement de la protestante Angleterre, et il demande si le Parlement peut être au-dessus du roi, s'il peut être convoqué par d'autres que par lui, etc., etc... Il comprend, ou du moins semble comprendre qu'en consultant seulement l'histoire du dix-septième siècle, on doit répondre affirmativement. Mais aussitôt ce subtil dialecticien vous échappe et se réfugie du fait dans le droit, et encore dans le droit tel qu'il l'entend ou tel qu'il l'imagine, c'est-à-dire dans le droit de l'abstraction.

Fortement retranché derrière une pareille distinction et appuyé sur ses prémisses, M. de Maistre conclut intrépidement qu'un concile œcuménique ne peut déposer un Pape hérétique ou schismatique ni siéger sans lui. « Le Pontife romain, dit-il, pour dissoudre un concile comme concile, n'a qu'à sortir de la salle en disant : *Je n'en suis plus !* De ce moment, si le concile s'obstine à siéger, ce n'est plus qu'une *assemblée*, un *conciliabule*. »

Comme ce : *Je n'en suis plus !* est digne de la gravité d'un Pape ! et comme les vieux paradoxes des Ultramontains sont agréablement rajeunis dans les enluminures de la prose du comte de Maistre ! Mais c'est là tout ce qu'ils ont de neuf. Otez la draperie, et vous retrouverez purement et simplement l'absurdité que Gerson flagellait, il y a plus de trois siècles, dans ce fameux discours qu'il prononça devant Alexandre V, pour réfuter les Ultramontains qui traitaient de *conventicule* un concile qui n'avait pas été convoqué par le Pape.

« O la ridicule et par trop absurde raison ! s'écriait-il. Ainsi les quatre conciles dont on trouve la description dans les Actes des Apôtres, n'ayant pas été convoqués par saint Pierre, ne sont que des *conventicules* ! Le synode général de Nicée ne fut pas convoqué par le pape Sylvestre, mais par l'empereur Constantin : *conventicule* ! Le cinquième concile général fut convoqué par Justinien : *conventicule* ! Mais prenez garde à ce que vous dites ; tous ces conciles sont vénérés et respectés à l'égal des saints Évangiles par le Pape saint Grégoire.

« Et, d'ailleurs, qu'arrivera-t-il si un schisme vient à rendre deux Papes incertains, si le Souverain-Pontife tombe dans l'hérésie, comme Libère, qui souscrivit à une formule arienne, ou Marcellin, qui sacrifia aux idoles ? Est-ce que vous ne réservez aucun remède pour de si grands maux ? — Pardon ! répondez-vous. — Il le faut bien ; autrement vous nous donneriez un gouvernement ecclésiastique par trop imparfait, et ce serait une chose trop étrange que l'Église établie par Dieu, dont toutes les œuvres sont parfaites, pût être en proie à des maladies incurables. Toutefois, il faut reconnaître qu'il n'y a aucun remède possible dans les cas cités plus haut, si l'on admet la doctrine qu'il n'y a point de concile sans le Pape. »

La lecture attentive du *Livre du Pape* prouve combien il est difficile à l'esprit le plus paradoxal de se tenir toujours hors des limites du vrai. Pour avoir un point d'appui, et pour se soutenir dans un ouvrage de longue haleine, il faut bien y rentrer quelquefois, y poser un pied, au moins momentanément. C'est ce que fait M. de Maistre dans le passage où il veut bien reconnaître que « les conciles généraux, comme nous

l'avons vu par celui de Trente, sont en état d'exécuter des choses qui auraient passé... les forces du Souverain-Pontife. »

Pourquoi l'auteur gâte-t-il cette vérité par une restriction *sur le droit*? Qu'est-ce que le droit ainsi annihilé? Un droit stérile et purement nominal, qui n'a point de racine dans la réalité. Si les conciles peuvent plus que le Pape, ils sont donc plus puissants que lui; ils ont donc des droits supérieurs? Non, répond le docteur ultramontain, tout en reconnaissant qu'un concile a assez de pouvoir pour déposer deux Papes schismatiques, et en élire un troisième à leur place. Selon M. de Maistre, un concile est assez puissant pour faire un Pape; mais là s'arrêtent tous ses droits; il n'exerce et ne doit exercer aucune autre autorité sur cet élu de son choix; il ne peut lui imposer aucune loi; s'il se permettait de le faire, le Souverain-Pontife aurait le droit de se soustraire à ses prescriptions. Devinez pourquoi?

« C'est que le mot d'*anarchie* et de *loi* s'excluent réciproquement, et que tout ce qui a été fait dans le premier état ne peut avoir qu'une valeur momentanée et de pure circonstance. » Des mots et toujours des mots! Et par-dessus le marché, M. de Maistre oublie que l'*anarchie* n'est point ici dans le concile, mais bien dans les Papes qui se disputent la Tiare romaine, et dès lors son antithèse manque tout son effet. Mais écoutons encore l'illustre auteur :

« Ce qui demeure incontestable, conclut-il résolument au chapitre XIII, c'est que si les évêques réunis sans le Pape peuvent s'appeler l'*Église* et s'attribuer une autre puissance que celle de certifier la personne

du Pape, dans les moments infiniment rares où elle pourrait être douteuse, il n'y a plus d'unité et l'Église visible disparaît. »

C'est le vrai sens du mot *Église* qui disparaît dans cette singulière conclusion de l'auteur, pour qui le *Pape est la religion visible tout entière*. C'est M. de Maistre et non Bossuet, comme il le prétend, qu'on doit accuser de détruire la certitude du dogme de l'infaillibilité « en cachant le foyer où il faut la chercher, » en donnant une fausse notion de l'Église, en la concentrant tout entière dans une seule personne, en voulant établir une unité physique là où il n'y a jamais eu, et où il n'y aura jamais qu'une unité morale.

La seule définition que le catéchisme donne de l'Église suffit pour réfuter ici le grand docteur ultramontain : « C'est l'assemblée des fidèles et des pasteurs. » En admettant la théorie de M. de Maistre, il faudrait changer la formule du symbole : « Je crois à la sainte Église catholique, » et dire : « Je crois au Pape. » Voilà où l'on arrive quand on fait ainsi violence aux choses et aux idées les plus élémentaires. On est amené à réduire une *multitude* et l'*universalité* à un *individu* et à l'*unité*.

Pour tomber dans de pareilles anomalies de logique et de langage, ne faut-il pas avoir la *bosse* de l'innovation ? M. de Maistre a beau nous répéter sa profession de foi : « Que Dieu me préserve d'être *nouveau* en voulant être *neuf*. » Cette prière est bien difficile à exaucer, et Dieu ne semble pas l'avoir entendue, car il laisse courir la plume du néo-théologien de nouveautés en nouveautés ; et, ce qui n'est pas moins incroyable dans un pareil sujet, il s'en échappe de temps en temps des ricane-

ments si voltairiens et si insultants pour les évêques, les conciles et tout ce qui n'est pas le Pape, qu'on ne saurait regarder ces turlupinades comme des inspirations du Saint-Esprit.

Selon M. de Maistre, il faut de l'*impertinence* dans certains ouvrages, comme du poivre dans les ragouts, et il a voulu en assaisonner son livre. C'est, du reste, un des caractères de la secte, où le P. Garasse a laissé de dignes successeurs. Mais passons sur tous ces petits sarcasmes, qui décèlent sans doute plus de vivacité dans l'esprit que de méchanceté dans le cœur, et qui s'émeussent d'ailleurs en tombant sur des hommes comme Bossuet, Gerson et les Pères des conciles de Constance ou de Bâle. Laissons M. de Maistre rire tout à son aise de la quatrième session du *conseil* de Constance, comme il l'appelle, et de ceux qui refusent d'en rire. Cherchons une discussion sérieuse.

Il y a dans le livre du *Pape* deux digressions curieuses sur ce que M. de Maistre appelle la jeunesse du Christianisme. Non seulement l'auteur n'aime pas les conciles, et il les maltraite fort, mais il est aussi peu révérencieux pour les siècles des Apôtres et des Pères, et en cela il n'est qu'un fidèle disciple des Jésuites, ses maîtres. Il ne veut pas qu'on « parle tant des premiers siècles ni des conciles œcuméniques, depuis que le monde est devenu si grand ! »

Depuis cette époque, la religion a végété insensiblement à travers les âges, et de faible elle est devenue vigoureuse. *Crescit occulto velut arbor ævo*. C'est là, aux yeux du grand théologien, « la devise éternelle de toute grande création politique et religieuse, qui se forme elle-même par la conspiration de mille

agents qui, presque toujours, ignorent ce qu'ils font; en sorte que souvent ils ont l'air de ne pas s'apercevoir du droit qu'ils établissent eux-mêmes.»

C'est ainsi que s'est formée peu à peu et sans qu'on s'en aperçoive, dans le cours des siècles, cette infailibilité que M. de Maistre veut établir. Mais à l'époque des Apôtres et des Pères, la religion n'était encore, en quelque sorte, qu'à l'état d'embryon; on ne pouvait alors deviner ni même soupçonner toutes les choses nouvelles qui ont été découvertes par les Jésuites et les Ultramontains. M. de Maistre n'ose affirmer, par exemple, que saint Pierre ait eu une « *connaissance distincte de l'étendue de sa prérogative.* » Il ne sait s'il agissait *avec* ou *sans vertu* » de cette claire intuition au concile de Jérusalem.

Peut-on pousser plus loin l'aberration théologique que de jeter ainsi au nom de la religion des doutes et des ténèbres sur les bases mêmes du christianisme? Quoi! saint Pierre, le disciple choisi par le Christ Tout-Puissant, éclairé des lumières du Saint-Esprit, n'aurait pas eu une connaissance distincte de l'étendue de sa prérogative? Et qui donc alors aura jamais cette connaissance?

Et quand M. de Maistre nous représente la Papauté grandissant insensiblement et acquérant peu à peu cette notion nette de ses droits que n'avait pas l'Apôtre, ne donne-t-il pas la main aux hérétiques, qui prétendent justement que c'est ainsi que la puissance papale s'est développée progressivement à travers les âges, d'où ils infèrent qu'elle est une institution purement humaine, qui n'a point eu d'abord toute sa perfection, mais s'est formée par parties, pour s'élever à l'état

où nous la voyons aujourd'hui ? Pouvons-nous d'ailleurs reconnaître comme divin autre chose que ce qui est émané directement et immédiatement de Jésus-Christ, et ce qui nous a été transmis comme tel par la tradition des apôtres et des siècles suivants ? Otez ce fondement, et l'édifice religieux s'écroule par la base. Car, que mettez-vous à la place ? Rien, puisque les abstractions ne peuvent pas compter pour quelque chose.

Un des plus grands abus que M. de Maistre ait fait de sa sophistique, c'est de chercher partout des rapports et des analogies entre ce qui est humain, passager, périssable, et ce qui est divin, immuable et immortel. La religion est toujours dans la politique et la politique dans la religion, ou plutôt ces deux puissances n'en font qu'une pour lui.

Même aberration dans ces nombreuses comparaisons qu'il emprunte au monde physique. Il assimile à chaque instant les lois du monde surnaturel aux lois de la nature matérielle. Il emploie, entre autres, cette bizarre comparaison pour expliquer pourquoi la puissance papale s'est déployée si tard dans le monde : « Le pouvoir pontifical à raison de son caractère et de son importance était sujet plus qu'aucun autre à la loi universelle du développement. Or, si on réfléchit qu'il devait durer autant que la religion même, on ne trouvera pas que sa maturité ait été retardée. *La plante est une image des pouvoirs légitimes. Considérez l'arbre.* La durée de sa croissance est toujours proportionnelle à sa force et à sa durée totale. Tout pouvoir constitué immédiatement dans toute la plénitude de ses forces et de ses attributs est, par cela même, faux,

éphémère et ridicule. Autant vaudrait imaginer un adulte-né. »

Si on admettait les principes qui se trouvent impliqués dans cette comparaison, il faudrait en conclure que la Papauté, après être passée par toutes les phases de l'existence terrestre, animale ou végétale, aura sa décrépitude, et disparaîtra comme les autres empires du globe.

Dans la deuxième partie de la comparaison, M. de Maistre confond encore une fois les pouvoirs politiques et purement humains, avec le pouvoir religieux et divin, fondé par le Christ, en vertu de lois essentiellement différentes de celles qui président au développement des animaux ou des plantes. C'est parce qu'il oublie toujours la grande ligne de démarcation qui existe entre le spirituel et le temporel, entre les choses divines et humaines, entre le surnaturel et le naturel, que M. de Maistre se fourvoie dans toutes ces fausses ressemblances.

S'il faut en croire ce théologien analogiste, avec l'application de sa théorie, le monde jouirait d'un bonheur parfait. Les plus affreuses calamités ne seraient plus possibles dans cet ordre de choses ; il n'y aurait plus de guerres ni de révolutions. Comme si des malheurs absolument semblables à ceux-là n'avaient pas déchiré le monde pendant toute la période où la suprématie pontificale dominait toute l'Europe, à une époque où M. de Maistre nous assure que tous les peuples et tous les souverains la reconnaissaient ! Il constate lui-même, quelques pages plus loin, cette radicale impuissance de la Papauté, lorsqu'il raconte comment Grégoire VII envoya inutilement des légats en Allemagne « pour

mettre fin à la guerre, s'il était possible; mais il n'y eut pas moyen de calmer la tempête. » Cette autorité, que vous nous offrez comme la panacée universelle, était donc impuissante, puisqu'elle fut méconnue ?

Mais ce fut bien autre chose en Italie, où elle fut emportée plusieurs fois dans le tourbillon, et forcée d'abandonner ses propres domaines aux factions qui le dévoraient. Les terres de ces souverains, dont on veut étendre la puissance sur le monde entier, étaient toujours envahies; ils ne pouvaient pas même être maîtres chez eux.

Il y a du reste deux difficultés à l'application de la théorie que préconise M. de Maistre. D'abord la reconnaissance explicite de l'autorité absolue du Pape. Comment l'imposer aux Souverains ? L'auteur n'en sait rien. Le Pape Jean XXII, par exemple, voulut discuter les droits de Louis de Bavière et de Frédéric d'Autriche; s'ils avaient obéi, dit naïvement M. de Maistre, on aurait évité de sanglants malheurs. Sans doute, mais ils n'obéirent pas. Qu'est-ce qu'une autorité qui repose sur *un si* ?

Non-seulement le théologien des Ultramontains n'a aucun moyen de vaincre cette résistance, qui annihile toute la prétendue supériorité qu'il assigne au Pape, mais il n'est pas même bien sûr que le Pontife romain puisse l'exercer justement; et voici comment il excuse la méprise de ce Souverain infallible : « Si, par hasard, dit-il, le Pape avait *agi injustement*, il en résulterait seulement que, dans ce cas, il *s'était servi injustement d'une autorité juste*, malheur auquel toute autorité humaine est nécessairement exposée. »

Quelle est donc la différence entre la puissance du

Pape et celle de tous les autres Souverains, s'il est *nécessairement* exposé à se tromper comme eux ? Que devient encore une fois l'infailibilité qu'on lui attribue ? A quoi bon tant d'efforts de dialectique pour l'étayer et la soutenir ?

Mais peu importe le résultat pour le comte de Maistre. C'est au principe qu'il tient. Que le Pape soit reconnu comme le souverain des souverains, il n'en demande pas davantage. Que si, après cela, l'exercice de cette autorité absolue et reconnue légitime, amène des conséquences temporelles désastreuses, l'ingénieux auteur les justifiera, et démontrera que les Papes ne sauraient en être responsables par cette raison prudhonnienne que « les conséquences d'un principe vrai ne peuvent être des torts. » Les communistes et les socialistes ne raisonnent pas mieux.

M. de Maistre ne pouvant non plus se dissimuler tous les obstacles que rencontrerait sa théorie, si elle voulait s'incarner dans les faits, se console des maux qui en résulteraient par une nouvelle comparaison empruntée à la nature physique. « Si cette résistance fait verser du sang, dit-il stoïquement, c'est un inconvénient semblable à celui des inondations et des incendies, qui ne prouvent nullement qu'il faille *supprimer* l'eau et le feu. »

Évidemment on ne peut songer à *supprimer* deux éléments si essentiels à la vie humaine ; mais tout le monde reconnaît la nécessité absolue de les *réprimer*, de les contenir, de les empêcher de s'étendre, de trop se développer, sous peine de livrer le globe entier à une submersion et à une conflagration universelles. Il en est littéralement de même de l'auto-

rité spirituelle du Pape. Il n'est nullement question de la supprimer, mais seulement de la contenir dans ses limites, de lui opposer des digues, pour qu'elle n'envahisse pas le temporel, n'empiète pas sur les droits des princes et n'alimente pas les flammes de la discorde dans les États, comme le fit Grégoire VII.

Ainsi, ce que M. de Maistre prend pour des preuves devient presque toujours un argument qui se tourne contre lui. Il nous serait facile de multiplier les exemples; mais à quoi bon fatiguer le lecteur? Ceux qui aiment la sophistique spirituelle peuvent ouvrir le livre du *Pape*, et ils reconnaîtront, comme nous, qu'il est difficile de rencontrer plus de verve, plus d'outrecuidance dans les affirmations, unies à si peu de logique et d'enchaînement dans les raisonnements et les déductions.

L'auteur viole presque partout un des principes les plus élémentaires du bon sens, qui consiste à n'admettre dans une discussion que le genre de preuves propres au sujet que l'on traite. S'agit-il, par exemple, des phénomènes sensibles, il faut en appeler au témoignage des sens, aidés de divers instruments, pour vérifier le fait. Si c'est une question de certitude morale, un événement passé, dont on veut démontrer la vérité, on a recours alors aux règles de la critique historique, et l'on s'assure de la possibilité, de la vraisemblance, de l'authenticité, de la réalité de cet événement, en consultant les historiens, les monuments et la tradition.

Tout le monde trouverait souverainement ridicule qu'en pareil cas on essayât de remplacer ces preuves par des raisons métaphysiques, des démonstrations *a priori*. C'est pourtant ce que fait à chaque instant le

comte de Maistre. Partout où l'histoire lui crie qu'il se trompe, il l'abandonne et cherche à prouver, par des théories abstraites, que si cela n'a pas été comme il l'imagine, cela devait être. De là, toutes ces formules dont son livre abonde. « Il faut partir d'un principe général et incontestable... » Et « ceci n'est encore qu'une de ces lois générales du monde... *qui sont d'une évidence incontestable*... Il a été prouvé jusqu'à l'évidence... etc., etc. » C'est après s'être surtout appuyé sur ces aphorismes abstraits, sur des allégories, des comparaisons qu'il ose tirer cette conclusion historique : « Rien, dans toute l'histoire ecclésiastique, n'est aussi invinciblement démontré, pour la conscience surtout qui ne discute jamais, que la suprématie monarchique du Souverain-Pontife. »

..... Credat Judæus Apella,
Non ego (1).

Et voilà pourtant le meilleur livre qui ait été composé sur cette matière au dix-neuvième siècle ! La forme de l'ouvrage a fait oublier le fond. Un style à effet, des phrases à facettes brillantes ont empêché le menu peuple des lecteurs de découvrir le sophisme et le paralogisme sous ce déguisement coquet et fardé, sous cette enveloppe pimpante. Tant il est vrai qu'on peut faire avaler aux hommes toutes sortes de pilules pourvu qu'on ait soin préalablement de les recouvrir d'une écorce séduisante.

Le goût littéraire est encore plus facile à tromper que le goût physique. Toute proposition raisonnable

(1) Horat. sat. 1, 5.

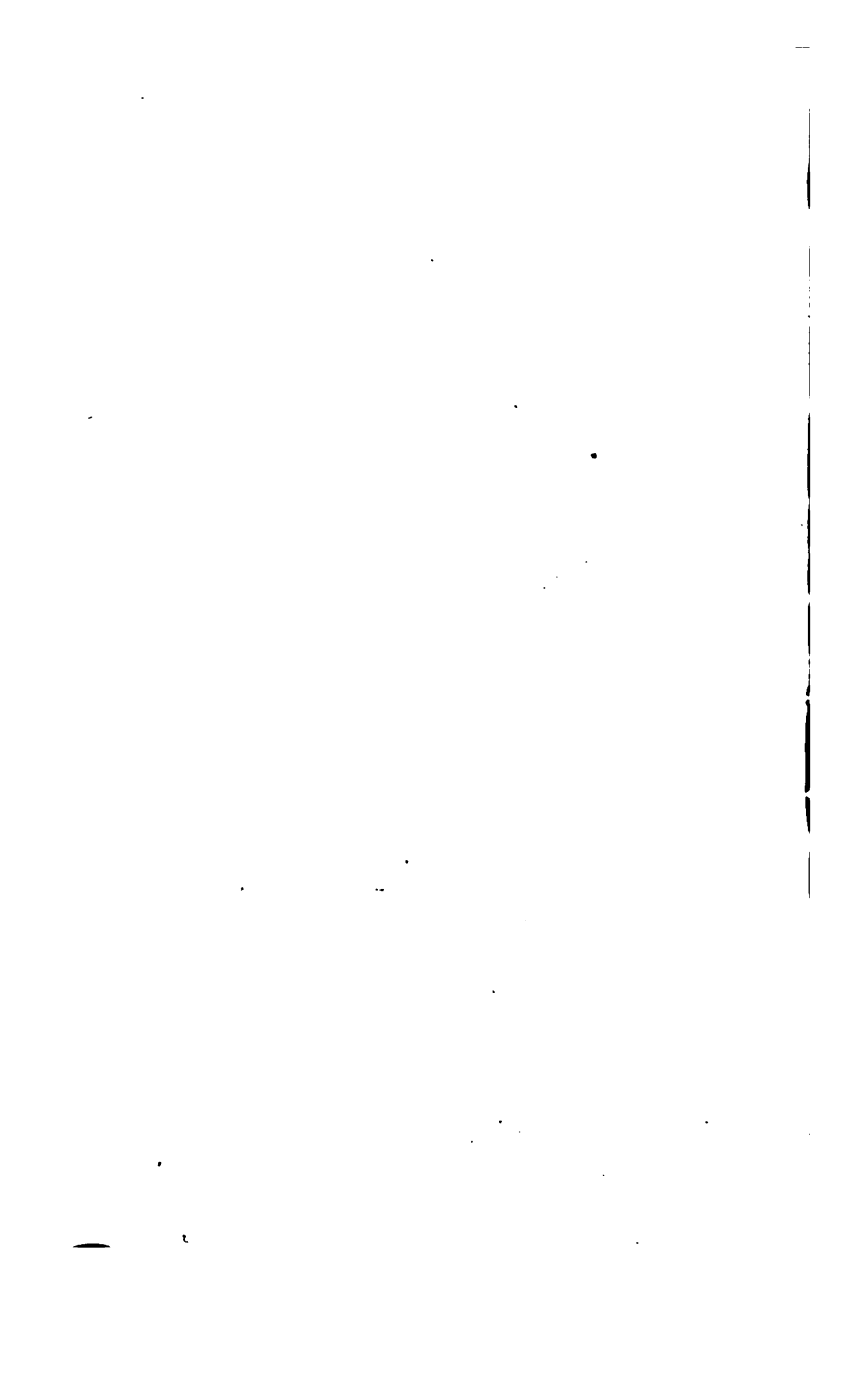
ne s'adressant qu'au bon sens, qui est timide et circonspect, pourra être rejetée, ou du moins elle excitera à peine les désirs de l'entendement. Toute proposition extravagante, au contraire, s'adressant exclusivement à l'imagination, qui n'a pas de limites, attachera l'esprit en le faisant travailler sur des données fantastiques. C'est ce qui explique le succès de cet adage : *Faites naitre d'absurdes espoirs et vous serez mattres*. Tel est le procédé de tous les charlatans, des socialistes et des communistes, comme des Jésuites et des Ultramontains.

**Les hommes sont-ils faits pour penser en esclaves ?
Non. Avant que de croire on doit examiner.**

(Le cardinal DE BEANIS.)

**Voici ce que saint Jean a dit :
« Ne croyez point à tout esprit ;
« Voyez si c'est Dieu qui l'anime. »
Telle est la constante maxime.
Nous avons donc un jugement
Qu'on nomme de *discernement* ?
Voilà ce que Dieu nous accorde,
Dans sa grande miséricorde ,
Pour nous préserver de l'erreur
Et des pièges du séducteur.
Mais vous, de l'obscur ignorance
Et de l'aveugle obéissance
Vous voulez nous faire un devoir,
Et qu'on se rende sans rien voir !**

***III^e Remontrance des Fidèles du diocèse de Troyes
à leur évêque.***



CHAPITRE XI.

CONCLUSION.

Que peut-on conclure logiquement de tout ce qui précède, sinon que l'ultramontanisme est une double aberration :

- 1° Aberration religieuse ;
- 2° Aberration intellectuelle.

En effet, au point de vue religieux, tous les anciens principes de foi sont négligés, toutes les antiques règles des croyances sont méprisées, dans cet amalgame monstrueux de systèmes et d'opinions que l'on voudrait aujourd'hui nous faire accepter pour des dogmes catholiques. Ces nouveaux docteurs, abandonnant le dépôt doctrinal et sacré de l'Évangile, la révélation divine faite aux prophètes et aux apôtres, transmise et expliquée dans les écrits des saints Pères, conservée par la tradition, se jettent dans les théories purement scolastiques, dont les conclusions les mieux tirées et

les plus légitimes ne sauraient devenir articles de foi, selon les règles d'une saine théologie. Combien, à plus forte raison, sont contraires aux vrais principes du catholicisme, à l'essence divine du Christianisme, tous ces paralogismes et ces sophismes, qui ne reposent que sur une apparence de probabilité, sur des prémisses erronées ou des conclusions mal déduites ?

Que peut-on imaginer de plus contraire à l'esprit, comme à la lettre de l'Évangile que la hautaine prétention des Jésuites et des Ultramontains, qui voudraient étendre leur infaillibilité imaginaire à toutes les matières susceptibles d'être l'objet d'une discussion politique, sociale ou religieuse, à tous les points de doctrine indistinctement ? Croire tout ce que ces apôtres du Probabilisme et du fanatisme proclament dans leurs livres, leurs journaux et leurs écoles, voilà le catholicisme. Séparer la cause de l'Église du progrès moderne, mettre la foi et la science en opposition et en lutte, les heurter l'une contre l'autre, défier les intelligences de choisir entre la superstition et le bon sens, entre des révélations ridicules, des dévotions bizarres et le culte pur, l'adoration en esprit et en vérité, voilà l'œuvre de ces Pharisiens du Christianisme.

Que nous sommes loin du simple et sublime enseignement du divin Maître, qui s'élevait avec tant de force et une si verte ironie contre cette obéissance aveugle et réglementée de tous les docteurs de contrebande, et qui ne faisait consister la religion que dans la charité d'un cœur pur et la satisfaction d'une bonne conscience ! Il suffit de jeter les yeux sur les pages de l'Évangile pour sentir immédiatement que l'esprit qui les anime, les pénètre, les sature, est un esprit diamé-

tralement opposé aux tendances des sectaires ultramontains. Dans ce livre sacré, la moralité n'est attachée à aucune institution légale ; ses préceptes ne sont point codifiés, définis et longuement analysés, mais exprimés par une parole simple et vivifiante, dans laquelle l'intelligence et le cœur trouvent des réponses et des lois faciles à comprendre, des conseils qui concluent toujours à l'affranchissement et à la liberté des âmes.

C'est là qu'on lit : « En priant, évitez de dire beaucoup de paroles, comme les ethniques, qui pensent qu'un long discours sera mieux écouté. Ne leur ressemblez point. Votre Père céleste sait vos besoins avant que vous lui adressiez vos demandes.... Quel homme d'entre vous, si son fils lui demande du pain, lui présentera une pierre ? Ou s'il lui demande du poisson, lui présentera un serpent ? Si donc, vous qui êtes imparfaits, vous savez donner de bonnes choses à vos enfants, combien plus votre Père qui est dans les cieux donnera-t-il de bonnes choses à ceux qui l'implorent... »

Voilà des textes qui n'ont qu'une expression et un sens pour tous les hommes, et où le sentiment et la raison s'allient et se fondent dans une harmonieuse unité. L'Évangile prêche partout le dégagement, l'affranchissement des âmes, partout il ennoblit les hommes et relève leur indépendance naturelle. Il se fait, pour ainsi dire, tout à tous et propre à chacun. Selon la judicieuse remarque d'une femme célèbre, il n'est circonscrit en quelque sorte que comme les cieux, qui s'étendent et se prolongent aux regards, à mesure qu'on s'avance et que l'horizon s'abaisse.

La religion des Ultramontains est calquée sur un plan

tout différent. Au lieu de dégager l'âme et de l'affranchir, tous les enseignements jésuitiques tendent à comprimer ses élans, à annihiler toute activité humaine, à écraser la liberté de la pensée, à enchaîner les travaux et les aspirations de l'intelligence à la borne de leur système, en élevant le dogme de l'obéissance passive au Pape, à la hauteur d'un article de foi, qui devient le mobile de toutes nos actions et leur unique règle.

Jamais le despotisme n'avait été si fortement et aussi méthodiquement hiérarchisé. Depuis le fidèle qui vient de naître jusqu'aux évêques et aux docteurs, tout doit recevoir la lumière de la parole du Pontife romain, *qui seul la reçoit directement* du ciel. Pourquoi l'enfant, par exemple, croit-il à la parole de son père ? c'est que derrière, ou plutôt au-dessus de ce père, se trouve son curé ; au-dessus du curé l'évêque ; au-dessus de l'évêque, « *l'unique docteur infallible*, le Pape, dont tous les enseignements de la catholicité *ne sont que les échos*, répétés de siècle en siècle et d'espace en espace, à travers tous les degrés de la hiérarchie sociale, par tous les représentants de la hiérarchie catholique... » (1)

Voilà toute la théorie en quelques lignes. Jésus-Christ ne parle aux cœurs et aux intelligences que par la bouche « du *Pontife qui est à Rome*, et par la voix de l'évêque *qui redit la parole du Pontife*, et par la voix du pasteur *qui redit la parole de l'Évêque* ; » (2). Ce n'est qu'après être passé par la filière de tous ces degrés, de

(1) II^e Conférence du R. P. Félix, jésuite, à Notre-Dame, février 1881.

(2) *Ibid.*

tous ces échos, que le Verbe Éternel, par les lèvres du père, arrive à illuminer l'intelligence du fils. Tel est le nouveau commentaire du fameux texte de saint Jean, qui affirme positivement que le Verbe divin illumine immédiatement *tout homme venant en ce monde*. Il ne faut plus croire la parole divine; mais la parole humaine. En vain saint Augustin et tant d'autres docteurs ont-ils prêché partout et toujours, que pour connaître le vrai, « nous ne consultons *pas l'homme qui fait entendre sa voix au dehors ; mais la vérité même qui préside à notre intelligence* » ; en vain nous défendent-ils de sortir de nous-mêmes ; en vain nous crient-ils d'y rentrer, en nous assurant que c'est là qu'habite la vérité : *Noli foras ire, in te ipsum redi, in interiore homine habitat veritas* (1). *Non loquentem qui personat foris, sed intus ipsi menti præsidemem consulimus veritatem...* (2). Cette doctrine était bonne, comme nous l'avons déjà vu, d'après le sentiment des Jésuites, pour les chrétiens de ce temps-là ; au dix-neuvième siècle on a d'autres maximes. Ce sont celles des modernes docteurs, qui entreprennent de réduire de nouveau en servitude tout le genre humain, que la grâce de Dieu était venue délivrer. Toute âme vivante doit mettre ses lumières naturelles sous le boisseau, et courber humblement la tête sous ce despotisme écrasant dont l'univers entier est le vassal.

C'est une contrefaçon de l'absolutisme dégradant des derniers empereurs païens. Il n'y manque plus que

(1) De Vera Religione, c. 39.

(2) Voyez le traité de *Magistro*, où saint Augustin développe longuement cette doctrine.

l'apothéose. Pour que le parallèle soit exact, il faut que le Pape devienne l'objet de notre culte, comme la personne sacrée de l'Empereur était une des divinités de l'Olympe romain. Il nous semble que les Ultramontains ne peuvent éviter cette conséquence, s'ils poussent la logique de leur système jusqu'à ses dernières limites.

Du reste plusieurs d'entre eux ne dissimulent plus leurs tendances et leurs aspirations sous ce rapport, et de nombreux symptômes annoncent qu'ils s'occupent à jeter le pont qui doit les aider à franchir ce dernier degré d'aberration morale. Le Pape forme déjà dans leur symbole « *une partie intégrante de la vie spirituelle* ». Ils en font « un point essentiel de la vie chrétienne. »

Le Souverain-Pontife est pour eux « dans toute leur conduite, ce que le Saint-Sacrement est pour nous dans toutes nos adorations.... C'est la troisième présence visible de Jésus-Christ parmi nous, présence d'un ordre plus élevé, d'un sens plus profond, d'une importance plus immédiate, d'une nature plus exacte que sa présence dans les pauvres et les enfants ». Le vicariat du Pape est un *mystère* qui « ressemble au mystère du Saint-Sacrement; les deux mystères s'entrelacent, pour ainsi dire, l'un dans l'autre... Ce qui est fait au Pape est fait à Jésus-Christ même. Tout ce qu'il y a de royal, tout ce qu'il y a de sacerdotal dans Notre-Seigneur se trouve rassemblé dans la personne de son vicaire, pour recevoir nos hommages et notre vénération. On pourrait aussi bien essayer d'être bon chrétien sans la dévotion à la Sainte-Vierge que sans la dévotion au Pape, et par la même raison dans les deux cas. La

mère de Jésus-Christ et son vicaire font également partie de son Évangile.... »

Ces impiétés, que nous abrégeons, ont été débitées dans un sermon prêché à Londres l'année dernière par le R. P. Faber. Elles ont été traduites et publiées en français sous ce titre significatif : *De la Dévotion au Pape* (1). Cet opuscule, qui a déjà eu plusieurs éditions, circule librement avec l'assentiment, au moins tacite, des Évêques et du Pape lui-même.

On le voit ici, ce n'est plus seulement du respect, ni de l'amour filial qu'on réclame pour le Saint-Père, c'est un culte et une vraie dévotion, analogue au culte et à la dévotion que les catholiques rendent à la Sainte-Vierge, et au Saint-Sacrement ! Et cette doctrine se couvre du beau nom de la piété chrétienne ! y a-t-il rien de plus propre à la décrier dans l'esprit des hommes irrégieux ou des indifférents ! Pousser la piété jusqu'à ce degré de superstition et d'anthropolâtrie n'est-ce pas l'anéantir radicalement ? Est-ce que la piété chrétienne n'est pas l'antipode d'un pareil aveuglement, à l'ombre duquel les ardélions ultramontains abrutissent les simples et persécutent les sages ? Est-ce que le Christianisme n'est pas la doctrine de la délivrance, de la liberté, de la raison et de la tolérance ?

Qu'il y a-t-il de plus clair dans l'Évangile que la défense faite par Jésus-Christ à tous les pasteurs, dans la personne des apôtres, non-seulement d'exiger cette dévotion superstitieuse, mais d'exercer la moindre domination sur les âmes et les consciences ?

Oui, quoi qu'on dise et qu'on fasse, l'Évangile reste

(1) Librairie d'Ambroise Bray, rue des Saints-Pères, 66, à Paris.

et restera la terre natale de l'arbre de la liberté. Cette plante précieuse a grandi et s'est tellement fortifiée par la culture attentive qu'elle a reçue, pendant dix-huit siècles, des mains des plus saints docteurs, qu'elle ne saurait être aujourd'hui étouffée ou déracinée par les efforts impuissants d'une coterie.

Saint Matthieu et saint Luc vont nous faire assister à la plantation de cet arbre, à l'ombre duquel doit s'abriter l'humanité tout entière. Nous verrons ensuite avec quel zèle et quel amour, quelle intelligence et quelle délicatesse cette plante divine a été cultivée, dans le cours des siècles, par les mains des apôtres saint Pierre et saint Paul, de saint Chrysostôme, de saint Grégoire de Naziance, de saint Augustin, d'Origène, de saint Jérôme, de saint Athanase, de Tertullien, de Lactance, de saint Hilaire, du vénérable Bède, de saint Bernard, saint Fulgence, saint Grégoire-le-Grand, de saint Pierre Damians, de Pierre de Blois, de Pierre de Marca, de Choiseul, de Bossuet, et de Fénelon.....

« Vous savez, dit le Sauveur en saint Matthieu, que ceux qui sont princes parmi les païens les dominent et que les grands les traitent avec empire. Il ne doit pas en être ainsi parmi vous ; que celui qui voudra être grand soit votre serviteur ; que celui qui voudra être le premier soit votre esclave. » Et en saint Luc, quelques instants avant la scène épouvantable de Gethsémani, le Christ dit également : « Les rois des nations les dominent, et on donne le nom de bons et de bien-faiteurs à ceux qui les gouvernent souverainement ; qu'il n'en soit pas de même parmi vous. Mais que celui qui est le plus grand devienne comme le moindre, et celui qui gouverne comme celui qui sert. »

C'est sur ces dernières paroles que les apôtres ont réglé toute leur conduite. Leurs actions comme leurs discours prouvent qu'ils ont fidèlement exécuté les prescriptions du divin Maître. Saint Pierre surtout a mis tant de douceur et de charité, tant de modestie et d'abnégation dans ses rapports avec les autres disciples, que sa primauté en est presque éclipsée. Son langage est toujours en harmonie avec ses actes ; témoins ces admirables enseignements laissés pour règle et pour héritage à tous ceux qui, en qualité d'évêques, doivent participer à sa dignité : « Paissez le troupeau de Dieu qui vous a été confié ; veillez sur sa conduite, non par contrainte, mais par une affection toute volontaire... par une charité désintéressée ; non en dominant sur le clergé, mais en vous rendant des modèles de vertus pour tout le troupeau. »

Saint Paul, l'autre prince des apôtres, déclare à son tour « qu'il ne domine point sur la foi des disciples ; mais qu'il met tous ses soins à augmenter leur joie. » Il veut encore que les évêques ne commandent pas « ce qui leur est personnellement utile, mais ce qui peut être avantageux à plusieurs pour le salut. » Lui-même refuse de s'attribuer le droit de juger, même les intentions. « Que suis-je ! s'écrie-t-il, pour juger ceux qui sont dehors et ceux qui sont dedans ? N'êtes-vous pas vous-mêmes juges ? »

En écrivant aux Colossiens sa seconde épître, le grand docteur des nations se trouvait en face d'une foi faible et superstitieuse, qui tenait trop de compte des pratiques extérieures et de tout ce qui forme aujourd'hui une partie de la doctrine ultramontaine. Il combat ces abus avec autant de logique que de fermeté.

Écoutez-le : « Que nul ne vous condamne pour ce que vous mangez ou ce que vous buvez, ou ce qui concerne les jours de fête ou les cérémonies extérieures... qui ne sont que l'ombre des choses futures... Que nul ne vous séduise, sous prétexte d'humilité ou d'un culte des anges, choses qu'il n'a point vues, marchant enflé des vaines pensées de sa chair... Pourquoi vous assujettissez-vous à ces commandements des hommes : Ne mangez point de ceci, ne touchez point à cela, n'y goûtez pas !... Ayez le goût des choses d'en haut et non des choses de la terre. »

Quel philosophe rationaliste a condamné plus fortement cet Ultramontanisme étroit et formaliste qui veut asservir toutes les croyances à des règlements humains ? Comme le grand apôtre plane de haut sur ces prescriptions sacerdotales, dont la matière est indifférente par elle-même ! Quel mélange de tolérance éclairée et de prudence chrétienne dans toutes ces admirables épîtres, qu'il faudrait transcrire en entier ! Voyons encore ce qu'il écrit aux Romains pour leur faire comprendre que les abstinences et les diverses formes du culte extérieur ne constituent ni la vertu, ni la religion, ni la piété :

« Recevez, leur dit-il, recevez le faible dans la foi, sans contestation de sentiment... que chacun abonde en son sens... pourquoi condamnes-tu ton frère ? pourquoi le méprises-tu ? Car nous paraîtrons tous devant le tribunal du Christ... Qu'on ne blasphème point ce qui est bon en nous. Le règne de Dieu n'est ni le boire ni le manger ; mais la justice, la paix et la joie dans le Saint-Esprit... Ne vous inquiétez pas des questions folles et sans importance, des discussions et des dis-

putes de la loi ; tout cela, pour vous, est vain et inutile... Ne savons-nous pas que la loi n'est bonne qu'autant qu'on en use légitimement et selon son esprit. »

On sent dans ce langage que les questions de forme extérieure n'ont aucune valeur aux yeux de saint Paul : il les condamne partout comme des abus, et il le fait toujours avec douceur et modération, ne demandant aux fidèles qu'une obéissance raisonnable : *Rationabile sit obsequium vestrum.*

Saint Jean Chrysostôme réproouve aussi avec éloquence cette domination hautaine et superbe qui est l'apanage des princes temporels. « Il n'en est point ainsi, dit-il, dans l'Eglise. Là, il n'est pas permis de commander avec autorité. Celui qui agit autrement n'est *pas un docteur ; mais un maître et un tyran.* » Il reconnaît que c'est là la grande difficulté du sacerdoce. « Le pasteur doit commander à des hommes disposés à obéir volontairement, et qui lui sachent gré de ce qu'il commande. »

« La chose la moins permise aux chrétiens, c'est de corriger *par la force ceux qui pèchent.*.. Notre sainte loi ne nous donne pas la même autorité qu'aux juges séculiers pour la correction des vices, et quand même elle nous la donnerait, nous n'aurions pas lieu de l'exercer, puisque Dieu ne couronne que ceux qui quittent *volontairement* leur vie déréglée, et non ceux qui le font par force (1). »

Saint Grégoire de Naziance explique également, dans son remarquable discours sur *le Sacerdoce*, pourquoi la domination et l'intolérance sont prosrites dans l'Eglise

(1) De Sacerd., II, 2.

du Christ : « Où règne la violence il n'y a rien de ferme, rien de stable, de permanent. Il s'y trouve, au contraire, *je ne sais quoi d'odieux et de tyrannique, qui répugne à la sainteté de notre auguste ministère...* Aussi voyons-nous que ce qui nous a été le plus expressément recommandé par notre divin législateur, c'est de conduire avec douceur son troupeau et de ne point employer à son *égard la violence et la contrainte.* »

« Tant que le Verbe a habité parmi les hommes, dit saint Augustin, il n'a point voulu user de la force ; il a toujours agi par voie d'enseignement et de persuasion, parce que le temps de *l'ancienne servitude étant passé et l'âge de la liberté lui ayant succédé*, il est désormais convenable d'apprendre aux hommes quel est *le prix de cette liberté dont le Créateur les a gratifiés*, et quel usage ils doivent en faire, les choses permettant qu'ils puissent mettre à profit une telle connaissance (1). »

Origène, commentant à son tour les textes évangéliques sur la domination des rois et sur l'abnégation des pasteurs chrétiens, donne une raison de cette différence, qu'il tire de la nature même de l'homme. « Toutes les choses corporelles, dit-il, sont soumises à la loi *de nécessité*, et ne dépendent point absolument de *la volonté* ; tandis que les spirituelles relèvent *du libre-arbitre* et non de la nécessité. La principauté des princes spirituels doit donc être *fondée sur l'amour, et non sur la crainte.* »

C'est à peu près le raisonnement de saint Jérôme dans sa lettre à Népotien, où il observe que les rois commandent à ceux *qui ne veulent pas obéir* et les évêques à ceux *qui le veulent bien.*

Saint Athanase a soutenu les mêmes principes : « Le

(1) De Verâ Relig.

propre de la vraie religion est de ne *pas contraindre* ; mais *de persuader*. »

« Prenez garde, dit le grand apologiste du Christianisme, Tertullien, c'est une impiété d'ôter aux hommes la liberté religieuse, de ne pas permettre d'adorer le Dieu de son choix, et de contraindre quelqu'un à adorer une divinité qu'il ne veut pas adorer... Il est d'une criante injustice de forcer des hommes à sacrifier malgré eux ; car, sans entrer dans d'autres considérations, le service de la Divinité exige *un assentiment volontaire et libre* (1). »

« Qui m'imposera la nécessité de croire ce que je *ne veux pas*, ou de ne pas croire ce que je *veux*, demande Lactance ? Qu'y a-t-il de plus dépendant de *la volonté* que la religion ?... Nous ne demandons pas que l'on adore Dieu malgré soi ; si quelqu'un ne le fait pas, nous n'avons point de ressentiment contre lui... *C'est dans la religion que la liberté a fixé sa résidence !* »

Saint Hilaire, adressant la parole à l'empereur Constance, n'est pas moins formel sur cette tendance libérale du Christianisme : « Vous comprenez, dit-il, que nul homme ne *doit être contraint* à embrasser votre religion, et vous veillerez sans cesse à ce que tous vos sujets jouissent *des douceurs de cette liberté*... Laissez les peuples suivre les *guides qu'ils voudront*... Dieu nous a enseigné à le connaître ; il ne nous *y a pas forcé* : *Docuit, non exegit*... »

Le vénérable Bède enseignait la même doctrine au septième siècle, en parlant d'Éthelbert, roi d'Angleterre, qui ne força point ses sujets à embrasser le

(1) Apologétique ; et ad scapul.

Christianisme; « car, dit le pieux auteur, il avait appris des docteurs et des auteurs de son salut, que le service du Christ doit être *volontaire et nullement contraint*. »

Selon saint Bernard, le nom d'évêque fait voir que ce n'est qu'un ministère et non un droit de *dominer et d'imposer sa volonté aux fidèles*. Il fait entendre cette vérité à un Pape, et la proclame comme un des premiers devoirs de sa charge. Après avoir rapporté les paroles de saint Pierre, citées plus haut, il ajoute : « Il n'a pas pu vous donner ce qu'il n'avait pas. Il n'a donné que ce qu'il avait, sa sollicitude sur les Églises. La constitution apostolique est celle-ci : *Domination pros-crite, administration prescrite...* »

« Il n'y a rien dans l'Église, dit saint Fulgence, de plus grand que l'évêque ; mais il ne doit point entreprendre, par une orgueilleuse usurpation, de gouverner avec une espèce d'*empire et de domination*. »

Saint Grégoire le Grand s'élève encore avec plus de force contre les prélats qui « font craindre le grand pouvoir que leur donne leur dignité, et qui, affectant de faire connaître qu'ils sont les maîtres, ne veulent pas reconnaître qu'ils sont pères, et changent en une altière *domination* une charge qui est toute d'humilité (1). » Il remarque encore, au livre XXIV de ses *Morales*, qu'ils veulent être honorés, non en considérations du Seigneur, *mais à la place du Seigneur !* (2) »

(1) Homél. sur les Évang.

(2) Ce grand Pontife mit toujours sa conduite en harmonie avec ses paroles, comme on le voit dans ses lettres :

« Ab omnibus corripì, ab omnibus emendari paratus sum... (*lib. II, epist. 2*).

« Vestra Beatitudo..... mihi loquitur dicens : sicut *jussisti* : quod

Il est sans doute inutile de répéter ici les témoignages de tant d'autres grands saints ou célèbres théologiens du moyen âge, que nous avons déjà cités plus haut (1). Ils s'accordent à défendre la *domination sur la foi des fidèles, et à rejeter l'obéissance aveugle*. Ces excellents principes sont passés dans le célèbre traité de Pierre de Marca (2) : *Concorde du Sacerdoce et de l'Empire*. Ce théologien établit au second livre que le pouvoir des évêques n'est point indépendant de ceux pour qui ils font les lois. Partant de ces paroles de l'apôtre « que la puissance religieuse n'a pas été instituée pour détruire, mais pour édifier, » il en conclut que « l'on ne doit rien prescrire aux fidèles qui les puisse blesser, et qu'en conséquence une loi ecclésiastique qui n'est pas utile doit être regardée comme non avenue. »

Il reconnaît avec saint Chrysostôme que « la règle du Christianisme, son exacte définition et sa plus haute

« verbum *jussionis* peto à meo auditu remove; quia scio quid « estis; loco enim mihi fratres, moribus patres. Non ergo *jussi*, sed « quæ utilia visa sunt, indicare curavi..... Nec honorem esse deputo « in quo fratres meos honorem suum perdere cognosco..... (*Epist. lib. VIII, 30, ad Eulog. Alexandrum.*) »

(1) Voyez chap. I et VII.

(2) Pierre de Marca, né en 1594, fut nommé à l'archevêché de Paris en 1662; mais il mourut au moment même où il venait de recevoir ses bulles, ce qui donna lieu à Colletet de lui faire cette épigramme badine :

Ci gît monseigneur de Marca,
Que le roi sagement marqua
Pour le Prélat de son Église;
Mais la mort, qui le remarqua,
Et qui se plait à la surprise,
Tout aussitôt le démarqua.

dignité, c'est de ne travailler qu'à l'édification commune. » Il cite à son tour les textes évangéliques et poursuit ainsi : « Jésus-Christ a voulu marquer par ces paroles la légitime autorité des rois et non pas un empire tyrannique, puisqu'il parle des rois auxquels leurs peuples donnent le nom de bons et de bienfaiteurs. Donc, il est permis aux rois de faire beaucoup de choses par un pouvoir absolu ; mais Jésus-Christ n'a pas *voulu que les apôtres eussent une liberté d'action si indépendante ni si étendue.* »

Ici l'illustre auteur s'appuie sur les textes des Pères, et il infère de ces citations que « les lois ecclésiastiques qui n'ont point pour objet des choses déjà défendues par le droit divin ou le droit naturel, mais qui ne regardent que le bon ordre et la discipline extérieure de l'Église, doivent être appuyées *sur la volonté et le consentement des inférieurs*, et non sur la nécessité et des craintes humaines, qui les forceraient à les recevoir. »

Il fait ainsi, comme tous les Pères, dépendre le gouvernement des pasteurs de la volonté des brebis. C'est assurément là une doctrine aussi conforme à la droite raison qu'à l'Évangile, qui veut que le troupeau du Christ ne soit point conduit par contrainte, soumis à un maître, mais qu'il soit dirigé par une douce persuasion, qui le fasse suivre le pasteur volontairement et de son plein gré.

Nous voilà bien loin de la *Papaucratie* ultramontaine, et de tous les petits tyranneaux jésuitiques qui prêchent l'asservissement des consciences au nom des dogmes du Christianisme.

Cette sainte indépendance de la raison, ou, pour

parler plus exactement, ce pieux accord de la raison et de la foi, est le caractère dominant de tous les grands théologiens français des derniers siècles, et surtout des grands évêques qui jetèrent un si vif éclat sur le règne de Louis XIV. Pour eux la parole de Dieu est la seule autorité sous laquelle un chrétien doit courber son esprit, comme l'enseignait hautement le célèbre rapporteur de l'assemblée de 1682, M. de Choiseul, évêque de Tournai.

Selon ce savant prélat, l'obligation où nous sommes de croire ce que l'Église nous propose, ne regarde que la doctrine de Jésus-Christ révélée aux apôtres et qui nous a été transmise par l'Écriture ou la tradition. *C'est là, dit-il, une vérité fondamentale de la religion que nul catholique ne saurait combattre.* Il blâme hautement ceux qui veulent qu'on captive son esprit sous la parole du Pape, « parce que saint Paul recommande expressément de ne le captiver que sous l'autorité du Christ, et que notre raison n'est esclave de la raison de quelque personne que ce soit, quelque autorité qu'elle puisse avoir...

« J'avoue bien, continue-t-il, que très-souvent l'opinion que nous avons des lumières de ceux qui nous parlent fait que nous soumettons nos propres connaissances aux leurs, parce que, en ce cas, nous sommes persuadés qu'ils ont découvert des choses qui nous sont inconnues, et ainsi nos propres lumières nous sont suspectes. Mais si nos connaissances nous semblent si claires, qu'après avoir exactement et humblement recherché la vérité, elles nous paraissent démonstrativement contraires à la décision du Pape, il est impossible que notre esprit croie cette décision, ou il

faudrait dire que la vérité n'est point l'objet de l'entendement, qu'il pourrait adhérer à la fausseté reconnue comme fausseté, ce que nulle personne raisonnable ne soutiendra jamais (1). »

Il ne faut pas confondre ce droit de la raison de juger en dernier ressort avec l'abus qu'en font les Protestants, qui ne reconnaissent aucune hiérarchie, aucune partie gouvernante dans l'Église du Christ. C'est justement dans ce radicalisme outré que consiste l'hérésie. Les *forts* du Christianisme se sont toujours tenus aussi éloignés de cet excès de liberté, ou, si l'on veut, de cette licence, que des préjugés et de la soumission aveugle des Ultramontains. C'est là ce qui fait le grand mérite de la polémique de Bossuet, et ce qui lui a donné une supériorité si incontestable sur les adversaires qu'il a combattus dans les deux camps pendant plus de quarante ans.

Tout en reconnaissant l'infailibilité déclarative de l'Église enseignante, c'est-à-dire des prêtres et des évêques unis au Pape, il admettait sans aucune hésitation l'infailibilité universelle et vraiment catholique, résidant dans tout le corps des fidèles, et réservait les droits de chacun d'eux en particulier.

Voici comment il s'exprime sur ce point délicat dans sa *Réfutation du Catéchisme de Ferry* : « Nos adversaires, dit-il, nous repartiront qu'il faut que chaque fidèle discerne la bonne doctrine d'avec la mauvaise par l'assistance du Saint-Esprit ; *ce que nous accordons volontiers, et jamais nous ne l'avons dénié.* Aussi n'est-

(1) Voyez Dupin, *Hist. eccl. du XVII^e siècle*, tome III, page 120 et *passim*.

ce pas en ce point que consiste la difficulté. Il est question de savoir de quelle sorte se fait ce discernement. Nous croyons que chaque particulier de l'Église le doit faire avec *tout le corps* et par l'autorité de *toute la communion catholique*, à laquelle son jugement doit être soumis. Et cette excellente police vient de l'ordre de la *charité, qui est la vraie loi de l'Église*; car lorsque Jésus-Christ l'a fondée, le dessein qu'il se proposait, c'est que ses fidèles fussent unis par le lien d'une charité indissoluble. C'est pourquoi il n'a pas permis que chacun jugeât en particulier des articles de la foi catholique ni du sens des Écritures divines; mais, afin de nous faire chérir davantage la communion et la paix, il lui a plu *que l'unité catholique fût la mamelle qui donnât le lait à tous les particuliers de l'Église*, et que les *fidèles ne pussent venir à la doctrine de la vérité que par le moyen de la charité et de la société fraternelle.* »

C'est conformément aux mêmes principes que l'Aigle de Meaux établit dans le *Mémoire pour servir de réponses à plusieurs lettres de Leibnitz*, que l'infaillibilité promise par Jésus-Christ à son Église « *réside primitivement dans tout le corps,* » et que c'est là cette Église bâtie sur la pierre, à laquelle le Fils de Dieu a promis que les portes de l'enfer ne prévaudraient point contre elle.

La liberté de conscience est hautement reconnue et proclamée dans cette excellente leçon de tolérance que donna Fénelon à l'héritier du monarque qui révoqua l'édit de Nantes : « *Nulle puissance humaine, dit-il, ne peut forcer le retranchement impénétrable de la liberté du cœur. La force ne peut jamais persuader les hommes ; elle ne fait que des hypocrites... Accordez à tous la to-*

lérance civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience tout ce que Dieu souffre, et en tâchant de ramener *les hommes par une douce persuasion...* » (1)

Le R. P. Lacordaire a développé fort longuement, dans une de ses conférences, des principes analogues : « Les armes de la vérité, dit-il, c'est *la persuasion* ; celles de l'erreur, c'est *la force*. La vérité tend à prévaloir par l'intelligence, et l'erreur par la force corporelle. »

« Rien au monde *n'est plus odieux*, écrit l'abbé Bautain, et en *même temps plus absurde*, que l'emploi de la violence en ce qui concerne la foi religieuse, soit pour la comprimer, soit pour l'imposer !... La persécution religieuse est un *abus de la force* ; c'est le *despotisme le plus odieux et le plus intolérable*, parce qu'il viole ce qu'il y a de plus sacré, et prétend subjuguier l'homme jusque dans le plus profond de son être. *Elle outrage l'humanité qu'elle dégrade, elle est un blasphème contre Dieu*, qui aime les adorateurs en esprit et en vérité, et ne veut pas être honoré des lèvres, mais du cœur. »

Nous ne saurions mieux terminer ces longues citations que par le dernier témoignage émané du Saint-Siège lui-même, par ces solennelles paroles, sorties de la bouche du pieux et doux Pontife Pie IX, quelque temps après son élévation sur la chaire de saint Pierre : « *Il est bien*, s'écriait-il, *il est juste, il est beau* de réclamer pour tous la liberté religieuse ; il faut le faire avec courage, avec énergie ; mais surtout avec charité ! »

On le voit, tous les saints Pères et tous les grands

(1) Exam. de consc. sur les devoirs de la royauté. (*Œuvres de Fénelon*, tome V, page 30.)

génies dont les vertus et les talents ont honoré la religion, sont unanimes pour refuser à l'Église toute espèce de force coactive. C'est qu'en effet il est impossible qu'elle en possède, sans ruiner le Christianisme par la base. Un tel pouvoir est aussi incompatible avec l'essence de la religion chrétienne qu'avec la nature de l'homme : il suffit d'un instant de réflexion pour comprendre cette incompatibilité.

Dans quel but les fidèles sont-ils assujettis à la direction de l'Église ? C'est pour devenir meilleurs par l'amour de la vérité, la pratique de la charité, de la justice et de toutes les vertus. Or, la bonté morale des actions humaines ne peut procéder que de la liberté ; retranchez le libre arbitre, privez l'homme de cette faculté qu'il a de se résoudre à faire ou à ne pas faire telle ou telle chose ; il n'y a plus pour lui de devoirs, d'obligation morale, de mérite ni de démerite : la vertu implique la possession préalable du libre arbitre.

Ainsi, tout en dépendant des lois de l'Église, le chrétien garde sa liberté naturelle, et il ne peut être contraint à les observer : cette observation doit être purement volontaire. Admettre dans cet ordre d'idées une force coactive, comme celle qui s'exerce dans l'ordre politique, c'est supposer une force dont l'existence est en contradiction formelle avec le but que s'est proposé le Créateur, et renverser toute l'économie de la religion.

Notre liberté ne peut nous être ravie ; et nos résolutions ne peuvent être subjuguées que par la grâce divine, par la persuasion ou la démonstration de la vérité. Voilà pourquoi tout acte de contrainte est absolument interdit aux disciples du Christ. Cette inter-

diction dérive de la nature même des êtres soumis à la juridiction ecclésiastique. Ces êtres étant des intelligences essentiellement maîtresses de leurs déterminations, nulle puissance humaine ne saurait les dépouiller de ce pouvoir pour se l'approprier à elle-même.

Les peines et les récompenses dérivant nécessairement du démérite ou du mérite de nos actions ; il en résulte qu'elles sont nulles si cette condition disparaît. Cette conséquence est d'une étendue illimitée, et ne souffre aucune exception. Dieu lui-même, agissant sur nos âmes, soit par des grâces intérieures, soit par des grâces extérieures, ne saurait exercer ce pouvoir coactif sans détruire son œuvre. Aussi Jésus-Christ n'emploie-t-il nulle part cette contrainte, et il proclame hautement que la soumission à sa parole doit être l'effet du choix d'une volonté libre. N'est-ce pas là ce qu'il reconnaît formellement quand il déclare que le Père ne l'a pas envoyé pour *juger*, mais pour sauver le monde ; et que celui qui le méprise et n'écoute pas sa parole sera jugé au dernier jour par cette même parole ?

Ainsi le Sauveur lui-même n'a pas voulu exercer le pouvoir qui entraîne l'exécution forcée du jugement rendu ; il a seulement annoncé la loi d'après laquelle il doit juger tous les hommes dans le siècle à venir ; mais il n'a jamais songé à la faire exécuter *de force* dans le temps présent. Les instructions qu'il a laissées à ses disciples sont d'accord avec cette doctrine. L'exercice de l'autorité qu'il leur accorde n'a rien de positif, et se termine, en définitive, non à contraindre le fidèle récalcitrant, mais au contraire à forcer le ministre de l'Église à quitter la place sans qu'il puisse la faire

quitter à personne. En effet, quelle conduite prescrit-il à ses apôtres, en cas de refus de soumission de la part de ceux à qui ils devaient prêcher l'Évangile ? Il ne leur laisse d'autres ressources que celle de se retirer, *en secouant la poussière de leurs souliers*.

L'Église peut-elle donc avoir aujourd'hui une puissance que Jésus-Christ lui-même n'a pas exercée, qu'il n'a point donnée à ses apôtres, et que tous les Pères de l'Église ont condamnée ? Peut-elle se proposer dans sa mission d'autres vues, un autre ordre de choses que le plan divin ? Evidemment non ; et c'est outrager cette sainte mère que de lui prêter , comme le font les Ultramontains, des prétentions si hautement réprochées par le Saint-Esprit qui l'anime de ses inspirations ; c'est lui attribuer des droits qui ne peuvent lui appartenir, et qui sont aussi incompatibles avec sa constitution qu'avec la nature intime des hommes, sur qui elle exerce sa juridiction spirituelle ; c'est jeter des brandons de discorde dans la société civile, en voulant obliger le pouvoir politique à se courber sous une autorité qui lui est étrangère et qui n'a de fondement que dans des prétentions ambitieuses ou dans des illusions chimériques que l'on voudrait sanctifier par de fausses vues de religion.

Cette étrange aberration, qui jette, pour ainsi dire, l'homme hors de son orbite morale, a sa source dans l'aberration intellectuelle que nous avons signalée plus haut. Elle en dérive comme une conséquence immédiate et nécessaire. Tout le monde moral doit être ébranlé, du moment qu'on en déplace les pôles ; les notions les plus incontestables, les principes les plus solides perdent leur stabilité et deviennent comme des

astres errants et éteints, qui se heurtent et s'entre-choquent dans le vide des espaces.

C'est là ce qui constitue une des grandes lignes de démarcation entre les vrais théologiens catholiques et les docteurs ultramontains. Les premiers reconnaissent sans difficulté que le flambeau de la Raison s'allume au même foyer que celui de la Foi ; que la Raison humaine est un don naturel et inaliénable dont Dieu est le principe et l'auteur, aussi bien que de la Révélation surnaturelle, et au lieu de chercher à mettre ces deux grandes vérités en opposition, à les annihiler l'une par l'autre, ils s'appliquent à les concilier, à les accorder, à les unir le plus intimement possible. Elles ne marchent presque jamais l'une sans l'autre dans leurs écrits (1).

..... Alterius sic

Altera poscit opem res, et conjurat amicè (2).

C'est à la lumière de ce double flambeau qu'ils marchent dans la voie du salut, dans la voie de la vérité et de la vie. Bien différents des théologiens ultramontains qui voudraient confisquer la raison individuelle

(1) Ceux de nos lecteurs qui désireraient une plus ample démonstration de cette belle et féconde doctrine, la trouveront dans les excellents travaux que vient de publier M. l'abbé Le Noir, à la librairie Migne, sous ce titre : 1° *Dictionnaire de la Raison dans la Foi* ; 2° *Dictionnaire des harmonies de la Raison et de la Foi*. Ces deux ouvrages, que nous venons de parcourir, sont aussi savants que consciencieux. Nous regrettons de ne les avoir pas connus plus tôt, et de n'avoir pu les utiliser qu'au dernier moment de la révision de notre travail, pour la vérification de quelques textes, et surtout de la traduction littérale du décret du Pape Gélase, qui nous a paru plus fidèle que celle que nous avons faite nous-même, sur un texte peu correct.

(2) Horace, *Art poét.*

au profit de l'infailibilité du Pape, ou, si on aime mieux, commencer par nous crever les yeux, sous prétexte de nous faire voir plus clairement, avec des yeux étrangers, les brillantes clartés dont le soleil inonde l'univers. Peut-on concevoir une tentative plus insensée, plus impie ?

Stulte, quid hæc frustra votis puerilibus optas (1) ?

..... Hic niger est ; hunc tu, Romane, caveto (2).

Ils ont semé du vent, ils moissonneront des tempêtes (3). Celui qui est dans les cieux se rira d'eux et de leurs vains projets (4). L'Église du Dieu vivant n'en restera pas moins la colonne et le fondement de la vérité (5). Les fausses doctrines peuvent élever des nuages, qui paraissent l'obscurcir pour un temps, mais elles ne sauraient l'éclipser tout à fait (6), tant que le Saint Évangile restera au milieu des hommes pour être le code suprême de leurs droits et de leurs devoirs, le phare de leur culte,

Et, dans la nuit des temps, l'étoile d'or qui brille

Sur l'orageux abîme où, vers l'éternité,

La parole du Christ conduit l'humanité (7).

(1) Ovide.

(2) Horace.

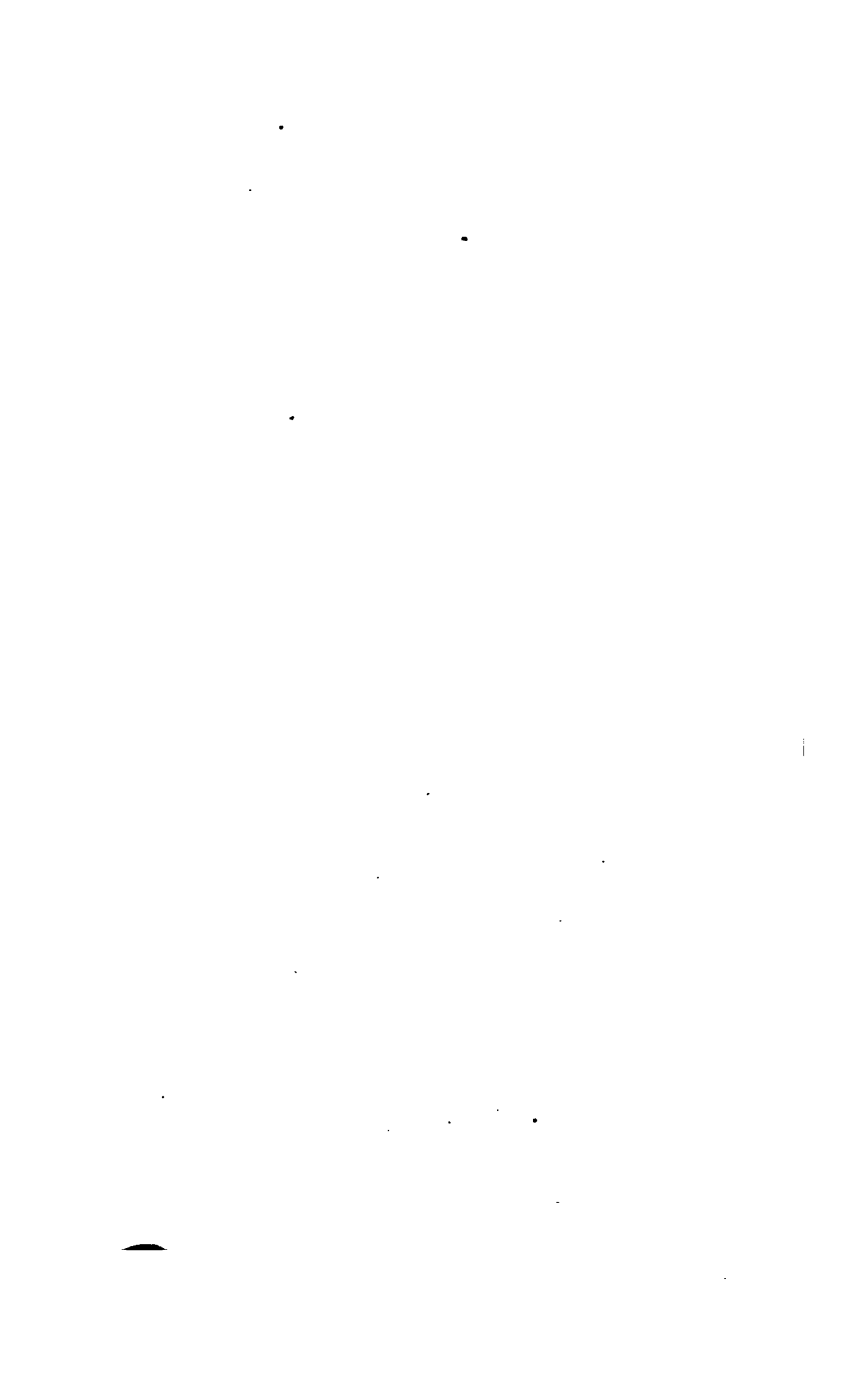
(3) Ozée, 8 — 7.

(4) Psal., 2, 4.

(5) *Ecclesia Dei vivi columna et firmamentum veritatis.* (Timoth. I, 3, v. 15.

(6) *Obumbrari potest, non deficere potest.* (Ambros. Hexam., IV, 2.

(7) Bignan, poèmes Évang.



Sainte Société, dont on a fait élite
Pour montrer aux humains les mystères cachés,
Pour repurger les maux dont ils sont entachés,
Et pour remettre sus notre église détruite ;

Mignons de Jésus-Christ, qui, par votre mérite,
Avez déjà si bien amorcés nos péchés,
Que l'on se peut vanter que là où vous pêchez,
Pour un petit poisson vous tirez une truite ;

Secrétaires de Dieu, l'Église et les humains,
Et Dieu et Jésus-Christ vous prient, à jointes mains,
De retirer vos rets hors de leur mer profonde :

Car vous pourriez enfin, par votre feint esprit,
Pêcher, prendre, amorcer et bannir de ce monde
L'Église, les chrétiens, et Dieu et Jésus-Christ.

RONSEARD.



PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Nous en supprimons une partie pour ne pas augmenter ce volume outre mesure. Nous avons sous les yeux un recueil de censures et de condamnations de toute nature, qui formeraient plusieurs centaines de pages in-8°, depuis la première censure de la Faculté de théologie de Paris, en 1554, contre les Jésuites et leur doctrine, jusqu'au bref d'abolition de cette Société par Clément XIV. Nous nous contenterons d'extraire les points les plus essentiels de ces deux pièces, qui justifient pleinement l'appréciation du poète Ronsard, que nous leur donnons comme épigraphe, et la prédiction de Georges Bronsvel, archevêque de Dublin, par laquelle nous terminerons ces citations.

I

*Extrait des registres de la Faculté de Théologie de
Paris du 1^{er} décembre 1554.*

« Cette compagnie, qui s'attribue avec affectation le titre inusité de Société de Jésus, et qui reçoit si hardiment et si indifféremment toute sorte de personnes....

et de plus remplie d'une infinité prodigieuse de différents privilèges, indults et exemptions... semble par là blesser l'honneur de la vie religieuse, abolir l'exercice pieux et nécessaire des jeûnes, austérités et cérémonies de l'Église; et, bien plus, donne occasion d'apostasier ouvertement...; prive les évêques de l'obéissance et de la soumission qui leur est due, frustre injustement de leurs droits les seigneurs temporels et ecclésiastiques, trouble les deux États, entretient et excite parmi le peuple quantité de querelles, de disputes et de divisions, et même plusieurs schismes. C'est pourquoi, le tout mûrement considéré et examiné, nous disons que cette Société est dangereuse *en ce qui regarde la Foi, qu'elle trouble la paix de l'Église... et qu'elle est née plutôt pour détruire que pour édifier.* »

II

*Extrait du Bref de Notre Saint-Père le Pape Clément XIV
pour la suppression des Jésuites.*

(Ad perpetuam rei memoriam !)

Ce Bref contient en latin 33 pages in-4°. En voici les dispositions principales. Le Pontife jette d'abord un coup d'œil général sur la situation agitée et tourmentée du monde catholique, et en recherche les causes. Une des principales lui apparaît dans l'existence de certains ordres de Réguliers, dont l'approbation « avait été extorquée au Siège-Apostolique » par des supplications et des obsessions. Parmi eux il

ignale surtout celui des Jésuites, et il s'exprime ainsi sur leur compte. après avoir protesté solennellement qu'il « est embrasé du désir ardent de procéder avec confiance et certitude » à la délibération qu'il va prendre.

« Nous n'avons épargné, dit-il, ni soins ni recherches pour découvrir et examiner tout ce qui a rapport à *l'origine, aux progrès et à l'état actuel de l'ordre régulier, appelé vulgairement la Société de Jésus.* »

Clément XIV énumère toutes les concessions faites aux Jésuites par les Souverains-Pontifes. C'est dans la teneur même et dans les propres expressions des Constitutions apostoliques qu'il découvre les preuves du mal auquel il se propose de porter remède. C'est là qu'il voit « pulluler des semences de discordes et de jalousie, non seulement entre les propres membres de la Compagnie de Jésus, mais encore avec les autres Ordres réguliers, avec le Clergé séculier, avec les Académies, les Universités, les écoles publiques de belles-lettres, et même avec les princes dans les États desquels les Jésuites avaient été reçus. »

Le Souverain-Pontife détermine ensuite l'objet et la nature de ces contestations, qu'il attribue *à l'ambition et aux intrigues des membres de la dite Société, et aussi à divers articles de leurs doctrines.* Il rappelle, à cette occasion, « les plaintes nombreuses » qui ont été portées contre elle et déferées à Paul IV, à Pie V et Sixte V par Philippe II et plusieurs autres princes. Mais les tentatives de réformes opérées par différents Papes échouèrent contre l'obstination des disciples de saint Ignace de Loyola, et « bien loin que tout cela suffit pour apaiser les plaintes et les cris contre la Compagnie, il arriva au contraire que presque tout l'univers fut de plus en plus rempli des disputes les plus fâcheuses,

à l'occasion de la doctrine que plusieurs dénoncèrent *comme opposée à la foi orthodoxe et aux bonnes mœurs*. Les dissensions étrangères et domestiques s'animèrent davantage, et les accusations se multiplièrent contre la Société, à qui l'on *impute particulièrement d'être trop avide des biens de la terre....* »

Le Pape fait une assez longue énumération des remèdes employés pour calmer toute cette agitation, et il en constate l'inefficacité. En vain Urbain VIII, Clément IX, X, XI et XII. Alexandre VII, Innocent X, XI, XII et XIII, et Benoît XIV tâchèrent-ils de rétablir la paix si désirée dans l'Église, leurs efforts furent constamment paralysés par les Jésuites, qui firent éprouver de grands déboires à plusieurs de ces Pontifes.

« Après tant d'orages et de si cruelles tempêtes, ajoute Clément XIV, tous les gens de bien espéraient voir bientôt luire le jour si désiré qui devait ramener une paix et une tranquillité parfaites ; mais tandis que Clément XIII, notre prédécesseur, fut assis sur la chaire de saint Pierre, il survint des temps encore plus agités et plus difficiles. Les cris et les plaintes contre la Société de Jésus redoublèrent tous les jours de plus en plus. Il s'éleva dans quelques endroits *des séditions, des tumultes, des divisions et des scandales très-dangereux, qui, redoublant et coupant le bien de la charité chrétienne*, enflammèrent violemment parmi les fidèles l'esprit de parti, les haines et les inimitiés. Le péril devint si pressant, que ceux-mêmes dont on célèbre partout, comme un droit héréditaire, l'antique piété et la libéralité envers la Société, savoir, nos très-chers fils en J.-C. les rois de France, d'Espagne, de Portugal et des Deux-Siciles, ont été contraints de renvoyer et d'expulser les membres de la

Compagnie de leurs royaumes, États et provinces, jugeant que ce remède extrême était absolument nécessaire pour empêcher les peuples chrétiens de se provoquer, de s'attaquer et de se déchirer dans le sein de l'Église, notre sainte-mère. Mais ces très-chers fils en J.-C. persuadés, que ce remède ne pouvait être durable et propre à réconcilier l'univers chrétien, à moins que la Société entière ne fût tout à fait éteinte et supprimée, ils ont exposé au Pape Clément XIII, notre prédécesseur, leur désir et leur volonté ; et, réunissant leur autorité, leurs prières et leurs vœux, ils l'ont requis d'employer ce moyen efficace de pourvoir à *la sûreté perpétuelle* de leurs sujets et au bien de l'Église universelle de Jésus-Christ.

« Mais la mort de ce Pontife, *arrivée contre l'attente de tout le monde*, empêcha entièrement le cours et la consommation de cette affaire. La clémence divine nous ayant placé sur la même chaire de Pierre, les mêmes vœux, demandes et prières nous ont été adressés ; *plusieurs évêques et autres* personnages, très-distingués par leurs dignités, leur doctrine et leur religion, nous ont aussi fait connaître leur désir et leurs sentiments.

« Cependant, pour prendre le parti le plus sûr dans une affaire grave et d'une aussi grande importance, nous avons jugé que nous avions besoin d'un long espace de temps, non-seulement pour faire de soigneuses recherches, peser avec maturité et délibérer avec la plus grande prudence, mais aussi pour demander au Père de la lumière, par des gémissements et des prières continuelles, un secours et une assistance particulière, que nous avons encore tâché de nous procurer par l'entremise des prières et des œuvres de piété des fidèles, à qui nous avons eu recours ; entre autres

choses, nous avons voulu examiner sur quel fondement était appuyée l'opinion reçue de beaucoup de personnes que la Compagnie de Jésus avait été approuvée et confirmée d'une manière solennelle par le Concile de Trente ; et nous avons reconnu qu'il n'en avait été question dans ce Concile que pour l'exempter du décret général, par lequel il avait été statué à l'égard des autres Ordres réguliers, que le temps du noviciat accompli, les novices trouvés capables seraient admis à la profession ou renvoyés du monastère.....

« Après avoir mis en œuvre des moyens si nombreux et si nécessaires, dans la *confiance que nous sommes aidé de la présence et de l'inspiration du Saint-Esprit* ; contraint encore par la nécessité de notre charge, qui nous oblige très-étroitement à entretenir, concilier et affermir de toutes nos forces le repos et la tranquillité de la république chrétienne, et à écarter tout ce qui est capable de lui causer le moindre préjudice ; voyant d'ailleurs que la dite Société de Jésus ne peut plus rapporter les fruits abondants et salutaires, ni les grands avantages pour lesquels elle a été approuvée et décorée de tant de privilèges, et que même, tant qu'elle subsiste, il est extrêmement difficile, et peut-être même tout à fait impossible de rendre à l'Église une paix véritable et permanente ; déterminé par ces puissants motifs, et *pressé par d'autres raisons que les lois de la prudence et le gouvernement c'e l'Église nous fournissent, et que nous tenons secrets au fond de notre cœur*, marchant sur les traces de nos prédécesseurs.... tout mûrement considéré, de science certaine et de puissance apostolique ;

« Nous éteignons et supprimons la susdite Société, nous cassons et abrogeons tous et chacun de ses offices, ministères et administrations ; nous lui ôtons ses maisons, ses

écoles, collèges, hospices, métairies et lieux quelconques, en quelque province et royaume qu'ils soient situés, et de quelque manière qu'ils lui appartiennent.....

« A cet effet, nous déclarons cassée à *Perpétuité* et éteinte en entier toute autorité quelconque du Général, des Provinciaux, des Visiteurs et de tous autres supérieurs de la dite Société tant au spirituel qu'au temporel.

.
.

« Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le 21 juillet 1773, et la cinquième année de notre Pontificat.

« *Signé : A. CARD. NIGRONUS.* »

Ce Bref met pleinement en lumière les causes et les motifs qui ont déterminé Clément XIV à abolir les Jésuites. Toutefois les lecteurs qui désireraient de nouveaux détails sur cette importante décision, peuvent consulter un autre Bref du même Pontife adressé au cardinal de Bernis, ambassadeur de France à Rome, en date du 9 mars 1774. Le Pape y rappelle au cardinal les très-grandes et très-fortes raisons, *maximæ gravissimæque rationes*, qui l'ont déterminé à abolir la Société de Jésus. On y trouve aussi des preuves irréfragables que le Souverain-Pontife a apporté à cette affaire tout le temps, toute la prudence et toute la maturité de conseil nécessaires à une détermination aussi grave. C'est ce qui ressort également de la dépêche officielle du cardinal de Bernis au duc d'Aiguillon, en date de Rome, 16 mars 1774, où on lit : « Clément XIV avait feuilleté les archives de la Propagande où sont consignés des monuments qui n'ont pas vu le jour par des ménagements de

charité, de crainte et de politique (1). Savant théologien, il (le Pape) avait examiné les ouvrages répréhensibles, soit en morale, soit en théologie sortis, de l'école des Jésuites; il n'ignorait pas l'opiniâtreté avec laquelle ces Religieux les avaient toujours défendus, *même après des censures canoniques*. Comme homme d'esprit et comme religieux il avait aperçu les ressorts du gouvernement jésuitique..... En un mot, le Pape actuel s'était mis au fait des intrigues tant anciennes que modernes des Jésuites.... Mais surtout il n'ignorait pas combien il était dangereux de leur déplaire, ou même de ne leur être pas dévoué; car ils n'ont jamais fait de différence entre des amis prudents et des ennemis déclarés. »

On peut juger d'après ces lignes quelle est la bonne foi des Jésuites, qui prétendent que « Clément XIV, en abolissant *un ordre si précieux* (ô humilité!), l'a fait plutôt *par une suite de sa complaisance pour les Cours que par une conviction sincère et bien déterminée*. » Voilà comment ces Révérends Pères apprécient l'œuvre d'un Pape qui, selon les témoignages les plus authentiques, a déclaré « que la crainte de déplaire aux grandes puissances ne l'aurait ni ébranlé ni intimidé; d'un Pape qui a prononcé en Vicaire de Jésus-Christ et non en prince politique qui consulte le monde plutôt que l'Évangile. » Ah! si la charité de Clé-

(1) Ces paroles expliquent les motifs qui ont empêché Clément XIV de dévoiler tout ce qu'il savait. Ce sont là, dit-il lui-même, des choses que la prudence l'a forcé à *tenir secrètes au fond de son cœur*! Toutes les assertions du cardinal de Bernis ont été d'ailleurs vérifiées par un savant magistrat au commencement du dix-neuvième siècle, à l'époque où les archives de la Propagande furent transportées à Paris.

ment XIV ne l'avait pas empêché de publier toutes les pièces du procès, il ne serait que trop justifié ; et si on pouvait lui adresser quelque reproche , si la prudence n'était une vertu, si son admirable abnégation et son inépuisable charité n'étaient des motifs trop respectables, on serait tenté de l'accuser de tergiversation et presque de faiblesse, non à l'égard des Princes, mais des Jésuites, qu'il connaissait *intus et in cute*. Du reste Clément XIV n'a été que l'exécuteur des desseins de la Providence, s'il faut ajouter foi à la curieuse prophétie suivante, qui a été aussi complètement vérifiée que clairement énoncée.

III

Prédiction faite par Georges Bronsvet, archevêque de Dublin, vers le milieu du seizième siècle, touchant les Jésuites.

« Il y a une fraternité qui s'est élevée depuis peu et qui en séduira plusieurs : ce sont les Jésuites, qui, vivant la plupart selon *les Scribes et les Pharisiens*, tâcheront d'abolir la vérité. Ils en viendront presque à bout ; car ces sortes de gens se tournent en plusieurs formes : avec les païens, ils seront païens ; avec les athées, athées..... exprès pour connaître vos intentions, vos desseins, vos cœurs et vos inclinations. Ces gens se répandront par toute la terre. Ils seront admis dans le conseil des princes qui n'en seront pas

plus sages. Ils les enchanteront jusqu'au point de les obliger à révéler leurs cœurs et leurs secrets les plus cachés. Ils ne s'en apercevront point. Néanmoins, Dieu, à la fin, pour justifier sa loi, retranchera promptement cette Société, même par les mains de ceux qui l'ont le plus secourue et se sont servis d'elle ; de sorte qu'ils deviendront odieux à toutes les nations. Ils seront de pire condition que les Juifs ; ils n'auront point de place fixe sur la terre, et alors un Juif aura plus de faveur qu'un Jésuite. »

FIN.

PUBLICATIONS

DE LA

LIBRAIRIE EUGÈNE PICK

ÉDITEUR

RUE DU PONT-DE-LODI, 5, A PARIS

EXTRAIT DU CATALOGUE

Coalition ultramontaine et ses conséquences probables. Mandements, Allocutions, Circulaires, Lettres pastorales, Brochures, etc., réunies et commentées, par UN CHRÉTIEN. 2^e édit., revue, corrigée et augmentée d'un grand nombre de documents nouveaux. 1 v. in-8 comp. Prix. 3 fr. 50

SOMMAIRE : Avertissement de la 2^e édition. — Lettre d'un curé des Landes. — Lettre du comte de Malortie. — Les trois allocutions du Pape. — La lettre du cardinal Antonelli. — Les mandements et extraits de mandements des cardinaux Morlot, Donnet et Mathieu; — des archevêques de Sens, Tours (mandement et lettre à S. Exc. M. Roulland), Cambrai, Rennes, Avignon, Rouen; — des évêques d'Orléans (Mgr Dupanloup), Arras, Digne, Périgueux, Nevers, Laval, Rodez, Metz, Mans, Nantes, Evreux, Blois, Soissons, Autun, Angers, Poitiers, Bayeux, Saint-Brieuc, Valence, Saint-Claude, Coutances, Aire, Marseille, Belley, Perpignan (Lettre au *Constitutionnel*), Agen, Alger, Montpellier, Nancy, La Rochelle, Luçon, Toulouse, Nîmes, Clermont, etc., etc., et des brochures de MM. Montalembert et Louis Veuillot. — Réflexions sur la mort du comte de Cavour et sur la reconnaissance du royaume d'Italie.

Ultramontanisme dévoilé et combattu dans ses tendances antichréennes, antirationnelles, antilibérales et antisociales, par M. P. ROCHELLE, avec cette épigraphe : « La doctrine ultramontaine moderne, si elle venait à triompher dans le monde religieux, ferait sortir du catholicisme les peuples qui lui appartiennent, et empêcherait d'y entrer ceux qui ne lui appartiennent pas. » (Mgr AFFRE, archevêque de Paris). Un beau volume in-18 format Charpentier de plus de 300 pages. Prix. 3 fr. 50

Concile et pas de Schisme, par l'auteur de la *Coalition ultramontaine*. Grand in-8. Prix. 1 fr.

Evêques devant la loi, par ANTOINE LIZEUX. Gr. in-8. Prix. 75 c.

Pape et les Ultramontains au tribunal de Fénelon, par M. P. ROCHELLE. In-8. Prix. 1 fr.

Les Chants du Capitole, par ARMAND LEBAILLY. — Deuxième édition ornée d'une lettre autographe de VICTOR HUGO. — Un joli vol. in-18. 25

SOMMAIRE : Marseille. — Sacra Memoria. — Hégésippe Moreau. — Victor Hugo. — Le Chant des Mills. — Mon Père. — Jérôme Savonarole. — Le Rameau d'or. — De Rome à Jérusalem. — Le dictateur à Paris. — Aux lions de St-Marc. — Le jeune Napolitain. — La Ville Eternelle. — Les Chemises rouges. — Bandiera. — Le Dictateur. — La Russie. — La Grande Orientale. — Laura Mia. — Pétrarque au Capitole. — Venezia-la-Bella. — Ne voyez-vous pas son étoile. — Les chants d'Indépendance. — Le Monument de l'Indépendance. — La Voix du Capitole. — Le Chiavel. — Le Fourgon des Cosaques. — Le Drapeau Noir à Palerme. — Les Fiertés de l'Ame. — Caprera. — A l'Ombre de Brennus. — Napoléon est à la France. — Le Monde au Capitole. — Ma Colline.

Histoires héroïques des Français, racontées à S. A. Napoléon-Eugén PRINCE IMPÉRIAL, par M. P. CHRISTIAN, ancien officier d'ordonnance du maréchal Bugeaud, ex-bibliothécaire au ministère de l'instruction publique. Joli vol. élégant, relié, format diamant, de près de 600 pages, orné d'une magnifique photographie d'après nature de S. A. le PRINCE IMPÉRIAL. 55

Histoire populaire de la Garde impériale sous Napoléon I^{er}, par EMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE. Un beau volume de près de 500 pages, illustré de 41 gravures tirées à part, avec types coloriés à l'aquarelle. 75

Histoire de dix-huit ans du règne et de la chute de Louis-Philippe, par ALEXANDRE DUMAS. 2 beaux vol. gr in-8, seule édition contenant des pièces justificatives et des notes inédites, illustré de 8 grav. sur acier. Prix. 35

Histoire de la Restauration, ou Précis des règnes de Louis XVIII et de Charles X, complétant Dulaure, Châteaubriand, Thiers, Vaulabelle de Lamartine, Michelet, Capéfigue, etc., par F. RITTIERZ, avocat, ancien rédacteur en chef du *National*, du *Censeur de Lyon*, du *Journal de Rouen*, auteur de *l'Histoire du règne de Louis-Philippe*. Deux beaux vol. in-8 brochés, contenant ensemble plus de 800 pag. et la matière de quatre volumes ordinaires, orné d'un grand nombre de gravures sur acier. Prix. 85

Nouveau Dictionnaire usuel de la Langue française, rédigé sur un plan entièrement neuf, d'après l'orthographe officielle de l'Académie, avec tous les mots relatifs à la législation, au commerce, à l'industrie, à l'agriculture, aux arts et métiers, aux sciences, médecine, chirurgie, pharmacie, chimie, etc., etc., qui se trouvent dans les Dictionnaires de MM. Lecherelle, Napoléon Landais, Boiste, Poitevin, Bouillet, De Wailly, Ch. Nodding, Guizot, Villemain, etc., par une Société de savants, de professeurs d'hommes de lettres, sous la direction de M. E.-B. MICHELET. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée de plus de 10,000 mots qui ne trouvent pas dans les plus volumineux dictionnaires imprimés depuis longtemps. Un vol. in-32 de plus de 500 pages, relié à l'anglaise. Prix. 25

Nouveau Dictionnaire universel des Inventions et Découvertes anciennes et nouvelles chez tous les peuples, recueil historique et complet renfermant près de 2,000 articles puisés dans un grand nombre d'ouvrages anciens et modernes, par M. HANNEQUIN. Un beau volume grand in-8° de plus de 700 colonnes de texte. Prix broché. 6 fr.

Nouveau Dictionnaire universel d'histoire, biographie de tous les personnages célèbres et de la mythologie, par CH. DE BUSSY, auteur de *'Encyclopédie universelle*. Un beau vol. in-18 de près de 600 pag. relié. 5 fr.

Grande extension du Commerce extérieur de la France et de ses industries agricole et manufacturière, par M. Z. JOUVEZ, de la Bibliothèque de l'Arsenal, à Paris, ancien avoué de l'administration des douanes près la Cour impériale. Cet important ouvrage, qui intéresse au plus haut point l'avenir commercial, industriel et agricole de la France, a été honoré des souscriptions de S. A. I. le prince Napoléon; de MM. les ministres de l'intérieur, du commerce et de l'agriculture, des chambres de commerce de Paris, de Mulhouse, du Havre de Bordeaux, de Montpellier, de Marseille, etc. Un volume in-18 de 340 pages. Prix. 3 fr. 50

Le bon Vétérinaire français, nouveau guide usuel, pratique et complet de l'éleveur, du fermier, du cultivateur, du propriétaire d'animaux domestiques, du maréchal-ferrant, maître de poste, marchand de chevaux, herbager, boucher, berger, etc., etc. Seul ouvrage contenant pour la première fois, en un volume portatif et sur un plan clair, simple, méthodique et très-facile à comprendre : l'Art de connaître, prévenir, soigner et guérir soi-même et à peu de frais toutes les maladies des chevaux, bœufs, vaches, taureaux, ânes, mulets, moutons, brebis, porcs, chèvres, chiens, lapins, poules, oies, canards, pigeons, dindons, abeilles, etc. — Le choix et la description des différentes races, les croisements, les soins, la nourriture, l'âge des animaux, le moyen d'en tirer le produit le plus avantageux, et généralement tout ce qui concerne l'écurie, l'étable, la bergerie, la porcherie, la basse-cour, les ruches, etc. — Ouvrage rédigé sur les meilleurs travaux et d'après les découvertes les plus récentes des professeurs de l'Ecole impériale vétérinaire d'Alfort, par M. CHARLES JOIGNEAUX, praticien, membre de plusieurs sociétés d'agriculture. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée. Un joli volume in-16 illustré de 80 figures gravées sur bois et sur acier. Prix richement relié. 4 fr.

Nouveau Tableau de l'Art vétérinaire pratique, véritable conseiller des propriétaires et amateurs de chevaux et autres animaux domestiques, contenant la description du cheval, ses perfections, ses défauts, ses maladies et leur traitement, ainsi que les principales maladies des bestiaux et animaux domestiques. Nombreuses figures gravées sur acier, accompagnées d'explications claires et précises. Dessins et gravures par les premiers artistes de Paris. Explication par M. CHARLES JOIGNEAUX, praticien, membre de plusieurs sociétés d'agriculture. Imprimé avec soin sur beau papier. Dimension : 63 cent. de hauteur sur 90 cent. de largeur. Prix.. 3 fr.

Le Code Napoléon expliqué, à l'usage des gens du monde, par M. F. VUILLAUME, docteur en droit, avocat à Paris. Nouvelle édition augmentée, du Droit administratif expliqué, du Droit commercial expliqué, du Droit rural expliqué, des Lois nouvelles les plus usuelles, des Lois sur le Crédit foncier, d'un nouveau Manuel formulaire des actes usuels sous signatures privées, en matière civile, commerciale, industrielle, et des tarifs, taxes et frais divers d'actes et de procédure dus aux hommes de loi du Paris et des départements. — Un très-fort volume in-8° de près de mille pages, contenant la matière de 10 volumes ordinaires. Prix, br. 12 fr.

Les Pères de Famille et la Conscription militaire, Guide du Citoyen au sort et de la révision, par M. PEAU-SAINT-MARTIN, avocat au tribunal de première instance du Mans, membre du conseil d'arrondissement. — Dispenses — Exemption. — Exonération. — Engagements. — Rengagements. — Avantage de la carrière militaire. Règlement du 9 janvier 1861 sur l'organisation de la réserve. — Cet ouvrage de la plus grande utilité pour toutes les familles, a été honoré de la souscription et de l'approbation de S. Exc. M. le Ministre de l'Intérieur. Un vol. in-18. 1 fr. 25.

Code des cabaretiers, limonadiers et aubergistes, leurs devoirs et leurs droits. — Cet ouvrage indispensable à toute personne exerçant le petit ou en grand le commerce des vins et liqueurs, aux plus humbles aubergistes comme aux plus grands maîtres d'hôtels, a été honoré de la souscription et de l'approbation de M. le Ministre de l'Intérieur. In-32, 1 fr.

Le petit livre des postes et des télégraphes. — Législation, jurisprudence, notions générales. — SOMMAIRE : Affranchissement des lettres. — Articles d'argent. — Lettres chargées et recommandées. — Délit et contraventions dans les expéditions par la poste. — Faux — Fraudes. — Nom supposé. — Tarifs pour la France et l'Etranger. — Timbres-poste. — Des maîtres de poste. — Service télégraphique. — Un vol. in-32. Prix. 1 fr.

Le Voyageur, les Chemins de fer, l'hôtel, les Dames en voyage. SOMMAIRE : Contrat de transports. — Le Voyageur en diligence. — Le Voyageur en chemin de fer. — Omnibus. — Voitures de place — Responsabilité. — Train de plaisir. — L'Hôtel. — Transport de chevaux. — Bagages. — Police des chemins de fer. — Les Dames en voyage. — Un vol. in-32, 1 fr.

Nouveaux Tarifs, taxes et frais divers dus aux avoués, notaires, huissiers. Droits, devoirs et obligations des avocats, des huissiers, des notaires, des avoués Seul ouvrage présentant le moyen de connaître les abus et les exactions et de les faire cesser, les nouveaux tarifs des frais en police correctionnelle et simple police, en justice civile, commerciale et criminelle, et de l'enregistrement et du timbre, par M. MAZADE. Augmenté de lois nouvelles, décrets nouv. 1 vol. in-16 relié de 440 pages. Prix. 2 f. 50.

Tenue des livres. Nouvelle méthode ingénieuse et facile pour apprendre seul et sans maître la tenue des livres en partie simple et en partie double, à l'usage du commerce et de l'industrie, ouvrage extrêmement simplifié et mis à la portée de toutes les intelligences par le moyen de nombreuses applications et de définitions fort claires. 6^e édition, augmentée : 1^o d'un modèle de bilan ; 2^o du tarif des patentes ; 3^o de la nouvelle législation sur les sociétés de commerce, l'affranchissement des échantillons, des circulaires, des imprimés ; sur la contrainte par corps, etc. ; 4^o des formules de bordereaux d'inscriptions hypothécaires ; 5^o du tarif des honoraires dus aux notaires, aux avoués, aux avocats, aux greffiers, aux huissiers, etc. ; 6^o des droits d'enregistrement ; 7^o des principaux actes de commerce, tels que billets à ordre, traites, lettres de change, actes de société, règlement sur les faillites, refus ou contestations lors de la réception des marchandises, avaries, termes, usances, protêts, liquidations, saisies, ventes, concordat, réhabilitation, etc., etc., par le professeur VICTOR DOUBLET, auteur du *Dictionnaire général des Professions*. Prix. . . 3 fr.

Petite Mosaïque littéraire et portative. 40 ans de recherches historiques et curieuses à travers les siècles, présentant au bibliophile et à toutes les intelligences un mélange d'études morales, religieuses, historiques, littéraires, anecdotiques, puisées dans un grand nombre d'ouvrages anciens et modernes, attestant la diversité des connaissances de l'homme, ses mœurs, ses erreurs et ses traditions. Ces articles, tantôt analysés, tantôt conservés dans leurs textes, souvent accompagnés de réflexions et de brèves explications, forment un recueil assez étendu par sa grande diversité, avec un *Appendice sur l'humanité en général*, par M. A. FOUCAULT-DUPARC, collaborateur d'une société de jurisconsultes et d'hommes de lettres. Un joli volume in-18 broché de plus de 400 pag. Prix. 2 fr.

Grammaire française élémentaire, d'après un plan méthodique. — 935 Exemples. — 2^e édition. — un vol. in-12 cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Arithmétique élémentaire, — toutes les règles, — poids et mesures, etc. à l'usage des institutions, des écoles primaires et régimentaires et des commerçants. — 4^e édition. Un joli vol. in-12, cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Problèmes d'Arithmétique. — Exercices gradués, suivis d'une nomenclature détaillée des poids et mesures, de tables pour la conversion des mesures anciennes et nouvelles, d'un tableau des monnaies en usage en Europe et d'une table de multiplication jusqu'à 30 fois 30. — 3^e édition revue et augmentée. Un vol. in-12, cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Géométrie descriptive. — Vignettes. — Dessins. — figures à l'appui de toutes les démonstrations. — Problèmes nouveaux — 3^e édition revue et augmentée. — Un joli volume in-12, cartonné à la Bradel. Prix. . . 1 fr.

Traité d'arpentage rendu facile à tous. — Avec figures géométriques dessins et gravures dans le texte, représentant les diverses opérations de l'arpentage. — Un joli vol. in-12, cartonné à la Bradel. Prix. . . . 1 fr.

Éléments d'algèbre.— Complément à l'étude des mathématiques. 3^e édit. revue et augmentée. Un joli vol. in-12, cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Tenue des livres complète, en partie double et en partie simple.—Traité simplifié de comptabilité commerciale, — suivi d'exercices pratiques de tenue de livres,— de modèles de livres auxiliaires, — d'une balance, — d'un inventaire, général ou bilan. — 4^e édition revue et augmentée. — Un joli volume in-12, cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Géographie générale élémentaire Universelle, Politique et Physique, suivie des tableaux des montagnes et des rivières. 3^e édit. revue, corrigée et augmentée,. — Un joli vol. in-12, cartonné à la Bradel. Prix.. 1 fr.

Géographie de la France, à l'usage des familles et des écoles.— Nouvelle édition. — Un joli volume in-12, cartonné à la Bradel. Prix. . . 1 fr.

Physique popularisée, avec gravures et vignettes représentant les différents appareils et leur mouvement. — Deuxième édition revue et augmentée. — Un joli volume cartonné à la Bradel. Prix 1 fr.

Chimie popularisée — avec gravures représentant les appareils. — 2^e édition revue et augmentée. Un joli vol. cartonné à la Bradel. Prix.. 1 fr.

Histoire Ancienne. — Asie, Afrique, Europe. — Depuis la création jusqu'à l'an 476, après Jésus-Christ, avec vignettes. — Deuxième édition, revue et augmentée.— Un joli volume cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Religion Chrétienne. — ses bienfaits dans le passé, le présent et l'avenir. — Edition illustrée.—Un volume in-12, cartonné à la Bradel. Prix. 1 fr.

Vie des Saintes. — Lectures édifiantes. — Illustrations splendides. — Portraits et sujets religieux dans le texte et hors texte.— Deuxième édition. — Un joli volume in-12, cartonné à la Bradel. Prix 1 fr.

Histoire d'une Sous-maitresse, par Mme Adèle Esquiros. — **SOMMAIRE** : La Classe, — les Vacances, — le Maître d'Ecriture. — Aminthe, — Pauline, — Zélie, — Clotilde. — Un joli vol. in-18, broché. Prix . 1 fr.

L'Amour, par Mme Adèle Esquiros. — **SOMMAIRE** : Situation actuelle de l'Amour. — L'Homme Dieu. — Il crée la Femme. — Ménage modèle. — Le Mari médecin — Le Mari confesseur. — Le Mari fouetteur. — L'Amour refroidi. — La Femme crée. — Plus de vieilles femmes. — L'Amour d'un Monde à l'autre. — M. Michelet. — Des fausses amours. — Magnétisme. — Fiction. — Comédie. — Aberration. — De l'influence des fausses amours. — L'Amour. — Ces Femmes ont des talents particuliers. — La Civilité du Cœur. — Conclusion. — Un volume in-18, broché Prix. 1 fr.

Nouvelle et grande Carte de l'Empire français divisé en 89 départements. — La géographie actuelle de la France était à refondre, et toutes les cartes anciennes ou à bon marché étaient devenues incomplètes et par suite inutiles. Aucune ne retraçait exactement nos nouvelles voies de communication, grandes ou petites, ni les 20,000 kilomètres de chemins de fer actuellement en exploitation ou en construction, etc. — Cette lacune regrettable est aujourd'hui comblée très-heureusement par la publication de cette *nouvelle carte routière, topographique, commerciale et industrielle des 89 départements de l'Empire français*. — Elle indique : les chemins de fer avec la nomenclature complète des stations sur tous les parcours ; les routes impériales, départementales et stratégiques, avec leurs rectifications les plus récentes : les rivières navigables et les canaux, ainsi que les parcours réguliers des paquebots à vapeur qui servent aux correspondances commerciales et postales entre les ports de la France, de l'Algérie, de l'Angleterre et de la Belgique. — On trouve dans cette carte, ce qu'on ne voit pas dans presque tous les atlas ou cartes publiées jusqu'à ce jour, la *délimitation et la division topographique et administrative des trois nouveaux départements* : Savoie, Haute-Savoie et Alpes-Maritimes, avec les modifications apportées par le décret du 23 novembre dernier. — Elle a été dressée sur des documents officiels, par M. VUILLEMIN, ingénieur géographe de première classe, et déposée au ministère de l'intérieur. — Cette carte est illustrée, gravée sur acier par les plus célèbres graveurs de Paris, et très-nettement imprimée sur beau papier. Le coloris présente d'un seul coup d'œil, la limite de chaque département et le tracé exact et complet de toutes les lignes de chemins de fer en construction ou en exploitation, etc., etc. — *Dimension de cette carte*. 75 cent. de hauteur sur 105 cent. de largeur. Prix . . 3 fr.

Nouvelle grande Carte des 89 départements de la France, avec les Etats limitrophes, illustrée des 30 dessins représentant les vues des principales villes, gravées en lettres très-lisibles. — Divisée et coloriée par départements. Dressée par des ingénieurs géographes de première classe — et soigneusement imprimée sur papier format dit *grand-monde*, 90 centimètres de hauteur sur 130 centimètres de largeur. Prix . 4 fr.

Nouveau plan illustré de la ville de Paris. — Indiquant tous les changements et le nouveau tracé jusqu'en 1861, plus exact, plus récent et plus complet que tous ceux publiés jusqu'à ce jour ; contenant, en outre, le bois de Boulogne complet et la légende de toutes les rues ; magnifiquement colorié par arrondissement, et illustré de vignettes. — Dimension : 62 centimètres de hauteur sur 90 cent. de largeur. Prix . . 2 fr.

Nouvelle et grande Carte d'Europe, coloriée avec le plus grand soin, indiquant toutes les nouvelles communications par terre, par eau et par chemins de fer, illustrée de nombreuses gravures représentant les divers costumes des habitants et les vues des principales capitales. Cette carte inédite, dressée par M. VUILLEMIN, vient d'être achevée. — Dimension : 78 centimètres de hauteur sur 103 centimètres de largeur. . 3 fr.

Nouveau plan de Paris et des vingt arrondissements, avec la nomenclature, par ordre alphabétique, de toutes les rues, places, quais, boulevards, passages, avenues, etc. — Orné de 30 gravures représentant les principaux monuments de la capitale. — Colorié et imprimé avec soin. — Dimension : 90 cent. de hauteur sur 130 de largeur. Prix. 4 fr.

Grande Carte routière et politique de l'Europe. — Donnant les voies de communication par terre, par eau, et tous les tracés des chemins de fer, plus le plan des douze principales capitales, et une notice historique sur chacune d'elles. — Dressée par les principaux géographes de l'Europe, et gravée sur acier en lettres très-lisibles, par les meilleurs artistes. — Imprimée et coloriée avec le plus grand soin. — Dimension de cette carte : 90 cent. de hauteur sur 130 cent. de largeur. Prix. . . 4 fr.

Planisphère universel, historique et illustré, très-soigneusement colorié, nouvelle et immense carte géographique, statistique et commerciale des cinq parties du monde; élévation des plus hautes montagnes du globe; tableaux des distances entre les principaux points de l'Univers; longueurs, sources et embouchures des principaux fleuves; notes explicatives sur les plus célèbres navigateurs et toutes les découvertes faites jusqu'à nos jours. Dimension : 90 cent. de hauteur sur 130 de largeur. Prix. 4 fr.

Magnifique Tableau de l'Histoire universelle depuis la création du monde jusqu'à nos jours. — Contenant la nomenclature de tous les peuples de l'antiquité, leur origine, leur situation territoriale et la disparition de leurs races; événements remarquables, personnages célèbres, monuments, inventions et découvertes de toutes les nations anciennes et modernes, et toutes les dates exactes avant et depuis le déluge universel, avant et depuis Jésus-Christ, continué jusqu'à nos jours. — Ce splendide et incomparable tableau, dressé avec méthode et classé par une société de savants de toutes les nations, présente, sous un jour nouveau, toutes les principales connaissances historiques qui se trouvent éparses dans des milliers de volumes qui sont trop chers ou trop confus, et qu'on n'a généralement pas le temps de lire. — Ce tableau, gravé sur acier, très-bien colorié, est illustré de 37 gravures, représentant toutes les merveilles de la nature, ruines célèbres, travaux et édifices les plus extraordinaires du monde entier, depuis le déluge jusqu'en 1861. — Ce superbe tableau, imprimé sur beau papier, est très-bien colorié pour en faciliter l'usage. — Dimension : 75 cent. de large sur 105 de hauteur. Prix. 4 fr.

Adresser les demandes et le montant à M. Eugène PICK, Libraire-Editeur, rue du Pont-de-Lodi, 5, à Paris.

